



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

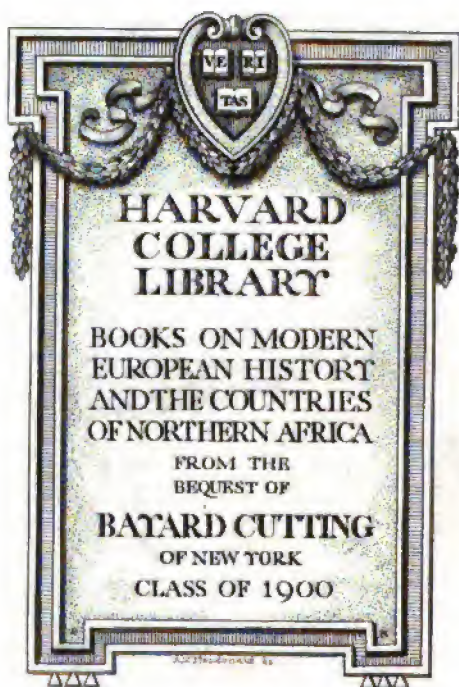
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

115.13.9





Attaque du fort St^e-Catherine par l'armée royale.

(Gravure de C. Chastillon.)

HISTOIRE DE GENÈVE
A
L'ÉPOQUE DE L'ESCALADE
1597 — 1603

HISTOIRE DE GENÈVE

A

L'ÉPOQUE DE L'ESCALADE

1597—1603

PAR

HENRI FAZY

AVEC 4 PLANCHES

GENÈVE

HENRY KÜNDIG, LIBRAIRE-ÉDITEUR
Libraire de l'Institut.

1902

Swi 10.13.9



Cutting fund

PRÉFACE

Le vieil historien de Henri IV, Matthieu, écrivait à propos de Genève : « L'humeur de cette ville est de demeurer libre. L'inimitié est naturelle à la plupart des habitants de cette ville contre le Duc et si enracinée que, s'il les pressoit de vive force aux extrémités d'un siège, ils se résoudroient, comme ceux de Xanthe, à mêler leurs cendres avec la fumée de leurs maisons. »

Ces lignes pourraient servir d'épigraphe au présent ouvrage; en effet l'humeur de Genève était de demeurer libre; retracer l'histoire de la République de Genève au XVI^e siècle, c'est raconter l'œuvre de vaillance, d'indomptable énergie, accomplie par ses citoyens pour maintenir leur indépendance. L'Escalade du 12 décembre 1602 et le traité de Saint-Julien qui la suivit sont les derniers épisodes d'une lutte

séculaire. Le but de ce livre est d'éclairer de quelque lumière les événements qui servirent de préface à l'entreprise de 1602, de montrer quelle place Genève occupa dans la politique de Henri IV, de Charles-Emmanuel, de Lesdiguières et des Liges suisses.

Pendant de longues années nous avons en quelque sorte vécu avec les Genevois du XVI^e et du XVII^e siècle; nous avons appris à les aimer, à les estimer; peut-être même nous reprocherait-on de ne pas faire mystère de nos sympathies ou de nos préférences et d'apprécier en toute liberté les hommes et les choses; nous acceptons le reproche, car nous ne pouvons considérer l'histoire comme une œuvre de stérile compilation et nous croyons que le narrateur, que l'historien, conserve le droit absolu de juger, pourvu qu'il respecte scrupuleusement les faits et qu'il ne se permette aucune interprétation douteuse.

Nous ne saurions terminer ces lignes sans adresser nos sincères remerciements à Messieurs

C. Duval, sénateur, et Ch. Bastard qui, en nous communiquant d'anciennes gravures, nous ont permis d'orner ce volume de quatre planches intéressantes.

Genève, 1^{er} mai 1902.

HENRI FAZY.

LE TRAITÉ DE VERVINS ET LA QUESTION
DE GENÈVE

Vers la fin de l'année 1597, l'étoile de Henri IV, qui avait subi une passagère éclipse, brillait d'un nouvel éclat. Le roi avait repris Amiens sur les Espagnols et de toute part ses ennemis perdaient courage. Philippe II, accablé par les infirmités, renonçait à poursuivre son rêve de domination universelle ; il pressentait sa fin prochaine et il n'avait plus d'autre ambition que de laisser à son jeune fils *ses Etats sans guerre*. C'est à ce moment si favorable que le pape Clément VIII prit le parti d'intervenir pour ménager le rétablissement de la paix entre la France et l'Espagne. Il voulut tout d'abord s'assurer des dispositions de Philippe II et lui envoya dans ce but le Père Bonaventure

Calatagirone, patriarche de Constantinople et général des Cordeliers : ce dernier était, suivant le chancelier de Cheverny, « un homme très avisé et entendu aux affaires du monde et en celles de sa profession ¹. » Calatagirone arrivait comme à point nommé ; Philippe II prêta l'oreille aux ouvertures que le général des Cordeliers était chargé de lui faire et lui laissa entendre qu'il était disposé à faire la paix non seulement avec le roi de France, mais aussi avec la reine d'Angleterre, et même avec les Provinces-Unies. Calatagirone n'en demandait pas davantage ; il repartit aussitôt pour Rome annoncer au Saint-Père *ce bon commencement*. Il restait à gagner Henri IV, dont Clément VIII avait déjà pressenti les intentions par l'intermédiaire de son légat, le cardinal de Médicis. Calatagirone avait réussi dans sa première mission auprès de Philippe II ; Clément VIII le chargea d'une autre, plus importante et plus difficile que la première ; il l'envoya en France pour unir ses efforts à ceux du légat. Comme le dit Cheverny, le royaume avait

¹ *Mémoires d'Etat sous le règne des Roys Henry III et Henry IV*, par M. DE CHEVERNY, grand chancelier de France, La Haye. 1669, t. II, p. 14.

besoin de quelque relâche et repos après tant de misères passées¹ ; Henri IV lui-même éprouvait le désir de consolider sa situation et, d'autre part, en sa qualité de nouveau converti, il était fort désireux de plaire au Pape. Le légat et le général des Cordeliers n'eurent donc pas de peine à se faire écouter. On convint d'ouvrir à Vervins des conférences pour la paix, au commencement de l'année suivante.

Un député de Genève, Chapeaurouge, était à la Cour de France, lorsqu'on commença à s'entretenir de la paix ; il cherchait à obtenir le remboursement des frais énormes que Genève avait faits pour le compte de la France pendant la guerre. Sur ce point, Henri IV faisait la sourde oreille et pour cause, car ses finances étaient fort obérées ; mais, lorsque Chapeaurouge le pria avec instance de se souvenir de Genève, s'il venait à conclure la paix, Henri IV lui répondit qu'il ne traiterait jamais avec le duc de Savoie « que la ville de Genève ne fût comprise au traité et qu'il n'eût pourvu à sa sûreté, autant qu'à celle d'aucune ville de son royaume,

¹ CHEVERNY, *Mémoires*, t. II, p. 16.

puisqu'il lui avoit des obligations très particulières, lesquelles il n'oublieroit jamais. » Henri IV fit mieux ; il remit à Chapeaurouge une lettre confirmant sa déclaration. Le Béarnais était assurément de bonne foi, lorsqu'il faisait d'aussi belles promesses, mais la raison d'état les lui fit parfois oublier.

Le 18 janvier 1598, Henri IV donna ses dernières instructions aux deux ministres qui devaient le représenter à Vervins : c'étaient Pomponne de Bellièvre et Nicolas Bruslart de Sillery, président au Parlement de Paris, le même qui, pendant de longues années, avait été l'ambassadeur de Henri IV auprès du Corps Helvétique. Le roi défendit à ses deux plénipotentiaires d'abandonner les intérêts des Provinces-Unies et leur prescrivit, dans le cas où les délais de l'Angleterre et de la Hollande obligeraient à conclure sans eux, d'obtenir au moins une trêve de six mois pour ces deux Etats, avec la faculté d'accéder ultérieurement au traité. Les instructions remises aux deux représentants du roi leur prescrivaient en outre d'avoir « souvenance de faire comprendre les anciens Amis, Alliés et Confédérés de la Couronne de

France, comme il a toujours été pratiqué en semblables traités, sans oublier la ville de Genève, traitant avec le duc de Savoie, et autres semblables dont ils se pourront souvenir ¹. »

Les conférences s'ouvrirent à Vervins dans les premiers jours de février 1598. Le cardinal de Médicis, légat du Saint-Siège, assisté de l'évêque de Mantoue, était « comme le moyennneur des difficultés de ceste bonne et sainte réconciliation ². » Cela ne présageait rien de bon pour les Etats protestants et notamment pour la petite République de Genève ³. Les négociations marchèrent assez rondement, sans trop de difficultés, tant qu'il n'y eut en jeu que les intérêts des rois de France et d'Espagne, mais tout fut remis en question par le

¹ *Mémoires de Bellièvre et de Sillery*, La Haye, 1686, p. 15.

² P. MATTHIEU, *Histoire du règne du Roy Henry IV*, Paris, 1607, p. 38.

³ Chapeaurouge avait témoigné le désir de se rendre à Vervins, mais Sillery fit *le froid* et lui laissa comprendre que sa présence serait inopportune et même gênante. Chapeaurouge le déclara en propres termes, lorsqu'il rendit compte de sa mission en séance du Conseil, le 13 juin 1598 : « Il s'offre d'y aller avec ledict Sr de Sileri, mais d'autant que ledict Sr de Sileri faisoit le froid, il n'y ala pas ; aussi bien il n'y eust esté bien veu par le légat, le nonce du Pape et les ambassadeurs d'Espagne. »

fait du duc de Savoie, que Philippe II, son beau-père, semblait avoir à peu près oublié. Le 1^{er} mars, le marquis de Lullin se présenta à Vervins, demandant que le duc de Savoie, son maître, fût compris dans le traité. Les envoyés de Henri IV déclarèrent aussitôt que le roi était disposé à conclure la paix avec le duc, mais à la condition que ce dernier restituât le marquisat de Saluces, usurpé en 1588. Or, le duc de Savoie ne voulait pas consentir à cette restitution et les Espagnols ne pouvaient faire autrement que de le soutenir. Peu s'en fallut que les négociations ne fussent rompues. Le 4 mars 1598, Bellièvre et Sillery expriment au roi leurs craintes à ce sujet : « Nous dirons à Votre Majesté que de tout ce qui nous reste à négocier avec les ambassadeurs d'Espagne soit des affaires de Votre Majesté, soit de ce qui concerne la reine d'Angleterre et Provinces-Unies, il n'y a rien qui nous donne plus de crainte de voir rompre cette négociation que le fait dudit sieur duc de Savoie, car du surplus que Votre Majesté demande, on en peut sortir d'une sorte ou d'autre. »

C'était fort clair, et le marquisat de Saluces était en effet la pierre d'achoppement. Henri IV

ne pouvait transiger sur ce point et l'historien Matthieu en indique la raison plausible : Philippe II consentait par gain de paix à restituer six places en Picardie et un port en Bretagne ; Henri IV pouvait-il traiter avec le duc de Savoie à des conditions moins avantageuses qu'avec Philippe II ? Pouvait-il accepter comme un fait accompli la conquête de Saluces, effectuée contre tout droit en 1588 ? Le différend n'était pas facile à trancher et le Pape en était à craindre que tout échouât et que le marquisat devint « un Mont-Gibel pour embrasser l'Italie. » On eut recours à un expédient ; la question du marquisat fut réservée et les représentants du Saint-Siège obtinrent qu'elle fût remise à l'arbitrage de Clément VIII pour être définitivement tranchée par lui dans le délai d'un an à partir de la signature du traité. Le duc de Savoie fut donc compris dans la paix de Vervins, à la condition qu'il évacuerait Berre, la seule place qu'il eût conservée en Provence.

Le Corps Helvétique était expressément compris dans le traité. En était-il de même pour Genève ? Question délicate qui mérite d'être examinée de près. Le texte du traité de Vervins portait ce qui suit :

« De la part du dict Sieur Roy très chrestien, seront comprins au présent traité, si comprins y veulent estre... les treze Cantons des Liges de Suisse, les Sieurs des trois ligues grises, l'evesque et seigneurie du païs du Valais, l'abbé et ville de Saint-Gall, Toukenbourg (Toggenbourg), Milhausen (Mulhouse), le comté de Neufchastel et autres alliez et confédérés desdicts Sieurs des Liges. »

En réalité, que signifiait cette formule un peu vague : *et autres alliés et confédérés desdicts sieurs des Liges* ? Il semblait presque impossible d'admettre que Genève n'y fût pas implicitement comprise. Henri IV déclara formellement dans la suite qu'il l'entendait ainsi, mais il s'agissait de savoir si le duc de Savoie était du même avis. Que s'était-il passé à Vervins ?

On se rappelle que, dans ses instructions, Henri IV avait recommandé à ses représentants de ne pas oublier Genève, et en effet ils ne l'oublièrent pas ; mais il faut savoir comment ils furent reçus ! Le nom seul de Genève, de la cité maudite, souleva de violents orages. Les députés d'Espagne déclarèrent catégoriquement qu'ils ne pourraient, ni n'oseraient signer un traité où figurerait le nom de Genève.

Bellièvre et Sillery eurent beau faire remarquer que leurs interlocuteurs admettaient sans difficulté au bénéfice du traité Zurich, Berne, Bâle, etc., qui étaient de même confession que Genève ; tout fut inutile, les Espagnols prièrent de les excuser, car ils ne pouvaient pas le faire. Quant au légat, il *se formalisa*, ou, pour mieux dire, il s'irrita à tel point qu'il se serait retiré plutôt que de céder. Les plénipotentiaires français ne savaient réellement à quel saint se vouer ; ils étaient liés par leurs instructions et, d'autre part, s'ils insistaient en faveur de Genève, ils risquaient d'échouer au port. La diplomatie se contente souvent de vulgaires expédients ; Bellièvre et Sillery avaient trouvé une échappatoire pour l'affaire de Saluces ; ils en cherchèrent une autre pour résoudre *la question de Genève*, puisqu'il y avait une question de Genève. Ils renoncèrent à faire figurer au traité le nom de la Rome protestante, mais ils déclarèrent « qu'étant ceux de Genève confédérés aux cantons des Suisses on ne pouvoit nier qu'ils ne fussent compris en la clause générale ¹. » C'était une reculade, un

¹ Lire à ce sujet dans les *Mémoires de Bellièvre et de Sillery* l'important mémoire du 2 mai 1598.

acte de faiblesse ; il paraît que la déclaration verbale des représentants de Henri IV ne provoqua pas de contradiction, d'opposition formelle, et ils en conclurent assez légèrement qu'ils avaient gain de cause ; on croit facilement ce qu'on désire. Bref, ils se crurent autorisés à formuler l'avis suivant :

« Si ceux de Genève demandent à S. M. une déclaration contenant qu'elle entend qu'en la clause générale qui comprend tous les confédérés des Suisses, ils soient compris, nous estimons qu'elle la leur pourra accorder et qu'ils auront l'occasion de s'en contenter. »

Les hommes d'Etat réunis à Vervins avaient cru faire œuvre de haute habileté en écartant, sans les résoudre, les deux questions brûlantes, Saluces et Genève. C'était, après tout, de la politique à courte vue ; la suite le prouva ; il fallut une nouvelle guerre, celle de 1600, pour trancher le différend de Saluces et, en ce qui concerne Genève, la solution équivoque, imaginée par Bellièvre et Sil-lery, eut pour conséquence l'Escalade.

Tandis que la paix se concluait à Vervins, on

était fort loin d'être rassuré à Genève, d'autant plus que la trêve conclue avec le duc de Savoie allait expirer et on signalait des mouvements de troupes dans le voisinage. Fort embarrassé, le Conseil décida le 24 mai d'envoyer un exprès à Grenoble auprès de Lesdiguières, pour lui demander avis. Le vaillant capitaine des protestants dauphinois avait toujours fait preuve des meilleures dispositions à l'égard de Genève ; c'était un soldat doublé d'un habile politique et il était en situation de donner un avis utile. Avant l'arrivée de l'exprès, il écrivit au Conseil que la paix était certaine et qu'à son avis Genève y serait comprise, soit à cause des instances du député Chapeaurouge, soit par suite de l'amitié du roi. Lesdiguières ajoutait qu'en attendant la publication de la paix, il se proposait de continuer la trêve pendant le mois de juin, mais la conclusion de la lettre n'était qu'à moitié rassurante, car le capitaine dauphinois recommandait au Conseil de *faire bonne garde*.

Certes, la lettre de Lesdiguières n'était pas faite pour dissiper les cruelles incertitudes du Conseil ; elle contenait un redoutable sous-entendu. A peu

près en même temps, le 31 mai, le Conseil reçut de l'ambassadeur du roi, Hotman de Mortefontaine, une dépêche qui annonçait en termes généraux la conclusion de la paix, sans rien préciser en ce qui concernait Genève. C'était toujours l'équivoque, l'incertitude, mais le même jour le Conseil reçut la réponse de Lesdiguières à la question qui lui avait été posée. Cette fois le rusé Dauphinois se montrait plus explicite ; il annonçait que le roi lui avait donné l'ordre de publier la paix et que le lendemain, le 7 juin, elle serait publiée dans tout le royaume, « de sorte, disait-il, que vous la devez tenir pour assurée, n'estimant pas qu'en icelle ny vous, ny les bons alliés et confédérés de Sa Majesté, comme vous estes, y soies oubliés, encores que Sa Majesté ne nous mande aucune chose. » Quelle malice calculée dans ce passage ! Lesdiguières disait aux Genevois : « Oui, la paix est faite et elle est rendue publique ; quant à vous, qui êtes de bons alliés du roi, il est à présumer qu'on ne vous a pas oubliés, mais le roi ne nous en dit rien. » La fin de la lettre valait son pesant d'or :

« Et pour ce qui est du soubçon auquel vous

vous trouvés pour les forces qui vous environnent, vous aves à vous prendre bien garde. Je ne scay pas leurs desseings, mais vous ne devez douter que s'ils peuvent, ils vous endommageront et vous et vos voisins. Le meilleur pour y remédier est de faire bonne garde, ne vous voulant taire que, si pendant que nous estions de deçà en guerre, il vous eust plu faire le semblant de vouloir remuer, vous en eussies eu l'avantage de faire démolir le fort Sainte-Catherine. Je ne lairray (laisseray) toutefois de vous estre ce que je vous ay tousiours esté et de vous tesmoigner qu'à jamais je demeureray, Messieurs, vostre bien humble pour vous faire service ¹. »

Pauvres Genevois ! Faites bonne garde, disait Lesdiguières. Autant valait dire : Vous n'êtes pas compris dans la paix et vous êtes à la discrétion du duc de Savoie. Et le capitaine dauphinois leur reprochait encore de n'avoir pas pris les armes pour lui faciliter sa propre besogne ! Il oubliait les sacrifices énormes que la petite république

¹ Le texte de la dépêche de Lesdiguières est reproduit dans le *Registre du Conseil de Genève*, à la date du 31 mai (ancien style).

s'était imposés pendant plusieurs années pour soutenir une lutte inégale. Evidemment, les faibles ont toujours tort. Le Conseil ne voulut pas rester sous le coup d'un reproche immérité, et, tout en remerciant Lesdiguières de ses bons avis, il décida de *s'excuser honnestement* de n'avoir pas pris les armes ¹.

Quelques jours après, le Conseil reçut des nouvelles de la nature la plus inquiétante. Un ministre protestant, Samuel Petit, revenant de Grenoble, rapporta que Lesdiguières l'avait chargé d'une mission confidentielle. Le capitaine dauphinois protestait de ses sentiments de bonne amitié pour Genève et annonçait formellement que la République était comprise dans le traité de Vervins, « non pas spécifiquement, mais en termes généraux, comme alliés et amis du Roy, » mais il ajoutait que le duc de Savoie gardait contre Genève son ancienne et mauvaise « affection, » que M. de Créqui écrivait de Turin : « Le bruit commun est que Genève sera attaquée. » Lesdiguières estimait toutefois que le Duc n'était pas pour le moment dans

¹ *Reg. Cons. de Genève*, 2 juin 1598.

le cas d'assiéger la ville, mais il recommandait de faire bonne garde et de ne plus laisser entrer aussi facilement les Savoyards.

Tout cela n'était pas rassurant. Sur ces entrefaites, le 9 juin, deux délégués de la République de Berne, MM. de Diesbach et d'Erlach, demandèrent audience au Conseil; eux aussi cherchaient à se renseigner. Leurs Supérieurs, disaient-ils, avaient reçu de divers côtés l'avis que le traité de paix était signé entre les rois de France et d'Espagne, mais ils n'avaient aucun renseignement précis, et le bruit courait qu'il se préparait des entreprises contre leur Etat. De Diesbach et d'Erlach étaient chargés de « saluer les bonnes grâces de Messieurs (de Genève), comme de leurs spéciaux amis, voisins et alliés, et les remercier des avis donnés, les assurant de la continuation de leur amitié et assistance juxta les alliances. » On a coutume de dire que rien ne rapproche les distances comme le danger ou l'intérêt. Depuis longtemps, Messieurs de Berne n'avaient tenu à l'égard de Genève un langage aussi amical; ils supposaient sans doute que pour le moment le Conseil pourrait leur être de quelque utilité. Les magistrats genevois, qui ne

demandaient qu'à se concilier les bonnes grâces de leurs puissants alliés, firent le plus gracieux accueil à MM. de Diesbach et d'Erlach et chargèrent trois conseillers de leur tenir compagnie à diner et de leur faire « les mesmes ofres d'amitié et confédérale voisinance. »

Ainsi, à Berne comme à Genève, on était dans l'attente et l'inquiétude. Sur ces entrefaites, Chapeaurouge revint de France, où il avait suivi la Cour depuis le mois de décembre 1597 ; le Conseil allait enfin sortir de l'état d'incertitude dans lequel il se trouvait. Chapeaurouge avait déployé beaucoup d'habileté et de persévérance dans l'accomplissement de sa mission ; il avait cherché en premier lieu à obtenir quelque argent pour payer les intérêts échus des emprunts contractés par Genève, mais sur ce point il avait complètement échoué, et pour cause ; dès que, disait-il plaisamment, il avait parlé d'argent à la cour, *tout fut abattu*¹. Il avait été plus heureux lorsqu'il avait prié le roi de ne pas oublier Genève à l'occasion du traité ; Henri IV lui avait répondu avec bonté

¹ Le rapport de Chapeaurouge sur sa mission en France figure au Registre du Conseil, à la date du 13 juin 1598.

qu'il aimait Genève et qu'il ferait pour elle tout ce qu'il pourrait. Chapeaurouge avait obtenu un précieux témoignage de la bienveillance royale, une lettre qu'il rapportait et qui contenait le passage suivant : « Nous vous assurons aussi que nous avons heu bonne souvenance de vous et de ce qui vous concerne au traité de la dicte paix, de sorte que vous pouvez faire estat de jouir avec nous du fruit d'icelle, comme nous-mesmes, comme nous avons fait dire à vostre Scindic et cognoistres par effet en ce qui se présentera ¹. »

Il eût été difficile de faire une déclaration plus catégorique ; il en résultait que le roi considérait Genève comme comprise dans le traité de Vervins. Chapeaurouge n'avait pas perdu de vue une autre question d'une importance capitale ; il avait demandé à Villeroy comment Genève devrait se comporter à l'égard du bailliage de Gex et du mandement de Ternier. Le ministre de Henri IV avait répondu sans hésitation qu'il fallait garder le territoire conquis et que si on cherchait à en dépouiller Genève, le roi y pourvoirait, attendu que

¹ La lettre de Henri IV, datée de Paris le 8 juin 1598, a été publiée dans l'*Histoire de Genève*, de SPON, édition de Gautier.

le duc de Savoie n'avait obtenu qu'une simple suspension d'armes.

Comme on peut le penser, le rapport de Chapeaurouge et mieux encore la lettre royale produisirent une excellente impression ; il semblait vraiment qu'après de longues années de lutttes et d'épreuves, la République allait enfin recueillir le fruit de sa constance et jouir des bienfaits de la paix. Le Conseil décida sans retard de communiquer la lettre de Henri IV aux cantons protestants, Zurich, Berne, Bâle et Schaffhouse, puis de se plaindre au duc de Savoie des récentes infractions à la paix. D'autre part, le Conseil des Deux-Cents fut convoqué en séance solennelle pour le 16 juin, à 7 heures du matin, et il fut décidé que la paix serait publiée dans les rues de la ville. Le Premier Syndic ouvrit la séance du Deux-Cents en rendant compte de la mission de Chapeaurouge, puis il donna lecture de la dépêche de Henri IV. Le même jour, à midi, la paix fut publiée dans les rues de la ville et le peuple fut convié à rendre grâce à Dieu au son de toutes les cloches ; dans la soirée, le canon gronda sur les remparts, portant au loin l'heureuse nouvelle.

II

DISPOSITIONS DE CHARLES-EMMANUEL A L'ÉGARD DE GENÈVE.

CONFÉRENCES DE THONON ET D'HERMANCE.

L'allégresse des Genevois était sincère et naturelle, mais le frêle édifice de leurs espérances ne devait pas tarder à s'écrouler. En effet, le représentant du duc de Savoie, M. de Jacob, répondit par des faux-fuyants au *plaintif* que lui avait adressé le Conseil, et les gens de guerre du duc restèrent cantonnés dans les environs de la ville, se livrant aux mêmes violences et aux mêmes exactions que par le passé. Le mauvais vouloir de Charles-Emmanuel n'était que trop évident et le Conseil se décida à la fin de juin à soumettre au roi ses justes griefs et à solliciter l'appui de Lesdiguières. Dans sa dépêche au capitaine dauphinois, le Conseil annonce qu'il a fait publier la paix « avec la modes-

tie » qu'il a jugée être requise, mais le duc n'en a cure ; il continue à molester de toute manière les Genevois et la situation de la République est à peu près aussi pénible et aussi dure que s'il y avait *guerre ouverte*, « mais, ajoute le Conseil, nous nous confions tant en la bonté de Dieu qu'il nous préservera de leurs embusches, principalement s'il vous plaist avoir tousiours bon œil et favorable sur nous, selon les promesses qu'il vous a pleu nous faire cy devant, sur lesquelles nous nous appuyons entièrement. » En terminant, le Conseil attire l'attention de Lesdiguières sur un fait récent qui atteste les dispositions hostiles des Savoyards : quelques soldats de la compagnie du S^r d'Urfé ont fait prisonnier un ministre protestant qui se rendait paisiblement dans le bailliage de Ternier pour y remplir ses fonctions ; puis ils l'ont emmené sans autre forme de procès à Quirieu en Dauphiné. Le Conseil priait Lesdiguières d'interposer son autorité, afin que le ministre fût mis en liberté et ramené à Genève, attendu, disait-il, « qu'il est de très mauvaise prise ¹. »

¹ Le Conseil entendait dire que l'arrestation du ministre était irrégulière et contraire au droit des gens.

La dépêche adressée à Henri IV était conçue dans des termes d'une simplicité touchante ; c'était le langage d'un fils persécuté qui implore l'assistance paternelle : « Ce nous est, dit le Conseil, un grand contentement parmy les afflictions, desquelles il plaist à Dieu nous visiter, de ce qu'il plaist à V. M. avoir souvenance de nous, qui pourrions en vérité l'assurer de nostre sincère et continuelle affection à son service et couronne. » Le Conseil remercie avec effusion Henri IV de n'avoir pas oublié Genève, lorsque la paix s'est conclue, « mais, ajoute-t-il, lorsque nous en avons informé S. A., le duc ne nous a pas fait une réponse *pertinente* et aujourd'hui ses gens de guerre stationnent autour de notre ville, continuant leurs troubles accoutumés ; en fait nous sommes plus vexés qu'en temps de trêve. » Le Conseil concluait en suppliant le roi de faire entendre clairement sa bonne volonté au duc de Savoie et de pourvoir à la sûreté de Genève ¹.

Le Conseil avait raison plus que jamais de redouter les embûches et les entreprises de Charles-

¹ La lettre du Conseil, datée du 26 juin 1598, figure *in extenso* au *Copie*.

Emmanuel. La lettre que nous venons de citer était à peine expédiée, lorsqu'arriva à Genève le S^r Cresson, chapelain de Lesdiguières. Cet ecclésiastique venait soi-disant pour affaires particulières, mais en réalité il était chargé d'une mission ; il était muni de lettres de créance de Lesdiguières, et il fut admis devant le Conseil le 3 juillet. Le chef des huguenots dauphinois annonçait que le duc de Savoie cherchait auprès du pape tous les moyens de ne pas restituer le marquisat de Saluces, et que, s'il était contraint de le faire, il obtiendrait par l'intermédiaire de Clément VIII, que le roi abandonnât Genève. Si pareille éventualité venait à se produire, Lesdiguières donnait l'assurance qu'il viendrait en personne au secours de Genève. Les renseignements confidentiels fournis par Lesdiguières avaient une importance capitale et le Conseil les prit en sérieuse considération, car il décida séance tenante d'en écrire au roi et à son ambassadeur à Soleure, ainsi qu'aux deux personnages les plus marquants du parti huguenot, MM. de Bouillon et de la Trémouille ¹.

¹ Et le Registre ajoute « qu'on remercie bien particulièrement M. de Lesdiguières et que l'on caresse le S^r Cresson,

Tandis que Lesdiguières avertissait le Conseil des entreprises qui se préparaient dans l'ombre, Henri IV et son ambassadeur en Suisse persistaient à déclarer que Genève n'avait rien à craindre, étant virtuellement comprise dans le traité de Vervins. Bizarre situation, en vérité ! L'équivoque subsistait et les Genevois ne savaient à qui se fier, entre des affirmations contradictoires. Le 5 juillet, le Conseil reçoit encore de M. de Mortefontaine, ambassadeur du roi, une dépêche conçue dans les termes les plus catégoriques. L'ambassadeur est chargé de déclarer à nouveau que Genève est bien comprise dans le traité et que le roi est décidé plus que jamais à veiller à la sûreté de la République ¹.

auquel seront données quelques mémoires dont il donnera avis audict Sr Desdiguières. »

¹ « Ont esté reçues lettres de M. l'Amb. de Mortefontaine, par lesquelles il asseure qu'ayant fait cy-devant entendre au Roy le doute auquel on est pour veoir le Duc de Savoye si proche de nos portes, S. M. luy escript et commande par ses lettres du XIII juin de nous asseurer de sa part que, ores que le nom de ceste ville ne soit spécifié dans le traité de paix, ce néantmoins nous y sommes compris, ainsy qu'elle dit avoir fait entendre par M. Dauphin, adjoustant qu'elle veut avoir autant de soin de nostre conservation que jamais, s'y'sentant obligée par les bons offices qu'on luy a rendu en la nécessité de ses affaires. » Reg. Cons. de Genève, 5 juillet.

Sur ces entrefaites, on apprit à Genève que le maréchal de Biron était attendu à Chambéry pour recevoir au nom du roi le serment de Charles-Emmanuel. Le Conseil avait eu, paraît-il, à se louer du maréchal de Biron et il n'hésita pas à lui écrire pour lui exposer ses griefs contre le duc et le prier d'obtenir de ce dernier une déclaration formelle de ses intentions. La lettre ne fut pas expédiée ¹, le Conseil ayant été informé à temps que le maréchal de Biron ne se rendrait pas à Chambéry ¹ et qu'il serait remplacé par M. de Bothéon, lieutenant-général du roi au gouvernement du Lyonnais. Pour quels motifs Biron fut-il ainsi brusquement remplacé ? Qui sait, Henri IV avait-il déjà quelque vague soupçon des criminelles intrigues du maréchal avec le duc de Savoie ? Au lieu de l'envoyer à Chambéry, Henri IV chargea le maréchal de se rendre à Bruxelles pour y recevoir le serment de l'archiduc Albert d'Autriche, représentant le roi catholique.

Le Conseil de Genève eut à ce moment une pensée ingénieuse et qui ne manquait pas de har-

¹ Grâce à cette circonstance, la dépêche originale existe aux Archives de Genève, n° 2224 des *Portef. historiques*.

diesse : il prit le parti d'envoyer à Chambéry une délégation pour assister à la cérémonie du serment et solliciter une audience de Charles-Emmanuel. Maillet et Sarasin, l'auteur du *Citadin de Genève*, furent chargés de se rendre à Chambéry ; la mission était doublement désagréable ; d'une part, nul ne pouvait prévoir l'accueil qui serait fait aux délégués ; d'autre part, le pays était *pesté*, infecté par la peste, jusqu'à Chambéry, mais à cette époque virile on ne s'intimidait pas pour si peu et les deux députés partirent sans délai ; arrivés à Chambéry, ils se présentèrent auprès de Bothéon, qui les accueillit avec une parfaite bienveillance et « se monstra, dirent-ils, fort affectionné à cest Estat » ; le représentant de Henri IV leur donna une nouvelle qui était bien de nature à les réjouir : il avait mission de signifier au duc que le roi considérait Genève comme comprise dans le traité de Ver vins ¹. M. de Bothéon ajouta qu'il exposerait lui-

¹ En effet, dans une lettre adressée à M. de Bothéon et datée du 30 juin 1598, Henri IV autorise son représentant à déclarer au duc de Savoie que les Bernois et Genevois sont compris au traité, « comme ceux, dit-il, que je tiens pour mes amis et alliés, contre lesquels il n'est loisible d'attenter rien par la force. » Voir cette lettre dans les *Mémoires de Bellièvre et de Sillery*, p. 421.

même au duc les griefs et doléances des Genevois et qu'il demanderait pour eux une audience à Charles-Emmanuel.

Le 2 août 1598, une nombreuse et brillante assistance se pressait dans l'église de S^t-François de Chambéry : d'un côté, illustre seigneur Guillaume de Gadagne, seigneur de Bothéon, représentant du roi de France ; de l'autre, très haut et très excellent prince Monseigneur le duc de Savoie, entouré de l'élite de ses conseillers et de ses courtisans, Léonard Roncas, seigneur de Châtel-Argent, don Amédée de Savoie, marquis de S^t-Rambert, Guillaume-François de Chabod, seigneur de Jacob, conseiller d'Etat et chambellan de S. A., et d'autres gentilshommes. Le Révérendissime évêque de S^t-Paul tenait le livre des saints Evangiles, sur lequel le duc posa les mains en prononçant la formule solennelle du serment. Sans doute, les deux députés de Genève s'étaient glissés dans l'église pour assister, attentifs et soucieux, à l'imposante cérémonie.

Aussitôt après le serment, M. de Bothéon eut une conférence avec le duc et l'entretint des réclamations des Genevois, mais Charles-Emmanuel

ne chercha pas un instant à dissimuler son mauvais vouloir ; il s'écria qu'il se sentait indigné de « plusieurs torts, » que toutefois il ne voulait pas employer la force contre la République, mais suivre une voie plus douce. Dans un second entretien avec M. de Bothéon, Charles-Emmanuel fut plus explicite ; il déclara formellement qu'il ne considérerait Genève comme comprise dans la paix qu'autant que les deux souverains qui l'avaient conclue le constateraient par des lettres patentes ¹ ; « la lettre du roi, ajouta-t-il, n'est pas suffisante, mais pour le présent je n'entends pas faire la guerre aux Genevois. » Il faut le reconnaître, le duc était strictement dans son droit en raisonnant ainsi ; il disait à Henri IV : « Vous interprétez dans un certain sens une stipulation du traité, je l'entends autrement ; si votre interprétation est fondée, il faut que les divers contractants le reconnaissent. » La faute commise à Vervins portait ses fruits ! Pour Genève, la situation s'assombrissait, au lieu de s'éclaircir.

Malgré ces fâcheux pronostics, les deux députés

¹ Le duc savait bien que jamais le roi d'Espagne ne consentirait à signer une déclaration de ce genre.

se décidèrent à accomplir jusqu'au bout leur mission. Ce ne fut pas chose facile. Dans une lettre datée du 27 juillet¹, ils constatent que, malgré toutes leurs instances, ils n'ont pu encore obtenir audience. Le duc ne songeait qu'à fêter le représentant du roi « par divers jeux et passe temps. » Il voulait avant tout que M. de Bothéon emportât de son séjour à Chambéry une impression favorable. Bref, ce ne fut que deux jours après le départ de Bothéon que Maillet et Sarasin finirent par être admis auprès de Charles-Emmanuel. L'un d'eux prit la parole et prononça l'allocution suivante que nous reproduisons textuellement :

« Très excellent et très illustre prince,

Nos Seigneurs de Genève, Messieurs les Syndiques et Conseil de ladite ville, vos bien humbles et très affectionnés serviteurs, ayans esté advertis par Sa Majesté très chrestienne de l'heureux succès du traité de paix avec V. A., auquel ils sont compris, ils se sont disposés de nous députer par devers V. A. pour la féliciter du bien et

¹ Arch. de Genève, *Portef. hist.* n° 2227.

repos que par le moyen d'icelle, elle a acquis à tous ses estats et circonvoisins, et luy tesmoigner la grande joye et contentement qu'ils en ont reçu, avec désir et intention de l'observer et faire observer estroitement en ce qui les concerne, espérant de mesme que V. A., selon sa débonnairété et sincérité accoustumée, pourvoira tellement à la continuation d'icelle qu'ils auront occasion de luy demeurer désormais très humbles et très affectionnés serviteurs, et d'autant que depuis naguères sont survenus plusieurs désordres commis par aucuns se disans estre de vos gens de guerre, comme la prise de deux de leurs citoyens et ministres et autres semblables attentats, les rations et contributions qui sont extorquées de leurs sujets, les tailles et subsides répétés de leurs citoyens, bourgeois et habitans, au préjudice de leurs privilèges et traictés faits avec feu de très heureuse mémoire le père de V. A., les adjournemens personnels laschés contre aucuns de leurs citoyens et bourgeois et enfin le long séjour de vos gens de guerre à l'entour de leur ville, qui ne leur apporte que grand ombrage et ruyne. Pour ces raisons ils ont esté occasionnés de s'adresser

directement à V. A. et luy représenter leurs justes plaintes et doléances, lequel, comme prince plain de piété et justice, s'asseurent ne permectra point tels excès estre tollérés, ny telles nouveautés estre introduites, ains y obviara si promptement, faisant cesser toutes telles exactions et procédures, qu'ils seront de plus en plus confirmés en l'espérance qu'ils ont conceue au bénéfice de ceste paix, laquelle ils prient Dieu vouloir estre perdurable à jamais et participer à icelle sous la faveur et bonne grâce de V. A., en laquelle ils désirent estre entretenus, ayans à ces fins présenté les lettres de nos Seigneurs et mémoires de nos dictes doléances à M. de Jacob, lieutenant et gouverneur de V. A. en ses païs de deça, auxquelles il plaira à V. A. donner agréable et favorable réponse. »

Certes l'allocution ne manquait pas de hardiesse. Les délégués genevois savaient pertinemment quelle était l'opinion de Charles-Emmanuel sur le traité de Vervins, et cependant ils affectaient de l'ignorer ; ils voulaient apparemment contraindre le duc à démasquer ses batteries et à dissiper l'équivoque, mais Charles-Emmanuel était un fin

renard qui savait se maîtriser quand il le fallait ; il accepta sans sourciller les compliments flatteurs qui lui étaient adressés sur sa débonnaireté, sa sincérité, sa piété et sa justice ¹, et il répondit à peu près en ces termes :

« Je suis très aise que Messieurs de Genève se réjouissent de la paix conclue entre les deux rois et moi ; ils reconnaîtront combien elle leur sera profitable, car je ne désire que le bien et le repos ; quant aux mémoires qui ont été remis à M. de Jacob, je les ai vus et je donnerai à Messieurs de Genève toute la satisfaction qu'ils demandent. »

C'était de l'eau bénite de cour, rien de plus, et les députés de Genève durent s'en contenter. En quittant Chambéry, ils obtinrent une audience de congé et le duc leur fit *bon visage*, leur disant qu'ils étaient les bienvenus ; il ajouta même : « Puisque vos Seigneurs sont de bonne volonté envers moi, vous leur direz en échange que je ne suis de moins bonne volonté envers eux. »

Quant à M. de Jacob, il se montra d'une affabilité et d'une courtoisie parfaites, invita les deux

¹ Dans la bouche des députés de Genève, ces compliments ressemblaient un peu à de l'ironie.

députés à dîner, puis leur remit une réponse écrite sur les divers points qui avaient été indiqués ; enfin il insinua que le duc serait disposé à accepter une conférence, si le Conseil la lui proposait.

Il est aisé de se représenter l'impression que rapportèrent de Chambéry les délégués de Genève ¹. Le duc semblait pour le moment disposé à ne pas reprendre les hostilités contre la République, car il lui importait de ne pas irriter Henri IV, avec lequel il avait à régler l'épineuse question de Saluces, mais en réalité Charles-Emmanuel ne se considérait pas comme lié à l'égard de Genève par le traité de Vervins qu'il venait de jurer ; en un mot, il ne renonçait à aucune de ses prétentions et se réservait de les faire valoir, dès que les circonstances lui paraîtraient favorables.

On dit communément qu'un homme averti en vaut deux. Les Genevois étaient dûment renseignés, ils savaient à quoi s'en tenir. Ils avaient pu croire que le traité de Vervins les protégeait contre de nouvelles entreprises, qu'il devait mettre

¹ Le rapport de Maillet et de Sarasin figure *in extenso* au Registre du Conseil de Genève, à la date du 1^{er} août 1598.

un terme à l'état de guerre et d'insécurité dont ils souffraient depuis de longues années, mais il fallait se rendre à l'évidence. Le duc de Savoie ne renonçait pas à ses projets. Une seule chose était de nature à ranimer le courage des magistrats genevois, c'étaient les témoignages réitérés de bienveillance qu'ils recevaient du roi. Tandis que Maillet et Sarasin étaient à Chambéry, le Conseil avait reçu par l'intermédiaire de Balbani, son agent à Paris, une lettre de Henri IV qui, nous ne savons pourquoi, est restée inédite ; le document est trop important pour que nous ne le reproduisions pas textuellement :

« Très chers et bons amis,

J'ay entendu par vostre député, le S^r Daulphin, et par vos lettres du 26 du mois passé, la peine en laquelle vous a mis la response que vous a faicte mon frère le duc de Savoye sur le faict de la paix, quand vous lui aves fait scavoir ce que je vous en avois mandé, de laquelle je veulx croire que vous aurez esté depuis délivrés, d'autant que j'ay sceu qu'il a depuis faict retirer et séparer les gens de guerre qui vous tenoient en jalousie. En

tout cas je me promets qu'il n'entreprendra rien sur vous par voye de faict, dont vous ayes occasion de vous plaindre, car comme ce seroit chose contraire à lad. paix et fort esloignée des espérances qu'il m'a données de son amityé et de me donner tout contentement de ses actions, je serois aussy obligé et contraint d'en faire le ressentiment que requiert le soing que je veulx avoir de vous, pour l'affection que je vous porte et le bien de mon service, comme j'ay faict dire icy au marquis de Lulin, son ambassadeur, et escriis présentement au S^r de Bothéon, sénéchal de Lyon et mon Lieutenant-général au gouvernement de Lyonnois, Forest et Beaujollois, que j'ay naguères envoyé vers luy, sur le subject de ladicte paix luy faire entendre de ma part et, afin que personne ne doubte de la part que j'ay entendu et veulx que vous ayez au bénéfice de ladicte paix, j'en feray dépescher une déclaration en forme de patente qui vous sera envoyée au premier jour, laquelle sera suivye d'effects tels que vous les debves espérer de ma bienvueillance et des bons tesmoignages que vous m'aves rendus de vostre affection aux occasions qui se sont présentées.

A tant je prie Dieu, très chers et bons amis, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde.

Escript à Paris le 20 jour de juillet 1598.

Henry.

De Neufville ¹. »

La dépêche du roi était vraiment encourageante ; elle était conçue en termes si nets, si précis, qu'elle équivalait à un engagement de secourir Genève en cas de nécessité. Il y avait même dans la lettre royale une menace à peine déguisée à l'adresse du duc. Au surplus Henri IV annonçait l'envoi ultérieur des lettres patentes qui devaient donner à sa déclaration toute la solennité désirable.

Le 1^{er} août, nos deux délégués, Maillet et Sarasin, étaient de retour et ils rendaient compte de leur mission. Comme on peut le penser, le Conseil se montra fort mécontent des tergiversations de Charles-Emmanuel, mais ces magistrats au caractère énergique et tenace étaient habitués aux difficultés et ils ne connaissaient pas le découragement ; ils décidèrent séance tenante de surseoir à la confé-

¹ Cette dépêche existe aux Archives de Genève, *Portef. hist.* n° 1896.

rence proposée par le duc et de se plaindre au roi « du peu de fruit qu'on a heu de sa recommandation en ceste délégation, comme aussi de l'ambiguïté de la paix. » En même temps, Michel Roset fut envoyé en mission auprès de l'ambassadeur de Henri IV.

Roset rapporta de son voyage des nouvelles et des impressions peu encourageantes. A Berne il voit l'avoyer de Graffenried qui lui communique un propos échappé à Charles-Emmanuel. Le duc aurait dit que, « s'il pouvoit avoir Genève pour ses enfans, il seroit content d'y mourir à l'entrée, en la prenant. » Le 14 août, le magistrat genevois arrive à Colombier, où l'ambassadeur de France se trouve en villégiature. Entrevue curieuse ! Roset apprend de la bouche de M. de Mortefontaine que les Bernois, sans s'inquiéter de leurs alliés de Genève, intriguent auprès du roi pour être mis en possession de Gex et de Gaillard ¹.

¹ Quelques jours après, la nouvelle se confirme. Le 25 août Roset communique au Conseil une lettre de M. de Villiers, neveu de l'ambassadeur ; cette lettre contenait le passage suivant : Reste la demande que font nos dicts S^{rs} de Genève au Roy que le baillage de Gex et autres terres nommées au mémoire leur soient délaissées pour partie de l'argent que leur

L'ambassadeur lui-même paraît étonné d'un procédé aussi peu délicat ; incidemment, il affirme que le roi aidera Genève à obtenir l'alliance du Corps Helvétique, lorsqu'il renouvellera le traité ¹.

Ainsi Genève avait à la fois à lutter contre l'hostilité systématique de Charles-Emmanuel et à déjouer les intrigues de ses alliés. La partie était bien inégale. Dans des conjectures aussi graves, c'est tout au plus si Genève pouvait compter sur un seul ami ou protecteur, l'énergique et vaillant Lesdiguières. Le 18 août, un exprès, le capitaine La Ramée, apporte de Grenoble une dépêche confidentielle. Le chef des huguenots dauphinois exhorte les Genevois à *être plus que jamais sur*

doit S. M., mais le S^r que scavez (l'ambassadeur) ne trouve à propos de parler de cest affaire jusqu'à ce qu'on commence à traiter avec mond. S^r le duc de Savoye ou MM. de Berne qui en ont aussi fait instance à Sad. M., dont nous aurons bientôt response. »

¹ Malgré l'abjuration de Henri IV, les cantons catholiques observaient à l'égard de la France une attitude plus que réservée ; aussi l'ambassadeur du roi en parle-t-il avec un accent de profond dédain : « Nous ne ferons pas, dit-il à Roset, tant de cérémonies envers MM. des cinq cantons que nous soulions, ny tant de despenses ; s'ils nous font des difficultés, nous nous contenterons des autres ; ils estoient l'autre jour après moy et craignent bien qu'on les oublie. » Rapport de Roset au Conseil. Reg. du 18 août 1598.

leurs gardes. Il annonce que le duc fait retenir sous main tous les soldats disponibles en Dauphiné, dans le Lyonnais et en Provence. Ces préparatifs clandestins ne sont-ils pas dirigés contre Genève ? « Ne devez-vous pas agir, dit Lesdiguières, comme si l'orage devait fondre sur vous ? Le duc serait, dit-on, disposé à raser le fort Sainte-Catherine, si vous consentez à lui restituer le bailliage de Gex et la châtelainie de Gaillard ; si cette restitution a lieu, vous aurez votre ennemi autour de vous et au bord de vos franchises, tandis qu'aujourd'hui vous ne l'avez que sur un seul point que vous pouvez surveiller. »

Lesdiguières concluait en donnant le conseil judicieux de ne rien faire sans le consentement préalable du roi, mais le rusé Dauphinois laissait clairement entendre que, si le roi aimait Genève, ce n'était pas pour elle, ni pour ses beaux yeux : « S. M., écrit-il, aime votre conservation, *parce qu'elle lui importe*, et elle sera d'autant plus tenue de vous protéger, si vous ne faites rien sans elle ; c'est l'avis le plus sain que je puisse vous donner en cette occurrence ¹. »

¹ La dépêche de Lesdiguières est si intéressante, elle peint si bien le caractère du Dauphinois que nous la publions ci-

Comme on le voit, Lesdiguières ne cherchait nullement à dissiper les inquiétudes des magistrats genevois ; bien au contraire, il s'efforçait de les entretenir ou de les raviver. On ne saurait oublier que le capitaine dauphinois était l'ennemi invétéré de Charles-Emmanuel, et il n'entrevoyait qu'avec un vif déplaisir l'éventualité d'une paix plus ou moins durable entre le roi et le duc. Ambitieux de haute volée, Lesdiguières avait tout intérêt à voir renaître les hostilités, car il savait que tous les territoires conquis sur le duc seraient réunis à son gouvernement du Dauphiné¹. En revanche, nous devons reconnaître impartialement qu'à ce moment Charles-Emmanuel ou ses conseillers semblaient désireux de trouver quelque base d'accommodement avec Genève. Un gentilhomme du voisinage, le comte de Viry, servit très amicalement d'intermédiaire pour proposer un mode de vivre. Dès le début on s'achoppa à une grosse difficulté ; le duc réclamait le bailliage de

après, telle qu'elle est transcrite au Registre du Conseil de Genève, à la date du 18 août 1598.

¹ Dans ses dépêches l'ambassadeur de Venise, avec sa clairvoyance habituelle, constate le fait.

Gex. Le Conseil fit observer qu'il détenait le bail-
liage au nom du roi et qu'il ne pouvait s'en des-
saisir sans une autorisation expresse ; en même
temps, il s'empressa d'en référer à l'ambassadeur
du roi, à Soleure, qui approuva sa réponse, mais
sous la réserve suivante : « En tout cas il est cer-
tain que S. M. se tiendra offensée s'ils (les magis-
trats de Genève) traitent en aucune sorte avec
ledit S^r duc de Savoye, si ce n'est d'un règle-
ment pour l'exercice de la justice, délivrance de
prisonniers et autres choses particulières et faut,
s'il leur plaist, qu'ils se gardent de faire paroistre
qu'ils ne se fient en la parole et bonne affection
de Sa Majesté en leur endroit. »

Malheureux Genevois ! Leurs puissants voisins
les exhortaient constamment à avoir confiance en
eux, mais ils ne se préoccupaient guère des suites !
Charles-Emmanuel refusait d'accorder à la Répu-
blique le bénéfice de la paix de Vervins et lors-
qu'il proposait de régler directement le conflit,
l'ambassadeur de Henri IV s'empressait d'écrire :
« Gardez-vous de conclure un traité avec le duc,
car vous risqueriez d'indisposer le roi. » De tous
côtés ce n'était qu'embûches et chausse-trapes, et

il fallait au Conseil une habileté consommée et une sagesse supérieure pour se guider au milieu du dédale des influences opposées. Ce qu'il faut admirer sans réserve chez ces magistrats républicains, c'est leur sincérité, leur honnêteté, qui contrastent singulièrement avec la duplicité, ou même la perfidie de ceux qui cherchent à les jouer; ce sont de braves gens, beaucoup moins défiants qu'on ne serait tenté de le croire. En veut-on une preuve, assurément typique? Le 25 septembre, le bâtard de Savoie don Amédée, frère du duc, le même qui couvrit de ruines les environs de Genève, vient se promener dans les rues de la ville comme un simple touriste, avec l'intention de séjourner deux ou trois jours. Certes, il fallait bien qu'il eût une confiance aveugle dans la loyauté et la courtoisie des magistrats, dans le bon sens des habitants. Il se fait annoncer au Conseil et prie qu'on ne lui rende aucun honneur particulier, afin qu'il ne soit pas reconnu. Le Conseil défère à son désir et décide de lui laisser le bénéfice de l'incognito: « Arrêté que, puisqu'il le désire ainsi, qu'on n'en face semblant. » Deux jours se passent et don Amédée est

encore à Genève, mais ses agissements, ses allures commencent à éveiller les soupçons ; on se décide enfin à surveiller ses allées et venues. Etant connues les prétentions de Charles-Emmanuel, ne pouvait-on pas supposer que l'hôte princier visitait Genève uniquement pour découvrir et étudier les points faibles de la place ?

A ce moment le duc de Savoie était-il réellement disposé à conclure avec Genève un mode de vivre, tout au moins provisoire ? On pourrait le croire, car à la fin du mois d'octobre il envoya à Genève son chambellan, le comte de Viry, et le président de sa Chambre des Comptes, Du Bourget, baron de Ternier et gouverneur du Chablais, pour examiner les titres authentiques sur lesquels reposait l'indépendance de la République et pour demander à être entendus au Conseil des Deux-Cents ; ils tinrent devant le Petit Conseil un langage courtois et conciliant, s'exprimant à peu près en ces termes : « S. A. désire que nous soumettions au Deux-Cents ses prétentions qui ne sont point imaginaires, ni contre la liberté de la ville, mais fondées sur de bons titres, comme on le montrera, et, comme l'intention est juste, le duc

aimerait aussi que ses demandes fussent exposées en présence du Deux-Cents. Plutôt que de garder comme un héritage une haine perpétuelle, il serait bien préférable de clore le différend par un bon accord. Nous pouvons bien chercher entre nous les bases d'un accord, amiablement et sans passion ; nous nous promettons tant de S. A. qu'elle ratifiera ce que nous ferons et nous fournirons toutes les assurances désirables. Nous ne serions vraiment que des instruments bien imparfaits, si nous ne parvenions pas à quelque bon accord, puisqu'il y a bonne volonté des deux côtés et que S. A. est bien disposée. D'un arrangement amiable il peut résulter de grands avantages ; ceux de Genève ont quasi tous leurs biens sur terre de Savoie, où ils ne peuvent faire la loi ; ils réclament des exemptions de taille ou d'impôt pour des fonds qui dépendent de S. A. ; quand le prince voudra user de libéralité, il pourra les leur accorder, mais on ne saurait oublier que ni la paix, ni aucun traité ne pourrait empêcher le prince de lever des impôts sur les biens-fonds que ceux de Genève possèdent en Savoie. Votre ville est marchande et chacun sait quelle impor-

tance ont pour elle les péages et les franchises des foires ; si celles-ci venaient à être rétablies, le commerce de votre ville s'étendrait à toute l'Italie et à l'Espagne et même au delà. Vous pouvez donc entrevoir les avantages qui résulteraient d'un arrangement. Si vous ne voulez pas prêter l'oreille à nos ouvertures, nous espérons que Dieu donnera à S. A. les moyens d'avoir ce qui lui appartient et ce qu'il cherche à obtenir plutôt par charité chrétienne. »

Assurément il eût été difficile de tenir un langage plus habile. Les représentants de Charles-Emmanuel cherchaient à éblouir le Conseil en faisant miroiter à ses yeux les avantages commerciaux qui résulteraient d'une entente. Il y avait dans leur allocution une certaine douceur féline qui contrastait avec les allures arrogantes et les procédés violents des dernières années. Quoi qu'il en soit, les délégués se faisaient une fausse idée du caractère des Genevois, quand ils s'imaginaient que l'appât des avantages matériels suffirait à les désarmer et les encouragerait à sacrifier leur liberté et leur indépendance ; c'était bien mal connaître les côtés les plus honorables du caractère genevois.

Le Petit Conseil se montra aussi conciliant et aussi courtois que les deux délégués savoyards ; il leur répondit sur-le-champ qu'ils seraient entendus au Conseil des Deux-Cents « à leur choix et commodité. »

Le Deux-Cents se réunit le 1^{er} novembre et on introduisit les deux députés, auxquels était venu se joindre M. de Jacob, gouverneur général de Savoie. Ce fut M. de Jacob qui prit le premier la parole : « Ce seroit, dit-il, un extrême déplaisir à S. A. si, après avoir tenté toute voye de douceur et serré (fermé) la porte à tous accidens qui pourroient troubler le repos, on ne pesoit ce qui est de la raison de part et d'autre. »

Les trois délégués de Charles-Emmanuel s'étaient réparti les rôles ; M. de Jacob devait apporter la note pacifique et conciliante. En revanche, le président de la Chambre des Comptes, baron du Bourget, devait soutenir au point de vue du droit féodal les prétentions de son maître ; il s'acquitta de sa mission avec toute la conscience d'un avocat qui vide son dossier ; il ne fit grâce d'aucun détail, remontant jusqu'à l'an mille, époque où l'empereur Othon de Saxe « transmigra par deça, » et

où Genève était gouvernée par un comte et un évêque, « qui s'entrebattoient parfois. » L'orateur conclut en déclarant que Genève était tenue de justifier de ses droits devant la Chambre impériale et qu'elle ne pouvait être *sainement* comprise dans le traité de Vervins ; c'était le point de vue savoyard, exposé dans toute sa rigueur. Après ce discours, M. de Jacob reprit la parole, comme pour adoucir les angles et atténuer ce qu'il y avait de trop absolu dans l'argumentation du président. Il déclara que S. A. était prête à entendre *bénignement* les réclamations du Conseil et que ce dernier devait être très charmé de l'honneur qu'on lui faisait de lui offrir une *paix perpétuelle* ; il ajouta courtoisement : « Pour nous, délégués de S. A., nous sommes animés de très bon zèle et nous vous remercions de l'honneur qui nous a été fait ; nous en rendrons compte à S. A. et pour notre particulier, nous demeurons serviteurs de Messieurs. »

Lorsque les trois mandataires du duc se furent retirés, la discussion s'ouvrit sur la réponse à faire aux nouvelles ouvertures du puissant voisin. Le Conseil ordinaire avait préparé un projet qui fut adopté par la majorité, *par la plus grande voix*,

comme on disait alors. Le Conseil remerciait le prince de l'honorable et gracieuse procédure qu'il lui avait plu de choisir pour la solution du différend et il annonçait que des délégués de Genève étaient munis de pouvoirs pour dresser des répliques, examiner les titres et documents et conférer avec les représentants de S. A. En fait, le Conseil des Deux-Cents refusait par précaution d'entrer immédiatement en matière et se réservait de statuer sur le rapport de délégués.

A ce propos, citons un trait assez piquant que nous révèle naïvement le Registre du Conseil. Les magistrats se demandèrent s'il convenait de « festoyer » à l'Hôtel-de-Ville les nobles représentants de S. A. le duc de Savoie ; la question fut tranchée affirmativement, mais le Conseil s'avisa d'une ruse, fort innocente d'ailleurs ; il décida de convier les délégués à dîner pour le lendemain, lorsque ceux-ci auraient déjà reçu la réponse officielle, « afin de scavoir comme ils l'auront prise. » Selon toute apparence, les trois délégués acceptèrent le dîner, mais ce qui est certain, c'est qu'ils se montrèrent peu satisfaits de la réponse dilatoire du Deux-Cents ; ils s'at-

tendaient, paraît-il, à ce que leur démarche, entourée d'une certaine solennité, aboutirait à un résultat immédiat. Décus dans leur attente, ils présentèrent au Petit Conseil un projet de mode de vivre, un intérim, qui devait servir de base aux relations entre la Savoie et la République, jusqu'au moment où la question primordiale des prétentions de Charles-Emmanuel serait liquidée. Ce mode de vivre, qui avait un caractère purement provisoire et dont le texte ne nous a pas été conservé, fut approuvé le 4 novembre par le Petit Conseil.

Lorsque les délégués de Savoie eurent vu et compulsé les titres et documents qui établissaient les droits de Genève, ils s'en retournèrent à Thonon, où se trouvait le duc, et quelques jours après ils invitèrent les délégués de Genève à venir à leur tour examiner les documents que le duc avait extraits des archives de Turin¹.

¹ Les pourparlers s'engagèrent à la fois à Thonon et à Genève, mais les conférences proprement dites eurent lieu à Hermance ; c'est dans ce petit bourg fortifié que les délégués des deux parties examinèrent les textes et discutèrent les prétentions du duc de Savoie. Les conférences d'Hermance s'ouvrirent le 17 octobre pour se clore le 11 novembre.

La délégation que le Conseil envoya à Thonon se composait des négociateurs les plus habiles que Genève pût mettre en ligne, Lect, Chapeau-rouge, Maillet, Roset et Sarasin; ils se retrouvèrent en présence de MM. de Jacob, du Bourget et de Viry. On s'engagea de nouveau dans des discussions interminables, qui n'ont laissé qu'une trace confuse dans les documents. Nous pouvons toutefois nous rendre compte du but que poursuivaient les deux parties; on s'était mis d'accord pour ajourner tout débat sur la question de fond, sur les prétentions de la Maison de Savoie. Il s'agissait pour le moment de négocier un simple mode de vivre provisoire. Les délégués genevois avaient à cœur deux points essentiels : ils voulaient obtenir que le fort S^{te}-Catherine fût rasé et que les Genevois, propriétaires de biens-fonds en Savoie, ne fussent pas soumis à la taille¹. Quant aux délégués du duc, ils n'avaient qu'un souci, c'était de faire restituer le plus tôt possible par

¹ C'était, comme on sait, l'impôt que payaient au souverain les personnes du Tiers-Etat, à proportion de leurs biens. Les ecclésiastiques et les gentilshommes étaient exempts de la taille.

Genève le bailliage de Gex et la châtellenie de Gaillard.

Sur ces négociations de Thonon nous ne possédons qu'un seul document, c'est le rapport que les délégués genevois présentèrent au Conseil le 15 novembre. Rien de plus confus et de plus embrouillé que ce rapport. Les délégués genevois avaient affaire à de fins matois qui ne leur rendaient pas la tâche facile; le comte de Viry disait une chose, M. de Jacob en disait une autre, de manière à dérouter complètement leurs interlocuteurs. Ainsi, M. de Viry disait : « Il faut que Genève rende Gex et Gaillard et que S. A. rase le fort de S^{te}-Catherine. » Arrive M. de Jacob, qui dit précisément le contraire : « S. A. ne prendra pas Gex des mains des Genevois, on sait bien quelle parole on a du roi; quant au fort, S. A. n'est nullement disposée à le raser, elle veut, au contraire, le faire réparer. » Ajoutons que les délégués savoyards se donnaient les gants de plaider la cause de Genève auprès du duc, ce qui obligeait les Genevois à se montrer d'autant plus modérés et conciliants. Bref, il paraît que les délégués de la République se laissèrent entraîner au

delà de leurs instructions ; ils eurent le tort d'accepter en principe et sous réserve un projet de convention qui paraît avoir été conçu dans les termes suivants¹ :

La République s'engageait à restituer dans le délai de six semaines le bailliage de Gex et la châtellenie de Gaillard ou à rapporter dans le même délai le consentement du roi de France à ladite restitution. En échange, le duc devait raser le fort de S^{te}-Catherine, en même temps que s'effectueraient la remise des susdites terres. En outre, afin de gratifier les citoyens et bourgeois de Genève, le duc leur accordait pour six semaines un sursis dans la perception des tailles.

De très bonne foi, les députés de Genève avaient excédé leurs pouvoirs ; ils avaient mis le doigt dans un engrenage et le Conseil en manifesta toute sa surprise et son mécontentement². Les délégués

¹ Nous n'avons pas retrouvé aux Archives de Genève le texte de ce projet, qui du reste ne fut pas ratifié, mais il existe à Turin et il a été publié par le comte Solar de la Marguerite, dans les *Traité publics de la Royale maison de Savoie*. Turin, 1836, t. I, p. 177.

² Le passage du Registre est trop curieux pour que nous ne le citions pas textuellement : « A esté arresté de remonstrer aux S^{rs} commis une partie de ce qu'ils ont fait de bonne affect-

avaient eu le tort de consentir éventuellement à la restitution de Gex et le Conseil n'hésita pas à leur infliger un désaveu formel.

Quelques jours se passent, mais on ne tarde pas à s'apercevoir que le duc tenait à la convention beaucoup plus qu'il ne voulait en avoir l'air ; en effet, le 22 novembre arrivent à Genève M. de Jacob et le comte de Viry, demandant si le projet a été approuvé par le Conseil. On conçoit quel fut leur dépit, lorsque les délégués du Conseil leur communiquèrent une réponse écrite, ainsi conçue :

« Messieurs, ayans entendu la proposition faite par les S^{rs} de Jacob et comte de Viry, députés de la part de S. A., après avoir remercié lesdits S^{rs} de la bonne et sincère affection qu'ils ont montrée jusques à présent pour parvenir à quelque finale résolution de leurs différens, feront tout devoir de dépescher par devers S. M. Très

tion et avec incommodité ; néanmoins, il leur semble (il semble au Conseil) qu'ils se sont par trop avancés en la restitution du balliage de Gex, mesmes des expédiens et des interrogats qu'ils ont fait, par lesquels ils baillent un tacite consentement de la restitution, qui apportera un préjudice qui sera de plus grande aigreur à la conférence qui est à poursuivre, dont M^{rs} sont mal contens et ne le peuvent avouer. » Reg. Cons. 15 novembre.

Chrestienne pour luy communiquer leurs présents affaires, après quoy ils tascheront de donner sur le tout pertinente response et cependant s'assurent qu'il ne sera rien innové, tant en l'exaction des tailles qu'autrement. »

Ainsi le Conseil écartait poliment le projet de convention. A l'ouïe de cette déclaration, M. de Jacob, qui était pourtant un diplomate consommé¹, ne put garder son sang-froid ; il s'écria, fort en colère, que chacun resterait dans ses droits et il ne voulut rien promettre pour l'exemption des tailles. Tout était de nouveau rompu et le Conseil enregistre le fait avec sa résignation habituelle, empreinte d'un certain fatalisme : « Arrêté qu'on attende l'issue qu'il plaira à Dieu de donner. » (Séance du 24 novembre.)

On peut se demander quel était le motif invoqué qui poussait le duc à chercher la solution immédiate du conflit genevois ? Nous croyons que Charles-Emmanuel voulait déblayer le terrain avant d'aborder la discussion de Saluces ; il dési-

¹ Avec Roncas et d'autres, il représenta le duc dans les négociations si épineuses qui aboutirent au traité de Paris et à celui de Lyon.

rait se faire restituer le plus tôt possible Gex et Gaillard, afin que le roi ne pût pas en disposer.

III

NÉGOCIATION DE CHAPEAUROUGE. CHARLES-EMMANUEL TRAITE AVEC HENRI IV.

Les négociations avec la Savoie étant rompues, le Conseil se décida de suite à renvoyer Chapeaurouge à la cour de France avec le mandat général de chercher à obtenir le remboursement des sommes considérables avancées par Genève ou d'offrir quittance des dites sommes, moyennant la propriété définitive de Gex et Gaillard. Chapeaurouge allait se rencontrer auprès de Henri IV avec un ambassadeur bernois.

A ce moment un revirement significatif s'était produit à Berne. Pendant de longues années le gouvernement bernois s'était complètement désintéressé des affaires de Genève ; il était, sinon hos-

tile, du moins indifférent, mais vers cette époque il se mit en tête, à tort ou à droit, que le duc de Savoie entendait lui chercher querelle. Rien ne rapproche les distances comme la communauté du danger. Le 6 décembre, Messieurs de Berne écrivirent au Conseil de Genève pour l'engager à *se garder soigneusement* et pour offrir une garnison. La situation et les intentions de Messieurs de Berne avaient bien changé depuis l'époque néfaste du traité de Nyon, qui livrait Genève sans défense au duc de Savoie. Messieurs de Berne se croyaient menacés et ils revenaient à de meilleurs sentiments. Le Conseil savait ce qu'il en coûtait d'entretenir une garnison de soldats étrangers et il décida de refuser poliment l'offre qui lui était faite¹. Au surplus, Messieurs de Berne étaient en proie à un effarement presque inexplicable ; malgré la puissance de leur organisation militaire, ils se croyaient réellement en danger et ils avaient envoyé en France un député, M. de Diesbach, pour solliciter l'appui de Henri IV contre la Savoie. Le

¹ « A esté arresté de les remercier à la première commodité et, sans accepter ladite garnison, les entretenir amiablement en ceste bonne volonté. » Séance du 13 décembre 1598.

roi chercha à rassurer M. de Diesbach, n'estimant pas, disait-il, que Charles-Emmanuel eût à ce moment l'intention de rien entreprendre contre Berne ou Genève.

Henri IV avait pris l'engagement de déclarer par acte authentique qu'il considérerait Genève comme comprise dans le traité de Vervins; il s'acquitta loyalement de sa promesse et le 11 novembre (nouveau style) 1598, il signa à Monceaux la déclaration si instamment demandée par les Genevois¹. C'était un acte d'indépendance vis-à-vis de Rome et une garantie d'une incontestable valeur pour la République, mais les dispositions hostiles de Charles-Emmanuel ne se modifièrent nullement.

Dès les premiers jours de l'année 1599, Chapeaurouge avait obtenu audience de Henri IV et de ses ministres. Le député de Genève avait à négocier sur plusieurs points; il devait chercher à obtenir un acompte sur les sommes dues par la

¹ Le texte de cet important document a été publié par Spon, *Histoire de Genève*, t. II; p. 246 et 247. La déclaration originale, signée par Henri IV, existe aux Archives de Genève sous n° 2231 des *Portef. hist.*

couronne¹ ; il devait réclamer l'entrée en franchise pour les étoffes de soie qui se fabriquaient à Genève, mais l'objet essentiel de sa mission était de solliciter la protection efficace du roi contre les « molestes » du duc et d'assurer à la République la possession paisible de Gex et de Gaillard.

Chapeaurouge fut accueilli avec une bienveillance marquée ; Henri IV lui prodigua de bonnes paroles et fit mieux ; il lui remit pour le Conseil de Genève une lettre qui contenait des déclarations d'une haute importance ; les lettres inédites de Henri IV sont assez rares pour que nous jugions intéressant de reproduire celle-ci textuellement :

« Très chers et bons amis,

Devant l'arrivée de votre député, le S^r Dauphin, par lequel j'ay reçu vos lettres du 23 de novembre, j'avois faict dépescher la déclaration nécessaire pour

¹ A cet égard Chapeaurouge se berçait d'illusions ; il paraît compter beaucoup sur le surintendant des finances, qui, dit-il dans ses dépêches, est affectionné ; sans doute, Rosny, le futur duc de Sully, le huguenot, était bien disposé pour Genève, mais il tenait serrés les cordons de la bourse et il avait à satisfaire de gros appétits ; ajoutons qu'il avait à compter avec des créanciers qui parlaient plus haut que Genève, à commencer par certains cantons suisses.

tesmoigner à ung chacun comme vostre ville et territoire ont esté compris avec vos personnes en la paix que j'ay naguères faicte avec le Roy d'Espagne et le Duc de Savoye, chose que j'ay depuis confirmée de ma propre bouche au S^r de Roncas, secrétaire dud. Duc, au dernier voiage qu'il a faict devers moy, luy ayant dict et faict dire combien vostre conservation m'est chère et recommandée, afin qu'il le fist entendre à son maistre, auquel j'ay encores escript le semblable de ma main, par la lettre qui a esté baillée aud. Roncas. A quoy je me promects que led. Duc aura tel esgard que vous vous en ressentirés bien tost. Toutesfois je commanderay encores à celuy que j'ay délibéré d'envoyer bien tost résider pour mes affaires auprès dud. Duc de luy en parler et faire mon propre faict de ce qui vous concerne ; davantage j'espère à ce printemps aller jusques en ma ville de Lyon pour favoriser par ma présence les affaires que j'ay à démesler avec led. Duc, en quoy je vous assure que je n'oublieray les vostres, comme j'ay dict aud. Dauphin, avec ce qu'il me semble que vous devez faire cependant pour ne tomber en aulcune surprise.

Partant je me remectray du reste sur luy et prie-

ray Dieu, très chers et bons amys, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde.

Esript à Paris le ix jour de janvier 1599.

HENRY

de Neuville. »

La situation se dessinait, devenait plus franche. Charles-Emmanuel ne pouvait plus feindre d'ignorer les intentions de Henri IV concernant Genève ; le roi les lui avait déclarées par lettre autographe et en outre il avait chargé Roncas, l'ambassadeur de Charles-Emmanuel, de confirmer son dire. Henri IV annonçait un prochain voyage à Lyon, où il devait se rencontrer avec le duc, mais ce voyage n'eut pas lieu et, comme nous le verrons, ce fut Charles-Emmanuel qui se rendit en France pour négocier en personne.

Par un bizarre contraste, tandis que le roi cherchait à rassurer le Conseil, Lesdiguières persistait à le mettre en garde contre les secrètes intentions de Charles-Emmanuel. Le futur connétable paraît bien renseigné et il ne perd aucune occasion de transmettre à ses amis de Genève d'utiles avis. Le 26 février 1599, il écrit de Grenoble au Conseil : « Votre voisin fait des levées de gens de guerre en

Italie, en Piémont et en Savoie ; il a envoyé Roncas, son secrétaire, auprès du Roi pour le prier de ne pas en prendre ombrage et pour l'assurer *que c'est au Bernois qu'il en veut*. Roncas a la charge expresse de supplier le Roi de renoncer à vous protéger, et en échange le Duc abandonnera sous certaines conditions le marquisat de Saluces ¹. » Et Lesdiguières ajoutait ces paroles significatives : « Je scay qu'il y en a du Conseil (du Roi) à qui il ne tiendra point qu'il ne le fasse, car, outre ce qu'ils sont gens contraires à nostre religion, ils n'appréhendent pas la perte que S. M. feroit en vous perdant ; vos voisins sont donc menacés et vous en danger, regardez à vos affaires, faites profit de ces véritables avis, tenez-les secrets et vous servés de moy. »

Ainsi Charles-Emmanuel était disposé à sacrifier le marquisat de Saluces, pourvu que le roi lui abandonnât Genève ! Rien ne prouve mieux l'étrange passion qui dominait, qui maîtrisait le duc ! Il lui fallait Genève coûte que coûte. Lesdiguières était en situation d'être bien renseigné sur les projets de Charles-Emmanuel ¹, et le Conseil

¹ Un peu plus tard, le 7 mars, il confirme ses précédents avis ; on lit en effet au Registre du Conseil : « Sr de Lesdiguières

s'empessa de les communiquer aux Bernois qui, malgré leur puissance militaire, continuaient à être fort inquiets.

Entre temps, le député de Genève, Chapeaurouge, ne restait pas inactif; on ne peut qu'admirer sans réserve la persévérance, l'énergie et l'habileté, déployées par cet honnête homme qui, représentant l'un des plus petits Etats de l'Europe, réussit néanmoins à se faire écouter. Malheureusement pour nous, la plupart de ses dépêches, qui devaient être fort intéressantes, ont disparu, mais il en reste assez pour faire apprécier ses efforts, son infatigable activité. Dans l'une de ses lettres, datée de Paris le 9 février 1599, il se plaint avec amertume des obstacles sans nombre qu'il rencontre sur sa route : il rend hommage aux intentions excellentes du roi, qui ne lui refuse jamais une audience; mais, à côté de Henri IV, il y a le conseil,

a envoyé par le Sr de Roussas, ingénieur, et par le Sr de Ville-neuve, médecin, quelques advisemens des entreprises et desseings de M. de Savoye, conformes à peu près aux précédents. Arresté qu'on remercie led. Sr Desdiguères et sur ce que led. Sr de Roussas demande de visiter les forteresses, arresté qu'on le luy permet en la compagnie des Srs Jean de la Maisonneuve, de Vérace et contrôleur.»

les ministres, d'anciens ligueurs qui paralysent la bonne volonté du roi. Chapeaurouge comprend parfaitement la situation difficile de Henri IV; il faut qu'il contente et les catholiques et les protestants, qu'il n'inspire pas trop de jalousie aux uns en favorisant par trop les autres, tâche ingrate et difficile, qui exigeait de la part du souverain autant de souplesse que de fermeté! En de telles conditions, Henri IV était tenu à une certaine réserve à l'égard de la Rome protestante, et Chapeaurouge reste persuadé que, sans le Conseil des ministres, Henri IV ferait beaucoup plus pour Genève¹.

Ce sont surtout les questions d'argent qui procurent à Chapeaurouge le plus de déboires; il le reconnaît avec une pointe d'ironie mélancolique : « Si j'apportais de l'argent, écrit-il, l'affaire serait bientôt expédiée, mais il s'agit d'en demander, ce qui est bien différent. » Chapeaurouge a une

¹ « Je vous ay cy-devant, par plusieurs des miennes, rendu tesmoignage de l'affection du roy envers vos Seigneuries; laquelle je recognois tous les jours de plus en plus et suis très persuadé qu'il feroit beaucoup plus pour vous, si le Conseil estoit de la mesme volonté. » Lettre de Chapeaurouge au Conseil, du 9 février 1599.

tâche ingrate entre toutes, celle de harceler un débiteur, et ce débiteur est le roi de France dont le trésor est épuisé ! N'importe, Chapeaurouge demande, supplie et finalement réussit à arracher à Rosny une promesse de paiement pour une somme de 4000 écus, mais il y a loin de la coupe aux lèvres ; le surintendant des finances le renvoie de jour en jour et parle même de lui donner une simple « assignation » à la place d'argent comptant¹. Las et dégoûté de tant d'atermoie-ments, le pauvre Chapeaurouge en arrive à prêter l'oreille aux propositions d'un personnage influent qui offre crûment de *faire vérifier l'obligation du roi*, moyennant un honnête courtage de 500 écus. Il fallait payer pour faire vérifier la signature de Henri IV ! Chapeaurouge transmet cette étrange proposition au Conseil, qui ne fit nullement l'étonné, et approuva l'opération, en posant toutefois comme condition que le gentilhomme fit vérifier l'obligation avant de toucher la récompense ; la précaution

¹ « Et quant aux quatre mil escus que M. Rosni luy a promis, qu'on le délaye de jour à autre et parle-on de luy bailler quelque assignation au lieu du content. » Reg. Cons. de Gen. 14 mars.

n'était pas inutile à une époque où les courtisans avaient une morale facile.

Comme le lecteur le devine sans peine, l'obligation royale resta longtemps encore en souffrance, malgré toutes les sollicitations de Chapeaurouge; au surplus, la question financière ne tarda pas à être reléguée à l'arrière-plan dans les préoccupations du député de Genève. Une grosse partie se jouait entre le duc et le roi; Roncas, le secrétaire particulier de Charles-Emmanuel, faisait continuellement la navette entre Turin et Paris, et le souci de Chapeaurouge était de parvenir à pénétrer le secret des négociations engagées entre les deux cours. Le 6 mars (nouveau style), il écrit de Paris qu'il n'a rien pu découvrir jusqu'alors de la négociation de Roncas, mais il espère en apprendre quelque chose par ses amis et « l'crire diligemment, » et en effet ce député, qui représente un Etat minuscule, ne tarde pas à en savoir aussi long que le ministre d'un souverain. Le 31 mars, il annonce au Conseil que Roncas est prêt à repartir pour Turin, emportant avec lui les dernières résolutions du roi, qui se résument en ces simples mots : « Si le duc est

« disposé à me restituer mon marquisat, je suis
« content qu'il vienne me trouver. » Mais, comme
on le sait, Charles-Emmanuel n'était nullement
disposé à rendre Saluces et, par suite, il ne se
pressa guère d'accepter l'invitation de Henri IV.
Pendant les derniers mois de l'année 1599, Cha-
peaurouge n'a qu'une préoccupation¹, c'est de
chercher à savoir si Henri IV et Charles-Emma-
nuel ont réussi à se mettre d'accord, s'ils ont
signé un traité. C'était évidemment pour Genève
une question de capitale importance, presque de
vie ou de mort. En septembre, le chancelier Bel-
lièvre, Villeroy et Sancy affirment que rien n'est
conclu, qu'il est simplement question de remettre
le marquisat en dépôt entre les mains du pape, et
encore estiment-ils que cette remise n'aura pas lieu.
La solution du litige semblait donc lointaine, mais

¹ Le pauvre homme n'avait pas le loisir de songer à sa fa-
mille, dont la situation pécuniaire n'était nullement brillante.
Détail honorable et touchant : le 24 septembre, la femme de
Chapeaurouge fait savoir qu'il y a « nécessité de deniers en sa
famille » et le Conseil s'empresse de lui faire tenir un mandat
de 200 florins. En même temps, par lettre de change, on ex-
pédiait à Chapeaurouge lui-même une somme de 200 écus pour
l'indemniser des frais d'un voyage qu'il venait de faire à Blois,
à la suite de la cour.

quelques semaines après, le 22 octobre, Chapeaurouge annonce au Conseil la grande nouvelle du jour, à savoir que le duc s'est décidé à se rendre en France pour s'aboucher avec le roi et qu'il est attendu à Fontainebleau¹. C'était un véritable coup de théâtre qui eut un vif retentissement. Messieurs de Berne, qui se croyaient directement menacés par le duc et qui, par suite, s'étaient rapprochés de Genève, s'adressèrent sans retard au Conseil pour avoir des nouvelles, puis ils se décidèrent à renvoyer M. de Diesbach auprès de Henri IV en lui donnant le mandat de défendre à la fois leurs intérêts et ceux de Genève². De son côté, le Conseil s'empressa de mander à Chapeau-

¹ Il est curieux de constater combien Chapeaurouge est exactement informé. Il est à supposer qu'il comptait à la cour de France de nombreux amis huguenots qui le tenaient au courant de tout.

² « Ont esté receues lettres des S^{rs} de Berne en datte du 17 novembre, par lesquelles ils remercient Messeigneurs des nouvelles qu'ils leur ont envoyées, ce qui les a fait résoudre à renvoyer en Court de France le S^r de Diesbach, auquel ils donneront charge de faire pour cest Estat tout ce qu'il pourra, si mesd. S^{rs} l'ont à gré; a esté arresté qu'on les remercie de leur bonne volonté, laquelle on accepte et que, suyvant ce, on dresse lettres pleines d'officiosité. » Reg. Cons. de Genève du 20 novembre.

rouge de tenter tous ses efforts pour que Genève ne fût pas oubliée, comme elle l'avait été au traité de Vervins.

Au moment où Charles-Emmanuel allait entreprendre son voyage de France, quelle était exactement sa situation à l'égard de Henri IV ?

Le traité de Vervins avait remis à l'arbitrage du pape le gros différend qui divisait le roi de France et le duc de Savoie. Comment trancher la question du marquisat de Saluces ? Clément VIII ne tarda pas à reconnaître qu'il avait assumé une tâche très lourde, peu enviable. Cette question de Saluces, dont les origines se perdaient dans la nuit du moyen âge, était des plus compliquées et le pape, à quelque solution qu'il s'arrêtât, s'aliénait sans retour le duc ou le roi. Henri IV avait envoyé à Rome le président de Sillery pour plaider la cause de la France ; de son côté Charles-Emmanuel s'était fait représenter auprès du saint-père par le comte d'Alconas. Les ambassadeurs produisirent les innombrables titres et documents sur lesquels les deux princes étayaient leurs prétentions ¹. Le pape demanda aux deux parties un

¹ *Chronologie septennaire*, p. 99 et 100.

délai de deux mois pour rendre sa sentence arbitrale ; il demanda de plus que le marquisat lui fût remis en dépôt, à charge pour lui de le rendre à qui il appartiendrait. Cette dernière condition n'était pas pour plaire à Charles-Emmanuel ; retirer du marquisat sa bannière et ses garnisons piémontaises, c'était l'humiliation suprême et il y voyait en outre un sérieux danger, c'était de perdre les avantages de la possession, du *possessoire*, comme on disait alors. Charles-Emmanuel était le plus défiant des hommes et il se demandait si les Français ne profiteraient pas de l'intérim pour s'emparer du territoire en litige. C'était pousser trop loin la défiance. Henri IV avait sans doute de graves défauts (les Genevois ne furent pas les derniers à s'en apercevoir), mais il n'aurait pas poussé la duplicité, la trahison, jusqu'à violer un territoire soumis à un arbitrage. Au surplus, il avait trop intérêt à ménager le pape pour se permettre une si honteuse équipée ! Quoi qu'il en soit, Charles-Emmanuel répondit d'une manière évasive et peu encourageante aux ouvertures du pape ; il acceptait en principe l'idée du séquestre, mais avec quelles réserves ! Il demandait qu'en échange

Henri IV renonçait expressément à la protection de Genève. Il raisonnait ainsi : « Le roi m'accuse de détenir indûment son bien, le marquisat de Saluces, mais de son côté n'usurpe-t-il pas sur moi en m'empêchant de faire valoir mes droits héréditaires sur Genève ? » Raisonnement fort habile, car le duc mettait dans son jeu le pape, qui naturellement ne demandait qu'à livrer Genève à l'ennemi séculaire. Mais Charles-Emmanuel poussait plus loin ses prétentions ; il demandait que chacune des deux parties pût conserver des forteresses comme garanties, lui dans le marquisat et Henri IV en Bresse ; il prétendait en outre que les garnisons des territoires séquestrés fussent composées de troupes suisses des cantons catholiques¹. Si Charles-Emmanuel multipliait ainsi les réserves et les conditions, c'était sans doute pour décourager le saint-père ; c'est en effet ce qui ar-

¹ C'était bien calculé, car les cantons catholiques, alliés de la Maison de Savoie, étaient en froid avec Henri IV. Les conditions formulées par Charles-Emmanuel ont été récemment révélées par un érudit italien, M. C. Manfroni, qui a publié le texte original de la réponse faite par le duc au patriarche de Constantinople ; voyez *Carlo Emanuele I e il trattato di Lione*, doc. n° 13, p. 43.

riva. Clément VIII ne tarda pas à comprendre qu'il n'avait rien à gagner à mettre la main entre l'arbre et l'écorce ; si l'on en croit la Chronologie septennaire, il se dégoûta d'autant mieux de son rôle d'arbitre que des bruits habilement répandus le représentaient comme obéissant à des calculs intéressés. Bref, le pape renonça à sa mission et les deux adversaires se retrouvèrent face à face. En France, on disait couramment qu'il fallait vider le différend dans les plaines du Piémont.

C'est à ce moment que Charles-Emmanuel eut une inspiration originale et d'une singulière hardiesse ; il se mit en tête de s'aboucher avec Henri IV et de chercher à régler de vive voix, à l'amiable, le différend qui subsistait entre eux. Le duc était mécontent de l'Espagne qui ne le soutenait guère et il était disposé à se retourner du côté de la France, si le roi lui donnait satisfaction. A tout le moins, il pouvait profiter de son séjour en France pour achever la trame dont il tenait en main les premiers fils. Matthieu dit expressément que le marquisat de Saluces était bien le prétexte du voyage, mais que le véritable motif était l'achèvement de la grande conspiration que le duc avait

ourdie avec le maréchal de Biron ¹. C'est fort possible.

Quoi qu'il en soit, Charles-Emmanuel commença ses préparatifs ; il expédia en France son secrétaire particulier Roncas et le chevalier Bertone pour sonder le terrain et pour assurer à S. M. « qu'il la rendroit contente, s'il avoit le bonheur de la voir (Palma Cayet). » A de semblables ouvertures Henri IV ne pouvait répondre que par une invitation courtoise ; le duc sera le bienvenu. Mais le Béarnais était parfaitement décidé à maintenir ses prétentions sur le marquisat et le duc en fut dûment averti ; les amis qu'il avoit à la cour de France ne lui cachèrent nullement la vérité et lui firent savoir que, s'il venait dans un autre but que pour restituer le marquisat de Saluces, il se repentirait d'être venu. Malgré ces avertissements, Charles-Emmanuel demanda un sauf-conduit et se mit en route au mois de décembre 1599 ; on assure qu'il avoit une suite de plusieurs centaines de personnes (Manfroni) ; il voulait sans doute étonner et éblouir les Français par son faste et sa magnificence.

¹ Matthieu, p. 426.

Ainsi escorté des principaux seigneurs de Piémont et de Savoie, il arrive à Lyon, où il est reçu « fort magnifiquement. » Il se rend par Roanne à Orléans, où son cousin, le duc de Nemours, vient le complimenter de la part du roi. D'Orléans, il arrive en poste à Fontainebleau et il surprend le roi au moment où ce dernier sortait de la messe ; Henri IV était entouré de nombreux seigneurs en costume écarlate, prêts à monter à cheval pour aller au devant du duc. « Ce ne fut à ceste abordée, dit Palma Cayet, que salutations, caresses et promesses reciproques de bonne amitié. »

Aussitôt après ces premières effusions, dont nous avons quelque droit de suspecter la sincérité, Henri IV conduisit son hôte à Paris et pendant plusieurs semaines il ne fut question que de fêtes et de réjouissances de toute nature. Au premier jour de l'an 1600, le roi et le duc « s'entrestrenèrent, » comme auraient pu le faire de bons bourgeois. Le duc offrit à son hôte royal deux grands bassins et deux vases de cristal ; il reçut en échange « une enseigne de diamants, au milieu de laquelle un diamant transparent descouvroit le pourtraict de Sa Majesté. » Avec tous les seigneurs de la

cour, Charles-Emmanuel se montra d'une libéralité vraiment royale, dépensant sans compter, prodiguant les cadeaux à tous ceux qui voulaient les accepter. Il semblait s'être donné pour tâche de gagner les cœurs de tous ceux qu'il rencontrait ¹. P. Matthieu, l'historiographe de Henri IV, rend lui-même au duc le témoignage suivant : « Il estoit en toutes ses actions si facile, si libéral, si courtois, que personne ne sortoit de luy mal content. » C'est surtout dans ses rapports avec le roi qu'il montrait la merveilleuse souplesse de son caractère ; il oubliait sa qualité de souverain et témoignait par son attitude une déférence, une humilité, qui n'était guère dans ses habitudes. Avec son habileté consommée, il comptait bien toucher le prix de sa déférence.

¹ Au milieu de ce mouvement mondain et de ces intrigues de cour, il y avait un homme qui devait passer par une cruelle alternative d'appréhension et d'espérance, c'était Chapeaurouge, l'humble député de la République de Genève ; tout rapprochement entre le roi et le duc était une menace pour Genève. Dès les premiers jours de l'an 1600, Chapeaurouge avait sollicité et obtenu une nouvelle audience du roi, qui s'était attaché à le rassurer, mais Chapeaurouge était devenu défiant et il continuait à suivre, d'un œil anxieux, les négociations qui s'étaient ouvertes.

Au milieu des fêtes et des réjouissances, Charles-Emmanuel se gardait d'oublier l'objet qui l'avait amené en France. Il avait dit à Villeroy qu'il n'était pas venu pour rendre Saluces ; en revanche, le roi lui avait dit à Fontainebleau « qu'il serait toujours son ami, mais qu'il voulait son marquisat. » On n'était pas près de s'entendre. Au surplus, le roi, en hôte délicat, évitait soigneusement toute explication sur un sujet qui pouvait provoquer une discussion irritante ou pénible. Toutes les fois que le duc faisait mine d'aborder la question du marquisat, le roi coupait court et priait son interlocuteur « de remettre leurs affaires à leur Conseil. » Henri IV avait raison ; il ne voulait pas s'exposer à manquer aux lois de l'hospitalité en discutant une question délicate. Le duc ne l'entendait pas ainsi, mais il fallut passer par la voie qu'indiquait Henri IV. Ce dernier désigna pour le représenter le connétable, le chancelier, le maréchal de Biron, le marquis de Rosny et M. de Villeroy. De son côté, le duc confia la défense de ses intérêts à quelques-uns de ses plus habiles ministres, le chancelier Belli, le marquis de Lullin, M. de Jacob, le comte de Moret et des Alimes.

A peine la discussion fut-elle entamée entre les mandataires des deux souverains, qu'ils se heurtèrent à un premier obstacle, la question de Genève. Le duc entendait que le roi renonçât à protéger la République protestante. « Ce ne fut, dit Matthieu, que du vent pour faire de la tempeste. Plusieurs disoient que le Duc n'estoit venu que pour faire de la sédition et remuer une question qui ne se pouvoit résoudre qu'en altérant la tranquillité publique. » Sur la question de Genève, il faut le reconnaître, Henri IV se montra intraitable; il ne voulait pas sacrifier la petite République qui, à l'heure de l'adversité, l'avait aidé selon ses moyens. Chapeaurouge avait appris par les indiscretions de la cour que le duc mettait tout en œuvre contre Genève. Cruellement inquiet, il demanda audience dans les derniers jours de décembre 1599 : il supplia le roi de faire sentir à la République l'effet de ses promesses. Henri IV rassura pleinement le député genevois; il reconnut que le duc l'avait d'emblée sollicité de renoncer au traité qu'il avait avec Genève, mais il lui avait répondu de ma-

nière à lui enlever toute velléité de revenir sur ce sujet ¹.

La proposition relative à Genève fut donc rayée des articles présentés par le duc ; c'était un premier échec, mais Charles-Emmanuel n'était qu'au début de ses mécomptes. Lorsqu'on aborda la question brûlante, celle du marquisat, le duc ne tarda pas à reconnaître que le roi était décidé à maintenir ses droits ou à exiger une compensation. La couronne de France avait été injustement dépouillée du marquisat par un acte de

¹ « Ont esté receues lettres de M. Dauphin, escriptes à Paris le 27 et 28 décembre et 1 de janvier 1600, par lesquelles il donne avis des particularités du recueil fait par sa Ma^{te} au duc de Savoie arrivant à Fontainebleau, comme aussi des procédures tenues en la conférence entre les députés de part et d'autre, pour leurs respectives prétentions, adjoustant qu'ayant supplié sa Ma^{te} de nous faire sentir l'effect de ses promesses, d'autant qu'il auroit entendu que S. A. le supplioit de quitter le traité qu'il avoit avec Genève, sur quoy sa Ma^{te} lui auroit respondu qu'il estoit vray que M. de Savoye luy avoit fait les sollicitations susdictes, mais que par la response qu'il lui avoit fait là-dessus, il avoit bien peu reconnoistre que cela ne se pouvoit faire sans grandes difficultés et qu'il n'avoit à gré, que partant M. de Savoye luy avoit dit qu'il ne luy en parleroit plus, et quant au traité que le feu Roy a fait avec Genève, qu'il le veut observer, et que quand il seroit à faire, il le feroit encores. » Reg. Cons. de Genève, 9 janvier 1600.

violence et de surprise ; l'injustice devait être réparée ; le marquisat devait être ou restitué ou échangé. Suivant Matthieu, le duc se mit en frais d'imagination et fit miroiter aux yeux du roi les plus séduisantes perspectives ; il lui proposait la couronne impériale, comme s'il en eût disposé, ou encore il lui offrait de marcher avec lui sur le duché de Milan, et de le lui laisser en toute propriété. Autant d'amorces pour ne pas rendre le marquisat. Mais Henri IV ne se laissa pas tenter ; il resta insensible à toutes ces brillantes propositions ; il répondait fort sagement qu'il n'était plus d'âge à songer à l'Empire et que d'ailleurs la couronne impériale ne pouvait plus exciter la même convoitise, la même ambition, qu'au temps de Charlemagne ; quant au duché de Milan, c'était une entreprise de longue haleine, une guerre dont l'issue était incertaine, et Henri IV ajoutait : « La paix est encores en sa fleur, il ne faut qu'un pareil vent que celui d'un pareil dessein pour la flestrir. Je ne veux de guerre avec le Roy d'Espagne, sinon qu'il se fasche de la paix. » C'était parler sagement, mais plus habilement encore. Henri IV allait droit au but et repoussait tout ce qui pouvait

entraver ou retarder la solution de la question pendante.

L'attitude si franche, si décidée, du roi plongeait le duc dans de cruelles perplexités ; en réalité, il ne voulait pas restituer et il ne voulait rien céder en échange du marquisat. Il était venu en France avec le ferme espoir de faire capituler Henri IV et il n'y avait pas réussi. Le duc flottait irrésolu, ne sachant à quel parti s'arrêter. Les dépêches de Chapeaurouge, résumées dans le Registre du Conseil, nous mettent au courant des tergiversations multiples de Charles-Emmanuel ; le député de Genève était beaucoup mieux renseigné qu'on ne pourrait le supposer et il se montre observateur intelligent et sagace. Le 9 février 1600, il écrit que les négociations continuent avec beaucoup d'incertitude ; tantôt on parle d'échange, tantôt de restitution, tout semble rompu un jour et le lendemain tout est renoué.

Par suite de ses hésitations, Charles-Emmanuel ne pouvait se résigner à partir et il en était à chercher des prétextes pour motiver son séjour prolongé. Tantôt il feignait d'être amoureux de « l'insigne beauté, » d'une dame de la cour, tantôt il

disait qu'il voulait voir la foire de St-Germain et Carême-prenant. Dans l'entourage du roi, on commençait à se lasser un peu et on disait plaisamment qu'il faudrait un édit pour le chasser. Il est facile de se représenter quelle tempête faisait bouillonner le cœur du duc. Le mécontentement, le dépit, ne lui laissaient pas toute la liberté de son jugement et il eut un instant, dit-on, l'idée étrange de quitter Paris et la cour sans prendre congé. Heureusement pour lui, il avait de sages conseillers qui l'empêchèrent de prendre ce parti extrême ; on lui fit comprendre qu'un procédé aussi insolite ferait de lui la risée des princes de l'Europe et que les Français, devenus ennemis irréconciliables, seraient en armes dans son duché avant même qu'il y fût rentré. Charles-Emmanuel renonça donc à se dérober par un coup de tête et Henri IV lui-même facilita les choses ; il lui fit savoir par un de ses familiers, Zamet, qu'il lui serait accordé trois mois pour se prononcer sur les conditions de l'arrangement.

Ce délai de trois mois laissait au duc le temps de respirer, le loisir de réfléchir ; il se résigna donc à approuver un compromis connu sous le

nom d'accord ou de traité de Paris ¹ et qui avait été négocié par l'entremise et sous les auspices du Patriarche de Constantinople, Bonaventure Calatagirone. Suivant ce traité, le marquisat de Saluces devait être restitué au roi de France pour le 1^{er} juin 1600, « pour en user, comme faisoient les Rois ses prédécesseurs, sans aucune remise, longueur et difficulté, fondée sur quelque couleur et prétexte que ce soit. » C'était catégorique. De son côté, le roi s'engageait à confier la garde des villes et places fortes du marquisat à des *compagnies suisses*, jusqu'au moment où le pape aurait statué sur les autres différends qui pourraient exister entre le roi et le duc. Si le duc ne se résignait pas à restituer le marquisat, il devait en échange céder tout le pays de Bresse, depuis la Saône jusqu'à l'Ain, cette dernière rivière demeurant commune entre les deux Etats. Dans le territoire cédé étaient naturellement comprises la ville et citadelle

¹ Ce traité a été publié dans divers recueils diplomatiques, notamment dans la collection officielle des traités publics de la Maison de Savoie (Turin 1836), ce qui ne laisse pas d'être assez piquant, puisque Charles-Emmanuel, après l'avoir signé, refusa de l'exécuter.

de Bourg et les autres places qui en dépendaient ; le même article attribuait au roi Barcelonnette avec son vicariat jusqu'à l'Argentière, le val de Sture, la vallée de la Pérouse, la ville et le château de Pignerol, avec le territoire adjacent. Comme on le voit, si le duc avait accepté d'emblée l'échange, il n'eût perdu au nord que la Bresse ; il aurait conservé le Bugey et recouvré le pays de Gex ; il voulut s'obstiner à courir la chance des armes et finalement il perdit tout.

Le traité de Paris avait été rédigé avec beaucoup de soin et d'habileté par des hommes du métier ; il contenait des dispositions spéciales réglant tous les détails de la restitution ou de l'échange. Cependant les historiens n'ont pas toujours considéré l'acte signé à Paris comme un véritable traité. Pourquoi ? Parce qu'il ne reçut pas d'exécution ; il ne subsiste pas moins que cette convention engageait d'honneur les parties ; sans doute le duc avait un droit d'option, mais il était tenu par sa parole de prendre l'un ou l'autre parti¹. Nous ne tarde-

¹ « Art. XIV. Et d'autant que ledict Seigneur Duc a requis Sa Majesté de lui donner temps de conférer avec ses vassaux et subjects des deux partis susdicts, avant que d'accepter et

rons pas à voir avec quelle étrange désinvolture Charles-Emmanuel répudia des engagements solennellement contractés.

Le traité une fois signé, le duc n'avait plus aucun prétexte de prolonger son séjour en France ; il prit congé du roi, mais jusqu'au bout il montra une indécision vraiment bizarre ; il laissa dans l'incertitude la date de son départ et on raconte, détail piquant, que la cour « demeura bottée » trois jours pour l'accompagner. Enfin le duc se décida à partir ; courtoisement, le roi l'accompagna jusqu'au pont de Charenton et confia au baron de Lux le soin de lui faire escorte jusqu'à la frontière de Savoie.

Charles-Emmanuel, en quittant le roi, avait la

effectuer l'un ou l'autre, Sa dicte Majesté, désirant lui tesmoigner en ceste occasion, comme en toutes autres, sa bonne volonté, a accordé au dict Seigneur Duc la susdicte eslection, à la charge aussi qu'il optera et effectuera l'un ou l'autre des dicts deux partis dedans le susdict temps du premier de juin, sans en retrancher, diminuer ou altérer aucune chose, ni user d'aucune remise, longueur ou difficulté, fondée sur quelque couleur et occasion que ce soit.

Art. XV. A quoi le dict Seigneur Duc a obligé dès à présent, comme pour lors, sa foi et parole, et Sa Majesté fait le semblable pour l'accomplissement et exécution des choses accordées par les présents articles, qui dépendent d'elle. »

Le traité de Paris porte la date du 27 février 1600.

rage au cœur ; pendant son séjour, il avait habilement dissimulé son dépit, suivant le précepte de Louis XI, *qui nescit dissimulare nescit regnare*, mais, dès qu'il fut à distance, son visage s'assombrit et trahit l'extrême irritation qui le maitrisait. Comment pouvait-il en être autrement ? Il était venu en France avec un double dessein, secouer le joug pesant de l'alliance espagnole et se rapprocher de Henri IV sans lui faire aucune concession. Le Béarnais ne s'était pas laissé jouer : il acceptait l'amitié, mais il exigeait l'échange ou la restitution. La tentative avait échoué et Charles-Emmanuel s'en allait aigri et déçu. Nul ne s'y trompa et un contemporain résume en ces termes son impression : « Tous les pas que fit Charles-Emmanuel pour s'éloigner du roi furent autant de chemin pour s'approcher d'Espagne. » Le baron de Lux¹, qui accompagnait le duc, s'aperçut aisément des dispositions nouvelles ; il s'empressa d'en informer Henri IV et lui fit entendre que le

¹ Edme de Malain, baron de Lux ou de Luz, fut conseiller d'Etat, capitaine de cinquante hommes d'armes et lieutenant du Roi en Bourgogne ; il trempa dans le complot du duc de Biron, dont il fut l'ami et le confident.

duc n'avait l'intention ni de restituer, ni d'échanger.

On a peine à concevoir comment un prince peut se résoudre à violer les engagements solennels qu'il a librement contractés la veille et l'histoire ne saurait amnistier le souverain qui manque à sa parole et qui donne à ses sujets l'exemple de la duplicité et de la perfidie, mais on peut tout au moins invoquer en faveur de Charles-Emmanuel une circonstance atténuante. Lorsqu'il franchit la frontière de la Bresse, qui était alors occupée par les troupes royales, le duc vit accourir en foule ses fidèles sujets, chantant et criant : *Vive Savoie ! Vive Son Altesse !* Les femmes elles-mêmes se mettaient de la partie, portant leurs quenouilles au côté comme des épées. Comment Charles-Emmanuel n'eût-il pas été ému des témoignages spontanés d'affection et de fidélité de ces pauvres gens, qui ne craignaient pas de braver l'autorité royale pour saluer leur souverain héréditaire ! Le duc, profondément touché, pria le baron de Lux de pardonner à la simplicité de ces pauvres gens et de « considérer que c'estoit excès d'affection et non de malice. » (Matthieu.) Ce fut bien pis encore

quand le duc quitta la citadelle de Bourg, réputée l'une des places les plus fortes de l'Europe; ses yeux se remplirent de larmes. Alors seulement il put mesurer toute la portée de l'engagement qu'il venait de contracter et il dut en éprouver de cruels regrets. Restituer le marquisat de Saluces, c'était introduire l'étranger au cœur de ses Etats, mais céder la Bresse, c'était renoncer à l'un des joyaux de sa couronne, à l'une de ses plus belles et de ses plus riches provinces, c'était livrer de loyaux sujets qui conservaient un inviolable attachement à sa maison. L'alternative était cruelle et on se représente sans peine quelles passions contraires, quels sentiments d'angoisse, devaient faire bouillonner le cœur du duc! Il y a lieu de supposer que, dès ce moment, Charles-Emmanuel prit le parti de tout risquer, plutôt que d'échanger ou de restituer. Il importait toutefois de gagner du temps et, en passant à Bourg, le duc ne se fit aucun scrupule d'écrire à Henri IV « qu'il estoit très content de l'accord et qu'il s'en alloit en Piedmont pour en prendre la résolution que Sa Majesté attendoit de luy. »

IV

DÉCOURAGEMENT ET INSUCCÈS DE CHAPEAUROUGE. — AVIS DE LESDIGUIÈRES. — D'ALBIGNY ENTRE EN SCÈNE.

Nous avons laissé Chapeaurouge à Paris, fort occupé à suivre en observateur vigilant les négociations engagées entre les deux souverains. Le 22 février (nouveau style), le député de Genève écrit au Conseil pour lui annoncer que la veille le traité a été conclu ; il en indique en quelques mots les conditions essentielles, mais, avec sa clairvoyance habituelle, il insinue que le traité ne sera pas exécuté par le duc : « La commune estime des principaux de ceste Cour, écrit-il, est que, quand M. de Savoye sera de retour en son païs,

qu'il ne fera ny l'un ny l'autre (ni l'échange, ni la restitution) et que sa façon de procéder depuis le commencement jusques à la fin a montré qu'il n'en avoit aucune envie et que les deux mois de terme qu'il a voulu avoir, que ce n'a esté que pour se pouvoir retirer honnestement et donner ordre à ses affaires ». On ne pouvait prédire plus exactement ce qui allait se passer. Quant à Genève, Chapeaurouge envisage l'avenir sous de sombres couleurs ; il est profondément dégoûté et découragé : « L'ingratitude, dit-il, de laquelle je vois qu'on use en vostre endroit, m'a tellement outré que, si j'eusse osé, j'eusse pris mon congé du Roy et me fusse retiré, ce que je n'ay voulu faire sans le congé de vos Seigneuries : » Le découragement de Chapeaurouge s'expliquait de lui-même ; malgré leurs incessantes démarches, le député de Genève et celui de Berne, M. de Diesbach, avaient été laissés de côté ; dans le traité il n'est fait mention ni de Berne, ni de Genève « que comme rien. » Il a été simplement convenu, en termes généraux, que le roi s'employera à composer, à régler à l'amiable, les différends de Berne et de Genève avec le duc de Savoie, lorsqu'il se rendra à la frontière pour l'exé-

cution finale du traité¹. Faut-il accepter l'arbitrage du roi ? Chapeaurouge n'ose se prononcer ; il y a, dit-il, autant d'inconvénients à accepter qu'à refuser. Le député de Genève en est arrivé à se défier de tout le monde, même de Henri IV, et il faut reconnaître qu'il a pour cela de sérieux motifs. Il a demandé audience au ministre Villeroy, afin de connaître de sa bouche les particularités de l'accord, quoiqu'il les connût déjà d'autre part : « Je lui ay fait, dit Chapeaurouge, une manière de plainte du peu de souvenance qu'on avoit heu de vous (de Genève), lequel pour toute satisfaction m'a dit que je pouvois bien avoir apperceu que cest accord avoit esté fait par l'entremise du Pape et que par conséquent il ne faloit pas estimer qu'il procurast aucun avancement pour la ville de Genève. » Villeroy avait au moins le mérite de la franchise et Chapeaurouge emporta de son entretien l'impression que Genève avait désormais tout à craindre ².

¹ Il était convenu d'avance que le roi se rendrait à Lyon, à la fin du mois de mai, à l'expiration des délais fixés par le traité de Paris ; il y alla, en effet, mais plus tard et pour préparer l'invasion de la Savoie, le duc étant revenu sur ses engagements.

² Chapeaurouge n'en était plus à compter ses déboires. Non seulement il désespère d'obtenir pour Genève la souveraineté

Il y avait certaines choses que Chapeaurouge n'osait confier au papier et qu'il tenait cependant à communiquer au plus tôt au Conseil ; il les exposa confidentiellement à un magistrat genevois, Sarasin, qui s'en retournait à Genève.

Aussitôt arrivé à Genève, Sarasin rendit compte de sa mission, et son rapport complète sur certains points les dépêches de Chapeaurouge. Sarasin insiste en premier lieu sur « la grande importunité » de Charles-Emmanuel en ce qui concerne Genève. La première chose qu'il demande à Henri IV, c'est d'abandonner Genève ; le roi commence par lui « bailler une réponse ambigue, » mais le duc revient à la charge avec une étrange insistance ; Henri IV, poussé dans ses derniers retranchements, finit par répondre qu'il ne peut le faire, qu'il est lié par un traité, œuvre de ses prédécesseurs, qu'au surplus il ne peut abandonner Genève sans

de Gex et de Gaillard, mais il ne peut arriver à obtenir le paiement de ce qui est dû par la couronne. *A trois reprises* différentes, la Chambre des Comptes a refusé de vérifier la dette royale, et Chapeaurouge ajoute avec une amertume ironique : « Surquoy je ne scay que j'en dois espérer, veu le peu d'affection que j'expérimente tous les jours de ces gens icy, qui font leurs affaires et laissent faire aux autres les leurs, s'ils peuvent. »

rompre également avec Berne. Alors surgit un incident qui montre à quelles singulières vicissitudes le sort de Genève était exposé. Lesdiguières, qui s'était toujours montré l'ami de la République, faillit lui jouer un fort mauvais tour. Le chef des protestants dauphinois aurait voulu arrondir son gouvernement aux dépens du duc et il avait été fort mécontent de la trêve conclue par Henri IV ; il ne demandait qu'à reprendre les hostilités ; il fit alors une proposition qui pouvait avoir les conséquences les plus graves ; il chercha à suggérer au roi de renoncer au traité de garantie qui avait été conclu en 1579 en faveur de Genève, tout en remboursant à la République les sommes qui lui étaient dues et en lui fournissant les ressources nécessaires pour faire la guerre au duc. Lesdiguières ajoutait que Genève pouvait fort bien supporter le choc et qu'au surplus il lui porterait lui-même tout le secours possible. Dans cette circonstance, le rusé montagnard dauphinois faisait assez bon marché des intérêts de Genève ; il se préoccupait surtout d'assurer l'exécution de ses propres desseins ; il brûlait de recommencer la guerre et il entraînait dans ses plans d'entraîner Genève à sa suite.

Heureusement, les conseils de Lesdiguières ne furent pas suivis ; le maréchal de Bouillon intervint et montra au roi que Genève, abandonnée à elle-même, risquait d'être perdue sans retour.

Sur la question de Gex, Sarasin fournit au Conseil des renseignements confidentiels, qui étaient de nature à produire la plus pénible impression. Au début, Henri IV s'était montré disposé à tenir compte des justes revendications de Genève ; il avait témoigné le désir d'examiner une carte du pays de Gex ; Chapeaurouge en fit dresser une et la remit au maréchal de Biron. La négociation semblait en bonne voie, lorsque Chapeaurouge apprit que M. de Diesbach réclamait secrètement le pays de Gex pour la République de Berne. Ce dut être un coup de foudre pour Chapeaurouge. Il avait été entendu que les députés de Berne et de Genève, ayant à défendre des intérêts identiques, feraient cause commune, et c'était le Bernois qui sans motif faussait compagnie. Les Bernois avaient-ils aucun droit sur Gex, ne l'avaient-ils pas perdu à la suite d'une retraite peu excusable ? Genève ne l'avait-elle pas reconquis par un effort suprême et ses droits n'étaient-ils

pas consacrés par une possession paisible, à laquelle la population elle-même semblait donner son adhésion ? Que penser de ces intrigues sournoises, auxquelles se livrait le gouvernement bernois contre une république alliée ? Souvent le méchant fait une œuvre qui le trompe ; Messieurs de Berne, si égoïstes dans leurs visées ambitieuses, ne touchèrent pas le prix de leurs intrigues ; ils fournirent simplement au roi un prétexte pour fouler au pied les droits de Genève. Ce fut cette « traverse, » comme dit le Registre¹, qui changea la face des choses ; Henri IV, circonvenu par son entourage d'anciens ligueurs, prit le parti de ne laisser le pays de Gex ni aux Bernois, ni aux Genevois, mais de le rendre au duc de Savoie. Tel fut le brillant résultat de la campagne diplomatique de M. de Diesbach !

Sarasin confirma oralement toutes les déclarations de Chapeaurouge relatives au règlement des

¹ « Que ceste traverse et l'insistance que M. de Lesdiguières faisoit d'enjamber sur le Piedtmont ont occasionné le Roy à quitter lad. terre de Gex, que led. Sr Dauphin auroit sceu de M. de Villeroy que le balliage estoit remis au duc. » Reg. du Cons. de Genève à la date du 27 février.

questions financières. Le député de Genève, désespérant d'obtenir le pays de Gex, multipliait les démarches pour assurer au moins le remboursement de l'obligation contractée par le roi, mais il entretenait à cet égard peu d'illusions. Chaque jour, c'étaient de nouveaux délais, des fins de non-recevoir de toute nature ; le trésor royal était gardé par de véritables cerbères, et l'austère Rosny, le surintendant des finances, désireux sans doute de mériter sa réputation d'incorruptible, avait même refusé une pendule que la Seigneurie lui avait offerte ¹!

Les explications confidentielles de Sarasin étaient plus attristantes même que la dépêche de Chapeaurouge, mais le Conseil était habitué à lutter sans trêve ni repos contre la mauvaise fortune ; il écrivit à Chapeaurouge de ne pas perdre courage, de solliciter vivement la vérification de la créance et d'obtenir l'intercession des nombreux amis que Genève comptait à la cour.

Comme nous l'avons dit, Chapeaurouge était

¹ « M. de Rosni n'a voulu recevoir l'horloge pour n'estre trouvé de prix ou pour autre respect. »

profondément découragé; il sentait que le terrain se dérobaît sous ses pas, que les anciens ligueurs, ennemis irréconciliables des Huguenots et de Genève, reprenaient l'avantage auprès de Henri IV; sous cette impression il écrit¹ au Conseil pour lui recommander de chercher appui et alliance en dehors de la France; il suggère l'idée de tourner les yeux du côté des Ligues suisses et de tâcher d'entrer dans l'alliance helvétique. Il fallait donc renouveler les démarches si infructueusement tentées jusqu'alors. A Genève on se berçait de l'espoir que le projet, tant de fois caressé, se réaliserait plus facilement, on croyait que les cantons catholiques de la Suisse primitive, auprès desquels on s'était heurté à une résistance insurmontable, se montreraient d'humeur plus accommodante, car ils étaient à peu près brouillés avec le duc de Savoie, et l'ambassadeur de ce dernier avait été récemment obligé de prendre congé. Bref, le Conseil de Genève se

¹ « Il donne avis de chercher appuy d'ailleurs que de la France qui jusques icy nous a assés donné à cognoistre combien peu d'asseurance il y a. » Lettre du 5 mars, résumée au Registre du Conseil, à la date du 12 mars.

décida à tenter l'aventure. Aux premiers jours d'avril, Michel Roset, alors premier syndic, partit pour Berne, où il fut accueilli avec de grandes démonstrations d'amitié; cela n'empêchait pas Messieurs de Berne, comme on l'a vu, d'intriguer sourdement auprès de Henri IV contre leurs bons amis de Genève. Messieurs de Berne déclaraient expressément qu'ils appuyeraient de tous leurs moyens les démarches des Genevois. A Soleure, à Zurich, l'accueil fut excellent; il arriva même à Michel Roset de rencontrer en chemin des magistrats de Lucerne et d'Uri qui lui donnèrent les meilleures espérances; ils affirmaient que, si Genève recherchait leur alliance, ils ne s'arrêteraient pas à la différence de religion. Et cependant, il devait s'écouler plus de deux siècles avant l'accession de Genève au Corps Helvétique!

Les dépêches de Chapeaurouge et les communications verbales de Sarasin avaient contribué à dissiper certaines illusions du Conseil à l'endroit de Henri IV, et cependant le Béarnais ne perdait aucune occasion de rassurer ses bons amis de Genève, comme il les appelait. Peu après le départ du duc de Savoie, il écrit au Conseil une lettre

restée inédite¹ et que nous tenons à reproduire en entier :

« Très chers et bons amis,

Mon frère le Duc de Savoye m'estant venu trouver pour traicter des moyens de terminer nos différens par voye amiable et principalement celui du marquisat de Saluces, nous avons souvent parlé de vous et de ce qui vous concerne, luy poussé d'une intention et moy d'une autre, comme vous scaves que nos intérêts sont en cela très contraires et différens, tant y a que je luy ay fait une si expresse déclaration de mon affection et obligation à vostre conservation que je veulx croire qu'il y aura tel esgard qu'il ne permettra, ny commandera à l'advenir qu'il soit attenté et entrepris contre vous, tant en général qu'en particulier, chose qui vous soit dommageable et si en l'accord que j'ay fait avec luy, j'eusse peu mieux favoriser et assurer l'estat et la condition de vostre ville, croyez que je l'eusse fait très volontiers, tant je désire me revancher des plaisirs et services que j'ay re-

¹ L'original de cette lettre n'existe plus aux Archives de Genève, malheureusement, mais le texte nous en a été conservé au Registre du Conseil, à la date du 12 mars 1600.

ceus de vous en mes nécessités, mais il m'a falu que je me sois contenté de ce qui a esté jugé raisonnable et honeste, pour ne me monstren ennemy du repos public et indigne du nom de Roy très chrestien et équitable, duquel j'ay toujours fait et me suis très bien trouvé de faire profession, vous assurant avoir souvent voulu quitter mien pour obtenir chose qui vous fût favorable et utile, mais cela ne s'est peu accommoder, tant y a que led. Duc, effectuant nostre accord, comme il m'a promis de faire et y a obligé sa foy, comme j'auray plus de moyen de vous faire plaisir et assistance en vos affaires que je n'avois, soyez assurez aussy que j'en auray plus de soing que jamais, ainsy que j'ay dit à vostre député, le S^r Dauphin¹, et vous l'ay bien voulu confirmer encores par la présente, en attendant qu'il se présente occasion de le vous tesmoigner par bons effects, priant Dieu, très chers et bons amis, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde.

Escript à Paris le 4^e jour de mars 1600.

HENRY

DE NEUFVILLE. »

¹ Les documents officiels donnent au député de Genève tantôt le nom de Dauphin, tantôt celui de Chapeaurouge.

On ne pouvait tenir un langage plus amical ; en écrivant cette lettre, Henri IV était-il sincère ? Nous le croyons ; au fond il aurait voulu donner pleine satisfaction aux Genevois qui étaient des amis de la première heure, mais son entourage et la raison d'Etat limitaient sa liberté d'action. Ce qui mérite d'être relevé, c'est le passage de la lettre où le roi rappelle les services que Genève lui a rendus « en ses nécessités. » Ils sont rares assurément les souverains qui, arrivés au faite de la puissance et de la gloire, se souviennent des humbles qui les ont aidés aux jours de l'adversité ! Ce sont de ces traits, insignifiants en apparence, qui grandissent la mémoire de Henri IV.

Le Conseil se montra fort sensible aux témoignages d'intérêt et de sympathie que le roi lui donnait ; il s'empressa de le remercier, mais il montra une fois de plus sa ténacité habituelle ; il ne craignait nullement d'être importun et il profita de l'occasion pour demander de nouveau à Henri IV de maintenir Genève en possession du bailliage de Gex et du mandement de Gaillard ; il le priait en même temps de rembourser à la République le montant de la fameuse obligation.

C'était peine perdue. Le 26 avril Chapeaurouge¹ transmet les nouvelles les plus attristantes ; il annonce « qu'on ne doit espérer aucun fruit de sa négociation, l'affection du Roy estant totalement changée et luy ayant esté fait refus par le S^r de Villeroy de luy bailler la response du Roy aux lettres qu'on luy auroit escriptes pour la terre de Gex. » Selon toute apparence, les dispositions de Henri IV ne s'étaient nullement modifiées, comme le supposait Chapeaurouge, mais c'était Villeroy qui répondait pour le souverain.

Un seul homme inspirait alors au Conseil une confiance presque aveugle, c'était Lesdiguières ; cette confiance était peut-être exagérée, car le rusé Dauphinois n'était nullement un sentimental ; il était exclusivement préoccupé d'édifier sa fortune. Quoi qu'il en soit, le Conseil décida, le

¹ Chapeaurouge était vraiment à plaindre ; à la cour il n'essuyait que des refus ou des déboires et pendant ce temps sa famille, privée de son chef, avait à lutter contre la gêne ; il lui manquait l'argent nécessaire pour la culture de son bien rural, « pour le labourage de ses terres. » Le Conseil comprit qu'il avait un devoir à remplir et à deux reprises il vint en aide à la famille en lui faisant compter quelques centaines de florins.

30 avril, d'avoir recours à ses lumières et envoya Budé de Vérace pour conférer avec lui à propos du traité que le roi venait de conclure; il s'agissait, en réalité, de se maintenir dans les bonnes grâces de Lesdiguières. Le choix de Budé de Vérace était particulièrement heureux, car le député genevois avait, sauf erreur, servi sous les ordres de Lesdiguières et il avait été blessé au combat de Pontcharra. Budé de Vérace partit dans les premiers jours du mois de mai et il fut accueilli avec la plus grande cordialité par l'illustre Dauphinois. Les termes de l'entretien qui s'engagea entre Lesdiguières et Budé de Vérace nous ont été conservés¹ et ils éclairent d'une trop vive lumière l'histoire de cette époque pour que nous ne les reproduisions pas sous la forme plus saisissante et plus animée d'une conversation :

Lesdiguières. — Soyez le bienvenu, je suis très aise de vous voir; je remercie Messieurs de la Seigneurie de Genève de vous avoir envoyé et d'avoir si bonne souvenance de moi. Je suis

¹ Reg. Cons. de Genève, 12 mai 1600.

marri de ne pouvoir faire pour eux tout ce que je voudrais; ce n'est point faute de bonne volonté, ils le reconnaîtront dans toutes les circonstances où ils voudront en obtenir la preuve. Je leur souhaite autant de bien, d'honneur, et à leur République autant d'accroissement, de prospérité, que je m'en souhaite à moi-même. Il faut que nous nous tenions bien unis ensemble et sur nos gardes. Je crois que M. de Savoie rendra le marquisat, mais il ne le fera que le plus tard possible. Si toutefois il le rend, il faudra que vous rendiez la terre de Gex, car il est dit et accordé que chacun restituera ce qu'il détient.

S^r de Vêrace. — Ce n'est point le roi qui tient la terre de Gex, mais bien Messieurs qui l'ont conquise par le sang de leurs citoyens et bourgeois; ils l'ont fait à leurs frais et depuis la retraite des troupes du roi; les dépenses considérables qu'ils se sont imposées dans ce but ne sont pas comprises dans l'obligation contractée par le roi.

Lesdiguières. — Alors pourquoi avez-vous déclaré que vous teniez la terre de Gex au nom du roi?

S^r de Vêrace. — Messieurs se sont aidés du

nom du roi pour se défendre contre les menaces du duc et de ses officiers, mais ils ont conquis la terre de Gex sans l'aide du roi et ils y ont toujours administré la justice souverainement.

Lesdiguières. — Je suis d'avis que, si vous vous sentez assez forts pour garder la terre de Gex, vous n'en démordiez pas et dans ce cas pourriez-vous compter sur le secours des Bernois ?

Vérace. — A grand'peine, car ils ont fait demander la terre de Gex au roi par l'intermédiaire de leur député, comme vous le savez.

Lesdiguières. — Quoi qu'il en soit, je suis d'avis que vous gardiez Gex, tant que cela vous sera possible et que vous ne rendiez rien que par ordre exprès du roi ; si M. de Savoie tente quelque entreprise contre vous, je l'attaquerai par deçà, je vous le promets, quand le roi lui-même me le défendrait. Assurez-en vos Seigneurs. J'aurais regret de mourir sans avoir pu donner encore une *pinsade* à M. de Savoie. Quant aux raisons que vous alléguez pour rester en possession du territoire conquis, elles sont d'un grand poids et j'estime que vos Seigneurs doivent les exposer dans de bons mémoires pour débattre la question devant le roi,

quand il viendra à Lyon ; je m'emploierai de tout mon pouvoir à défendre votre cause, comme le fera également M. le maréchal de Bouillon, qui se trouvera aussi à Lyon. Il est encore temps d'en parler, car, si le roi a laissé de côté la question de Genève, c'est par suite de son désir violent de ravoir ce qui lui appartient (le marquisat de Saluces). Une fois qu'il aura obtenu satisfaction, il parlera. Quant aux tailles et impositions dont vous vous plaignez, je crois que le duc continuera à vous molester tant qu'il pourra, mais, si vos anciennes libertés portent que les habitants de Genève ne doivent aucune imposition en Savoie, il importe que vos motifs soient exposés dans les mémoires que vos Seigneurs dresseront à cet effet, et il faut que vous vous plaigniez à bon escient au roi. Tâchez en outre d'obtenir que les Suisses vous appuient, afin que vos réclamations aient plus de poids. Devant le roi vous débattrez aussi la question du rasement des forts qui vous entourent et au pis aller, s'il faut que vous rendiez Gex, il y aura lieu de traiter des conditions qui tout au moins devront être telles qu'elles étaient avant la guerre.

Vérace, passant à un autre ordre d'idées, demande à Lesdiguières s'il estime que le roi ait l'intention de persécuter ceux de la Religion.

Lesdiguières. — Il n'y a rien à craindre pour le moment, car le dessein du roi est avant tout de régner. Henri IV est donc bien aise d'entretenir la défiance entre ceux de la religion et les catholiques ; par ce moyen les deux partis rivalisent à qui lui obéira le mieux ; catholiques et réformés se tiennent mutuellement en échec, de telle sorte que ni les uns ni les autres n'osent rien entreprendre contre le trône. Le Conseil du roi est fort mal disposé pour notre religion ; M. de Villeroy est l'ennemi juré de ceux qui font profession de la foi réformée ; il en est de même de M. le Chancelier, quoiqu'au fond il ne soit pas mauvais, mais il veut faire sa cour au Pape, afin d'obtenir le chapeau de cardinal pour son fils qui est déjà archevêque de Lyon. D'autre part, le Conseil rappelle sans cesse au roi l'exemple de ses prédécesseurs qui ont vu s'élever de grands troubles dans leurs Etats toutes les fois qu'ils se sont trouvés en conflit avec le Pape, lequel n'a jamais craint d'entreprendre contre l'Etat et même d'attenter à la personne du sou-

verain, comme on l'a vu à l'endroit du feu roi¹. Le Conseil fait donc entendre à Henri IV qu'il est nécessaire pour la conservation de sa vie et de ses Etats qu'il se maintienne en étroite amitié avec Sa Sainteté. Ces considérations sont fort plausibles aux yeux d'un prince et le roi, qui veut se conserver, se laisse entraîner par les avis de son Conseil ; c'est sous cette influence qu'il a donné son adhésion au concile de Trente et qu'il a consenti au rétablissement des Jésuites. Les Eglises réformées de France, apercevant ces dispositions nouvelles, se concertent pour se défendre. Elles viennent d'implorer l'assistance divine dans un jeûne général, qui a été célébré dans toute la France ; elles ont confirmé leur union étroite dans une assemblée réunie en Guyenne et elles ont décidé de se tenir prêtes à tout événement. Cette résolution a été prise parce que les Eglises redoutent qu'à l'avenir le roi, cédant aux funestes conseils de Rome, ne se laisse entraîner à les persécuter. Que Messieurs de Genève gar-

¹ Cette déclaration, d'une si haute gravité, mérite d'être relevée. Lesdiguières croyait donc que le pape Sixte-Quint avait armé le bras du régicide Jacques Clément.

dent ceci pour eux et ne le communiquent qu'à gens discrets. »

Cet entretien, qui révèle tant de choses, méritait assurément d'être rapporté. Lesdiguières était alors l'un des premiers hommes de guerre de France et il était en même temps l'un des chefs les plus puissants et les plus écoutés des Eglises réformées ; il s'exprime avec la franchise et la rudesse d'un montagnard et d'un soldat ; dans ses appréciations il se montre bien dur pour Henri IV, auquel il attribue des desseins et des sentiments machiavéliques. Lesdiguières ne pouvait pardonner au Béarnais son abjuration récente et il ne se doutait guère qu'à la fin de sa carrière il suivrait sans scrupule l'exemple donné par Henri IV, et qu'il finirait, comme lui, par abjurer.

Au cours de l'entretien avec Budé de Vérace, Lesdiguières avait protesté de son amitié pour Genève ; il ne tarda pas à donner la mesure de l'intérêt qu'il portait à la République protestante. Le 4 juin, quelques semaines après le retour de Budé, le Conseil reçoit de Lesdiguières une lettre apportée par un soldat de ses gardes et contenant l'avis d'une entreprise tramée par D'Albigny ; c'était le

premier coup de cloche qui annonçait de loin l'Escalade :

« Messieurs, écrivait Lesdiguières, sur l'avis véritable qui m'a esté donné de l'entreprise qui est sur vous, je vous dépesche ce soldat de mes gardes avec le billet mesmes de cest advertissement ; ne le dédaignez point, mais faites-en profit, comme très prudemment vous avez accoustumé de faire de toutes choses. La vérité est que les troupes sont autour de vous et se grossissent insensiblement et sont proches de l'exécution. Le conseil que je puis en ceste occurrence vous donner, c'est de faire bonne garde, jeter dehors de bonnes patrouilles qui demeurent la nuit à l'entour de vos fosses. Prenes garde dedans et dehors la muraille aux endroits les plus aisez à surprendre, mesmes aux portes qui quelquefois se peuvent en plain jour saisir par l'entrée de quelques marchandises ou gens desguisez ; vous n'aures pas longtemps ceste peyne sans rompre ou découvrir l'entreprise, mais veillez, autrement vous estes en danger. Quant au dedans, vous avez accoustumé d'y bien prendre garde. S'il me vient plus de cognoissance de cest affaire, je la vous

donneray. Pour ceste heure, après cest office que je vous rends, je ne puis autre chose que prier Dieu, Messieurs, qu'il vous conserve.

A Grenoble le XII juin 1600.

Vostre bien humble et très affectionné serviteur.

LESDIGUIÈRES. »

A la lettre était joint le mystérieux billet qui avait donné l'éveil à Lesdiguières ; ce billet était ainsi conçu :

« Il y a une entreprise sur Genève que l'on tient infallible, recogneue et menée par un homme de peu qui a séjourné quelques jours dans ladite ville ; deux capitaines du S^r D'Albigny, feignant d'aler à S^t-Claude, ont esté avec luy recognoistre le lieu, lequel ils ont trouvé si aisé et facile qu'ils croyent estre déjà dedans. Le S^r D'Albigny a mandé, sur leur rapport, toutes les troupes pour l'exécution. L'advis est tenu de lieu fort asseuré et par homme qui l'a sceu, par un de ceux-là mesme qui mènent ceste action et estoit avec luy lhorsque deux femmes dudict Genève luy ont apporté deux lettres portant l'advis susdit, l'une cachée dans le poil de la teste et l'autre dans la

semelle de ses souliers, qu'il a veu descoudre, et de plus luy ont dit que dans lad. ville l'on n'y laissoit entrer aucun estranger auquel on ne fit quitter les armes à la porte, excepté aux François. »

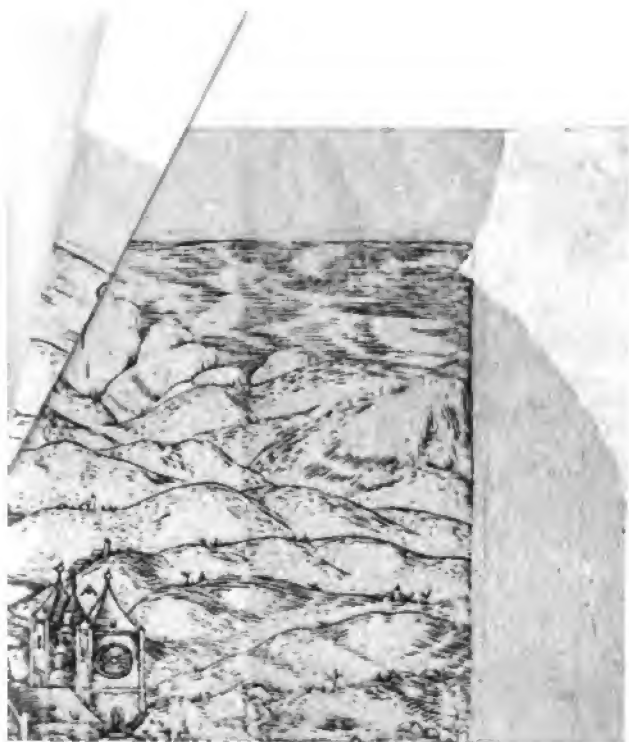
L'avis, discrètement donné par Lesdiguières, n'était nullement isolé. Dès le 21 mai, le Conseil avait appris que D'Albigny amassait des troupes en Savoie, dans le dessein présumé de tenter quelque mauvais coup contre Genève; des espions avaient été aussitôt expédiés dans diverses directions, en Faucigny et en Chablais, jusque dans la vallée d'Aoste, pour surprendre et épier les mouvements de l'ennemi; en même temps, le Conseil avait pris toutes les mesures de précaution suggérées par les circonstances; il avait fait visiter avec soin les coulisses ou herses des portes de la ville, les boulevards et les canonnières; il avait été jusqu'à prescrire que les cavaliers ne passeraient plus par la porte de Rive, mais feraient le tour jusqu'à la Porte-Neuve; cette mesure était sans doute destinée à faciliter le contrôle et la surveillance des voyageurs. Naturellement les avis transmis par Lesdiguières redoublèrent l'inquiétude des magistrats et on prit sur-le-champ de nou-

velles mesures; la porte de Rive fut fermée jusqu'à nouvel ordre, défense fut faite aux bateliers du lac de passer personne; des membres du Conseil furent désignés pour visiter et inspecter les remparts.

Selon toute apparence, il y avait anguille sous roche, et les rumeurs alarmantes qui venaient d'être transmises au Conseil n'étaient pas dénuées de fondement. Avec D'Albigny, un nouvel acteur entrait en scène. Figure ingrate, sombre et hautaine, sur laquelle l'aventure de l'Escalade a jeté un sinistre éclat! La destinée de cet homme fut étrange. Charles de Simiane, seigneur d'Albigny, était originaire du Dauphiné, où il avait combattu contre le Roi; il abandonna son pays à la suite des guerres de la Ligue et se rendit à Turin pour offrir ses services à Charles-Emmanuel qui le nomma gouverneur de la Savoie. En fait, il ne servit pas mieux les intérêts de son nouveau maître qu'il n'avait servi la France; de cœur et d'âme il était Espagnol et toute sa carrière le prouve¹.

¹ C'est sous le patronage de l'Espagne que D'Albigny obtint la faveur du duc de Savoie. Voy. Rott, *Henri IV, les Suisses et la Haute-Italie*. Paris, 1882, p. 128.

Il haïssait Genève de toute la haine d'un fanatique et d'un sectaire, et il caressa le rêve d'extirper le nid d'hérésie. Nous le verrons à l'œuvre pendant les dix-huit mois qui s'écouleront jusqu'à l'Escalade.



V

CHARLES-EMMANUEL N'EXÉCUTE PAS LE TRAITÉ DE PARIS. HENRI IV DÉCLARE LA GUERRE.

Le traité de Paris accordait au duc un délai de trois mois pour opter entre la restitution et l'échange; le terme expirait le 1^{er} juin 1600; mais, comme le supposait Lesdiguières, Charles-Emmanuel ne cherchait qu'à gagner du temps; il était revenu de France bien décidé à se jeter de nouveau dans les bras de l'Espagne et il avait aussitôt expédié à Madrid son chancelier Belli pour se rapprocher de Philippe III. A Madrid on avait été très vexé du voyage de France; on avait parfaitement compris que le duc cherchait à s'émanciper de la tutelle espagnole; le chancelier Belli s'attacha à dissiper les nuages qui s'étaient élevés

entre les deux cours ; il y réussit et ne tarda pas à mander au duc que toutes difficultés étaient aplanies. Au surplus, le roi d'Espagne ne pouvait pas se désintéresser des affaires du Piémont ; la détermination que le duc était tenu de prendre pouvait avoir de graves conséquences pour la monarchie espagnole. Si le duc restituait Saluces, les Français prenaient pied en Italie et le Milanais, possession espagnole, était menacé ; si le duc cédait la Bresse, les communications du Milanais avec la Franche-Comté pouvaient être coupées ou facilement interceptées. Philippe III ne pouvait donc rester indifférent ; il fit conseiller au duc de temporiser, de gagner du temps, lui annonçant que le comte de Fuentès partait pour Milan avec de l'argent et des troupes. C'était plus qu'il n'en fallait pour ranimer toutes les espérances de Charles-Emmanuel ; il prêta l'oreille aux fallacieux conseils de l'Espagne, qui devaient le conduire à de terribles désastres ; il commença par solliciter du roi des délais et des renvois, comme pourrait le faire un vieux procureur, rompu aux roueries du métier.

Au mois de mai, Charles-Emmanuel expédia à

Paris son secrétaire Roncas, pour demander une prolongation d'un mois « pour se déclarer¹; » Henri IV était sur le point de se rendre à Lyon et son régiment des gardes avait déjà reçu l'ordre de départ. Néanmoins, le roi ne voulut pas se montrer trop exigeant ou pointilleux, et il accorda sans trop se faire prier le nouveau délai d'un mois. Peut-être le Béarnais n'était-il pas dupe du jeu très simple, auquel se livrait son adversaire; en tout cas il ne le fut pas longtemps. A la fin de juin, sans attendre un nouvel avis, il se mit en route pour Lyon, où ses ministres l'avaient précédé; selon toute apparence, il y arriva le 8 juillet (style nouveau); cela résulte d'une dépêche de Chapeaurouge écrite le même jour. A partir de ce moment, les chances d'un arrangement pacifique diminuent de jour en jour, et le 13 juillet Chapeaurouge écrit *qu'on se prépare à la guerre contre M. de Savoie*.

Dans l'entourage du roi tout le monde n'était

¹ C'est Chapeaurouge qui nous renseigne sur ce point; le 16 mai (nouveau style) il écrit de Paris au Conseil pour lui annoncer l'arrivée de Roncas; il ajoute tristement que « sa négociation va en reculant. »

pas d'accord sur l'opportunité d'une campagne, sur les chances favorables qu'elle pouvait offrir. Le chancelier Bellièvre était fort opposé à la guerre, tandis que Rosny la considérait comme nécessaire, inévitable. Bellièvre chercha à ramener Rosny de son opinion ; il lui représenta « l'état de la France pour laquelle toute guerre, quelle qu'elle fût, ne pouvoit être que ruineuse, l'honneur du roi, intéressé à maintenir un ouvrage aussi solide que la paix de Vervins ; le reproche d'infraction auquel il s'exposoit ; la crainte d'avoir sur les bras tous les alliés du duc de Savoie. » Rosny répondit victorieusement à toutes ces objections ; il s'attacha à démontrer que sans doute la guerre est un mal, mais que parfois elle est un mal nécessaire, lorsqu'on ne peut faire prévaloir par d'autres moyens des droits auxquels il y aurait de la lâcheté à renoncer ; qu'en pareil cas la générosité et la douceur, qui sont deux des principales qualités des souverains, s'appellent de leur vrai nom faiblesse et manque de conduite : « Je fis voir au Chancelier, ajoute Rosny, qu'il s'alarmoit assez mal à propos. Le Roi d'Espagne étoit le seul allié redoutable qu'on auroit pu appréhender qu'il ne se joignit au duc

de Savoie, mais qu'on fasse attention que le Roi d'Espagne régnant n'étoit qu'un jeune homme sans expérience, ni talens pour la guerre, assez occupé à réduire ses propres sujets, livré à un ministre tout aussi éloigné que lui de la guerre, et par son caractère et par l'envie de s'approprier tout l'argent que la guerre auroit consommé, enfin aussi mécontent lui-même du duc de Savoie que convaincu avec toute l'Europe que le roi redemandoit ici son propre bien ; je crois qu'alors l'idée qu'on aura de cette guerre sera celle d'un pur différend entre le roi de France et le duc de Savoie ou plutôt d'un entêtement de celui-ci, fondé sur une mauvaise présomption et sur les brigues pratiquées en sa faveur dans le Conseil de France. Cela supposé, le succès de cette guerre dépendoit de la promptitude avec laquelle on la poursuivroit. Je soutins au Chancelier qu'avec quatre mille hommes le roi avancerait plus ses affaires cette année qu'avec trente mille l'année suivante, mais je ne laissai pas de lui faire toucher au doigt que Sa Majesté n'étoit pas aussi dépourvue qu'il se l'étoit imaginé, et du moins qu'elle ne manqueroit d'aucune des deux choses qu'il tomboit à ma charge de fournir, l'argent

et l'artillerie ¹. » Les prévisions de Rosny étaient fondées, néanmoins le chancelier ne se laissa pas convaincre ; il paraît même qu'il se retira avec chagrin. Quant à Rosny, il s'occupa des préparatifs de la guerre, comme si elle était décidée. Il se rappela fort à propos que la petite République de Genève était à proximité et pouvait lui être de quelque utilité. Le 13 juillet il fit appeler auprès de lui Chapeaurouge et lui témoigna une confiance exceptionnelle ; il lui communiqua sur la campagne prochaine des particularités d'une nature si confidentielle que Chapeaurouge n'osa les confier au papier (c'est l'expression dont ce dernier se sert) ; quand les gens en place se montrent aussi expansifs à l'égard des petits, c'est habituellement qu'ils ont quelque service à demander. Et en effet Rosny conclut en demandant en quelle mesure Messieurs de Genève pourraient contribuer au service du roi ; le surintendant des finances eut soin d'ajouter que tous les frais seraient remboursés. Si Chapeaurouge l'avait osé, il aurait pu poser une question malicieuse et indiscrete : les paiements

¹ *Mémoires de Sully*, édition De l'Ecluse, t. III, p. 394 et 395.

seront-ils effectués comptant¹? Le délégué genevois se contenta de répondre que ses seigneurs s'étaient toujours montrés dévoués au service de Sa Majesté et que sans aucun doute ils conserveraient les mêmes dispositions. Rosny saisit la balle au bond et pria Chapeaurouge d'expédier aussitôt un courrier à Genève pour savoir si on pourrait lui fournir un *munitionnaire*² qui se chargerait d'approvisionner l'armée royale de pain et d'autres denrées ; il devait demander en outre combien de canons et quelle quantité de munitions le Conseil pourrait offrir au roi pour le siège de S^t-Catherine, dans le cas où l'artillerie française n'arriverait pas à temps. Les demandes formulées par Rosny mirent le Conseil de Genève dans un sérieux embarras ; il ne voulait à aucun prix indisposer le roi ou son ministre et d'autre part il avait

¹ Le Conseil de Genève venait d'apprendre à ses dépens que rien n'était plus difficile que de recouvrer une créance contre le roi de France.

² Les munitionnaires étaient des fonctionnaires ou intendants qui avaient soin des munitions et des vivres de l'armée. Rosny fit connaître à Chapeaurouge son intention d'avoir trois munitionnaires, un à Grenoble, un second à Bourg et un troisième à Genève.

appris aux dépens de la République que les puissants du jour ont la mémoire bien courte. On délibéra mûrement au Conseil et finalement il fut décidé d'écrire à Chapeaurouge qu'on offrait à Sa Majesté « tout service possible, » mais qu'on ne pouvait prendre aucune décision, quant à l'artillerie, « sans en avoir préalablement conféré avec le peuple. » Le Conseil se tirait assez habilement d'embarras.

Dès que le Conseil avait appris l'arrivée de Henri IV, il avait décidé d'envoyer à Lyon une délégation spéciale pour s'adjoindre à Chapeaurouge et seconder ses efforts ; il avait sous la main un homme d'une rare valeur, l'illustre jurisconsulte Jacques Lect, qui, déjà précédemment, avait rempli une mission auprès de la reine Elisabeth¹ : Lect partit donc pour Lyon avec Budé de Vérace. A peine arrivés, ils furent introduits par Villeroy

¹ Nous sommes surpris que nul n'ait été tenté d'étudier de près une figure aussi originale et attachante que celle de Jacques Lect, qui fut à la fois l'un des premiers jurisconsultes et humanistes de son temps, magistrat et diplomate, poète à ses heures : à l'occasion même l'homme de cabinet ne craignit pas de ceindre l'épée et de se mettre à la tête de ses gens pour chasser de son fief de Bourdigny les pillards du pays de Gex.

auprès de Henri IV, qui les accueillit gracieusement et les assura de nouveau de sa bonne volonté ; le langage du roi devenait d'autant plus aimable que les chances de paix avec Charles-Emmanuel semblaient s'affaiblir. Henri IV poussa même la bonne grâce jusqu'à dire : « Je désire fort mettre au large Messieurs de Genève, comme le temps s'y dispose, à présent que M. de Savoie fait le fou. » Puis le roi questionna longuement les députés sur l'état du fort de S^{te}-Catherine, leur demandant si le duc l'avait réparé, s'il y avait mis une plus forte garnison, si Messieurs de Genève avaient une artillerie suffisante pour battre le fort dans le cas où l'artillerie royale n'arriverait pas à temps. Les deux députés, enhardis par l'accueil bienveillant du roi, abordèrent la question délicate, la question de Gex. Le roi répondit avec réserve, de manière toutefois à justifier certaines espérances : « Tout ce qui se pourra faire avec justice et raison pour vous, je le ferai ; comme je ne voudrais demander à mes amis choses injustes, ni préjudiciables à la foi publique, aussi mes amis doivent avoir même considération ; je suis prince de foi et de justice. Il faut attendre les nouvelles

qu'apportera ce marquis (M. de Lullin), qui doit arriver incessamment. S'il y a guerre, je veux bien vous élargir davantage. Quoi qu'il en soit, je n'abandonnerai jamais vos Seigneurs. »

Les députés de Genève eurent ensuite de longues conférences avec Villeroy, dont il importait de connaître l'opinion, à cause de son influence auprès du souverain. Villeroy se montra très explicite dans ses déclarations relatives à la terre de Gex : « Ni moi, dit-il, ni aucun membre du Conseil, nous ne pourrions en conscience induire le roi à enfreindre le traité de Paris ; s'il recouvre son bien, le marquisat, nous ne pouvons l'engager à retenir le bien d'autrui ; d'ailleurs, ce serait accrocher les affaires du roi à un point particulier et de beaucoup moindre importance. M. de Savoie ne demanderait pas mieux de voir surgir de notre part quelque motif d'ajournement : ce serait lui fournir l'occasion ou le prétexte de ne pas restituer le marquisat et il ne faut pas risquer de mettre la France, voire même la chrétienté, en combustion pour un bailliage dont Messieurs de Genève se sont bien passés ci-devant. La situation sera toute différente, si le duc n'accomplit pas ses engage-

ments ; la guerre ne pouvant que mettre à néant le traité de Paris, le roi sera parfaitement en droit de se réserver le bailliage de Gex, ce qu'il ne peut faire aujourd'hui, ni par raison, ni par intérêt. »

Comme on le voit, le langage de Henri IV et de son ministre laissait encore quelque espérance aux députés genevois pour le cas où la guerre déchirerait le traité de Paris. Sur ces entrefaites, le 18 juillet, dans la soirée, le marquis de Lullin, ambassadeur de Savoie, arriva à Lyon. Dès le lendemain il fut mandé devant le roi, qui désirait être fixé sur les intentions du duc ; Lullin s'excusa de son mieux, disant qu'il ne pouvait donner aucune réponse expresse avant de s'être entendu avec l'archevêque Berliet qui allait arriver de Paris et qui lui avait été adjoint pour cette ambassade. Henri IV n'était pas homme à se laisser jouer ; dès le lendemain il manda une seconde fois l'ambassadeur savoyard et lui déclara qu'il entendait connaître sans délai les intentions du duc. Mis au pied du mur, Lullin répondit que le duc était disposé à restituer le marquisat de Saluces, sous réserve que son fils aîné en recevrait du roi l'investiture. Autant valait dire que le marquisat resterait à

la Maison de Savoie. Le Béarnais eut sans doute quelque peine à se contenir, lorsqu'il entendit cette proposition dérisoire. Matthieu lui attribue la réponse suivante : « Je trouve cette demande fort impertinente, puisque votre maître sait bien que je la rejetai, lorsqu'il était à Paris, ne jugeant point que jusqu'à présent il m'eût fait tant de plaisir que j'eusse occasion d'user envers luy d'une telle libéralité ! » Suivant une dépêche des députés de Genève¹, le roi, indigné, demanda à deux ou trois reprises à l'ambassadeur de Savoie s'il n'avait rien à ajouter ; puis il lui dit qu'il pouvait se retirer vers son maître et que, si ses prédécesseurs avaient mis le duc *en pourpoint*, *il espérait le mettre en chemise*. C'était péremptoire et toute chance d'arrangement amiable semblait s'évanouir. Le maréchal de Biron, Lesdiguières, Rosny, quittèrent brusquement Lyon pour prendre les dernières dispositions en vue de la guerre. Toutefois le marquis de Lullin avait obtenu du roi la permission de différer son départ de quelques jours ; dans l'intervalle, Roncas était reparti pour

¹ *Reg. Cons. de Genève*, 16 juillet 1600.

Turin, afin d'obtenir de nouvelles instructions. Le duc comprit qu'il fallait à tout prix détendre la courroie pour gagner du temps. Il donna l'ordre de céder en apparence, et Roncas revint à Lyon pour déclarer que son maître ne désirait que la paix et se disposait à rendre le marquisat ; le duc, disait Roncas, l'avait expressément chargé de débattre les conditions de la restitution. Ajoutons que Roncas était porteur d'une lettre « pleine d'humilité et soumission, » dans laquelle Charles-Emmanuel s'excusait de ses tergiversations.

Cette fois du moins, Henri IV put croire que tout allait se terminer et il en témoigna toute sa satisfaction ; il chargea le président Jeannin et Brulart de Sillery de conférer avec les représentants de Charles-Emmanuel, Roncas, Lullin et l'archevêque de Tarantaise, Berliet ; mais les difficultés allaient recommencer de plus belle ; en effet, les ambassadeurs de Charles-Emmanuel étaient munis d'instructions très précises sur l'exécution du traité et celles-ci allaient soulever d'interminables discussions. Le duc cherchait à se ménager de longues semaines, peut-être des mois entiers, avant de rompre définitivement. Signalons les points essen-

tiels, sur lesquels la cour de Turin formulait des observations :

« 1° Il plaira à Sa Majesté nommer le gouverneur qu'elle entend mettre au marquisat de Saluces, pour en donner promptement avis à Son Altesse, pour savoir s'il sera de qualité portée par le dit accord (l'accord de Paris) ;

2° De convenir du temps et du jour de la remise des places qui se doivent rendre réciproquement et des commissaires qui seront députés de part et d'autre pour la réception d'icelles :

3° Pour le regard des bailliages de Gex et Gailhard, Sa Majesté s'en départira et en laissera la jouissance pleine et libre comme auparavant ;

4° Faut aussi convenir de la quantité d'artillerie qu'il plaira au Roi se contenter lui estre remise en espèce, et de celle qu'il lui plaira recevoir le payement en argent et à quel prix, comme aussi de celle qu'il lui plaira gratifier Son Altesse ¹. »

Les représentants de Henri IV répondirent sur tous les points. Au premier article, le duc deman-

¹ Voir le texte complet des articles présentés à la cour de France par les ambassadeurs de Charles-Emmanuel, *Recueil des traités publics de la Royale Maison de Savoie*. t. I, p. 188 et suiv.

daît quel personnage le roi entendait appeler aux fonctions de gouverneur du marquisat de Saluces : le roi fit répondre qu'il avait fait choix du S^r Du Passage « comme personne que Monsieur le Duc de Savoie n'a point d'occasion de tenir pour son ennemi ; » en effet, ce Du Passage, bon Français et bon chevalier, était le propre beau-frère du comte de la Roche qui était au service du duc ; le choix était donc acceptable pour Charles-Emmanuel.

L'article deuxième montra bien quelles étaient les secrètes et véritables visées de Charles-Emmanuel. Le traité de Paris portait que les restitutions de territoires se feraient de part et d'autre *en même temps* ; la chose s'entendait de soi, mais les représentants de Charles-Emmanuel se plaisaient à ergoter, à équivoquer sur les termes ; ils émettaient la prétention que la restitution eût lieu de part et d'autre exactement à la même heure. Les représentants du roi répliquaient que la chose ne pouvait se passer ainsi, qu'il était humainement impossible de savoir qu'en même temps se ferait la restitution de Carmagnole au marquisat de Saluces et de Pont-de-Vaux en Bresse. Au surplus, ils fai-

saient valoir un autre argument auquel il n'était pas facile de répondre : Le duc de Savoie, disaient-ils, ayant le premier usurpé le marquisat de Saluces en pleine paix et sans aucune apparence de raison, c'était à lui à restituer le premier. C'était, semble-t-il, assez bien raisonné. Néanmoins Henri IV ne se montra pas intransigeant et ses représentants proposèrent un moyen très acceptable de lever la difficulté. Le duc devait rendre le premier toutes les places qu'il avait promis de restituer, à commencer par la ville et le château de Carmagnole ; de son côté, le roi, en garantie de ses propres obligations, offrait de remettre au duc quatre otages de choix, les comtes de Tournon, de Crillon, mestre de camp du régiment de ses gardes, de Montglas, son premier mestre d'hôtel, et de Morges, « lesquels, disait le roi, seront remis entre les mains du dit seigneur Duc ou de celui qu'il commettra pour les recevoir, au mesme temps que les dicts ville et chasteau de Carmagnole se rendront, pour y demeurer jusques à ce que Sa dite Majesté ait fait restituer aux commissaires de Son Altesse toutes les places qu'elle luy doit rendre par le traité de Paris, laquelle restitution Sa dite Majesté

commencera par le Pont-de-Vaux¹. » Le roi exigeait toutefois que la restitution eût lieu *sans aucune remise ou longueur, sous quelque cause ou prétexte que ce soit*, au plus tard le lendemain de l'Assomption de Notre Dame, à savoir le 16 août suivant.

Sur le troisième point, concernant les bailliages de Gex et Gaillard, une discussion très serrée s'engagea entre les représentants des deux souverains. Charles-Emmanuel demandait que le roi se départit des bailliages de Gex et Gaillard ; à cela les représentants de Henri IV répondaient textuellement : « *Sa Majesté ne possède point les bailliages de Gex et de Gaillard.* » Les représentants du duc répliquaient à leur tour : « Nous prétendons au contraire que le roi détient le bailliage de Gex ; les Genevois eux-mêmes le reconnaissent, car ils y ont établi des juges dont les arrêts se prononcent et s'exécutent sous le nom et sous l'autorité du roi. » L'objection était fondée et le roi répondit d'une manière assez vague et peu satisfaisante :

¹ Les réponses de Henri IV aux prétentions de Charles-Emmanuel sont reproduites *in extenso* dans le recueil précité des traités de la Maison de Savoie, t. I, p. 190 et suiv.

« Par le traité de Paris, dit-il, les deux princes sont obligés de restituer de part et d'autre ce qu'ils ont conquis l'un sur l'autre ; quand le roi déclare qu'il ne tient et prétend rien au bailliage de Gex, le duc de Savoie, raisonnablement, doit s'en tenir au texte du traité de Paris. Et si l'on objecte qu'on y a institué des juges qui prononcent au nom du roi, c'est sans autorité, sans provision et sans ordre ; ceux qui sont en Castille en pourraient faire autant sans que le roi pût les empêcher. » Il faut le reconnaître, sur ce point Henri IV et ses ministres s'écartaient de la vérité ; ils savaient fort bien que la justice se rendait à Gex au nom du roi ; ils savaient fort bien que les droits de souveraineté exercés par la République de Genève n'étaient pas absolus ; en fait, ils jouaient double jeu ; au duc de Savoie ils disaient que le roi n'était pas maître du bailliage et quand, d'autre part, le Conseil de Genève demanda à conserver le bailliage, ils le lui refusèrent. Ce sont là jeux de princes !

Restait le quatrième point, concernant l'artillerie et les munitions de guerre. La question avait plus d'importance qu'elle n'en avait l'air. Lorsque

Charles-Emmanuel s'était emparé du marquisat, toute l'artillerie française qui avait servi dans les guerres d'Italie était entreposée à Carmagnole. Le duc faisait des difficultés quant au chiffre du matériel et il fit remettre aux ministres du roi un inventaire détaillé de toutes les munitions et de l'artillerie qui se trouvaient dans les places fortes du marquisat. Henri IV jugeait les choses sans mesquinerie et il déclara aussitôt qu'il se contenterait de la moitié de l'artillerie mentionnée dans l'inventaire et d'une faible quantité de poudre et de boulets pour les besoins des garnisons. Le roi estimait avec raison qu'il ne fallait pas s'arrêter aux détails, ni risquer la guerre pour une perte purement matérielle.

Tous les points litigieux paraissaient réglés d'une manière équitable; il semblait qu'après une navigation difficile et troublée, on allait enfin toucher au port. En réalité, on s'en éloignait. Lorsque vint le moment de signer l'accord intervenu entre les représentants du roi et ceux du duc, ces derniers se récusèrent, déclarant qu'ils n'avaient pas de pouvoirs suffisants, même, disaient-ils, « sous le bon plaisir du dit Seigneur Duc. » Cette fois la

coupe déborda ; Henri IV avait montré autant de courtoisie que de patience, mais le moment était venu de changer de langage et de couper court à de nouveaux attermolements. Henri IV fit alors aux représentants de Charles-Emmanuel une déclaration qui équivalait à un ultimatum : « Puisque, dit-il, vous ne vous considérez point comme liés, je ne prends de mon côté aucun engagement et si le 5 août prochain je n'ai pas reçu l'adhésion formelle du Seigneur Duc, je pourvoirai à mes affaires comme je le jugerai convenable. » L'ultimatum porte la date du 30 juillet : c'était la rupture définitive à courte échéance. S'il faut en croire les *Mémoires* de Sully, Henri IV avait eu jusqu'alors pleine confiance dans la sincérité de Charles-Emmanuel ; à ce moment il comprit qu'il était dupe et que le duc lui faisait jouer un rôle presque ridicule ; il écrivit peu après à Rosny ce billet significatif : « Vous avez bien deviné : M. de Savoie se moque de nous, venez en diligence et n'oubliez rien de ce qui est nécessaire pour lui faire sentir sa perfidie ¹. »

¹ Sully, *Mémoires*, t. III, p. 397.

Roncas avait obtenu un délai de cinq jours pour se rendre à Turin et rapporter la réponse définitive de Charles-Emmanuel, mais Henri IV n'attendit pas l'expiration du délai pour préparer l'entrée en campagne; dès les premiers jours d'août, il achemina trois compagnies suisses et deux françaises sur la frontière du Dauphiné¹; le 7 août, ayant reçu l'avis certain que le duc refusait d'exécuter le traité, il fit contremander le comte du Passage qui devait entrer à Carmagnole avec trois cents Suisses du régiment de Gallati et deux cents arquebusiers français. Enfin, le 11 août, Henri IV déclara officiellement la guerre au duc de Savoie.

La déclaration, datée de Lyon, est conçue dans les termes les plus mesurés et ne respire ni haine, ni esprit de vengeance. Le roi constate qu'à regret il a recours à la voie des armes pour rentrer en possession du marquisat de Saluces, dont la couronne de France a été injustement dépouillée; il rappelle que, pour éviter la guerre, il n'a dédaigné aucun moyen compatible avec son honneur.

¹ Dépêche des députés genevois, datée de Lyon, le 5 août (nouveau style).

La guerre étant dirigée uniquement contre le duc, le roi déclare qu'il s'abstiendra de toute hostilité contre les sujets du duc qui se soumettront à l'autorité royale. Interdiction absolue aux soldats, sous peine de la vie, de se livrer à aucun excès, de commettre viol, sacrilège ou incendie. Comme on le voit, Henri IV entreprenait la guerre dans des sentiments d'humanité et de modération qui lui faisaient le plus grand honneur et qui contrastaient avec la dureté des temps.

Les hostilités allaient s'ouvrir sans retard et on est tenté de se demander comment Charles-Emmanuel osait affronter la lutte dans des conditions absolument inégales. La suite prouva d'une manière irrécusable que le duc était hors d'état de résister à l'invasion, qu'il n'avait fait aucun préparatif sérieux. N'était-ce pas de l'inconscience de provoquer ainsi le premier capitaine du temps ? La conduite du duc paraît en effet inexplicable¹ ; il faut supposer qu'il compta

¹ C'est l'opinion des contemporains. Matthieu dit à ce sujet : « Etrange humeur à l'ennemy, de non seulement faire la guerre sur des mauvais fondements et s'embarquer sur un vaisseau pourri, mais encore de refuser la paix et n'avoir personne en ses Etats pour faire la guerre. »

jusqu'au dernier moment sur les secours de l'Espagne, secours promis, mais qui firent défaut. Heureusement pour Charles-Emmanuel, le Saint-Père veillait sur lui et dès les premiers jours de la campagne, les influences ecclésiastiques s'employèrent pour le tirer du mauvais pas où il s'était engagé.

Avec la promptitude de coup d'œil que donne le génie, Henri IV eut bientôt arrêté son plan de campagne ; il résolut d'attaquer le duc de deux côtés à la fois, par la Bresse et par le Dauphiné. Lesdiguières et Créqui reçurent l'ordre de remonter le cours de l'Isère avec toutes les troupes disponibles qui se trouvaient en Dauphiné et le maréchal de Biron entra en Bresse avec les forces qu'il avait tirées de son gouvernement de Bourgogne. Le roi lui-même quitta Lyon le 12 août, se rendant à Grenoble ; la veille, il avait donné audience à un moine qui le suppliait de retarder de deux ou trois jours son départ, lui annonçant l'arrivée du nonce, Bonaventure Calatagirone, général des Cordeliers. Henri IV ne voulut rien entendre ; il se borna à répondre au moine que le soin de ses affaires ne lui permettait pas d'atten-

dre davantage, qu'il s'en allait à Grenoble où le révérend père pourrait le rejoindre ¹.

¹ C'est Chapeaurouge, qui, dans une dépêche au Conseil, nous fournit cette particularité intéressante et il ajoute : « Quelques uns estiment que la venue dudict général (des Cordeliers) pourra apporter du changement à la résolution en laquelle on est maintenant, mais on a assuré de bon lieu qu'encor que led. général vint offrir de rendre tout, que la première response qu'on luy fera sera de demander les despends nouvellement faits, qui excèdent desia 200,000 escus et que cela, sans doute, accrochera le reste, et cependant le Roy poursuivra sa pointe, en laquelle poursuite la douceur de la conquête luy fera rompre tout. » *Reg. Cons. de Genève*, 11 août (ancien style).

VI

GUERRE DE SAVOIE. BIRON APPROCHE DE GENÈVE.

A peine la guerre fut-elle déclarée, que la fortune se montra favorable aux armes royales. Le maréchal de Biron remporta des succès immédiats, qu'il fut sans doute le premier à regretter, car il avait déjà noué ses criminelles intrigues avec le duc. Quoi qu'il en soit, il s'empara de Bourg-en-Bresse presque sans coup férir ; il sortit de Mâcon avec un faible détachement de sept ou huit cents hommes ; un gentilhomme bressan, qui s'était mêlé à la troupe, devina sans peine le but de l'expédition et courut prévenir Bouvens, gouverneur de la citadelle de Bourg, que le maréchal de Biron approchait, n'était plus qu'à une

lieue de distance. Pleins de confiance dans la solidité des portes et des murailles de la ville, les bourgeois s'endormirent dans une trompeuse sécurité ; ils se réveillèrent au bruit du pétard qui ouvrait une des portes de la ville. L'historien De Thou constate que la ville fut prise *après une courte, mais vigoureuse résistance* ; quant à la citadelle, Biron n'essaya même pas de s'en emparer et Bouvens s'y maintint avec un corps de troupes suisses jusqu'à la fin de la guerre. Après un succès si facilement remporté, le maréchal de Biron laissa le baron de Lux à Bourg et se mit en devoir d'achever avec cinq canons la conquête de la Bresse et du Bugey ; il prit successivement Pont-d'Ain, Poncin, Saint-Rambert et Pierre-Châtel. Suivant Matthieu, quelques places se rendirent sous la seule réputation de sa présence, d'autres voulurent voir le canon. Biron ne rencontra de résistance qu'à Seyssel, où se trouvait une garnison savoyarde ; il paraît que cette modeste place le retint quelque temps, car le 15 septembre il date encore une lettre du « camp de Sessel. » Au surplus, les *Registres du Conseil de Genève* contiennent, à propos de Seyssel, une

assez singulière histoire. Le 16 août, deux Genevois d'humeur entreprenante, Pierre Baudichon et Jean Beau, apportent des lettres du roi « pour envahir une place proche d'ici. » Quelle était cette place ? Nos deux gaillards, qui avaient enrôlé des compagnons déterminés, furent appelés devant le Conseil et finirent par avouer qu'il s'agissait de la ville de Seyssel. Le Conseil n'entendait pas se laisser sottement compromettre ; il adressa à Pierre Baudichon et à Jean Beau de « griefves remonstrances » et leur fit défense de donner suite à leur projet. Ils écoutèrent les remontrances, mais, quand on voulut leur faire prêter serment, ils s'y refusèrent ; il était visible qu'ils ne renonçaient pas à leur dessein et le Conseil les envoya en prison. L'isolement leur fit faire des réflexions, et le même jour, dans l'après-midi, ils offrirent de prêter serment de ne poursuivre ni directement, ni indirectement, leur entreprise ; « à quoy, dit le *Registre*, ayans satisfait, ont esté eslargis¹. »

¹ Le capitaine Baudichon était un Genevois très remuant et indiscipliné, qui cherchait les occasions de se distinguer contre les ennemis de la République ; c'était sans doute un excellent patriote, mais assez compromettant, et qui, suivant l'usage du temps, ne reculait pas devant le pillage.

Le maréchal de Biron entendait pousser jusqu'au bout sa conquête. Le 1^{er} septembre (ancien style) on annonce au syndic Canal que l'armée française s'est présentée à Longerey pour investir le fort de La Cluse et que les soldats font de grands ravages dans la contrée. C'était peu rassurant; après avoir été dévasté et pillé par les Espagnols et les Italiens, le bailliage allait-il subir les mêmes excès de la part des soldats de Henri IV ? Le Conseil, sans attendre de nouvelles informations, décida sur-le-champ de prier le maréchal d'interdire à ses troupes toute incursion dans la terre de Gex ; en même temps, le syndic Canal fut chargé d'envoyer à Colonges un détachement pour garder le passage.

Le dimanche 7 septembre, d'importantes nouvelles obligent le Conseil à se réunir malgré la solennité du jour. Le maréchal de Biron est campé devant le fort de La Cluse, auquel il s'apprête à donner l'assaut. D'autre part, M. de Sancy doit arriver le jour même à Genève avec des instructions de Henri IV. Ceux de nos lecteurs qui ont eu sous les yeux notre précédent ouvrage, se rappellent le rôle assez équivoque joué par Sancy ;

il avait contribué à sauver Henri III dans sa détresse, mais, après avoir poussé les Genevois à la guerre, il s'était fort peu préoccupé de les tirer d'embarras. Quoi qu'il en soit, Sancy arrivait avec les instructions de Henri IV et il fallait lui faire bon accueil. Le même jour, il fit son entrée avec soixante chevaux, laissant quelques arquebusiers aux portes de la ville. Une délégation du Conseil alla à sa rencontre lui souhaiter la bienvenue.

Sancy apportait en effet des nouvelles et une lettre de Henri IV. Tandis que Biron opérait la facile conquête de la Bresse et du Bugey, le roi, accompagné de Rosny, de Lesdiguières, de l'élite de la noblesse française, avait fait irruption en Savoie par la vallée de l'Isère ; il s'était emparé du bourg de Montmélian et on avait commencé sous ses yeux le siège du fort qui dominait la ville. Dans sa lettre au Conseil de Genève, Henri IV exprimait le regret de n'avoir pu, comme c'était son intention, passer par La Cluse pour voir de plus près le fort de S^{te}-Catherine et conférer avec les magistrats genevois sur les moyens de s'en emparer, mais, retenu lui-même par les opérations

de la guerre, il envoyait à sa place Sancy ¹, qui devait chercher les moyens de débarrasser Genève d'une aussi fâcheuse épine que le fort de S^{te}-Catherine. En réalité, Sancy devait remplir pour la seconde fois la mission dont il s'était si bien acquitté pour le compte de Henri III ; il devait entraîner les Genevois dans la guerre, en leur promettant monts et merveilles. Henri IV engageait formellement le Conseil à lever un corps de troupe et à user de son crédit auprès des Bernois pour qu'ils fissent campagne contre le duc. Sancy, qui était un homme de ressource et d'imagination, se chargea de développer un plan fort séduisant. Dans un entretien qu'il eut avec deux magistrats, Chabrey et Fabri, il leur exposa qu'il voulait bloquer lui-même le fort de S^{te}-Catherine ; il se berçait même de l'espoir d'en obtenir la reddition par le moyen d'un certain baron du Villard qui y avait des intelligences ; de là, on pousserait jusqu'aux Allinges. Evidemment, Sancy ne pouvait accomplir ces hauts

¹ Henri IV donne à Sancy les titres de « Conseiller en notre Conseil d'Etat, capitaine de cinquante hommes d'armes de nos ordonnances et colonel-général des Suisses qui sont en ce royaume pour notre service. »

faits avec les soixante arquebusiers qu'il amenait avec lui. Il demandait donc au Conseil de lever quatre ou cinq compagnies d'infanterie qu'il se chargeait de payer en levant des contributions sur les gens d'Evian, de Thonon, de Ternier et de Gex. Avant toute autre chose, Sancy demandait, de la part du maréchal de Biron, trois canons pour le siège de La Cluse. Comme on le voit, Sancy n'avait pas changé; c'était toujours un habile homme, un beau parleur, passé maître dans l'art de mettre à contribution ses amis. Mais le Conseil de Genève était dans la situation du chat échaudé qui craint même l'eau froide; il ne se souciait guère de se lancer dans de nouvelles aventures pour être ensuite abandonné par ses meilleurs alliés; d'autre part, il comprenait qu'il était nécessaire de ne pas indisposer Henri IV, ni ceux qui le touchaient de près. Il avait reçu une épître des plus gracieuses du maréchal de Biron, promettant que les troupes se comporteraient avec une parfaite « discrétion » et qu'elles ne commettraient aucun désordre. Que faire? Le Petit Conseil ne voulut pas assumer seul une lourde responsabilité; il convoqua le Deux-Cents et lui communiqua les

lettres de Henri IV et de Biron ; puis il déclara que son avis était d'accorder les canons et les munitions nécessaires, à la condition que le maréchal s'engagerait à restituer les canons, à rembourser la valeur des munitions et à « nous faire sentir le fruit des promesses du Roy. » Le Deux-Cents adhéra à la proposition, mais il ajourna toute décision sur la lettre de Henri IV jusqu'au retour des députés qui avaient été envoyés en Suisse. Par le fait, les deux Conseils étaient d'accord pour ne pas s'engager à l'étourdie, mais ils s'aperçurent promptement combien il est difficile de rester neutre quand le canon tonne dans le voisinage. Il y avait à Genève, comme dans toute ville populeuse, de jeunes écervelés que séduisait la perspective d'exploits militaires ; la présence de Sancy acheva de leur tourner la tête. Bref, le 8 septembre, le Conseil apprend que les arquebusiers de Sancy, les capitaines Pierre Baudichon, Buffa et Etienne Favre ont pris la clef des champs avec d'autres soldats de la ville, qu'ils sont allés à *la picorée*, comme on disait alors, et qu'ils se livrent à des excès et à des violences dans la terre de Gex et ailleurs. Le Conseil fait de son mieux pour remédier au mal :

il réitère la défense que « personne n'aille en guerre sans exprès congé de la Seigneurie, à peyne de perdition de corps et biens ; » en même temps, il charge deux de ses membres de représenter à Sancy et au maréchal de Biron tout le déplaisir qu'il éprouve de semblables abus. Les défenses, même sous la forme la plus comminatoire, produisent peu d'effet en temps de troubles ; le 9 septembre, le Conseil apprend bien autre chose. Des carabins ¹, qui sont partis pour le Chablais avec l'incorrigible Pierre Baudichon, ont fait à Hermance des prisonniers à rançon, Egrège Barralis et d'autres, qui appartiennent notoirement à la confession réformée. Le Conseil décide de réclamer auprès de Sancy contre les exploits de ses carabins « à arrançonner des prisonniers et faire autres violences. » Sancy, tenant compte de la qualité de Barralis (c'était sans doute un homme de loi, un procureur de village), ordonne aussitôt de

¹ Les carabins étaient des cavaliers du temps de Henri IV et de Louis XIII ; ils portaient une cuirasse échancrée à l'épaule, afin de mieux couvrir en joue, un gantelet à coude pour la main de la bride, un casque ou cabasset en tête, une longue épée et une carabine à l'arçon de la selle. Dans la suite, ils furent remplacés par les dragons.

le relâcher, en laissant toutefois aux soldats le cheval de Barralis... pour leurs peines ; en revanche on lui rend ses hardes. Le croirait-on, ni les défenses, ni les menaces des magistrats n'empêchèrent le terrible Baudichon et ses compagnons de continuer leurs déprédations, leurs violences et ravages, comme dit le Registre ; les plaintes affluèrent au Conseil, qui décida de faire arrêter et emprisonner Baudichon et ses complices ; encore fallait-il réussir à mettre la main sur eux, ce qui n'était pas aisé !

Entre temps, le conseiller Savion s'était rendu au delà de la Cluse auprès du maréchal de Biron, pour lui porter la réponse du Conseil relativement aux canons. Le maréchal se déclara très satisfait et pria Savion de remercier le Conseil du signalé service qu'il rendait au roi ; Biron ajouta qu'il tâcherait par la suite de reconnaître en toute occasion le service rendu. Le jour suivant, le maréchal passa la montagne de S^{te}-Vectière avec trois cents chevaux et quatre ou cinq cents arquebussiers ; Savion l'accompagnait et pendant la route ils devisèrent familièrement, comme de vieux amis. Biron s'était, ce semble, mis en tête de

gagner la confiance du conseiller genevois et il y parvint sans trop de difficulté, en habile courtisan qu'il était. Comment Savion aurait-il pu résister à des paroles aussi caressantes que celles-ci : « Ayant reconnu dès longtemps la sincère affection que Messieurs de Genève portent au bien de mon roi, duquel je suis très serviteur, j'ai de tout mon pouvoir défendu leurs intérêts en cour jusqu'à dire en plein Conseil au roi qu'après Dieu la petite ville de Genève était cause qu'il portait sa couronne sur la tête. » C'était trop flatteur, et l'exagération même du compliment était de nature à provoquer la défiance, mais Savion n'était pas de force à lutter avec Biron ; au contraire, il se sentit encouragé à lui exposer sans délai et sans apprêt les inquiétudes des Genevois :

« Puisque vous semblez, dit Savion, embrasser notre cause avec tant de sincérité et d'affection, je suis chargé par mes seigneurs de vous faire part d'une plainte qui nous touche au cœur ; il s'agit de M. de Sancy, qui dit avoir reçu du roi le gouvernement de la terre de Gex, comme aussi de Ternier et Thonon. Je vous prie de me dire ce que vous estimez être l'intention du roi. Messieurs

de Genève ne peuvent croire que Sa Majesté veuille nous dépouiller de la terre de Gex, conquise par nous au prix de notre sang et conservée jusqu'à présent, malgré les efforts de M. de Savoie. »

Le maréchal fit l'étonné et reprit : « M. de Sancy est passé il y a deux jours auprès de moi, me disant simplement qu'il allait à Genève *remuer les cartes*, qu'il voulait, avec les forces que le roi pourrait lui donner, se jeter vers Thonon et Evian, pour couper de ce côté le passage aux ennemis. Au reste, M. de Sancy ne m'a pas dit un mot de son pouvoir, et, s'il me l'eût montré, je lui aurais dit franchement ce que j'en pensais. Je ne puis croire que le roi lui ait donné un pouvoir semblable, et cela pour plusieurs raisons ; je sais bien que le roi s'est trouvé lié par le traité de M. de Savoie, qui désirait vous dépouiller de cette terre, mais d'autre part, quand, au début de la guerre, on me fixa les limites de mon gouvernement, en me donnant la Bresse, le Bugey, le Valromey et Gex, jusqu'aux Suisses, j'allai trouver le roi pour lui dire que mon ambition n'allait pas jusqu'à contrevenir au droit des gens, voulant parler de Gex ;

je lui représentai ce qui avait été si souvent dit en Conseil que ceux de Genève possédaient le bailliage et qu'il avait même été résolu de le leur laisser en paiement de ce qui leur était dû ; j'exprimai donc le désir qu'on rayât Gex de mon pouvoir, ce qui fut fait, et je n'aurais jamais pensé que ce fût au bénéfice de M. de Sancy ; mais, croyez-moi, la bonne foi du roi a été surprise, et si vous avez recours à lui, il vous donnera toute satisfaction. Je vois bien que c'est une faveur accordée par M. de Villeroy à M. de Sancy, qui se promettait de faire des Genevois tout ce qu'il voudrait. Le bonhomme désire aller se loger dans ces bailliages pour refaire sa fortune, mais cela est directement contraire à la décision que j'ai vu prendre en Conseil, en présence de M. de Rosny ; cette décision portait que ces terres étaient destinées à vous payer, tant les Bernois que les Genevois. »

Le conseiller genevois, en homme pratique qu'il était, s'écria : « Mais où est le remède ! »

Le maréchal reprit : « Le remède, c'est d'envoyer une députation auprès du roi ; j'espère moi-même le voir incessamment et je me ferai le rapporteur du placet que vous présenterez en Conseil, car il

ne suffit pas d'écrire ou de parler au roi ; il faut que vous présentiez votre demande en bonne forme, en un brevet qui sera soumis au Conseil. Cependant, si quelqu'un de ces Messieurs qui m'entourent se rend auprès du roi, je lui ferai connaître vos griefs et je préparerai les voies ; nous saurons bientôt ce qui en est. »

Nous avons tenu à rapporter tout au long ce curieux entretien, car il est édifiant. Ce même Biron, qui affichait tant de scrupules, qui se défendait si noblement d'accepter le pays de Gex, ne se montra pas si difficile quelques mois plus tard ; il fut tout heureux de joindre le bailliage de Gex à son gouvernement de Bourgogne. Il n'y a rien dans tout cela qui puisse étonner ; un homme, qui trahissait de propos délibéré son pays et son roi, devait considérer comme une bagatelle de tromper le modeste magistrat d'une petite république. Dans son entretien avec Savion, le maréchal semble prendre à cœur les intérêts de Genève. Pure feinte ! Ce qui le préoccupe et ce qui l'irrite, c'est que Sancy se permette d'aller sur ses brisées et affiche des prétentions sur une terre qu'il se réserve, lui Biron.

Quoi qu'il en soit, le maréchal continua à faire

le bon apôtre ; il promit à Savion que le bailliage de Gex serait épargné par ses troupes et que les soldats qui avaient franchi le Rhône seraient rappelés le jour même ; puis il chargea un de ses principaux officiers, M. de Vienne, lieutenant du grand maître de l'artillerie, d'accompagner Savion à Genève pour prendre les canons et les munitions que la Seigneurie consentait à prêter.

Les déclarations que le maréchal avait faites relativement à Sancy étaient concluantes ; il en résultait que Sancy s'arrogeait indûment des pouvoirs qu'il n'avait pas. A peine Savion, rentré à Genève, eut-il fait son rapport, que le Conseil s'empressa d'en tirer parti et délégua auprès de Sancy deux de ses membres pour lui déclarer que « Messieurs trouvoient estrange qu'il se vouloit immiscer au gouvernement de Gex, d'autant que le Roy la leur avoit remise et qu'on espéroit en avoir la propriété, que mesdicts Seigneurs le prioient de considérer le préjudice que cela apporteroit au peuple qui auroit grande occasion de mescontentement ¹. »

¹ *Reg. Cons. de Genève*, à la date du 11 septembre 1600. Les délégués du Conseil étaient J. Lect et Favre.

En présence de ces reproches, Sancy battit en retraite et chercha des échappatoires. Il répondit, quant au premier point, qu'à partir de ce moment il renonçait entièrement à la terre de Gex ; ce qu'il en avait fait, ce n'était pas pour « enjamber sur l'autorité de Messieurs, » mais contre Berne qui avait des prétentions sur le bailliage, et Sancy ajoutait : « Si Messieurs de Berne viennent à l'occuper, les Genevois ne pourront pas de sitôt le leur enlever. » L'excuse n'était pas mal trouvée. Sancy se donnait encore les gants de défendre les intérêts de la République. Restait le second point, la levée d'hommes et de deniers ; à cet égard, Sancy ne voulut pas céder ; il demandait qu'on le laissât faire, que cela servirait la cause de Genève auprès du roi ; il ajoutait qu'il se contenterait d'une levée de deux cents hommes, payés pour deux mois, et qu'il s'abstiendrait de faire appel aux bourgeois de la ville qui avaient du bien en Savoie. Le Conseil ne voulut pas se montrer intransigeant ; il avait obtenu gain de cause sur un point qu'il avait fort à cœur ; il se décida donc à faire une concession et autorisa Sancy à faire une levée de deux cents soldats dans la terre de Gex ; il chargea en

même temps le syndic Rigot et le conseiller Fabri de lever une contribution de mille écus sur le bailliage, pour la solde des deux cents soldats. Le Conseil manœuvra habilement dans cette circonstance, car, en consentant à la levée, il exigea de Sancy une déclaration portant que ce dernier renonçait à toute prétention sur le pays de Gex. Ce fut le jurisconsulte Lect qui mena à bien cette petite négociation et qui eut l'art de *tirer*¹ de Sancy la déclaration; celle-ci est rédigée de manière à supprimer toute équivoque; Sancy la signa, mais, selon toute apparence, ce fut Lect qui la rédigea; elle engageait non seulement le signataire, mais Henri IV lui-même :

« Nous soubsigné, Nycolas de Harlay, Sieur de Sancy, conseiller du Roy en son Conseil d'Estat, cappitaine de cinquante hommes d'armes des Ordonnances de S. M^{te}, collonnel général des Suisses qui sont en son royaulme et commandant pour son service ès bailliages de Thonon, Evian et Terny, suyvant le pouvoir que nous en avons de Sad. Ma-

¹ C'est le terme dont se sert le *Registre du Conseil*, à la date du 11 septembre (ancien style).

jesté, datté du X^e septembre mil six cens, certiffions à tous ceulx qu'il appartiendra que nous n'entendons point par la levée que nous faisons, préjudicier en façon quelconque à la possession et jouissance que Messieurs de Genève ont depuis quelques années du dict Bailliage, ny à la juridiction qu'ils ont accoustumé y exercer, en laquelle plustost nous promettons les en ayder, assister et maintenir de nostre pouvoir au nom de Sadicte Majesté et promettons aussy les assister de ces deux cens hommes, advenant quelque nécessité. En tesmoin de quoy nous avons signé la presente de nostre main et à icelle faict apposer le cachet de nos armes.

A Genesve, le vingtiesme jour de septembre mil six cens.

DE HARLAY ¹. »

On ne pouvait demander mieux et Sancy avait battu en retraite, reconnaissant expressément les droits de Genève sur la terre de Gex, mais toute médaille a son revers; en consentant à la levée de

¹ L'original de cette déclaration existe aux Archives de Genève, sous n° 2257 des *Portefeuilles historiques*. La date du 20 septembre se rapporte au nouveau style.

soldats, le Conseil glissait sur une pente dange-reuse et se laissait entraîner dans la lutte. En s'associant à de plus puissants que soi, on ne gagne généralement que des coups, et Genève en avait fait plus d'une fois l'expérience. Il était à prévoir que, tôt ou tard, le duc ou ses officiers se prévaudraient des moindres prétextes.

Le duc de Biron venait d'emporter d'assaut le fort de La Cluse avec les canons et les munitions de la République¹. D'autre part, la ville même présentait un curieux spectacle ; les soldats de l'armée de Biron y affluaient, à tel point que les aubergistes profitaient de l'occasion pour hausser leurs prix d'une manière excessive ; le magistrat dut intervenir pour les rappeler à l'ordre et il leur fut interdit de réclamer plus de six florins par jour pour un cavalier et plus de trois florins pour un fantassin. Le Conseil se sentait débordé par cette affluence de soldats français et le *Registre* à cette époque troublée trahit l'inquiétude des

¹ La prise de La Cluse dut avoir lieu vers le 12 septembre (ancien style) ; on lit à cette date au *Registre du Conseil* : « Ayant esté proposé s'il seroit expédient de requérir au S^r Mar-schal de Biron le pas de l'Escluse, comme conjoint à la terre de Gex, a esté arresté qu'on le suspende à une autre fois. »

magistrats. Le 10 septembre on pria le maréchal de Biron de ne pas laisser venir en ville plus de cinquante soldats à la fois ; comme marque de contrôle, ils devaient être munis d'une *bulette* et un fonctionnaire spécial devait les surveiller pour empêcher qu'ils « ne blasphèment » dans la ville. Les mesures de précaution étaient d'autant plus naturelles que, par suite du continuel va-et-vient, les soldats savoyards pouvaient eux-mêmes s'introduire en nombre dans la ville.

Quant à Sancy, il avait établi à Genève son quartier-général et il s'y comportait comme un homme qui est chez lui ; il demande au Conseil de lui prêter les prisons pour y installer un de ses prisonniers de guerre, le S^r de Meyron, jusqu'à ce qu'il ait payé rançon ; le Conseil, toujours complaisant, défère à son désir. Le lendemain, Sancy revient à la charge ; cette fois, il demande qu'on lui fournisse deux canons et les munitions nécessaires pour une expédition contre quelques châteaux du voisinage ; le Conseil trouva la demande indiscrete ou inopportune et ajourna la réponse. Dans la même séance, l'enseigne du maréchal de Biron demande l'autorisation de visiter les *forteresses*

de la ville, autrement dit les remparts ; le Conseil décide de refuser en « termes honnestes et gracieux ¹. » En même temps, on apprend que les carabins du maréchal, auxquels se sont joints un certain nombre de bourgeois ravagent et pillent du côté de Gaillard ; le Conseil donne aussitôt à deux de ses membres la mission assez difficile de « les faire oster de là. » En somme, le Conseil de Genève faisait de méritoires, mais inutiles, efforts, pour se maintenir en équilibre dans des circonstances particulièrement difficiles ; il ne voulait pas se compromettre, ni s'engager imprudemment dans la guerre, mais, d'autre part, il lui importait de conserver par de menus services les bonnes grâces des généraux français, Biron et Sancy, dont l'appui lui était indispensable auprès du roi. Pendant combien de temps une situation aussi équivoque pouvait-elle durer ? Elle ne dura pas longtemps. Fr. de Montvuagnard, plus connu sous le surnom de Pierre-Charve, qui commandait au fort de S^{te}-Catherine, ne tarda pas à s'en inquié-

¹ Le refus était parfaitement justifié ; dans de pareils moments la défiance est de saison et cependant le Conseil était loin de se douter que le maréchal était déjà vendu au duc de Savoie !

ter; il voyait que le danger se rapprochait de lui; le fort de La Cluse était pris et le maréchal de Biron ne devait pas tarder à venir reconnaître celui de S^{te}-Catherine. C'est dans ces circonstances qu'un beau jour Pierre-Charve écrivit au Conseil pour lui demander si, oui ou non, il voulait entrer en guerre. La réponse était délicate à rédiger et le Conseil préféra s'expliquer par la bouche de Budé de Vérace qu'il envoya à S^{te}-Catherine. Budé devait déclarer au gouverneur que le Conseil de Genève, tout en maintenant sa neutralité, ne pouvait refuser aux gens du roi les vivres et munitions, dont ils pouvaient avoir besoin, puisque, dès le début de la guerre, M. de Pierre-Charve lui-même avait pu tirer de la ville *toutes commodités*, tout ce qui pouvait lui être utile ou nécessaire. Et cependant, disait le Conseil, « nous eussions grande occasion de nous douloir de tant de mauvais offices que les gens de S. A. ont fait aux nostres contre la paix, laquelle nous avons toujours recherchée, mais en vain, comme meurtres, emprisonnemens de gens de qualité, arrançonemens, vexations par tailles, rations et autres violentes exécutions, n'ayans esté lesd. violateurs du

repos public nullement chastiez, quoy qu'on les ayt indiqués par noms et surnoms.» Comme on le voit, le Conseil mettait les torts du côté de la Savoie; «c'est vous, disait-il, qui n'avez cessé de troubler la paix, de nous faire la guerre par toute sorte de mesures violentes et arbitraires; nous ne vous rendrons pas la pareille et nous nous comporterons de telle façon que nul ne puisse incriminer notre conduite. Vous vous plaignez de ce que des Savoyards ont été saisis comme prisonniers de guerre; si telle chose a été faite par les nôtres, c'est sans notre aveu, et nous nous sommes empressés de faire relâcher les prisonniers.»

Tel était le langage que Budé de Vérace devait faire entendre au gouverneur de S^{te}-Catherine. Le 12 septembre, le représentant de Genève se présenta devant le fort pour remplir sa mission. Pierre-Charve écouta ses explications et les agréa sans difficulté; apparemment il prévoyait que le fort ne tarderait pas à être investi par l'armée royale et il préférerait que les Genevois ne fussent pas de la partie. Mais un nouvel incident ne tarda pas à provoquer des réclamations plus instantes; un jour, vers la mi-septembre, des sentinelles du

fort aperçurent, dans la direction de Crache ¹, cinq ou six cavaliers de Genève, qui, soi-disant, se dérobaient derrière des haies pour reconnaître la place. Le gouverneur envoya un détachement à la découverte et un jeune homme, nommé Louis Cabriol, fut fait prisonnier. Pierre-Charve profita de l'incident pour demander, de nouveau, au Conseil « si on prétend continuer la paix avec S. A. ou non. » Il ajoutait courtoisement qu'il était prêt à rendre la liberté au jeune Cabriol, si le Conseil lui déclarait qu'il était étranger à cette escapade. Le Conseil s'empressa de répondre qu'il était toujours dans les mêmes sentiments et que les cavaliers qui avaient été aperçus n'avaient nullement été envoyés pour reconnaître la place, mais qu'ils se rendaient paisiblement à la rencontre du maréchal de Biron. Le gouverneur remplit sa promesse et fit relâcher le jeune Cabriol sans rançon, tout en déclarant qu'il aurait pu le garder, comme étant de bonne prise.

¹ Petit hameau de la commune de Thairy, dans le voisinage de St-Julien.

VII

HENRI IV A ANNECY.

LE FORT DE SAINTE-CATHERINE EST INVESTI.

Le Conseil de Genève avait envoyé en Suisse des députés pour obtenir l'avis des cantons alliés sur l'attitude qu'il devait prendre; il avait choisi les deux hommes qui pouvaient le mieux le représenter, Michel Roset et Chapeaurouge; il s'agissait de savoir si les cantons protestants étaient disposés à se joindre au roi contre le duc et si Genève elle-même devait se déclarer pour le roi.

Les deux députés rapportèrent de leur voyage des impressions tout à fait négatives. Les gouvernements des cantons protestants ou évangéliques estimaient que la guerre entre le duc et le roi ne les concernait en aucune façon et qu'ils n'avaient pas à s'en mêler. Cette attitude n'avait rien qui pût surprendre; en effet, les cantons catholiques

étaient alors liés par un traité avec le duc de Savoie et ils étaient tenus de lui fournir aide et secours en cas de besoin ; si les cantons évangéliques s'engageaient dans la lutte, les Suisses des deux confessions allaient se rencontrer face à face sur le champ de bataille. C'était une fatalité qu'il fallait éviter à tout prix. Les députés des quatre villes de Zurich, Berne, Bâle et Schaffhouse, s'étaient donc réunis le 12 septembre à Aarau et s'étaient mis d'accord pour observer une stricte neutralité.

Le *départ* ou résolution d'Aarau, qui porte la date du 12 septembre, fut communiqué aux députés de Genève, Roset et Chapeaurouge, et quelques jours après, le 16 du même mois, Messieurs de Berne firent auprès du Conseil de Genève une démarche pressante pour l'engager à ne pas « s'embarquer » dans la guerre. Leur dépêche est intéressante à lire ; on constate qu'ils appréhendent pour Genève les fréquentes visites des soldats français et surtout les procédés peu scrupuleux de M. de Sancy, « spécialement les fréquentes allées et sorties qui se font dedans et dehors votre ville (comme nous entendons) par les

gens et soldats de M. de Sancy, le naturel duquel vous devrés avoir desia trop cogneu, lequel d'avanture pourroit outrepasser les termes de sa charge et de son devoir contre l'intention de S. M. » Les Bernois étaient payés pour se défier de Sancy, qui les avait indignement trompés.

Genève se trouvait donc dans une situation délicate et critique entre le roi qui l'engageait à ouvrir les hostilités et les cantons évangéliques, ses alliés immédiats, qui l'invitaient à n'en rien faire. Chacun des deux partis présentait de sérieux inconvénients ou des dangers. Entrer en guerre, c'était jouer le tout pour le tout et peut-être s'aliéner sans retour les sympathies des cantons dont on dédaignerait les avis; refuser au roi les bons offices de la ville, c'était renoncer aux avantages de l'amitié royale, sacrifier peut-être Gex et Gaillard. Que faire? Le Registre du Conseil trahit l'embarras des magistrats, qui se décidèrent à convoquer le Deux-Cents, pour lui soumettre à la fois la dernière lettre de Henri IV et l'Abschied d'Aarau. L'avis du Petit Conseil était de louvoyer et de temporiser, de rendre au roi quelques menus services, tout en évitant de s'engager, pour le

moment du moins. Le Conseil des Deux-Cents se réunit le 19 septembre et la majorité se rangea à cette proposition. C'était le parti le plus sage.

Ce qui compliquait la situation, c'était l'attitude de Sancy, qui se comportait avec le plus parfait sans-gêne, comme s'il eût été en pays conquis. Il avait obtenu du Conseil l'autorisation d'enrôler des soldats ; non content de cela, il s'avise un beau jour de demander à ceux de Gaillard une « cottisation » de deux cents coupes de blé, méconnaissant les droits de souveraineté que Genève exerçait depuis plus de dix ans sur le territoire de Gaillard. En même temps, le rusé personnage se faisait délivrer une sorte de blanc-seing par Henri IV, qui remerciait le Conseil de ses bons offices et l'engageait à déférer à toutes les demandes de Sancy. Malgré la recommandation du roi, le Conseil fit le récalcitrant et décida de prier *doucement* M. de Sancy de renoncer à la contribution de Gaillard. En fait, les relations entre les magistrats genevois et le gentilhomme français s'étaient singulièrement refroidies et Sancy ne fut pas le dernier à s'apercevoir que le Conseil prenait de l'ombrage.

Sur ces entrefaites, Henri IV, qui le 25 septem-

bre (nouveau style) était encore à Grenoble, prit le parti de se rapprocher de Genève et fit mander Sancy auprès de lui à Annecy. De son côté, le Conseil de Genève, dès qu'il fut informé de la prochaine arrivée du roi, s'empressa de déléguer auprès de lui le plus zélé et le plus infatigable de ses serviteurs, Chapeaurouge, en lui donnant des instructions écrites¹. Le député de Genève devait chercher à obtenir en premier lieu des patentes en bonne forme pour la jouissance perpétuelle de la terre de Gex et du mandement de Gaillard ; puis il devait demander la démolition des forts circonvoisins et le maintien du traité passé en 1589 avec M. de Sancy. Les instructions rappelaient que le roi avait récemment engagé les Genevois à se joindre à son armée ; sur ce point délicat, le Conseil répondait négativement, en invoquant l'avis des cantons suisses et l'*Abschied* d'Aarau. Pour atténuer le fâcheux effet que pouvait produire ce refus, Chapeaurouge devait déclarer au roi que le Conseil était prêt à « soulager son armée de toute nostre

¹ Le texte original de ces Instructions existe aux Archives de Genève, sous n° 2258 des *Portef. hist.*

petite puissance, comme de quelque nombre de canons avec leurs munitions, rafreschissement de ses gens de guerre, vivres et munitions de bouche, habits et armes. » Le Conseil espérait d'autre part que, si un traité venait à se conclure entre S. M. et M. de Savoie, Genève ne serait pas oubliée, comme ci-devant, et qu'on lui laisserait en toute propriété non seulement ce qu'elle détenait depuis 1590, mais en outre le territoire adjacent, suivant les dispositions du traité conclu avec Sancy.

Muni de ces instructions, Chapeaurouge se rendit à Annecy le 22 septembre pour attendre Henri IV qui y arriva le 25. Chapeaurouge demanda aussitôt audience et le roi, avec sa simplicité et sa rondeur coutumières, s'avança de cinq ou six pas vers lui pour lui parler; lorsque Chapeaurouge lui eut brièvement exposé l'objet de sa mission, il le renvoya à Villeroy qui lui ferait rapport sur les demandes de Genève; il pria en même temps le député genevois de faire connaître à Villeroy le résultat de ses négociations en Suisse. Le souci des affaires n'empêchait pas Henri IV de songer aux menus détails de la vie; en congédiant Cha-

peaurouge, il ne manqua pas de lui demander de la truite ¹!

Le lendemain, comme cela était convenu, Chapeaurouge se rendit auprès de Villeroy et lui exposa les résultats de sa négociation auprès des cantons suisses. Le ministre de Henri IV, l'interrompant un peu brusquement, lui dit : « Je vous prie, en quelles dispositions les avez-vous trouvés ? » Chapeaurouge reprit : « Vous le verrez par cet *Abschied* d'Aarau. » Villeroy insista pour que le texte de l'*Abschied* lui fût laissé. Il paraît qu'à cette occasion, le ministre ne chercha pas à dissimuler son dépit et son mécontentement ²; il s'était probablement bercé de l'espoir que les cantons évangéliques se joindraient au roi contre le duc et que la République de Genève suivrait leur exemple.

Le vendredi 26 septembre, Chapeaurouge fut

¹ Depuis que le roi était à Chambéry ou dans les environs, le Conseil avait la délicate attention de lui envoyer chaque semaine de la truite ou quelque autre poisson et du plus excellent *Salvagnin* qui se pût trouver, coûtant 20 florins le setier. Voyez le *Journal* d'Esaïe Colladon, p. 4.

² C'est ce que rapporta Savion, qui assistait en tiers à l'audience.

convié à la table du roi, et à l'issue du repas, Henri IV, le prenant familièrement par le bras, se promena avec lui pendant quelques instants : « J'apprends, dit Henri IV, que M. de Sancy a donné quelque sujet de mécontentement à vos Seigneurs; dites-moi ce qu'il en est? » Chapeaurouge répondit que Messieurs de Genève ne pouvaient se défier de qui que ce soit venant de la part de S. M., mais qu'ils avaient eu quelque motif d'être mécontents de M. de Sancy, qui s'attribuait le gouvernement de la terre de Gex et de Gaillard, qu'au surplus il s'en était désisté, dès que le Conseil lui avait fait des observations. L'occasion étant favorable, Chapeaurouge en profita pour demander au roi la jouissance perpétuelle de la terre de Gex et de Gaillard. Henri IV ne voulut pas entrer en matière : « C'est chose, dit-il, à quoi je ne puis bonnement répondre, parlez-en à M. de Villeroy. » Puis, passant à un autre sujet, il se prit à questionner Chapeaurouge sur Genève, sur ses fortifications et même sur les formes en usage pour l'administration de la justice. Au cours de cet entretien familier où Henri IV donna libre carrière à sa curiosité, il prononça une parole qui

dut jeter son interlocuteur dans un vif embarras : « C'est un point d'une grande importance que le Pape croit que, si je voulais, je vous ferais catholiques. » Etait-ce une simple boutade du Béarnais ou une adroite suggestion ? Nous ne savons ; toujours est-il que Chapeaurouge dut rester bouche bée¹. Que pouvait-il répondre ? Les Genevois, qui luttèrent avec tant de fermeté et de constance contre les prétentions de la Maison de Savoie, n'étaient pas hommes à changer de foi, même pour plaire au grand roi ! L'entretien se termina par ces mots de Henri IV, un peu énigmatiques : « Je sais bien que votre ville m'aime, mais il faut que je me gouverne d'une certaine façon. »

Le samedi 27 septembre, le roi fit rappeler Chapeaurouge et pendant le diner, il fit de nouveau rouler l'entretien sur Genève et ses institutions : il montrait ainsi tout l'intérêt que lui inspirait la cité huguenote. Le lendemain, Chapeaurouge crut pouvoir demander à Villeroy une réponse formelle relative au pays de Gex. Villeroy répliqua que le

¹ Détail piquant : le secrétaire d'Etat a laissé en blanc la réponse de Chapeaurouge ; évidemment il ne répondit rien, c'était ce qu'il y avait de mieux à faire.

roi était de très bonne volonté, qu'il entendait préférer Genève à tous autres, mais qu'il ne voulait pas « se despartir entièrement de Berne, » dont il espérait se servir, que, si le roi s'engageait vis-à-vis de Genève, la nouvelle ne tarderait pas à se divulguer et qu'il en résulterait de la jalousie. Chapeaurouge connaissait de longue date le rusé ligueur qu'était Villeroy et il lui posa à brûle-pourpoint la question suivante : « Peut-être le roi préférera-t-il Berne à Genève ? »

« Non, répartit le ministre, vous avez mal compris mon dire, contentez-vous de notre bonne volonté et attendez-en l'effet. » Comme on le voit, la politique égoïste et jalouse, en tout cas peu clairvoyante, de Messieurs de Berne, commençait à porter ses fruits, en fournissant à Villeroy des prétextes plus ou moins plausibles.

Après la réponse plutôt rassurante de Villeroy, Chapeaurouge aurait pu prendre congé et revenir à Genève ; il retarda néanmoins son départ de deux ou trois jours et nous ne saurions le regretter, car son rapport au Conseil nous fournit sur un fait important des renseignements qui sans cela ne seraient pas parvenus jusqu'à nous. Le pape,

par l'intermédiaire de son légat, le cardinal Aldobrandini, tentait de vigoureux efforts pour sauver le duc de Savoie. Dans la matinée du 29 septembre, le secrétaire du légat et le général des Cordeliers arrivèrent à Annecy et se présentèrent au roi, avec lequel ils s'entretinrent pendant une heure ; ils le supplièrent de prêter l'oreille à des ouvertures pacifiques, lui représentant que le duc de Savoie entrait en campagne avec 30,000 hommes et qu'ils craignaient une grande effusion de sang. Ils cherchaient à intimider Henri IV, c'était le dernier moyen à employer ! Le roi leur déclara qu'il ne désirait pas moins la paix qu'eux-mêmes, et il ajouta : « Mais M. de Savoie s'est moqué de moi et il semble que Rome et toute l'Italie jettent des clameurs, comme si je voulais les embraser par cette guerre. Ce n'est pas mon intention ; il y a dix ans et plus que M. de Savoie détient mon bien et personne ne s'en est plaint. Quand Sa Sainteté avait des prétentions sur Ferrare, tous les princes d'Italie s'en sont formalisés et cependant le pape n'a pas laissé de poursuivre son droit ; je suis dans la situation où se trouvait le Saint-Père, pourquoi donc se plaint-il ? Quoi qu'il en soit, quand j'aurai

pris Montmélian, Bourg et S^{te}-Catherine, je ne serai pas moins disposé à la paix que maintenant. »
« Oui, mais le duc de Savoie est glorieux (fier) ! »
répliquèrent les deux prêtres.

« Cela est vrai, reprit le roi, mais je le suis aussi et nous voilà deux opiniâtres. »

Le roi était intraitable et à bon droit ; le secrétaire du légat et le cordelier se retirèrent sans avoir rien obtenu dans cette première audience. Aussitôt après, Villeroy et Sancy se rendirent vers Henri IV, qui leur raconta l'entrevue dans tous ses détails.

Lorsque Chapeaurouge prit congé, Henri IV lui fit les déclarations les plus encourageantes ; il lui promit que le fort de S^{te}-Catherine serait investi et rasé après la prise de Montmélian et il ajouta :
« Assurez-en vos seigneurs ; quant aux patentes de Gex, que je désire accorder, il faut que cela passe par le Conseil, mais assurez vos Seigneurs de ma bonne affection. »

Certes on ne pouvait être plus affirmatif et Chapeaurouge dut emporter la plus favorable impression. Il reprit le chemin de Genève en même temps que Sancy ; ce dernier avait obtenu la con-

firmation de son mandat, de sa « commission, » mais le roi, désireux de complaire aux Genevois, lui avait interdit toute atteinte aux droits du Conseil ou de la Seigneurie. Sancy se le tint pour dit et, dès son retour à Genève, il convia le Conseil à une réunion pour régler quelques points qui pouvaient donner lieu à discussion. Il paraît que Sancy avait l'ordre du roi de presser vigoureusement le siège de S^{te}-Catherine ; il fallait commencer par investir le fort et dans ce but Sancy avait l'intention d'installer une petite garnison de 150 à 200 hommes dans un château voisin, le Chatelard, mais il craignait que le gouverneur de S^{te}-Catherine fit une sortie avec du canon pour déloger cette petite garnison ; Sancy demandait donc si, le cas échéant, la Seigneurie consentirait à délivrer cette garnison en lui envoyant un secours de 400 hommes d'infanterie et de cavalerie ; il ajoutait qu'il confierait le commandement des soldats genevois au baron de Conforgien ¹ « qui, disait Sancy,

¹ Guillaume de Clugny, baron de Conforgien, originaire d'Autun, était un gentilhomme protestant qui avait fait ses premières armes sous les ordres de Coligny et qui fut blessé au siège de Poitiers en 1569. Il avait commandé les troupes genevoises en 1589. Voy. Haag, *France protestante*, t. IV.

promet en faire si bonne garde que sa vie demeurera avant qu'il les abandonne. » A en croire le général français, ce secours n'engageait à rien et il n'y avait pas plus d'inconvénient pour la République à lui rendre ce service qu'il n'y en avait eu à prêter du canon au maréchal de Biron, mais Sancy avait encore d'autres prétentions ; il demandait que le Conseil n'empêchât point les Genevois de se « joindre à ses troupes qui, disait-il, sont autant de gens levés pour vous ; c'était une occasion offerte aux Genevois de s'exercer au maniement des armes et on s'en trouverait bien dans la suite. » En dernier lieu venait la question d'argent, qui n'était pas la moins importante, surtout pour Sancy ; il demandait qu'on voulût bien faire diligence pour lui procurer mille écus. Après quoi, disait-il, je ne rechercherai plus rien sur la terre de Gex, suivant la volonté du roi et la mienne, très bonne et sincère à votre endroit ; « les effets de quoi apparaitront à ce coup, Dieu aidant. »

Comme on le voit, le madré personnage cherchait à obtenir par des moyens détournés que Genève s'engageât à fond dans la lutte et se déclarât pour le roi. Le Petit Conseil ne sut pas

résister ; il assura Sancy de son ferme désir de rendre service au roi ; jusque là rien de mieux, mais il ajouta que, si la garnison de S^{te}-Catherine faisait une sortie pour s'emparer du Châtelard, la Seigneurie enverrait 400 hommes d'infanterie renforcer les troupes royales. Le Conseil renonçait ainsi à la neutralité qu'il s'était proposé d'observer¹ ; il comprit toutefois que la décision était grosse de conséquences et il prit le parti, pour sa décharge, de soumettre le cas au Deux-Cents qui se réunit le même jour, le 1^{er} octobre, à une heure ; la discussion fut longue, peut-être même orageuse. Un opposant, Jean Sarasin, dit tout haut : « Nous serions des *pipeurs*, si nous n'avertissions pas le gouverneur du fort de S^{te}-Catherine de la résolution prise d'octroyer au S^r de Sancy 400 hommes pour sa défense. » La critique n'était pas dénuée de fondement² ; néanmoins le Deux-Cents passa

¹ Il oubliait ce qu'il venait de répondre à Pierre-Charve, à savoir qu'il ne voulait pas rompre la paix.

² L'observation très vive de Sarasin ne passa pas inaperçue ; le 3 octobre, le Procureur général porta plainte contre lui et demanda qu'il fût censuré en séance du Deux-Cents. Le Petit Conseil décida que le Premier Syndic ferait au coupable une remontrance en particulier « en tant, dit le Registre, que les

outre et accorda le renfort demandé pour le cas seulement où le Châtelard et les châteaux voisins seraient assiégés par l'ennemi.

La décision prise par le Deux-Cents laissait prévoir que Genève, malgré les avis des cantons, se laisserait finalement entraîner par le courant ; cela semblait d'autant plus probable que le gouverneur de S^{te}-Catherine laissait les coudées franches à ses soldats. Le 3 octobre, de paisibles bourgeois viennent se plaindre au Conseil de ce que leur bétail a été enlevé par les soldats du fort ; le même jour on communique un billet signé « Pierre-Charve, gouverneur de S^{te}-Catherine, » par lequel il ordonne aux syndics du village d'Onex de fournir promptement deux coupes d'avoine pour les chevaux du fort, à défaut de quoi il leur enverra ses soldats. Le Conseil défend aux sujets d'Onex d'obéir aux réquisitions du gouverneur et décide en même temps de protester contre ces infractions à la paix.

Le Conseil envoya donc à S^{te}-Catherine un de ses membres, M. de Châteauneuf, pour se plaindre,

voix doivent estre libres. » La décision ne brillait pas par la logique ; si la parole était libre, Sarasin ne méritait aucune remontrance.

mais ce dernier revint avec un étrange message : « Le Duc de Savoie désire que la Seigneurie lui envoie un député auquel il dévoilera les entreprises que les Français préparent contre Genève ; s'il agit ainsi, ce n'est pas par amitié pour Genève, mais par jalousie, pour empêcher qu'un plus grand prince s'empare de la ville. » M. de Pierre-Charve agissait-il par ordre ou avait-il trouvé tout seul cette ruse ingénieuse, nous ne le savons, mais le piège était décidément trop grossier et il était presque puéril de supposer que le Conseil s'y laisserait prendre. L'intérêt évident du duc de Savoie n'était-il pas de semer la défiance, de jeter la zizanie entre les Genevois et leur puissant protecteur ? Naturellement, le Conseil ne répondit pas à l'invite. Châteauneuf fut chargé de dire simplement à M. de Pierre-Charve qu'il prêterait l'oreille à toute communication que le gouverneur voudrait bien lui faire. L'incident eut un épilogue assez piquant. A force d'être dupe ou victime, le Conseil de Genève avait fini par faire son apprentissage diplomatique ; quoiqu'il n'attachât aucune importance à la communication de Pierre-Charve, il eut l'habileté de s'en servir comme d'une arme vis-à-vis de

Henri IV ; pour faire apprécier un peu mieux les modestes services qu'il pouvait rendre au roi, il fit insinuer à ce dernier que le duc de Savoie faisait des avances à la République. C'était de bonne guerre ; les petits et les faibles sont contraints parfois d'employer un peu de ruse pour ne pas être dévorés ou écrasés.

Tandis que Pierre-Charve cherchait à amorcer les Genevois, Sancy poursuivait son dessein ; les Conseils lui avaient promis un renfort de 400 hommes en cas de nécessité, mais cela ne suffisait pas à cet homme insatiable ; il voulait à toute force compromettre la République, l'engager dans la guerre avec le duc ; dans ce but, il écrit à son lieutenant Conforgien la lettre suivante qui était destinée à être mise sous les yeux du Conseil :

« Monsieur,

« S'il plaisoit à Messieurs de Genève, sous prétexte de conserver les vendanges de leurs citoyens et sujets, sortir 400 hommes de pied de leur ville, sans doute nous emporterions en plein jour ces trois châteaux ¹ à coups de pétardt ; je vous mène-

¹ Il s'agit, selon toute apparence, des châteaux de la Perrière, du Châtelard et d'Ogny, qui entouraient le fort de St^e-Catherine.

ray, pour accompagner mes dicts seigneurs de Genève, deux cens bons hommes de pied, bien armez et bien équippez. Je vous prie que j'aie de vos nouvelles dès lundi. Je me délibère, si vous le trouvés à propos, pour espargner le pais qui nous contribue, de mener loger nos gens à S^t-Cergue et delà à Estrambières. Messieurs de Genève, en ce faisant, marcheroient seuls et pourroient dire qu'ils n'auroient rien sceu de notre desseing. Vray est que nous nous rencontrerions tous à S^t-Jullin. Pour cest effect il me semble qu'il seroit bon que je n'entrasse point en la ville que cela ne fût fait et que je logeasse avec les compagnies. Toutefois j'en useray comme vous l'aures résolu avec M. Dauphin et autres nos amis. Il faut empescher que ces gens-là n'achèvent de faire tant de provisions. Je vous baise bien humblement les mains et suis, Monsieur, vostre bien humble serviteur.

Le 14 octobre.

SANCY. »

Tout cela était bien combiné. Sancy se donnait les gants de vouloir protéger les vendanges des Genevois, mais ce qu'il voulait, c'était faire la guerre au duc avec l'argent et les soldats de Ge-

nève, quitte à recueillir lui-même les fruits de la victoire, s'il y avait victoire, ou, dans le cas contraire, laisser la petite République se débrouiller comme elle le pourrait. Toujours la fable du chat tirant les marrons du feu. Cette fois, le Conseil ne tomba pas dans le piège et ne voulut pas s'exposer à de nouveaux mécomptes; il décida qu'il s'en tenait à la décision du Deux-Cents. Mais Sancy était un quémandeur opiniâtre; quand on lui refusait une chose, il en demandait une autre; il est vrai que, dans ses relations avec le Conseil, il déployait toute la souplesse et la dextérité d'un courtisan consommé. Le 7 octobre, il eut avec le premier syndic un entretien où il se montra sous son vrai jour, sachant tour à tour battre en retraite et revenir à la charge. Il commence par déclarer qu'il s'incline devant la décision du Petit Conseil et qu'au surplus, il peut parfaitement se passer des 400 hommes qu'il a demandés, mais le rusé compère ne reculait que pour mieux sauter : « Cependant, dit-il, je ne veux pas omettre de vous dire que nous avons résolu d'emporter le fort S^{te}-Catherine pour vous le donner, et je tiens à vous assurer de cela. Même me trouvant auprès du roi,

comme on parlait du fort et de ce qu'il fallait en faire, je pris la liberté de dire : « Sire, si vous ne « donniez pas le fort à ceux de Genève, qui ont « tant souffert et travaillé pour vous, vous seriez « jugé par la postérité le prince le plus ingrat du « monde. » Le roi me répondit : « Je le veux, qu'ils « fassent du fort à leur plaisir. » Maintenant donc, ajoute Sancy, avec le baron de Vitry et d'autres, nous voulons investir le fort et nous faisons état de l'emporter bientôt, puisque la prise de Montmélian est assurée. Je vous prie donc de nous prêter deux canons pour battre le Châtelard et La Perrière et y loger nos gens entre aujourd'hui et dimanche. Je vous prie également de permettre à vos jeunes hommes de venir se joindre à nos troupes. Aidez-vous ou plutôt ne nous empêchez pas de travailler pour vous et de vous délivrer de peine. »

Roset était un vieux magistrat expérimenté, que la pratique de la vie avait rendu quelque peu défiant ; il répondit :

« Je vous prie de pardonner mes doutes ; est-il bien certain que vous nous remettrez le fort de S^{te}-Catherine, suivant la volonté du Roi qu'il vous plait de nous déclarer ? »

« Oui, reprit Sancy, je vous le promets. Je vous le jure par le Dieu vivant, (et en même temps il leva la main comme pour prêter serment). Même je vous laisserai entrer dans le fort ; vous en ferez ce que bon vous semblera. Je n'y veux pas même mener mes gens. Le fort est à vous : personne ne peut vous faire obstacle. Le roi fera bien tête à M. de Savoie, ne vous en inquiétez pas. »

Sancy dut s'apercevoir que ses déclarations si formelles faisaient impression sur le premier syndic et il aborda sans autre la question de Gex :

« Quant à Gex, dit-il, *le roi ne peut parler clairement à cause de Messieurs de Berne* ; il voudrait bien en tout cas vous réserver une lieue de territoire autour de votre ville pour éviter les molestes, car il se doute qu'en fin de compte les Bernois veulent se mettre en possession de cette terre de Gex. »

A ces mots, Roset ne put se contenir et s'écria :

« Vous savez comment Messieurs de Berne furent mis en possession de Gex par nous qui l'avons pris la première fois avec vous ; dans la suite ils s'en retirèrent ; M. de Savoie y rentra et nous fit la guerre à nous seuls, qui fûmes réduits à la plus

grande détresse ; finalement, par la grâce de Dieu, nous emportâmes Versoy, la Bâtie, Gex, et tout le bailliage que nous détenons à présent, et nous ne pouvons croire que Messieurs de Berne voulussent nous en dépouiller et d'ailleurs S. M. pourrait aisément prévenir ce mal en nous octroyant des lettres patentes pour constater ses intentions à notre égard. Nous ne pensons pas que les trois villes alliées de Berne voulussent approuver la spoliation ! »

Sancy répliqua de suite : « C'est dans ce sens qu'il vous faut travailler dès maintenant et secrètement, afin que les trois villes vous appuient. En effet, le roi voudra les ménager, ayant besoin d'eux pour l'alliance qu'il s'agit de renouveler. »

La conclusion de l'entretien fut telle qu'on pouvait s'y attendre. Le Conseil, séduit par les belles paroles de Sancy, ne se sentit pas le courage de lui refuser ce qu'il demandait. On lui accorda deux canons pour battre le Châtelard et, ce qui était assez grave, il fut entendu qu'il pourrait enrôler dans la ville des gens d'armes. Le Conseil se laissait entraîner sur la pente glissante qui conduisait à la guerre déclarée.

Les troupes royales allaient donc investir le fort de S^{te}-Catherine, suivant la volonté expresse de Henri IV. Dès le 6 octobre, un détachement, commandé par le baron de Vitry¹, était arrivé à Chêne, où il fourragea et pillà, comme s'il eût été en pays ennemi. Le Conseil, fort mécontent, pria Sancy d'intervenir et d'éloigner ces turbulents soldats, « de leur bailler quartier en Bonne. » Hélas, ce n'était qu'un avant-goût du régime de rapine et de brigandage qui allait désoler le pays pendant près de trois mois. Quelques jours après, les soldats du roi s'installent au delà de l'Arve, entre la rivière et le Salève, pour bloquer le fort de S^{te}-Catherine; ils s'y livrent à toute sorte « d'extorsions et de pilleries, » si bien que les plaintes affluent. Le Conseil se voit obligé d'envoyer Savion auprès du baron de Conforgien pour lui faire des représentations. Malgré toutes les réclamations, les excès continuent; les troupes royales, cantonnées aux environs de S^{te}-Catherine, enlèvent les filles et les femmes, pillent et rançonnent les malheureux paysans. Assurément la situation était des plus tristes, et

¹ Peut-être s'agit-il de Louis de Vitry, ancien ligueur, devenu capitaine des gardes de Henri IV.

elle devait s'assombrir encore pendant les deux derniers mois de l'année; il fallait beaucoup supporter de la part de gens qui se présentaient comme des alliés et des amis; le seul point bleu à l'horizon, c'était la perspective de voir raser le fort de S^{te}-Catherine; à cet égard le Conseil avait la parole expresse du roi. En effet, le 15 octobre, Sancy remit au Conseil une dépêche de Henri IV, qui ne pouvait laisser subsister aucun doute :

« Monsieur de Sancy, écrivait le roi, je veux espérer que nous aurons meilleur marché des forts de S^{te}-Catherine et des Allinges, maintenant que celui de Montmellian a capitulé, que nous n'eussions eu auparavant. Le S^r de Vitry vous dira ce qu'il a appris du Duc de Nemours touchant celui des Allinges; partant je m'en remectray sus luy, mais il faut tourner nos principales forces et pensées contre l'autre, lequel, si je puis réduire en mon obéissance, je n'ay aucune envie de conserver, et ne fault point que ceux de Genève en entrent en soubçon, car, affectionnant leur liberté et conservation, comme je fais, je serois très marry si je pouvois disposer de lad. place, de leur tenir ceste

espine au pied, de quoy vous leur donnerez toute assurance¹. »

En quittant Annecy, Henri IV s'était rendu à Chambéry, où devaient se rencontrer le général des Cordeliers et le légat du pape, le cardinal Aldobrandini². L'Eglise assumait la tâche difficile de sauver le duc de Savoie malgré lui, et finalement

¹ La lettre de Henri IV était datée de Chambéry le 21 octobre (nouveau style).

² Ce fut le huguenot Rosny, qui fut chargé par Henri IV de recevoir le légat avec tous les honneurs qui lui étaient dus. Le futur duc de Sully ne négligea rien pour donner à la solennité tout l'éclat (c'est bien le mot à employer) qu'elle comportait. Il en donne un piquant récit dans ses *Mémoires*; laissons-lui la parole : « Le Légat put bien s'apercevoir qu'il avoit affaire à un Grand-Maitre d'artillerie, par la manière dont il fut régalé en approchant de Montmélian. La trêve me mettant en état de me servir de toute l'artillerie de cette place, comme de la mienne propre, je les joignis toutes deux pour lui faire plus d'honneur. Le signal fut donné par une enseigne blanche, mise sur la batterie du rocher. La mienne commença après un fort grand feu de mousqueterie et fut suivie de celle du château, de manière que l'une et l'autre ayant eu le temps de recharger, cette double décharge de cent soixante-dix canons faite avec tout l'ordre possible et encore multipliée par les échos que forment toutes ces gorges des montagnes, fit le plus bel effet du monde, mais non pas, je crois, dans l'esprit du Légat qui, plus effrayé que flatté d'un honneur rendu avec un appareil si terrible, croyoit que toutes ces montagnes alloient culbuter et eut recours plusieurs fois au signe de la croix. » *Mémoires*, édition de l'Ecluse, to. III, p. 436.

elle réussit. Le légat, qui était en même temps le neveu du pape, était dans des conditions particulièrement favorables pour présider aux négociations et pour exercer de l'influence sur les décisions du roi; en effet, c'était lui qui, suivant la pittoresque expression d'un contemporain, avait *dé-marié* Henri IV et qui venait de négocier son union avec Marie de Médicis. Le Conseil de Genève savait cela et il se doutait que l'influence du légat paralyserait les bonnes intentions de Henri IV à l'égard de la République. Un Genevois, Claude Colladon, qui, en 1599, était devenu conseiller de Henri IV et maître des requêtes « en son hostel de Navarre, » se trouvait précisément en séjour à Genève¹. En bon patriote, il offrit ses services; le Conseil les agréa et lui confia la mission délicate de communiquer en secret au roi les démarches qui avaient été tentées au nom du duc de Savoie et qui avaient été repoussées. Colladon se rendit de suite à Chambéry où il demanda audience. Suivant ses instructions, il exposa que le duc cher-

¹ Ce Claude Colladon était le propre frère du médecin Esaïe Colladon, qui a laissé un *Journal* très précieux pour les années 1600 à 1605.

chait à s'entendre directement avec la République et qu'il faisait proposer un mode de vivre. A ces mots, Henri IV bondit : « Est-il possible, s'écriait-il, que Messieurs de Genève voulussent traiter d'un accord avec un aussi mauvais homme, qui ne tient point sa parole ! » Colladon aurait pu répondre que les Genevois étaient bien forcés de se tirer d'affaire eux-mêmes, puisqu'on les passait sous silence dans tous les traités, puisqu'ils avaient été si souvent victimes de leur confiance, mais il était trop maître de lui pour manquer ainsi de déférence ; il se borna à répliquer qu'il n'y avait aucun traité, ni mode de vivre, et qu'au contraire Messieurs de Genève donnaient au roi la mesure de leur affection en ne voulant rien faire sans l'avoir préalablement consulté. Henri IV, se radoucissant, reprit : « Je suis ami et allié de votre Etat et de ses voisins (les ligues suisses) ; néanmoins, je ne veux pas vous empêcher de faire bien vos affaires, mais dites à Vos Seigneurs que le secrétaire Roncas s'est rendu en mission auprès de Messieurs de Berne et d'autres cantons de la religion, pour les mettre en garde contre moi, en disant qu'il y a auprès de moi des catholiques qui ne les aiment guère. »

A bon chat, bon rat. Le duc de Savoie cherchait à semer la défiance contre le roi et ce dernier usait du même procédé, mais Roncas avait dit la vérité; Henri IV était entouré d'anciens ligueurs qui gardaient au fond du cœur une profonde haine pour tout ce qui tenait à la Réforme; les Genevois ne furent pas les derniers à s'en apercevoir.

Henri IV avait le sentiment qu'à Genève on nourrissait quelque défiance à son égard et il le laissa voir à son interlocuteur : « Messieurs de Genève, dit-il, craignent peut-être que, si je viens à bout du fort de S^{te}-Catherine, je ne le démolisse pas ? »

« Sire, répondit Colladon, vous le leur avez promis; je m'assure que Votre Majesté le fera. »

« Oui, reprit Henri IV, je vous promets que je le raserai, même je vous le promets à vous. »

Colladon aborda ensuite un troisième point de ses instructions; il s'agissait du remboursement des frais de la guerre contre le duc de Savoie. Le roi dit savoir de bonne source que la République ferait volontiers le sacrifice de la moitié de la dette pour obtenir le remboursement de l'autre moitié. C'était raisonner comme un mauvais débiteur et Colladon fit remarquer à son royal interlocuteur

que Genève avait emprunté au tiers et au quart pour son service sans indemniser aucun particulier de ses peines, qu'à ce jeu l'Etat s'était appauvri. Henri IV eut alors une de ces réparties qui lui étaient familières et qui désarmaient : « Si Genève est pauvre, je ne le suis pas moins. »

Il faut croire que Henri IV exerçait sur tous ceux qui l'approchaient une irrésistible séduction ; en effet, à la fin de l'audience, Colladon, revenant sur la question de S^{te}-Catherine, promit imprudemment que les Genevois prendraient encore une fois les armes contre le duc, si le roi s'engageait à démolir le fort. Comme nous l'avons vu, les Conseils désiraient garder tout au moins l'apparence de la neutralité et Colladon excédait ses instructions. Le Petit Conseil s'en montra fort mécontent et décida de renvoyer en cour l'infatigable Chapeaurouge pour réparer la faute commise ¹.

¹ « Arresté d'envoyer derechef en Court la semaine prochaine le S^r Dauphin sous le suiet de ses précédentes instructions et pour réparer la faute que led. S^r Coladon a faite de promettre au Roy que Messeigneurs prendroient les armes, si le Roy desmolissoit le fort de S^{te} Catherine, attendu que telle promesse n'estoit de la créance dud. S^r Coladon. » *Reg. Cons. de Genève* du 25 octobre 1600.

VIII

HENRI IV A L'ÉLUISET.

CAPITULATION DU FORT DE SAINTE-CATHERINE.

Malgré toutes les déclarations amicales de Henri IV, la situation de Genève demeurait difficile et critique. Sancy était arrivé dans le pays sans un rouge liard et il cherchait à se créer des ressources par tous les moyens usités en temps de guerre. A la suite des vendanges, il avait imaginé de frapper d'une taxe de deux ducats par char tout le vin qu'on importait du Chablais à Genève ; il étendit même cette exaction aux vins de toute la région. Il eut la malice de charger deux Genevois, Claude Gallatin et David De Roches, du soin de percevoir les contributions qu'il prélevait arbitrairement sur les Genevois. Le Conseil intima aussitôt à Gallatin et à De Roches l'ordre exprès de renoncer à la « commission » qu'ils avaient

reçue et il décida de remonter à Sancy l'incorrection de ses procédés ¹.

Les contributions extraordinaires levées par Sancy n'étaient rien à côté des *foules*, des excès journaliers, auxquels se livraient les soldats de l'armée royale contre les citoyens, bourgeois, habitants et sujets. C'était le cas de dire : Sauvez-nous de nos amis, nous nous chargeons de nos ennemis. L'indiscipline était telle que les chefs eux-mêmes en convenaient et la déploraient. Le 31 octobre, Sancy fit proposer au Conseil de nommer un prévôt qu'il offrait de payer et d'entretenir de ses deniers avec six archers ; Sancy laissait au Conseil le soin de désigner ce prévôt d'armée qui devait être chargé de réprimer les excès et de punir les crimes commis par les soldats. On ne comprend pas très bien pour quel motif le Conseil de Genève aurait désigné ce prévôt, chargé de sévir contre les soldats de l'armée royale. Était-ce encore quelque rouerie

¹ De toute ancienneté les produits de la terre étaient transportés librement de Savoie à Genève sans être grevés d'aucun droit de péage ; le Conseil protestait avec raison contre les taxes arbitraires de Sancy.

de Sancy? Il faut croire que le Conseil flaira quelque piège, car il déclina le périlleux honneur qui lui était offert et il décida de se plaindre directement au roi et d'envoyer dans le même but Jean Savion auprès de M. de Vitry qui commandait les troupes cantonnées autour de S^{te}-Catherine. On chargeait volontiers Savion des commissions délicates ou désagréables, qu'il acceptait toujours avec une résignation patriotique. Il se rendit donc auprès de Vitry, auquel venait de se joindre le colonel corse Ornano. Les deux officiers ne firent aucune difficulté de reconnaître que les désordres étaient très grands et ils ajoutèrent qu'ils les déploraient, mais ils rejetèrent toute la faute sur Sancy, qui avait entrepris le siège du fort, sans avoir les ressources nécessaires : « C'est sur sa demande, disaient-ils, que nous sommes venus ici ; il nous avait promis pour chacun de nos soldats deux pains par jour et une pinte de vin, mesure de Paris, avec un boisseau d'avoine pour les chevaux ; or il n'a tenu aucune de ses promesses. » Il en résultait naturellement que, par l'imprévoyance ou l'impéritie des chefs, les soldats étaient obligés de piller pour

vivre. Toutefois les deux officiers du roi assurèrent Savion de leur bonne volonté et lui promirent de faire de leur mieux pour remédier au mal.

Tandis que les soldats de Sancy et de Vitry pillaient et fourrageaient dans les environs, la ville se remplissait d'étrangers « de la religion papistique, » qui affluaient de tous côtés ; cela ne laissait pas d'être inquiétant et on pouvait craindre qu'à un moment donné la population genevoise ne fût débordée. Le 31 octobre, le Conseil se décida à prendre une mesure préventive : tous les étrangers « n'ayans devoir en la ville, » en autres termes, tous ceux qui n'étaient pas retenus par leurs occupations ou leurs familles, furent invités à se retirer dans le délai de trois jours ; quant à ceux qui entendaient fixer leur domicile à Genève, ils devaient, sous peine d'être emprisonnés, se présenter à l'Hôtel-de-Ville pour être admis comme habitants, et il était défendu aux hôtes de loger quiconque ne produirait pas des *lettres d'habitation*.

Ce qui augmentait le danger de la situation, c'était l'extrême faiblesse numérique de la garnison ; les soldats français s'en moquaient et di-

saient couramment qu'il fallait se saisir de Genève. A en croire des avis officieux, l'importance stratégique de la ville était telle qu'il fallait se défier de tout le monde¹. Le Conseil finit par s'émouvoir et décida de renforcer la garde; les châtelains reçurent l'ordre de choisir parmi les sujets tous les hommes capables de porter les armes et de les envoyer en ville aux frais des paroisses.

Sur ces entrefaites, Chapeaurouge s'était rendu auprès du roi à Chambéry avec les instructions du Conseil. Henri IV aimait la truite, et le député de Genève, en habile courtisan, n'eut garde de l'oublier; à la première audience qui lui fut accordée, il présenta au roi deux belles truites qu'il venait de recevoir de Genève. Henri IV se montra charmé de l'attention; il admira fort le plus beau des deux poissons et le fit admirer aux personnages qui l'entouraient, ajoutant qu'on lui en en-

¹ « Le Sr de Vérace a rapporté que M. de Gouvernet luy a confié un avis que ceste ville, estant une place de si grande importance, qu'il est requis que Messieurs prennent bien garde en la seurte d'icelle contre qui que ce soit, d'autant que généralement on n'entend autre des soldats qui sont aux environs que de se saisir de Genève. » *Reg. Cons. de Genève*, 4 novembre 1600.

voyait autant tous les vendredis ¹. Le roi était bien disposé et Chapeaurouge en profita pour s'acquitter de sa mission. Les termes de l'entretien nous ont été presque textuellement conservés ² et nous ne pouvons mieux faire que de laisser la parole aux deux interlocuteurs :

Chapeaurouge. — Sire, Messieurs m'ont donné charge de vous présenter leurs très humbles services; lorsqu'ils ont appris l'arrivée du Cardinal Légat, ils m'ont renvoyé auprès de Votre Majesté pour qu'il lui plaise d'avoir souvenance de la pauvre ville de Genève, laquelle lui a toujours été très fidèle et affectionnée; ils la supplient de ne pas l'oublier pour le cas où, par l'entremise du Cardinal, Votre Majesté viendrait à traiter de la paix avec M. de Savoie.

Henri IV. — Messieurs de Genève doivent s'assurer que je ferai toujours pour eux tout ce que je pourrai et, s'ils ont de l'affection pour moi, je les aime aussi, bien que quelques-uns aient voulu

¹ C'était donc la calviniste Genève qui fournissait toutes les semaines le plat maigre de la table royale.

² *Registre du Conseil de Genève*, 4 novembre 1600, lettre de Chapeaurouge.

dire que je leur garde une dent de lait, mais c'est une dent de lait qui est très bonne ! Et Messieurs de Berne, que font-ils ? Ne vous semble-t-il pas qu'ils tardent bien, et vous autres de Genève, ne voudriez-vous pas qu'ils fissent quelque chose¹ ?

Chapeaurouge. — Je n'ai rien appris de Messieurs de Berne, mais nous serons toujours très joyeux quand eux et tous autres s'emploieront pour votre service et de notre côté, nous y contribuerons toujours de notre petit pouvoir.

Henri IV. — Et vers S^{te}-Catherine, que se passe-t-il ?

Chapeaurouge. — Malheureusement, Sire, le fort n'est pas suffisamment investi, de telle sorte que la garnison peut faire de fréquentes sorties et réussit tous les jours à se ravitailler ; en particulier, elle se procure du bois, dont elle avait le plus grand besoin. A ce propos, que Votre Majesté me permette de lui signaler les excès auxquels se livrent les troupes, notamment contre nos citoyens et leurs biens.

¹ Apparemment, le roi espérait toujours que les Bernois se mettraient de la partie et se joindraient à lui contre le duc de Savoie.

Henri IV. — Il faut y pourvoir et j'enverrai quelqu'un dans ce but ¹. »

Chapeaurouge avait toute raison de dire que le siège de S^{te}-Catherine n'avancait guère. Avec sa légèreté habituelle, Sancy l'avait entrepris sans avoir à sa disposition les ressources et les forces nécessaires ; aussi était-il contraint à tout instant de s'adresser au Conseil de Genève pour qu'il « l'accommodât des choses nécessaires. » Tantôt il lui faut deux pièces de campagne et des mousquets, tantôt il demande qu'on lui envoie pour « pionner près le fort » les malheureux paysans du bailliage de Ternier, qui s'étaient réfugiés à Genève, afin de se soustraire aux violences de la soldatesque. Le Conseil fait de son mieux pour seconder le général de Henri IV, mais, malgré tout, le siège de S^{te}-Catherine se serait prolongé indéfiniment si le roi, averti par Chapeaurouge, ne s'était décidé à intervenir.

Le 8 novembre, on annonce que Rosny approche

¹ La dépêche de Chapeaurouge qui relate cet entretien contribue à fixer un point historique d'une certaine importance ; elle constate que le cardinal légat n'obtint sa première audience du roi que le 11 novembre nouveau style. Chapeaurouge fut reçu le 12.

avec 6000 hommes ; cette nouvelle a pour effet de redoubler l'inquiétude du Conseil, qui décide aussitôt de renforcer la garde et d'appeler en ville l'élite des sujets ¹, trois cents hommes environ ; chose curieuse, on n'avait même plus confiance en Rosny, qui pourtant était resté fidèle à la foi réformée. Henri IV lui-même, délivré du souci de Montmélián, se disposait à venir en personne diriger les opérations du siège de S^{te}-Catherine, et, pour ne pas perdre de temps, il adressait de Moutiers une sommation à Pierre-Charve, gouverneur du fort.

Le 10 novembre, Sancy communique au Conseil le billet suivant de Henri IV, qui contenait ces importantes nouvelles ² :

¹ « Arresté qu'en exécution de l'arrest cy devant fait. on face une eslite des suiets jusques à 300 hommes, qui seront soudoyés par les paroisses, commettant M. Canal avec le chastelain de Gaillard pour Gaillard, le S^r Maillet avec No. Jean de la Maisonneuve à Gex, M. Rigot à Jussy-Vendouvres, le S^r Rillet avec le chastelain à Pigney. » *Registre du Conseil de Genève*, 8 novembre.

² Les documents inédits concernant Henri IV sont assez rares pour qu'il vaille la peine de publier ce billet qui est reproduit textuellement au *Registre du Conseil de Genève*, à la date du 10 novembre 1600.

« Monsieur de Sancy, écrivait le roi, je vous ay adverti par un messenger qui s'en retournoit en Allemagne, nommé Petitsyeux, de la reddition qui me fut faicte hyer de la forteresse du chasteau de Montmellian, suyvant la capitulation que j'avois faite avec le comte de Brandix ; despuis j'ay voulu venir icy pour veoir si, par le costé de Beaufort où j'iray demain, nous pourrons trouver quelque meilleure entrée. Cependant j'ay advisé de faire sommer le gouverneur de S^{te}-Catherine et luy escrire par ce trompette la lettre que je vous envoie à cachet volant, afin que vous la voyes ; partant vous donneres adresse aud. trompette pour la luy porter. D'ailleurs j'ay donné ordre que nos canons s'acheminent au plus tost de ce costé là. Je m'y acheminerais aussi, sans perdre temps, quand j'auray esté à Beaufort. Cependant, s'il se présente quelque chose qui mérite que je scache, faites m'en part. Priant Dieu, Monsieur de Sancy, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde.

Esript à Moustier le XVIII^e jour (nouveau style) de novembre 1600.

HENRY

De Neufville. »

Le billet du roi était accompagné d'une sommation dans toutes les règles, que Sancy devait faire parvenir au gouverneur de S^{te}-Catherine ; voici ce curieux document :

« Monsieur de Pierre-Charve,

Ayant mis en ma possession la forteresse de Montmellian, j'ay délibéré d'attaquer celle de S^{te}-Catherine qui est sous votre charge, et de ne rien espargner pour m'en rendre maître, espérant que Dieu favorisera mes justes armes en ceste occasion, comme il a fait aux autres. Toutefois, j'ay bien voulu, avant que d'y engager ma personne, mon armée et mes canons, vous admonester par la présente que je vous envoie par ce trompette exprès, de n'esprouver les rigueurs et extrémités auxquelles sont sujets ceux qui sont attendants de faire par la force ce qu'ils doivent à la raison et au respect que l'on doit avoir à un prince tel que je suis, vous assurant que, si vous me voulez contenter, je vous donneray toute occasion de vous louer de moy, mais, si vous prenez autre conseil, sachez que vos biens et votre vie et de tous ceux qui vous assisteront m'en respon-

dront. Vous me feres donc scavoir vostre résolution par ledict trompette. Priant Dieu, etc.

A Moustier, le 18 novembre 1600.

HENRY

De Neufville. »

Le gouverneur de S^{te}-Catherine ne tint pas compte de la sommation de Henri IV; il faut croire qu'il se berçait de l'espérance d'être secouru à temps. Le duc de Savoie avait l'intention de tenter une diversion et de pénétrer dans le Chablais en passant par le Valais ¹; dans ce cas, le fort de S^{te}-Catherine aurait pu être dégagé; le gouverneur comptait sans doute sur cette éventualité qui ne se réalisa pas. La sommation de Henri IV ne tarda pas à être suivie d'effet; tout l'effort de l'armée royale se concentra sur le fort de S^{te}-Catherine. Sancy et Ornano avaient établi leur quartier-général à Norcy, petit hameau voisin de S^t-Julien, et le 18 novembre arriva le comte de Soissons ² qui, en attendant le roi, devait prendre

¹ Il paraît toutefois que les dixains du Valais refusèrent le passage, ce qui empêcha le duc de donner suite à son projet.

² Charles de Bourbon, comte de Soissons, était le cousin de Henri IV; il avait marqué au nombre des Ligueurs et il

le commandement; il se logea à S^t-Julien, à proximité du fort.

Le 20 novembre, ce fut le tour du maréchal de Biron qui, venant du bailliage de Gex, fit de nuit son entrée à Genève avec une escorte d'environ quatre-vingts chevaux. Plusieurs membres du Conseil l'attendaient à la porte de Cornavin et l'accompagnèrent jusqu'à l'*Hôtellerie de l'Écu* avec des torches ou flambeaux, de la même manière, dit un contemporain, « que quand on crie à l'eau. »

On se rappelle que Savion avait été précédemment chargé d'une mission auprès de Biron, lorsque ce dernier faisait le siège de La Cluse; il paraît que le conseiller genevois s'était bien acquitté de son mandat et qu'il avait en même temps gagné les bonnes grâces du maréchal; en effet, ce fut encore Savion qui fut chargé de le complimenter et de l'accompagner à S^t-Julien. Dans ses entretiens avec Savion, le maréchal

ne fut jamais qu'un ami fort tiède de Henri IV, dont il aurait voulu épouser la sœur, la princesse Catherine. Le roi le contrecarra dans ses amours et pendant de longues années le comte de Soissons vécut dans la retraite; il ne reparut à la cour que pour prendre part à l'expédition de Savoie.

montra un abandon, une apparente franchise, qui attestaient l'étonnante duplicité du personnage. A ce moment, il trahissait son pays, il conspirait avec le duc de Savoie ; il était donc du fond du cœur l'ennemi de Genève et cependant toutes ses paroles, fidèlement rapportées par Savion, sont pleines de bienveillance et même d'amitié. Impossible de se montrer plus hypocrite et plus perfide sous des dehors plus séduisants ! Il commence par flatter l'amour-propre patriotique de Savion en lui disant : « M. de Savoie a eu raison de bien *muguer* ¹ Genève ; ses prédécesseurs étaient de petits ducs sans cette place de Genève. » Puis, pour inspirer toute confiance à son interlocuteur, le maréchal lui donne des conseils sur les moyens de renforcer les remparts de la ville : « Il devrait, dit-il, y avoir dans les fossés un petit fossé plus creux, dans lequel il y aurait une palissade basse, élevée

¹ Encore un de ces mots charmants et expressifs qui ont malheureusement disparu de notre vocabulaire : le dictionnaire de Richelet nous apprend que le mot *muguer*, qui signifiait faire le galant, cajoler, se disait aussi au figuré « en parlant du dessein qu'on a de se rendre maître de quelque chose » et il cite précisément l'exemple suivant : « Les princes voisins muguent cette place. »

de trois pieds seulement, ce qui empêchera de venir à l'assaut. » Il pousse la complaisance jusqu'à offrir d'être auprès du roi le défenseur officieux de Genève; il sondera les intentions de S. M. et avertira Messieurs, « sans faire autre semblant. » Impossible d'être plus affable, plus gracieux. Savion est visiblement sous le charme; en cheminant aux côtés du maréchal, sur la route de St-Julien, il lui annonce que les Bernois ont envoyé M. de Diesbach auprès du roi pour demander la terre de Gex, « mais, ajoute Savion, la Seigneurie espère que le maréchal usera de son influence pour que le bailliage nous soit laissé. » Biron promet sans la moindre hésitation et il s'écrie vivement : « Le sieur de Diesbach aura telle réponse qu'elle le fâchera, il n'est qu'un menteur. » Deux ou trois mois plus tard, le même maréchal de Biron joignait le bailliage de Gex à son gouvernement de Bourgogne! Il est vrai qu'il ne jouit pas longtemps de son gouvernement, ni du bailliage.

Sur ces entrefaites, Genève continuait à regorger de soldats de l'armée royale; ils y affluaient d'autant mieux que l'hiver s'annonçait rigoureux.

On avait bien demandé au comte de Soissons de retenir ses troupes dans leurs cantonnements et il l'avait promis, mais les défenses restaient sans effet. Dans la ville on s'inquiétait, on se plaignait, d'autant plus que la garnison était manifestement insuffisante; d'autre part, les soldats français apportaient dans la ville des habitudes de licence qui contrastaient avec le puritanisme calviniste. Un hôtelier, Claude-François Revillod, scandalisé des *blasphèmes* des soldats étrangers qui, disait-il, dérobent et ne payent pas, finit par descendre son enseigne; le Conseil l'exhorta à faire de son mieux et à rétablir son enseigne. Le 21 novembre, le Conseil, informé « de la multitude d'hommes qui entrent dans la ville, » envoie vers le pont d'Arve trois de ses membres, pour faire entendre à ceux qui arrivent que les logis sont pleins; il est décidé en même temps que, si un grand personnage se présente, on ne le laissera entrer qu'avec une suite de dix ou douze personnes au plus, et au besoin *on lèvera le pont d'Arve* pour intercepter la circulation. Le lendemain, on annonce l'arrivée des ducs de Montpensier, d'Epernon et de Nevers et du Grand-Prieur; ils deman-

dent à être tous logés à l'Ecu de Genève, afin d'être ensemble; le Conseil trouve avec raison la prétention excessive, car il aurait fallu évincer tous ceux qui logeaient à l'Ecu; il décide donc « qu'on ne chasse pas ceux qui y sont, mais que lesdits seigneurs soient logés en lieux particuliers ¹. »

Le 22 novembre, une grande nouvelle se répand soudain dans la ville; Henri IV avait passé la nuit à Marlie, petit hameau voisin de Frangy, et il devait arriver le soir à l'Eluiset, près du fort de S^{te}. Catherine. Les magistrats les plus qualifiés de la République, Michel Roset, Dominique Chabrey, Jacques Lect et Jean Savion, furent désignés pour se rendre au-devant du roi et le complimenter au nom de la Seigneurie. Le 23, ils partirent, accompagnés d'une escorte de cavaliers et rencontrèrent Henri IV près de l'Eluiset. Les magistrats durent ressentir quelque émotion, lorsqu'ils se trouvèrent face à face avec l'homme de génie

¹ Jamais Genève n'avait vu autant de princes; Colladon constate, dans son *Journal*, qu'il y en avait huit ou neuf, et il ajoute aux noms que nous avons cités ceux de La Force, St-Luc et du comte d'Auvergne.

qui avait fait violence à la destinée et qui tenait le premier rang parmi les souverains du temps. Henri IV les mit à l'aise par la simplicité joviale de son accueil et Roset lui présenta les compliments d'usage et les offres de service du Conseil, en exprimant l'espoir que S. M. donnerait toujours « l'occasion de continuer en ce service. » Henri IV écouta attentivement l'allocution de Roset et répondit : « Messieurs, soyez les bienvenus ; vous pouvez croire que j'ai à cœur le bien de Genève. Je le montrerai, je suis après. » Puis il demanda des nouvelles de Théodore de Bèze : « Il est vieux, répliqua Roset, mais fort *affectionné*. » « Je désire le voir, reprit le roi. » Et après avoir posé diverses questions, il ajouta : « On doit tenir une journée en Suisse et on dit qu'ils se sont battus, où est-ce ? Ils se vendent, ces gens ¹ ! »

Au cours de l'audience, Michel Roset n'oublia pas l'objet essentiel de sa mission ; il supplia le roi « de regarder Genève de bon œil, de l'élar-

¹ Assurément, Henri IV aurait pu se dispenser de prononcer ces paroles malséantes et injurieuses ; mieux que personne, il avait pu apprécier à Arques et à Ivry les services des Suisses, mais il était alors très mécontent des cantons qui ne courbaient pas suffisamment l'échine.

gir et lui faire du bien. C'est, dit-il, une ville qui a quelque conséquence pour le service de Votre Majesté. »

« Bien, répondit Henri IV, je veux vous favoriser. »

A ce moment survint un gentilhomme huguenot, M. de Gouvernet; le roi lui adressa la parole, puis, se tournant vers son maître d'hôtel, il lui dit : « Faites dîner ces Messieurs de Genève, ils sont de mes amis. »

Après le dîner, les deux députés de Genève prirent congé du roi qui se laissa aller à un étrange aveu : « Je dis bien des mensonges quelquefois; que Dieu me le pardonne, mais je veux vous parler en vérité. Je suis ami de votre ville, je le ferai paraître; nous sommes après ce fort, c'est pour vous, soyez-en assurés, et quant à Messieurs de Berne, je connais leur façon d'agir; assurez-vous qu'ils ne vous ôteront rien. »

Après une déclaration aussi catégorique, les deux Genevois n'avaient plus qu'à remercier et à se retirer.

Le soir même, les deux magistrats rendirent compte au Conseil de l'audience qu'ils avaient ob-

tenue. Chabrey compléta le rapport de son collègue et dit en substance qu'il faudrait considérer le roi comme hypocrite et méchant pour ne pas ajouter foi à ses déclarations. Il cita textuellement les paroles suivantes, prononcées par Henri IV :

« Vous m'avez aimé comme roi de Navarre, je vous aimerai comme roi de Navarre et comme roi de France. Je n'ai pas beaucoup de sujet de me louer de Berne et, quoique j'aie été sollicité par quelques-uns que vous savez, je ne vous ferai pas défaut; assurez-vous de ma parole. M. de Rosny ira demain vers vous et vous fera quelque requête de ma part. Je vous prie de ne pas l'éconduire; quant aux articles que j'ai remis pour la paix aux ambassadeurs de Savoie, sachez qu'avec le Bugey et le Valromey, *j'ai mis Gex pour vous le laisser*, je vous l'assure. »

Savion, qui avait accompagné Roset et Chabrey ajouta que le maréchal de Biron l'avait pris à part et lui avait dit à voix basse : « Vos affaires vont très bien; la résolution est prise de s'emparer de St^e-Catherine de gré ou de force; nous aurons cette place sans aucun doute et le Conseil a décidé de raser le fort. D'autre part,

Messieurs de Berne font des offres au roi pour avoir Gex ; le roi n'a pas fait opiner sur ce sujet au Conseil, mais il a dit qu'il n'avait pas coutume de commettre de telles injustices, *que la terre de Gex vous appartient et qu'il ne vous l'ôtera point.* »

Après cela, que pouvait-on décemment refuser pour le service du roi ? Henri IV. avait annoncé que M. de Rosny adresserait le lendemain au Conseil une demande de sa part. En effet, le grand maître de l'artillerie pria le Conseil de lui prêter pour le siège du fort quatre canons et deux coulevrines ; ce fut aussitôt accordé, sous la promesse que les pièces seraient rendues en bon état. Rosny demandait en outre qu'on mît à sa disposition trois cents pionniers pour mettre en état les routes. Deux conseillers furent désignés pour lever ces pionniers ou manœuvres et « donner l'ordre à l'attirail de bœufs » destinés à l'artillerie.

En recevant les députés de Genève, Henri IV. avait demandé des nouvelles de Th. de Bèze et avait exprimé le désir de le voir ; ce n'était pas pour plaire aux anciens Ligueurs qui l'entouraient, mais il prouvait ainsi que son abjuration ne lui avait pas fait renier ses anciennes amitiés. Th. de

Bèze, informé du désir du roi, se décida à y répondre, malgré son grand âge¹ et les rigueurs de la saison; le 25 novembre, entre 8 et 9 heures du matin, il partit à cheval, accompagné des comtes de Nassau, de quelques gentilshommes allemands et danois et d'un seul ministre, Laurent de Brunes. Lorsque le roi apprit l'arrivée de Th. de Bèze, il envoya au-devant de lui un gentilhomme de sa suite et donna l'ordre de le recevoir dans la chambre de M. de la Force, gouverneur du Béarn². Th. de Bèze n'avait pas revu Henri IV depuis trente ans et l'entretien dut être singulièrement émouvant; que n'avons-nous le texte exact et complet des paroles échangées³!

Henri IV prodigua au réformateur les témoignages de la plus vive affection, l'appelant son ami, son père, et l'embrassant à deux reprises :

¹ Il avait 81 ans et il avait été indisposé la veille; il avait eu « quelque flux de ventre. »

² François de Caumont, qui devint duc de la Force, était l'un des chefs les plus convaincus et les plus modérés du parti huguenot; il était tout désigné pour entourer de ses prévenances le vénérable réformateur.

³ Nous ne possédons sur cette entrevue que deux documents contemporains, le rapport succinct de Th. de Bèze au Conseil et la relation très intéressante d'Esaïe Colladon.

« Je voudrois, lui dit-il, avoir baillé un verre de mon propre sang et que vous fussiez plus jeune de trente ans, vous verriez beaucoup de grandes choses. » Tous deux se plurent à rappeler l'époque lointaine où ils s'étaient rencontrés. Le langage du célèbre réformateur fut celui d'un vieillard qui a déjà un pied dans la tombe ; après avoir souhaité à son royal interlocuteur toutes les prospérités désirables, Th. de Bèze lui recommanda avec instance les intérêts des Eglises réformées, le priant en outre de se souvenir de Genève qui lui avait rendu service en mainte occasion.

A l'issue de l'entretien, Henri IV donna l'ordre qu'on servit à diner à l'illustre vieillard dans la chambre de M. de la Force, où de nombreux gentilshommes vinrent lui tenir compagnie ; on prétend même, détail presque incroyable, que le duc de Guise fut du nombre. Après le repas, le roi fit demander à Th. de Bèze s'il préférerait rentrer le jour même à Genève ou demeurer jusqu'au lendemain ; il lui offrait son carrosse pour le cas où il voudrait partir de suite ; Th. de Bèze était encore d'une vigueur surprenante ; il déclina

l'offre du roi et reprit à cheval le chemin de la ville.

Revenons au siège de S^{te}-Catherine. Jusqu'à l'arrivée du roi, les opérations du siège avaient fait peu de progrès. Le fort était admirablement situé, sur une éminence, au milieu d'une rase campagne dont il paraissait être le centre¹; il dominait toute la contrée environnante; mais, si la position était excellente, l'état du fort était déplorable; les flancs des bastions étaient en partie éboulés et le fossé ne valait guère mieux². C'est ce que Rosny reconnut du premier coup d'œil; en arrivant sur les lieux, en vue du fort, il se trouva

¹ L'auteur a eu le privilège de reconnaître l'emplacement du fort de S^{te}-Catherine, en compagnie de deux des hommes qui connaissent le mieux l'histoire de la contrée, M. C. Duval, sénateur, et M. de D^r Chautemps. Par une journée ensoleillée d'automne, le site nous a paru d'une beauté incomparable; de la colline sur laquelle s'élevait le fort la vue s'étend au loin; Genève apparaît distinctement. Il suffit de jeter les yeux autour de soi pour se rendre compte de l'importance stratégique que devait avoir le fort de S^{te}-Catherine et on comprend combien les Genevois avaient intérêt à le détruire.

² Nous reproduisons une curieuse gravure de l'époque, représentant le fort de S^{te}-Catherine, attaqué par les troupes royales; cette gravure, qui est de Chastillon, m'a été obligeamment communiquée par M. C. Duval.

par hasard à côté du maréchal de Biron, qui lui demanda brusquement s'il voulait venir à cheval reconnaître la place avec lui. Rosny répondit, non sans raison, que pour faire cette reconnaissance en plein jour, ils étaient tous deux trop brillants et trop empanachés; Biron montait un cheval blanc et portait un grand panache de même couleur : « Point, point, répliqua le maréchal, ne vous mettez pas en peine, morbleu; ils n'oseraient tirer sur nous. » « Allons, puisque vous le voulez, reprit Rosny; s'il pleut sur moi, il dégouttera sur vous. » Les deux généraux poussèrent à cheval jusqu'à deux cents pas du fort; ils passèrent un bon moment à l'observer, sans qu'on les inquiétât, sauf par une quinzaine de coups d'arquebuse et cependant les deux généraux avec leur escorte formaient un groupe d'une vingtaine de cavaliers. Rosny n'en revenait pas : « Monsieur, dit-il au maréchal, il n'y a personne là-dedans, ou bien ils dorment, ou ils ont peur de vous. » Le roi, auquel le fait fut rapporté, eut beaucoup de peine à y ajouter foi, car la veille, ayant été lui-même reconnaître la place, il avait été accueilli par de nombreuses décharges, et Rosny ajoute

qu'il y retourna le lendemain à pied, à la pointe du jour, n'ayant avec lui qu'Erard et Feugères, et il fut reçu avec un si grand bruit d'artillerie, que le roi envoya Montespau, croyant que la garnison effectuait une sortie : « A qui en veulent ces gens-là, s'écria Montespau, qui ne voyait personne ? » « A moi, répondit Rosny, mais j'ai vu ce que je voulais voir. »

De ce qui précède, on peut inférer que le gouverneur de S^{te}-Catherine avait des motifs particuliers pour ménager Biron ; c'est bien ce que supposait Rosny, qui ajoute : « Je conjecturai à peu près d'où pouvait venir ce respect qu'on portait partout au maréchal. » Deux ans après, le maréchal de Biron, convaincu de trahison, payait de sa tête ses coupables intelligences avec le duc de Savoie.

Après un examen consciencieux, Rosny déclara à Henri IV que le fort ne pouvait résister longtemps, que, les tranchées une fois poussées jusqu'au bord du fossé, la place se rendrait. Il en fut comme Rosny le prévoyait ; les assiégés, redoutant un assaut général et perdant l'espoir d'être secourus à temps, se décidèrent à capituler. Cer-

tains historiens du temps ont jugé sévèrement la conduite de Pierre-Charve et de la garnison : « Le gouverneur, dit Pierre Matthieu, qui promettait au duc de rendre des combats et de faire des efforts épouvantables sur l'armée royale et qu'il ne sortirait de la place que mort, capitula avec le roi, trois jours après son arrivée. Cela me fait dire que le duc de Savoie, pour avoir un esprit si relevé, n'a pas toujours bien rencontré en l'élection des chefs auxquels il a fié ses forteresses. »

L'appréciation de Matthieu ne paraît pas absolument équitable. Sans doute, la garnison de S^{te}-Catherine était nombreuse et aguerrie ; elle se composait en partie de troupes suisses, sous les ordres d'un capitaine Am-Rhyn, mais on ne saurait oublier que le fort lui-même avait déjà beaucoup souffert du feu des assiégeants, qu'il avait à se défendre contre l'armée royale tout entière, appuyée d'une formidable artillerie et que le gouverneur ne pouvait pas compter sur un secours prochain. On avait pu croire un instant que le duc de Savoie tenterait une diversion par le Valais et viendrait dégager les Allinges et S^{te}-Catherine, mais de ce

côté toute espérance s'était évanouie. Prolonger la résistance dans des conditions aussi défavorables, c'eût été un acte d'héroïque folie. En traitant avant que la situation fût désespérée, le gouverneur pouvait du moins obtenir des conditions honorables ; c'est en effet ce qui arriva ; Henri IV, qui avait quelque motif d'être exigeant, se montra généreux. Il fut convenu que le gouverneur, les capitaines et officiers du fort, auraient, pour prévenir le duc, un délai de dix jours, échéant le 14 décembre ; si, dans ce délai, le fort n'était pas secouru et dégagé, il devait être rendu. La garnison obtenait de se retirer avec tous les honneurs de la guerre, les enseignes déployées, trompettes et tambours sonnant, les soldats portant leurs armes mèche allumée ¹. Officiers et soldats avaient le droit d'emporter armes et bagages, et la capitulation s'étendait à tous ceux qui pouvaient se trouver dans le fort, y compris les femmes, filles et enfants, « de quelque qualité qu'ils soient. » Il fut même stipulé que le roi fournirait à ses frais à la garnison les bœufs et chariots né-

¹ Le texte complet de la capitulation a été publié par M. Jules Vuy, dans le tome XIII des *Mémoires de l'Institut genevois*.

cessaires pour le déménagement des armes et des effets.

La capitulation fut signée le 4 décembre (nouveau style¹) et quatre otages furent conduits au quartier général du roi, comme garants de la reddition. Quelques jours après, le comte de Soissons fit demander au Conseil de Genève de recevoir les otages dans les prisons de la ville, ce que le Conseil n'osa refuser.

La fortune souriait à Henri IV ; il avait réussi à s'emparer de Montméliand ; il allait, presque sans coup férir, rester maître de S^{te}-Catherine ; il ne dissimula pas sa joie et il exagéra même la portée du succès ; le 6 décembre, il écrit ce qui suit du camp de S^{te}-Catherine :

« Dieu a permis que la prinse de Montméliand ayt esté suivie de la conquête du fort de Sainte-Catherine qui est de plus grande conséquence, et non moins fort que ledict Montméliand². »

Henri IV n'avait aucun motif de prolonger

¹ D'après l'ancien calendrier, le 24 novembre ; le lecteur se rappelle qu'entre l'ancien et le nouveau style il y avait une différence de dix jours ; le 4 décembre correspond au 24 novembre, style ancien.

² *Lettres missives de Henri IV*, t. VIII, p. 791.

son séjour devant S^{te}-Catherine ; il avait hâte de se rendre à Lyon, où il devait célébrer ses noces avec Marie de Médicis. Il quitta l'Eluiset le 7 décembre, passa à Seyssel et continua sa route par un temps très pluvieux, courant en poste avec une grande partie des seigneurs de sa cour, comme aurait pu le faire un amoureux de 20 ans.

C'était le 7 décembre que la garnison de S^{te}-Catherine devait abandonner le fort ; la veille, le comte de Soissons fit demander à Genève trente chariots et quarante chevaux pour « débagager » les meubles et l'artillerie, promettant que le fort serait démoli dans le délai de vingt jours. Le Conseil ne se fit pas prier ; il avait trop à cœur de voir le fort entre les mains de l'armée royale. Un contemporain raconte que le 6 décembre, on arrêta dans la ville la plupart des chariots de paysans pour les envoyer à S^{te}-Catherine et le Conseil poussa la complaisance jusqu'à payer cinquante écus pour la nourriture des charretiers qui devaient transporter les bagages. Le 7, la garnison, composée de Piémontais, de Suisses et de Savoyards, se retira dans l'ordre et avec les hon-

neurs prescrits par la capitulation ¹ ; elle se dirigea paisiblement vers Conflans, en Tarentaise. Le jour même où elle sortit du fort, M. de Nérestan s'y installa comme gouverneur, au nom du roi, avec 4 à 500 hommes.

Il y avait en Chablais une place qui tenait encore pour le duc de Savoie. C'était le fort des Allinges, dont les ruines attestent l'importance. Aux premiers jours de décembre, Sancy demanda au Conseil quatre pièces d'artillerie pour battre en brèche les Allinges. Les magistrats genevois ne savaient plus rien refuser et les canons étaient déjà *au port de la Fusterie*, prêts à partir, lorsque la garnison des Allinges, suivant l'exemple de St^e-Catherine, se décida à capituler ; elle se retira le 8 décembre et Sancy occupa aussitôt le fort où il installa comme gouverneur, son frère, M. de

¹ Il y avait à St^e-Catherine, outre ses défenseurs, un certain nombre de femmes galantes qui ne trouvèrent rien de mieux que de se réfugier à Genève, au grand scandale du Consistoire, qui porta aussitôt ses doléances devant le Conseil ; à la date du 12 décembre, on lit au *Registre* : « Le Consistoire a requis prouveoir à chasser plusieurs p... qui sont nouvellement sorties du fort de St^e-Catherine et entrées en ville, où une partie d'icelle est accouchée ; arrêté qu'on enjoigne les dizeniens de les chasser toutes. »

Montglas. A cette époque de contrainte et de violence, la propagande confessionnelle se manifestait sous les formes les plus variées ; à peine la garnison savoyarde eût-elle quitté les Allinges que le ministre Jaquemot fut envoyé pour y prêcher. M. de Montglas, le nouveau gouverneur, faisait profession de la religion réformée, de telle sorte que le ministre fut bien accueilli. Au premier prêche qui eut lieu le 14 décembre, assistèrent « avec allégresse incroyable » environ cinq cents personnes. Ce n'était là qu'un succès éphémère. Qui sait combien de ces cinq cents néophytes retournèrent avec la même allégresse au culte catholique !

La reddition des Allinges achevait la conquête du Chablais, comme la prise de S^{te}-Catherine avait consommé celle du Genevois. Toute la contrée acceptait sans résistance la domination royale et la majeure partie de l'armée française se retira. Il resta des garnisons dans les villes et places fortes. A Genève, on fut enchanté de pouvoir licencier, de *casser*, comme on disait alors, les nombreux sujets qui avaient été appelés à concourir à la garde de la ville. Le 11 décembre,

Sancy, qui était le véritable dictateur de la contrée, résolut de rejoindre le roi à Lyon, pour quelques jours ; la veille de son départ, deux magistrats genevois eurent l'occasion de le complimenter sur son récent succès des Allinges. Sancy ne voulut pas rester en arrière et il se confondit en protestations d'amitié et de dévouement ; il poussa même la courtoisie jusqu'à déclarer qu'il s'en allait à Lyon vers le roi, « pour l'amour de Genève, » et les magistrats genevois eurent la faiblesse ou feignirent de le croire ; mais, lorsque Sancy se montrait expansif, il avait habituellement quelque service à demander et, en effet, à la fin de l'entretien, il pria de lui prêter un des mulets de l'Hôpital « pour ayder au bien de ceste ville. » Il est à supposer que le susdit mulet devait simplement et prosaïquement servir au voyage de M. de Sancy.

Le roi avait bien promis de faire immédiatement raser le fort de S^{te}-Catherine, mais des difficultés surgirent et Chapeaurouge s'en explique très clairement dans une dépêche datée de Lyon, le 23 décembre (nouveau style) ; M. de Rosny l'a secrètement averti qu'il s'est élevé à la cour de *terribles*

brigues à propos de la démolition de S^{te}-Catherine ; on cherche à détourner le roi de son dessein ; poussé à bout, Henri IV s'est écrié avec colère : « Vous me mettez par vos conseils dans une perplexité plus grande que vous ne pensez ; je veux que le fort soit rasé. » L'ordre de démolir eût été déjà donné, si le légat n'était pas intervenu et n'avait pas instamment prié le roi « que du moins cela ne fût point fait pendant qu'il est icy et comme à sa barbe, ce qui seroit un très grand affront. » Toutes les sollicitations du légat furent inutiles ; le roi avait promis aux Genevois et, cette fois, il tint parole. Le 4 janvier 1601 (nouveau style), Chapeaurouge annonce qu'on envoie un exprès pour faire démanteler le fort et il ajoute que ceux qui sont chargés de cette besogne devront l'expédier promptement en brûlant tous les bâtiments et en faisant sauter les bastions. « On sera bien aise à la Cour, dit encore Chapeaurouge, que nous le facions bien aplaner. » Cela signifiait : on sera bien aise qu'il ne reste pas pierre sur pierre. En même temps, un commissaire de l'artillerie devait se rendre à S^{te}-Catherine pour retirer les pièces de canon et les munitions et Rosny annonçait que ce commis-

saire serait chargé de remettre à la Seigneurie, à titre de présent, quatre des meilleures pièces.

Le gouverneur de S^{te}-Catherine, M. de Nérestan, s'était installé dans le fort et il en faisait les honneurs aux Genevois avec une parfaite courtoisie. Sur ces entrefaites, dans la nuit du 26 décembre, le feu se déclara dans le fort et les flammes eurent bientôt dévoré la moitié des baraquements et consumé une bonne partie des munitions; l'incendie arrivait si merveilleusement à propos qu'on pouvait l'attribuer à autre chose qu'à un accident. La supposition était fondée et on ne tarda pas à apprendre que c'était Nérestan lui-même qui avait fait mettre le feu. Le lendemain, le gouverneur prévint le Conseil « du désastre » et ajouta que, dans de telles conditions, il se décidait à achever l'œuvre commencée par le feu, à démolir entièrement le fort; il pria le Conseil de lui envoyer cinq ou six cents pionniers ou manœuvres pour le démolir. C'était combler les vœux des magistrats genevois, mais la lettre de Nérestan contenait un post-scriptum moins agréable. Ce Nérestan était un fin renard; il avait flairé une excellente occasion de réaliser un petit bénéfice. Sachant

combien les Genevois tenaient à la destruction du fort, il exprimait discrètement le désir d'être *récompensé de sa bonne volonté*. Au XVI^m^e siècle, on savait ce que cela voulait dire ; il fallait en passer par là et payer à beaux deniers comptant la bonne volonté du gouverneur. Le Conseil décida séance tenante de rassembler le plus promptement possible les pionniers et de faire savoir à Nérestan qu'il reconnaissait ses services, « selon les petits moyens de ceste Seigneurie. » Le même jour, dans tous les carrefours de la ville, il fut commandé à son de trompe à tous journaliers et laboureurs, tant de la ville que de la campagne, de se rencontrer le lendemain à 10 heures du matin à Plainpalais, pour être employés à la démolition du fort de S^{te}-Catherine ; ils devaient emporter des vivres pour deux jours et tout défaillant était passible de 25 florins d'amende et d'autre châtiment arbitraire. Dès le lendemain, un nombre considérable d'ouvriers étaient réunis à S^{te}-Catherine et travaillaient avec une émulation et un entrain merveilleux à raser le fort ¹.

¹ Il y a des choses qui ne s'expliquent que par l'implacable dureté des temps et les traditions féodales de la corvée. Ces

La démolition du fort donna lieu à une véritable comédie qui n'a été signalée par aucun historien et qui mérite cependant une mention.

Nérestan avait mis le feu aux baraquements de S^{te}-Catherine et il ne tarda pas à en convenir dans un entretien qu'il eut avec le conseiller Fabri; en réalité, il n'avait fait qu'exécuter à la lettre les ordres du roi, mais il paraît que l'entourage de Henri IV était absolument opposé à la démolition; De Vienne, contrôleur-général des finances, qui était à S^{te}-Catherine, *s'ombrageait*. Bref, Nérestan demanda au Conseil de Genève d'intercéder en sa faveur auprès du roi. Est-il possible de concevoir pareille comédie? Nérestan demandait aux magistrats genevois de l'excuser auprès de Henri IV pour avoir exécuté ses ordres formels! Cela tient de la fantaisie et cependant le fait est exact, car le Conseil consentit à faire la démarche et écrivit au roi des *lettres d'inter-*

manœuvres. ces modestes pionniers, qui travaillaient pour la République, ne furent nullement indemnisés de leurs peines et lorsque les « chapuis (charpentiers) et massons » demandèrent le 6 janvier 1601 le paiement de leurs journées, le Conseil refusa sèchement.

cession en faveur de Nérestan¹. Il faut reconnaître que ce double jeu manquait de dignité. Comment un souverain tout puissant et victorieux, comme l'était Henri IV, pouvait-il se résigner à jouer un rôle semblable pour complaire au légat !

Il restait à régler une question délicate avec le gouverneur du fort. Nérestan avait émis la prétention d'être récompensé pour services rendus à la République ; le conseiller Fabri lui ayant demandé de s'expliquer, Nérestan répondit très crûment : « Vous avez bien baillé huit cents escus au S^r de Sancy, qui n'a rien fait pour vous que de remplir sa bourse ; j'estime que vous ne pouvez me donner moins qu'à lui, avec l'haquenée de M. de Chasteauneuf et cinquante escus à mon homme. » Au moins, c'était franc ; M. de Nérestan

¹ « A esté arresté que lesd. lettres d'intercession se facent promptement et qu'elles soyent envoyées par homme exprès. » *Reg. Cons. de Genève* du 29 décembre, et à la date du 30 décembre on lit ce qui suit : « M. Fabri, estant de retour du fort de S^{te}-Catherine, a rapporté que led. S^r de Nerestan, ayant veu la copie de la lettre que M^{rs} escrivent pour son intercession, l'a trouvée très bonne et luy a fort agréé, mais qu'il a prié instamment de recognoistre les services qu'il a faits à cest Estat. »

exigeait huit cents écus, ce qui était une forte somme pour l'époque, mais en outre il réclamait un cheval de prix qui appartenait à un conseiller et médecin genevois, M. de Châteauneuf. Il fallut se résigner et le Conseil décida que Fabri traiterait pour le mieux, en cherchant à obtenir quelques avantages supplémentaires; outre le fort lui-même et sa dépouille, Fabri devait demander que les châteaux voisins fussent démantelés.

Nérestan était un rusé personnage; en attendant la réponse du Conseil, il agissait comme s'il voulait conserver les débris du fort; il fit construire une palissade, creuser un grand fossé du côté des bastions, mais, lorsque Fabri lui transmit la réponse du Conseil, Nérestan eut comme une explosion de joie naïve et commanda aussitôt de préparer trois mines pour faire sauter les boulevards qui étaient encore debout; puis, s'adressant à Fabri, il se confondit en remerciements, déclarant qu'il était au service de Messieurs et offrant deux mille balles, les cloches du fort avec toute la dépouille; il poussa même la générosité jusqu'à offrir un demi-canon et trois pièces dites campagnardes. *Du bien d'autrui large courroie,*

dit un vieux proverbe. Tandis que Nérestan monnayait ainsi ses complaisances, les soldats de son régiment, cantonnés à S^{te}-Catherine, étaient réduits à la plus noire misère ; ces malheureux n'avaient pas reçu leur solde depuis quatre mois et ils disaient tout haut *qu'ils se feraient voleurs* ; c'était peu rassurant et le Conseil chargea Savion, l'un de ses membres, de faire garder les passages pendant deux ou trois jours. La mesure était nécessaire, car, à cette époque, le soldat, mal nourri, mal payé, se transformait aisément en voleur de grand chemin. Dès les premiers jours du mois de janvier 1601, des charretiers conduisirent à Seys-sel l'artillerie du roi et le Conseil, craignant qu'ils ne fussent à leur retour détroussés par les soldats de Nérestan, chargea Savion de les escorter avec un certain nombre de cavaliers.

. IX

TRAITÉ DE LYON — GENÈVE EST DÉPOUILLÉE DU PAYS DE GEX.

Tandis que le Conseil se préoccupait de faire disparaître jusqu'aux derniers vestiges du fort de S^{te}-Catherine, l'infatigable Chapeaurouge était à Lyon, aux écoutes, cherchant à pénétrer le secret des négociations qui venaient de s'engager. Genève avait tout à craindre, car c'était toujours le légat, le cardinal Aldobrandini, qui présidait aux conférences ; les représentants du roi, le cardinal du Perron, Bellièvre, Villeroy et Jeannin, ne demandaient qu'à faire leur cour au légat. Les négociations semblaient assez avancées, lorsque survint la nouvelle de la démolition de S^{te}-Catherine ; ce fut comme un coup de foudre ; le

légat en ressentit une contrariété des plus vives et Sully assure que la négociation fut entièrement rompue pendant trois ou quatre jours ; dans l'intervalle, le légat dut faire d'amples réflexions ; laisser recommencer la guerre, c'était exposer le duc de Savoie aux plus grandes calamités, à une ruine presque certaine ; il fallait donc à tout prix reprendre le cours des négociations.

Grâce à Chapeaurouge, nous savons assez exactement ce qui se passa aux conférences de Lyon : le modeste envoyé de Genève était beaucoup mieux renseigné qu'on ne pourrait le croire : il comptait des amis dans la noblesse huguenote et il se trouvait en passe de savoir ce qui se disait et se préparait. Dès ses premières lettres, il annonce que la Bresse, le Bugey, le Valromey et Gex, seront attribués au roi par voie d'échange. Peu après, le 31 décembre 1600 (nouveau style), il écrit en termes plus explicites, mais aussi plus inquiétants ; le traité, dit-il, dans son langage expressif, *s'échauffe fort* à la sollicitation du légat ; ce dernier ne veut à aucun prix permettre que Gex soit laissé aux Genevois, mais, malgré tout, Chapeaurouge estime que le bailliage « nous sera laissé en

paiement de ce qui nous est dû. » Le Conseil mande aussitôt à son représentant de tenir la main à ce que Genève soit expressément comprise dans le traité et *élargie*, suivant les promesses formelles du roi.

Chapeaurouge faisait de son mieux ; le 4 janvier 1601 (nouveau style), il est encore plein d'illusions ; il écrit que Gex est compris dans le traité et en outre une bonne partie de la souveraineté de S'-Victor, savoir les villages situés le long du Rhône, comme Chancy et Avully ; il ajoute qu'on lui *donne espérance* « que nous pourrons estre accommodé du tout. » C'était se montrer trop optimiste ; le Conseil ne tarda pas à apprendre que les choses avaient pris une mauvaise tournure. En effet, le 10 janvier, Roset et Andrion rapportent qu'ils ont eu un entretien avec Sancy et que ce dernier leur a tenu les propos suivants : « La paix est conclue, suivant l'avis qui m'en a été transmis par M. de Villeroy ; tout le territoire au delà du Rhône demeure au roi et en deçà quelques villages situés au bord du fleuve ; quant au bailliage de Gex, il reste au roi, mais Gaillard sera rendu au duc ; à cela, il n'y a aucun remède ; le roi ne

peut moins faire que de *donner quelques paroles* au légat. Je suis très marri qu'on ait rapporté à la Seigneurie que j'ai parlé au préjudice de votre Etat pour la terre de Gex, soit au roi, soit à Messieurs de Berne ; en cela, on me fait tort ainsi qu'à la Seigneurie à laquelle je désire rendre tout service, comme je lui suis très affectionné. Je vous engage, ajouta Sancy, à vous comporter avec beaucoup de prudence sur ce coup de paix, car le roi est contraint, pour fermer la bouche au légat, de condescendre à plusieurs choses. »

Les paroles de Sancy étaient un mauvais son de cloche ; il fallait en conclure que le roi avait fait de notables concessions pour plaire au légat, qui venait de négocier son mariage avec Marie de Médicis. Les nouvelles données par Sancy ne tardèrent pas à être confirmées par les dépêches de Chapeaurouge. Le 20 janvier, il écrit que plusieurs villages de St-Victor et Chapitre, Chancy et d'autres, sont compris dans le traité et que la souveraineté en demeure au roi ; il espère qu'il sera aisé d'obtenir ces villages pour Genève. En ce qui concerne la terre de Gex, Chapeaurouge est beaucoup moins rassurant. M. de Rosny a fait

obtenir au baron du Villars (M. de Boyvin) la charge de bailli de Gex et à ce propos, il a dit *rébarbativement* à Chapeaurouge : « Il ne faut pas que vous vous imaginiez que le roi a retenu le bailliage pour vous le donner; en tout cas, c'est de l'argent qu'il vous faut. » M. de Villeroy s'est exprimé dans le même sens, mais un peu moins durement. Sillery se montre plus que froid et le roi, auquel Chapeaurouge s'est adressé, s'est borné à lui répondre qu'il en parlerait au chancelier et qu'il aviserait. Malgré tout, Chapeaurouge conservait quelque lueur d'espérance; à la fin de sa dépêche, il entretient le Conseil d'une combinaison bizarre, mais qui n'était nullement incompatible avec le vieux droit féodal; suivant cette combinaison, le bailliage serait resté à la République de Genève, mais le roi aurait conservé un droit de souveraineté en quelque sorte nominal; l'idée était ingénieuse et elle pouvait servir de base aux négociations ultérieures.

Le traité dit de Lyon, qui rétablit la paix entre le roi de France et le duc de Savoie, fut définitivement conclu le 17 janvier 1601 et le 23 du même mois Chapeaurouge en fit connaître le texte

au Conseil de Genève : il annonçait en même temps qu'il partait pour Paris à la suite du roi « solliciter que la terre de Gex nous demeure, suivant ses instructions. » Certes, il fallait avoir l'âme trempée d'acier pour aller tenter l'impossible, pour rappeler à un monarque tout puissant une promesse que ce dernier s'était empressé d'oublier.

Avant de poursuivre, analysons sommairement ce traité de Lyon qui a profondément modifié la géographie politique de nos contrées¹. Le traité était en quelque sorte la suite naturelle, l'épilogue, du compromis de Paris que le duc s'était refusé à exécuter. Le roi renonçait au marquisat de Saluces, mais il recevait en échange le territoire situé sur la rive droite du Rhône, la Bresse, le Bugey, le Valromey, le bailliage de Gex et en outre, sur la rive gauche du Rhône, Aire-la-Ville, Chancy, Avully², Pont d'Arlo, Seyssel, Chanaz et Pierre-Châtel. En revanche, le duc conservait

¹ Le traité a été publié à diverses reprises, notamment dans le tome I des *Traité publics de la Royale Maison de Savoie*.

² Les noms de ces villages ont été fréquemment estropiés par les historiens qui font mention du traité de Lyon.

Pont-de-Grésin, près du fort de La Cluse, et les paroisses de Léa, Lancran et Chézery, avec tous les hameaux et le territoire qui en dépendaient. Suivant le traité, le duc se réservait ces localités de la rive droite « pour la commodité du passage. » Pourquoi le duc se réservait-il Pont-de-Grésin et les paroisses de Léa, Lancran et Chézery ? Uniquement pour garantir « la commodité du passage » aux Espagnols. Il fallait que les armées espagnoles, répandues dans le Milanais, continuassent à pouvoir communiquer directement par la Savoie avec la Franche-Comté. Dans cette question, l'intérêt de l'Espagnol était évident et considérable et le légat, qui était le véritable entremetteur de la paix, n'eut garde de l'oublier.

Si le légat du pape et les représentants du duc de Savoie se préoccupèrent de servir les intérêts du roi d'Espagne, ils trouvèrent adroitement le moyen de manifester leur haine pour Genève. Ils savaient tout le prix que Genève attachait à la possession du pays de Gex ; ils savaient aussi que le roi avait fait des promesses, qu'il avait même des velléités de les tenir. Comment empêcher Henri IV de suivre les inspirations de son cœur, com-

ment empêcher les Genevois de conserver le petit territoire qu'ils occupaient depuis onze ans ? Voici le moyen qui fut employé : L'article I^{er} du traité transférait sans condition au roi de France tous les pays et seigneuries de la Bresse, du Bugey et du Valromey ; l'article IV, qui concerne le pays de Gex, fut rédigé sous une forme différente, de manière à rendre impossible une rétrocession à la République de Genève ; en effet, le bailliage de Gex était cédé à condition qu'il demeurerait uni et incorporé à la couronne, serait réputé domaine et patrimoine de la couronne et n'en pourrait être séparé sous aucun prétexte ¹. C'était bien joué, assurément, et la condition, dirigée spécialement

¹ L'article IV est ainsi conçu : « Le dit Sieur Duc cède aussi, transporte et délaisse au dit Seigneur Roy la Baronnie ou Bailliage de Gex avec toutes ses appartenances et dépendances, ainsi que le dit Seigneur Duc et ses prédécesseurs en ont ci-devant joui, et sans y rien réserver ni retenir, sinon ce qui est delà le Rosne, hormis les villages et lieux d'Aire (la ville), Chansy (Chancy) et Auvilly (Avully), spécifiés ci-dessus, le tout à condition que les dites choses cédées seront et demeureront unies et incorporées à la Couronne de France et seront réputées domaine et patrimoine de la Couronne, et n'en pourront estre séparées pour occasion que ce soit, ains tiendront lieu et pareille nature que les choses eschangées qui seront déclarées ci-après. »

contre Genève, témoignait de la haine intense que la république calviniste inspirait au légat et aux ministres du duc¹. Quant aux représentants du roi, Brulart de Sillery et le président Jeannin, ils auraient été désolés de déplaire au légat et ils acceptèrent l'expédient sans difficulté; qui sait même s'ils n'en furent pas très satisfaits, car c'était le traité qui fournissait au roi un prétexte pour ne pas remplir un engagement. Mais était-il bien digne d'un grand roi de se laisser imposer une clause, une condition, pour pouvoir plus facilement éluder l'accomplissement d'une promesse? En réalité Henri IV faiblissait, non devant les prétentions des Savoyards, mais devant la toute-puissance du légat, qu'il voulait ménager à tout prix. Il cherchait à se faire pardonner l'Edit de Nantes.

Le traité de Lyon fit l'objet des plus vives récriminations. De part et d'autre, il y eut des explosions de mécontentement. Lesdiguières ne craignit pas de dire que le roi avait fait une paix de

¹ Francesco Arconato, comte de Tronzano, et René de Luçinges, seigneur des Alymes.

marchand et le duc une paix de roi¹. Quoi qu'il en soit, ce fut la République de Genève qui fut la plus cruellement atteinte et meurtrie. Deux rois de France, Henri III et Henri IV, lui avaient solennellement garanti la propriété du bailliage de Ternier et du mandement de Gaillard²; d'autre part Henri IV avait promis aux Genevois de leur laisser le pays de Gex qu'ils possédaient depuis dix ans. En fin de compte, la République perdit à la fois le mandement de Gaillard et le bailliage de Gex et, par surcroît d'injustice, elle ne fut pas même remboursée des frais énormes qu'elle avait faits pour la guerre. C'est ainsi qu'au XVII^m^e siècle un roi respectait sa signature.

¹ Le mot était-il bien juste ? Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour constater que la cession de la Bresse, du Bugey et du Valromey, améliorait et arrondissait la frontière du royaume, en couvrant Lyon ; d'autre part, le pays de Gex établissait des communications directes entre la France et les cantons suisses, ce qui présentait des avantages, au point de vue commercial et militaire.

² Le traité du 19 avril 1589 attribuait à la République en toute souveraineté le bailliage et le mandement de Ternier ; il stipulait en outre que le Faucigny resterait en mains des Genevois jusqu'au paiement intégral des frais de la guerre entreprise par le roi. Ce traité fut ratifié par Henri IV le 20 octobre 1592.

Tandis que le traité de Lyon se négociait, il se passait dans le bailliage de Gex divers faits qui méritent d'être rapportés. De mystérieuses trames s'ourdissaient dans l'ombre.

Le 19 décembre, les bourgeois de Gex s'adressent au Conseil de Genève pour obtenir que, suivant leurs droits et privilèges, la justice se rende dans la ville de Gex. La requête était légitime, mais les pétitionnaires s'attendaient peut-être à un refus. Le Conseil, très sagement, répondit qu'à partir du mois suivant la justice se rendrait à Gex. Quelques jours après, le 25 décembre, le Conseil apprend que les syndics de Gex intriguent secrètement pour... devenir Bernois, pour se livrer au gouvernement de Berne. Ils ont poussé l'imprudence jusqu'à rédiger une requête ainsi conçue :

« A Messeigneurs de la Ville et Canton
de Berne.

« Supplient humblement les Syndics et Conseil de la ville de Gex qu'il soit du bon plaisir de Vos Excellences de les mettre en et sous vostre protection, ensemble tout le païs et ressort de Gex, et à ces fins leur en octroyer lettres et sceau pour

perpétuelle mémoire et ils seront de tant plus obligez de continuer à prier Dieu pour la prospérité de vos Estats. »

Cette pièce compromettante fut remise au conseiller Fabri par un nommé Colognier, syndic de Gex, qui lui communiqua en même temps une missive écrite de la main d'Egrège Michaud, secrétaire de Gex, et ainsi conçue :

« A Mons^r Colonier, nostre bon amy, à Morges,
vos bons amis à vous faire service les Syndi-
ques et partie du Conseil de Gex.

Monsieur,

Nous sommes beaucoup obligez envers vous à cause des bons offices, lesquels nous cognoissons que nous faites et désirez faire, desquels, aydant Dieu, ne serons ingrats et ayans veu la forme de procuration, laquelle aves dressée, qui nous est fort agréable. Toutefois, nous doubtons qu'estant veue par ceulx lesquels scavez¹ que, à cause de ce n'en receussions quelque desplaisir, comme vous fut remonstré au dernier voiage, nous avons

¹ Allusion transparente aux magistrats de Genève. Les signataires de la lettre se doutaient que le Conseil envisagerait leur démarche comme un acte de trahison.

trouvé qu'il nous est très utile et nécessaire d'avoir lettres de protection desd. Illustres S^{rs}, par lesquelles leur bon plaisir soit nous défendre envers ceux lesquels, à cause de la dicte procuration, nous pourroient molester, ce que seroit tout asseuré, comme trop mieux scaves. Parquoy vous prions de nous tenir main, afin que puissions obtenir lesd. lettres pour, par après, pouvoir plus ouvertement déclairer nostre bonne affection envers leurd. Excellences, comme aussi nous envoyer vostre négociation et volonté sur la présente et par le présent porteur et attendans de vos nouvelles, prions Dieu, Monsieur, qu'il vous ait en sa sainte garde, nous recommandans à vos bonnes grâces. De Gex, ce dernier octobre 1600¹. »

Les bourgeois de Gex étaient des gens avisés et prévoyants. Ils voulaient bien se donner à Messieurs de Berne, mais au préalable ils voulaient obtenir des *lettres de protection*, afin de n'avoir rien à craindre du côté de Genève. Au surplus, il est permis de supposer que le Conseil de Gex était informé des démarches tentées par LL. EE.

¹ La lettre, dit le *Registre*, était scellée du sceau de Gex.

de Berne auprès de Henri IV. Ce qui reste absolument incompréhensible, c'est la conduite de ce Claude-Jean Colognier ou Cologny, syndic de Gex; il trempait dans une intrigue qui avait pour but de déposséder Genève, il dressait des procurations, agissait comme intermédiaire et en même temps il faisait part de ses démarches à un conseiller de Genève, Fabri; il devait pourtant se rendre compte de la gravité de ses actes et de la responsabilité qu'il encourait. Le Conseil n'hésita pas à sévir; séance tenante, le 25 décembre, il décida l'arrestation de Cologny, de Daniel Vuaillet et du secrétaire Michaud, mais il fut entendu que le silence le plus absolu serait gardé sur les motifs de l'arrestation. Cologny, prévenu du crime de *lèse-majesté humaine*, autrement dit de trahison, ne tarda pas à être incarcéré, mais le 5 janvier, il demande déjà à être élargi, en faisant valoir son innocence et en offrant de se présenter à première réquisition. La demande fut écartée; néanmoins le Conseil était décidé, paraît-il, à user d'une extrême clémence, car le 10 janvier, il arrête de mettre Cologny en liberté, sous bonnes remontrances et à la condition qu'il payera tous les dé-

pens résultant de sa détention. Cologny se tira à bon marché d'un mauvais pas et on en est à se demander quel fut le véritable motif de l'indulgence dont le Conseil fit preuve. Peut-être fut-il retenu par la crainte de blesser les Bernois, dont Cologny réclamait la protection ? Le syndic Vuaillet, de Gex, était également impliqué dans l'intrigue, mais il ne fut pas arrêté et il fit intervenir de hautes influences pour obtenir un sauf-conduit. M. de Montglat, gouverneur des Allinges, puis Sancy lui-même, recommandèrent Vuaillet à la clémence du Conseil ; Sancy fit valoir que son protégé promettait tout service à la Seigneurie, « laquelle attirera son affection par douceur et mesmes des aultres de lad. terre. »

Le Conseil se laissa gagner et Vuaillet obtint un sauf-conduit, valable pour un mois. L'affaire en resta là et fut vite oubliée, car le Conseil avait des préoccupations plus pressantes et plus graves ; il s'agissait pour lui de défendre les droits de Genève contre des empiètements et des agressions de toute nature.

Le traité de Lyon n'était pas même signé que déjà la situation devenait difficile dans le pays de

Gex. Le maréchal de Biron avait installé au fort de La Cluse un gouverneur, nommé Rogles, qui ne valait guère mieux que ses prédécesseurs ; c'était un homme mal intentionné, qui songeait avant tout à remplir son escarcelle, à se faire la main, comme il l'avoua lui-même. Ce Rogles manifesta, dès la fin de décembre, l'intention de frapper d'une contribution les habitants du pays de Gex ; on lui fit remarquer que ces derniers étaient pauvres, qu'ils n'avaient pas été exempts « de foules et de pilleries par l'armée du roy, » mais il n'en voulut pas démordre. Bref, le Conseil se décida à déléguer auprès de lui un de ses membres pour essayer de lui faire entendre raison. Peine inutile, le capitaine Rogles voulait qu'on lui donnât mille écus, comme on l'avait fait pour M. de Sancy. Il fallut en arriver aux concessions, capituler devant les prétentions de Rogles ; il fut convenu que les habitants du bailliage fourniraient au gouverneur de La Cluse une somme de huit cents écus, payable une fois pour toutes. En réalité, le Conseil regrettait amèrement d'être contraint de subir de semblables exigences ; aussi donna-t-il des instructions pour retarder autant

que possible le payement; il voulait gagner du temps, afin de pouvoir exposer les faits au maréchal de Biron et à Chapeaurouge et les informer en même temps des « vols et extorsions qui se commettent par la garnison de l'Ecluse aux passans. »

A ce moment, le Conseil avait encore quelque confiance dans le maréchal de Biron; c'était se bercer d'étranges illusions. Dès que le traité de Lyon avait été conclu, avant même qu'il fût ratifié, le maréchal avait fait réunir à son gouvernement de Bourgogne, la Bresse, le Bugey, le Valromey *et le pays de Gex*, et c'était lui pourtant qui naguère protestait avec tant d'énergie contre l'idée de dépouiller Genève! Le maréchal n'avait pas perdu de temps et dès le 16 janvier, il datait du camp de Bourg une ordonnance enjoignant aux habitants du bailliage de fournir toute la provision de bois et de chandelles nécessaire à l'entretien des corps de garde de la Grande Cluse; pour l'exécution, les habitants du bailliage devaient s'entendre avec le capitaine Rogles, commandant du fort. L'ordonnance du maréchal équivalait à une prise de possession du bailliage et le capitaine

Rogles prétendait que Biron lui avait tenu le propos suivant : « Si ceux de Gex ne veulent obéir, mais se pensent fortifier de ceux de Genève et veulent faire les mauvais, j'y irai avec cinq cens chevaux et deux mille hommes de pied. »

Il n'y avait pas de temps à perdre ; il fallait éviter à tout prix que le maréchal de Biron mit ses menaces à exécution. Le Conseil décida tout d'abord de lui écrire pour lui rappeler les promesses formelles du roi (qui pouvait les connaître mieux que Biron !) et le prier de différer toute mesure jusqu'au moment où la paix serait ratifiée¹ ; il résolut en même temps d'envoyer à Bourg le conseiller Savion, qui s'était fait bien venir du maréchal. A cette époque, un ordre du Conseil ne se discutait pas ; Savion partit sans retard pour le camp de Bourg et présenta courageusement au maréchal les réclamations de la Seigneurie ; il lui exposa que ce serait une flagrante injustice de dépouiller Genève du bailliage après les déclarations si formelles du roi ; il conclut en suppliant

¹ Le Conseil prit cette décision le 20 février et la paix ne fut publiée à Turin que le 6 mars 1601.

le maréchal de surseoir à toute mesure d'exécution jusqu'au moment où le député de Genève, Chapeaurouge, serait fixé sur les intentions du roi. Biron ne voulut rien entendre; il répondit sans sourciller que c'était le roi lui-même qui avait réuni la terre de Gex à son gouvernement de Bourgogne; si l'on exigeait des contributions des habitants du bailliage, c'était pour se conformer aux ordres exprès du roi. Biron était un courtisan accompli; il savait masquer un refus sous les formes les plus polies; il remit donc à Savion une lettre pour le Conseil, dans laquelle il motivait son refus, tout en protestant, ô ironie, de son désir de rendre tous les services possibles. Sa lettre, restée inédite, mérite bien d'être citée :

« Messieurs,

« Je remets au S^r de Savion à vous faire entendre la response que je luy ay faite sur ce qu'il m'a représenté de vostre part, touchant la fourniture que j'ay mandé faire à ceux du païs de Gex pour les corps de garde de la garnison et fort de l'Escluse. A la vérité, je me fusse bien gardé de le leur ordonner, si le Roy, à son partir de Lyon, ne

m'eust commandé de le faire et rendre en ces choses-là leur condition esgale à celle des autres de Beujey et Vauromey, faisant S. M. estat, selon le traicté de paix, de jouir de la souveraineté de lad. terre de Gex et la joindre à mon gouvernement, qui est cause que je ne pourray sur ce vous répondre autre chose, remettant aud. S^r Savion à vous faire plus particulièrement scavoir le commandement que j'en ay heu de S. M. et le désir que j'ay de vous rendre, en toutes les occasions qui s'en offriront, tout humble service d'aussi bon cœur que je vous présente mes affectionnées recommandations à vos bonnes grâces, estant, Messieurs, vostre bien humble à vous faire service.

BIRON. »

On ne pouvait être plus poli, mais la lettre ne contenait que de l'eau bénite de cour. Le maréchal ne daignait pas même promettre, ce qui ne lui eût rien coûté, un simple délai pour la prise de possession.

Le bruit courut à Genève, le 27 février, que le duc de Biron allait arriver à Collonges pour occuper la terre de Gex. Le Conseil, avec sa té-

nacité habituelle, décida de tenter de nouvelles démarches. Savion, à peine revenu de Bourg, fut expédié à Lyon pour plaider la cause de Genève auprès du connétable de Montmorency, de MM. de Villeroy et de Sillery¹. Le 7 mars, Savion était de retour, rapportant de très mauvaises nouvelles. Le connétable, MM. de Villeroy et de Sillery, lui avaient répondu par écrit qu'à leurs yeux, le roi ne pouvait faire droit à la demande de Genève, attendu que le traité de Lyon déclarait la terre de Gex domaine inaliénable de la couronne ; le connétable avait ajouté toutefois qu'il en écrirait au roi. Il devenait, comme on le voit, bien difficile de conserver quelque espérance.

Tandis que le Conseil tentait les plus grands efforts pour conserver le pays de Gex, il se heurtait à des difficultés de toute nature du côté du Chablais et du Genevois. Sancy se considérait comme en pays conquis, et le 15 janvier, on rapporte qu'il se dispose à partir pour Carra, afin de réclamer des habitants de Gaillard et Ternier le

¹ Selon toute apparence, ces trois personnages étaient restés à Lyon pour veiller à l'exécution du traité.

payement des tailles arriérées ; en fait, il s'agissait de prélever des contributions sur les propres *sujets* de la République ; c'était donc une nouvelle atteinte aux droits que Genève exerçait depuis onze ans. Le Conseil ne pouvait tolérer cette infraction et il s'empressa de déléguer auprès de Sancy le syndic Lect et le conseiller Favre pour obtenir de lui qu'il renonçât à son projet. Les deux commissaires rejoignirent le général français au moment où il partait pour Carra ; ils lui représentèrent que la République possédait le mandement de Ternier et Gaillard depuis onze ans, que la perception des tailles était une atteinte directe à ses droits ; ils ajoutèrent que, la paix n'étant pas encore publiée, Genève ne devait pas être dépossédée de ses droits. Sancy ne se laissa pas convaincre ; apparemment, il avait besoin d'argent et il était peu scrupuleux sur l'emploi des moyens pour s'en procurer. Il répondit très crûment que la paix était conclue, que M. de Savoie allait rentrer en possession du pays et qu'il se ferait payer les tailles arriérées, qu'il valait mieux que lui Sancy, qui était ami de Genève, en profitât ; qu'au surplus, il avait reçu du roi l'autorisation de pro-

céder à la perception des tailles, que néanmoins il était prêt à se contenter d'une partie de la recette et à abandonner le reste au Conseil ; qu'il lui fallait à tout prix deux mille cinq cents florins et qu'à défaut, il enverrait dans le bailliage de Ternier les compagnies de cavalerie qui se trouvaient dans le Chablais. Sancy n'était pas homme à reculer devant l'exécution de ses menaces et le Conseil jugea opportun de transiger, pourvu que les droits de la République ne fussent pas méconnus. Il fut convenu, par gain de paix, que la perception des tailles serait effectuée par un conseiller, auquel s'adjoindrait un *commis* de M. de Sancy ; sur la somme perçue de cinq mille florins, la moitié serait remise à Sancy, l'autre moitié resterait à la Seigneurie. Mais, lorsqu'on voulut procéder au recouvrement, on se trouva en présence d'une difficulté inattendue. Pendant les derniers troubles de guerre, la plupart des propriétaires de Ternier et Gaillard, sans doute les plus aisés, s'étaient réfugiés à Genève pour se mettre à l'abri des excès de la soldatesque. Sancy n'était pas homme à se laisser arrêter par une semblable difficulté ; il demanda au Conseil de lui permettre

de faire emprisonner par les officiers de la Seigneurie tous les débiteurs récalcitrants. Pour éviter de nouveaux désagréments, le Conseil acquiesça à cette proposition, mais il y a lieu de croire que les mesures de rigueur ne furent point exécutées, car le moment approchait où Sancy, devenu un proconsul au petit pied, allait céder la place à un personnage mieux disposé et moins besogneux¹. Lesdiguières, le chef politique des huguenots dauphinois, avait été désigné par le roi comme son lieutenant-général en Savoie, pour l'exécution du traité, et le 10 février, il arrivait dans nos parages, accompagné de Créqui, son gendre. Deux conseillers, Favre et Savion, furent envoyés au-devant de lui jusqu'à Arare et lui présentèrent, suivant la formule consacrée, « tous honneurs et services. » Ils avaient affaire à un homme qui s'était toujours montré bienveillant pour la République et ils en profitèrent pour se plaindre des exactions de Sancy, des tailles et contributions qu'il levait en Chablais. Lesdiguières

¹ Sancy quitta Genève le 23 février, « tout le pays s'en réjouissant, » ajoute le chroniqueur Colladon, réflexion peu flatteuse pour Sancy.

se montra fort étonné du fait, disant que Sancy n'était nullement autorisé à se comporter de la sorte, qu'il était gouverneur des Allinges, mais non du Chablais; Lesdiguières pria qu'on lui remit une plainte régulière, afin qu'il eût des motifs d'en parler à Sancy.

A Genève on considérait Lesdiguières comme un ami dévoué, presque un allié, et tout était préparé pour lui faire honneur; lorsque vers 4 heures de l'après-midi il arriva devant la Porte-Neuve, les canons, braqués sur la plateforme de la Treille et sur le boulevard du Pin, saluèrent son entrée dans la ville; le capitaine dauphinois se rendit à l'hôtellerie de l'Ecu, où le Conseil lui envoya, suivant l'usage, le vin d'honneur et les confitures. Le lendemain eut lieu un entretien d'un intérêt capital et dont le *Registre* nous a conservé presque textuellement les termes. Les députés du Conseil, Lect, Roset et Chabrey, étaient tous trois des hommes d'un réel mérite et Lesdiguières ne craignit pas de leur parler avec abandon; il se sentait sur terre étrangère et il lui échappa certains propos qui contribuent à expliquer bien des choses. Les députés avaient des instructions

très précises et ils exposèrent dans un ordre parfait tous les points à propos desquels ils sollicitaient l'intervention de Lesdiguières; le premier concernait les tailles, dont les Genevois réclamaient l'exemption en Savoie; à l'appui de leurs prétentions, ils invoquaient d'antiques privilèges; puis il y avait les fiefs d'Armoy et de Drailens en Chablais, que la Seigneurie revendiquait en toute propriété; Sancy avait prêté son concours pour que Genève rentrât en possession d'Armoy et de Drailens et le Conseil demandait à Lesdiguières de permettre que le culte réformé fût célébré dans ces deux villages. Le troisième point concernait la juridiction ou plutôt la souveraineté sur Ternier, qui avait été concédée aux Genevois par le traité de 1589. En quatrième lieu, les délégués avaient à entretenir Lesdiguières de la question brûlante de Gex. Le cinquième point avait trait au remboursement des sommes avancées par Genève pour le compte du roi « sans qu'on en ait pu tirer jusques à présent rien qui vaille. » Enfin, les délégués devaient se plaindre de ce que Genève n'eût pas été comprise dans le traité de Lyon.

Lesdiguières reprit successivement tous ces points et témoigna d'une extrême bienveillance, déclarant même que la *gloire de Dieu* lui imposait le devoir de s'intéresser à la cause de Genève. Essayons de résumer ou plutôt de reproduire avec leur saveur originale, un peu rude, les paroles prononcées par Lesdiguières :

« Quant aux tailles, dont vous réclamez l'exemption en Savoie, je suppose que vous avez des titres authentiques pour étayer vos prétentions et il faut que vous me fournissiez sur ce point de solides mémoires que je ferai valoir auprès du roi et j'y ajouterai mes raisons particulières. D'autre part, vous devez charger votre délégué à la cour de solliciter cette exemption bien vivement, d'autant plus que le roi n'est pas exempt de jalousie ¹. Quant au fait de rétablir le culte réformé à Armoy et à Drailens, je n'y vois aucune difficulté et je le ferai au premier jour, sans en parler au roi, ni à son Conseil. Pour Ternier, il n'en est pas de même et je ne puis prendre sur moi de vous en assurer la souveraineté, car je ne dois fournir au-

¹ Le propos est assez énigmatique, mais il atteste le sourd mécontentement qui animait Lesdiguières contre le roi.

cune occasion aux gens du roi de blâmer mes actions, maintenant qu'on est en termes de paix ; les affaires de France sont aujourd'hui en telle condition que le roi est contraint, pour contrecarrer les entreprises d'Espagne, de se ménager les bonnes grâces du pape. Le but de l'Espagnol est de brouiller le roi avec le pape et si le roi a conclu une paix aussi avantageuse à la Savoie, c'est uniquement pour complaire au pape. Au surplus, nous ne tarderons pas à savoir si la guerre doit recommencer ; en effet, le duc de Savoie n'a obtenu, pour donner une réponse définitive, qu'un délai de quinze jours, au lieu d'un mois qu'il demandait. Si la guerre recommence, le roi aura toute occasion de vous faire du bien et je ne manquerai pas d'y aider ; servez-vous aussi de M. de Bouillon, qui a du crédit en cour ; vous avez de bons défenseurs, comme M. de Sillery et le président Jeannin, mais vous avez aussi des ennemis et vous ne devez pas trop vous fier aux promesses ; en tout cas, il importe que votre délégué fasse diligence.

« Quant aux sommes dues par la couronne, n'oubliez pas la détresse du royaume ; toutefois, si

vous usez d'une extrême diligence, peut-être tirez-vous quelque chose. M. de Rosny est *grand ménager*. Pour Gex, les choses ne sont plus en leur entier ; par le traité récent, le bailliage est réuni par titre inaliénable à la couronne ; il fait partie du domaine du dauphin, si le roi a un enfant mâle. Cela étant, je ne crois pas que vous puissiez prétendre à posséder Gex, mais vous ne devez pas trop vous en attrister, d'autant qu'à mon avis, c'est pour le bien de Messieurs ¹, car M. de Savoie ne pourra plus vous inquiéter de ce côté-là et d'autre part, il n'y a pas grand revenu à tirer de ce bailliage. »

A ce moment, les délégués du Conseil ne purent s'empêcher d'interrompre Lesdiguières ; ils lui firent remarquer que l'intérêt de la République était directement engagé dans la question, que les Genevois avaient conquis le bailliage après que Berne l'eût abandonné et qu'au pis aller, le roi pourrait le leur donner en hypothèque pour les sommes avancées par la Seigneurie.

¹ Dire que la perte de Gex était le bien de Genève, c'était assurément paradoxal ; Lesdiguières faisait de son mieux pour consoler ses interlocuteurs.

« Oh, reprit Lesdiguières, ce serait encore une sorte d'aliénation, mais voilà, si on rentre en guerre, le roi pourrait vous dédommager en vous donnant Ternier. »

Les délégués genevois répliquèrent avec beaucoup d'à propos : « Mais nous avons déjà des droits sur Ternier; M. de Sancy l'a promis à Messieurs. »

« Je ne sais, répartit Lesdiguières, mais voudriez-vous bien tenir la terre de Gex des mains du roi ? »

Puis, passant à un autre sujet, aux affaires de France, le capitaine dauphinois prononça les paroles suivantes, qui contenaient un avertissement prophétique pour Genève :

« Je doute grandement que l'intention du roi d'Espagne soit de troubler de nouveau la paix de la France, mais l'intérêt de Henri IV est de maintenir dans son royaume l'union et la concorde, même avec les Eglises réformées, pour prévenir les mauvais desseins de l'ennemi; ce que l'Espagnol cherche, c'est l'occasion de brouiller le roi avec le pape; si la paix se conclut, *l'Espagnol fera tant que le duc attaquera Genève*, pour voir si le roi vous aidera, afin de le décrier et d'en

tirer prétexte contre lui, mais dans ce cas, c'est moi qui vous aiderai de tous mes moyens. En somme, je vous prie de me considérer comme votre ami; je le témoignerai en toute occasion. »

Le syndic Chabrey revint avec insistance sur deux des points qui avaient été abordés dans l'entretien; au risque de déplaire à Lesdiguières, il reprit la question des sommes dues par la couronne et il ajouta, non sans ironie, que si le roi était pauvre, il n'en trouverait pas moins 1,600,000 écus pour renouveler l'alliance des Suisses; d'une somme aussi considérable ne pouvait-on pas distraire quelques deniers pour venir en aide aux Genevois? On revint aussi sur la question de la terre de Gex, « dont on a quelque traité, » ajouta Chabrey. Lesdiguières ne voulut en rien modifier l'opinion qu'il avait émise; il se contenta de dire : « Ce sont paroles de cour, c'est eau bénite de cour; il ne s'y faut pas fier. » Il voyait juste et l'événement confirma son dire.

Lesdiguières passa trois jours à Genève, fort entouré et choyé; il se montra huguenot pratiquant, se rendit deux fois au prêche à St-Gervais, pour entendre S. Goulart, l'un des orateurs les

plus célèbres de son temps ; il fit visite à Th. de Bèze qui, arrivé à l'extrême vieillesse, terminait dans la retraite sa belle et noble carrière. Le 12 février il profita d'un temps favorable pour se rendre jusqu'à Versoix « sur la frégate, » et lorsqu'il reprit le chemin de la ville, son retour fut salué par les canons de la plateforme de Longemalle et du boulevard S'-Antoine. Le 13 février, de bon matin, il quitta Genève, très satisfait de son séjour.

X

ATTITUDE MENAÇANTE DE D'ALBIGNY. LES OFFICIERS ROYAUX PRENNENT POSSESSION DU PAYS DE GEX.

Malgré tout, en dépit des pronostics défavorables de Lesdiguières, le Conseil persistait à espérer contre toute espérance; il ne pouvait se résigner à la perte de Gex et le 12 mars il se décide à envoyer en cour un nouveau député, Anjorant, seigneur de Souilly, pour seconder Chapeaurouge. Anjorant partit sur-le-champ pour Paris avec cinquante écus que le Conseil lui allouait pour ses frais de voyage.

Tandis que les magistrats de Genève luttaient pour conserver Gex, ils faisaient de suprêmes efforts pour maintenir leurs droits dans le Chablais; de tous côtés ils déployaient la même énergie, la même persévérance, ne se laissant ar-

rêter, ni décourager par aucun obstacle. Ces hommes étaient vraiment d'une trempe d'acier. La République avait, de par l'évêque, des droits réels sur deux villages voisins de Thonon, Armoy et Draillens, et le Conseil n'entendait pas y renoncer. Le 13 mars on discute si on fera prêcher au temple d'Armoy, malgré la sourde opposition de M. d'Hercules, lieutenant de Lesdiguières, ou si on se contentera de faire prêcher dans la grange de la cure. Le Conseil prend le parti le plus hardi : on prêchera au temple, s'il *est possible*, et le procureur-général *commettra* quelques agents pour se tenir dans la cure et procéder à la perception des censes arriérées d'un an. A cette époque les intérêts spirituels ne faisaient pas oublier le temporel ; on se préoccupait de rétablir le prêche, mais on n'oubliait pas les censes. Malheureusement pour le Conseil, les moines d'Armoy et de Draillens se mirent de la partie ; ils firent tant et si bien que les paysans se tinrent cois et n'osèrent assister au prêche. Pour comble de mauvaise chance, le S^r d'Hercules, cédant aux sollicitations des moines, publia en leur faveur des lettres patentes qui retiraient à la République la jouissance des censes

et revenus. On s'en plaignit amèrement au secrétaire de Lesdiguières, mais c'était peine perdue ; le moment approchait où le duc allait rentrer triomphalement en possession du Chablais. Cependant le 10 avril, le gouverneur des Allinges, M. de Montglat, manifeste encore le désir qu'un ministre vienne célébrer pour la dernière fois la Cène au château-fort et le Conseil s'empresse de déléguer Sp. Cusin ; c'était comme un dernier témoignage de sympathie pour la Réforme. Quelques jours après Montglat se dispose à quitter la place et, le 17 avril, M. de Treffort, colonel de l'armée de Lesdiguières, arrive à Genève pour effectuer la remise officielle du fort en mains des Savoyards. Le colonel, qui avait sans doute des instructions spéciales de son chef, se montra plein de prévenance pour les magistrats genevois ; le Conseil délégua Chabrey et Budé de Vérace pour le remercier et le prier de faire remettre à la République les deux canons promis par Sancy et Monglat, sans oublier les revenus d'Armoy et de Draillens. Hélas, il en fut des canons comme d'Armoy, de Draillens et de tout le reste.

Entre temps, les députés de Genève à Paris con-

tinuaient sans relâche leurs efforts et leurs démarches pour obtenir la terre de Gex. Rien ne les décourageait, ni les rebuffades de M. de Rosny, ni les réponses évasives du roi. Au fond, Henri IV était fort ennuyé; il lui en coûtait de désobliger de vieux amis, de revenir sur une parole donnée; il se cherchait à lui-même des excuses, des échappatoires; tantôt il disait à Chapeaurouge : « Les Genevois ont conquis la terre de Gex sous mon nom, ils n'ont donc pas le droit de la conserver pour eux; » tantôt, s'adoucissant, il ajoutait : « Il faut que les amis demandent à leurs amis ce que ceux-ci peuvent leur accorder. Ne vous ai-je pas ôté une épine du pied en détruisant le fort de S^{te}-Catherine¹.? »

Parfois Chapeaurouge se reprenait à espérer, et il semblait que la cour revint à des sentiments plus équitables; Rosny parlait plus doucement et le connétable donnait l'ordre de surseoir dans la terre de Gex à la perception des tailles, jusqu'au moment où le roi se serait prononcé d'une manière catégorique; mais, tandis qu'à Paris on parlait de surseoir, les agents du trésor se mettaient en me-

¹ Lettre de Chapeaurouge au Conseil, datée de Paris, le 20 mars (ancien style) et citée au *Registre* du 24 mars.

sure de hâter le dénouement. Le 24 mars, le Conseil apprend que deux sergents royaux sont en route pour venir notifier aux habitants du bailliage la perception des tailles, ordonnée par les trésoriers généraux de France. Avec sa ténacité habituelle, le Conseil décide séance tenante de s'opposer à la publication et il charge l'un de ses membres de se rendre à Collonges pour empêcher les sergents royaux d'accomplir leur mandat. C'était presque de l'audace, mais ces magistrats intègres étaient inébranlables, quand il s'agissait de maintenir les droits de la République. Fabri, qui se trouvait ainsi chargé d'une mission presque périlleuse, se rendit sans délai à Collonges et rencontra en effet les deux sergents royaux qui venaient notifier la taille aux habitants de Peron ; le texte de la publication mérite d'être reproduit, car il indique exactement le mécanisme de ce redoutable impôt qui s'appelait la taille et dont la perception arbitraire était la terreur des populations :

« Vous, habitants de la commune de Piron, avez esté cottisez par MM. les Thrésoriers généraux de France en Bourgogne, Bresse, Beugey, Veromey, et balliage de Gex, suyvant les lettres patentes du

Roy, données à Lyon le 18^e de janvier dernier, à la somme de 448 escus pour vostre part et portion de la taille ordinaire que S. M. a ordonné estre levée pour la présente année pour subvenir tant aux charges et despenses estraordinaires desd. provinces que de son Estat; laquelle somme vous despartirés sur tous les contribuables aux tailles, le fort portant le foible¹, le plus justement et esgalement que faire se pourra, pour en faire le payement par chacun quartier huit jours après iceluy expiré, en la ville de Gex, ès mains de M^e Jean Marge à ce commis, le tout en monnoye de roy ayant cours en son royaume, à peyne, led. temps passé, d'y estre contraints à vos frais, comme pour ses propres deniers et affaires. Fait à Bourg le XXVIII^e jour de mars 1601, par mesd. S^{rs},

De FRASANS. »

En exécution de son mandat, le conseiller Fabri signifia aux sergents royaux que les magistrats de

¹ Tel était le régime fiscal d'autrefois; les habitants d'un village, d'une communauté, étaient taxés arbitrairement par les trésoriers et ils devenaient solidairement responsables du paiement total, le fort portant le faible, comme dit le document précité. C'était de la solidarité dans le mauvais sens du mot.

Genève ne consentaient pas à être dépossédés avant d'avoir été entendus. Tout se passa plus paisiblement qu'on n'aurait pu le croire ; la protestation du conseiller Fabri fut recueillie dans la maison d'honnête François Dufour et par devant Jean-Louis Marchand, châtelain de la baronnie de Pierre et seigneurie de Peron ; les sergents royaux se montrèrent de bonne composition et rebroussèrent chemin. Pour eux ce n'était que partie remise.

Avec son énergie, sa vaillance habituelles, le Conseil persistait à espérer malgré des pronostics défavorables, et cependant, le 1^{er} avril, il reçoit des lettres de Rosny qui l'engagent à renoncer à toute prétention, « afin d'entretenir la bienveillance de S. M. ; » c'était payer bien cher l'amitié de Henri IV. De leur côté Chapeaurouge et Anjorrand écrivent qu'ils ne peuvent arriver à obtenir le bailliage ni en souveraineté, ni en hypothèque ; le roi s'est lié par des promesses formelles au cardinal Aldobrandini et au duc de Savoie. Les députés de Genève annoncent d'autre part que l'on est disposé, à titre de dédommagement, à rembourser à la République une partie de ce qui lui est dû et à lui accorder l'exemption des péages. Quelle dérision !

On s'apprêtait à dépouiller les Genevois d'un territoire qu'ils détenaient depuis onze ans avec le consentement tacite des habitants et à titre de dédommagement on consentait à leur rembourser une partie de ce qui leur était dû !

Malgré tout, Chapeaurouge et Anjorant ne se découragent pas ; ils ne cessent de harceler, c'est le mot, le roi et son Conseil ; le printemps est arrivé et ils voudraient à tout prix obtenir une réponse décisive du roi avant son départ pour Fontainebleau ; c'est alors qu'un ministre qui n'est point nommé leur révèle un fait dont ils ne pouvaient se dissimuler la gravité : « De toute part, dit le ministre, le roi a été sollicité contre vous, afin que Gex vous fût enlevé ; il a été sollicité non seulement par le cardinal Aldobrandini, au nom du pape, et par le duc de Savoie, mais encore par Messieurs des Ligues suisses, qui lui écrivirent à ce propos à l'époque à peu près où le traité fut conclu, et en outre Messieurs de Berne, agissant en leur nom particulier, demandèrent que le bailliage ne vous fût pas laissé entre les mains¹. »

¹ Il y a des citations qui demandent à être faites textuellement ; nous reproduisons le passage du *Registre* : « Quelqu'un

Que le pape, dominé par sa haine implacable pour la Rome protestante, tentât l'impossible pour dépouiller Genève, c'était dans l'ordre naturel des choses; le fanatisme étouffait chez lui tout sentiment de justice et de tolérance; que le duc de Savoie cherchât à se venger de ceux qui lui avaient infligé l'affront d'une défaite, c'était aussi fort naturel, disons mieux, c'était humain; mais que Messieurs des Liges, méconnaissant l'intérêt supérieur du Corps helvétique, unissent leurs efforts à ceux des ennemis invétérés de Genève, c'était beaucoup moins compréhensible et il fallait un étrange aveuglement pour tenter des démarches qui étaient directement contraires à l'intérêt du Corps helvétique. Ainsi la cause de Genève était trahie par ceux-là mêmes qui auraient eu le devoir de la soutenir. Après cela il eût été difficile de conserver des illusions

d'entr'eux, voulant les battre par apparentes raisons, leur représentant combien le Roy a esté de toutes parts sollicité à ce que Gex vous fut osté, non seulement par le Cardinal Aldobrandin au nom du Pape et par le Duc de Savoye, mais par M^{rs} des Liges en corps en une journée tenue à Baden environ le temps du traité, escrivirent au Roy et par recharge M^{rs} de Berne en particulier à ce que led. balliage ne nous fût laissé entre mains. » *Reg. du Conseil de Genève*, à la date du 15 avril 1601.

et la révélation de ces déplorables menées fut sans doute comme un coup de foudre pour les députés genevois. Ils voulurent toutefois tenter une dernière, une suprême démarche, auprès de l'homme qui pouvait le mieux les conseiller et peut-être les appuyer, nous voulons parler de Henri de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, le chef attitré des calvinistes. Le duc ne chercha pas à inspirer aux deux députés de Genève des espérances qui auraient été chimériques ; il leur déclara qu'ils perdaient leur temps, que les promesses faites au légat pesaient d'un tout autre poids dans la balance que celles qui avaient été faites à la République. Sans se laisser déconcerter, les deux députés supplièrent le duc de Bouillon de les aider de ses conseils ; ils lui représentèrent le trouble, l'émotion profonde, qui s'empareraient du peuple genevois, si on venait à le dépouiller brutalement du bailliage. Poussé dans ses derniers retranchements, le maréchal finit par reconnaître que les Genevois feraient bien « de prendre les plus beaux et spéciaux prétextes » pour demeurer en possession du bailliage, toutefois sans aller jusqu'à une rupture ouverte, ce qui serait par trop dangereux. Puis il ajouta : « Le temps n'est

point si calme que les affaires soient assurées du côté du duc ; Montmélian n'est point encore rendu ; les Espagnols et les Napolitains n'ont pas rebroussé chemin du côté de Nice et je n'estime pas que M. le duc de Biron soit employé à présent pour s'en saisir par force, attendu qu'il n'a plus de troupes et que le roi le rappelle auprès de lui *et pour cause*¹. Cependant mon avis est qu'au plus tôt vos seigneurs fassent une démarche auprès de Messieurs des quatre villes réformées ou même auprès de Messieurs de Berne, afin qu'ensemble et en commun vous demandiez le bailliage, en invoquant l'intérêt que vous avez à le posséder, soit à cause de la religion, soit pour le bien de toute la Suisse ; j'estime qu'à cette condition vous réussirez à parer le coup, qui autrement ne pourra être détourné ; en réalité il vous est beaucoup plus avantageux d'avoir quelque partie du bailliage que de le perdre tout entier et de courir les chances que nous craignons. »

¹ L'allusion au fameux complot du duc de Biron est transparente. On sait que le duc de Bouillon, le père du grand Turenne, fut accusé d'avoir trempé dans la conjuration et que le roi donna l'ordre de l'arrêter ; Bouillon fut obligé de chercher un asile à Genève.

Le grand seigneur huguenot donnait un excellent conseil ; il est clair que, si le Corps helvétique tout entier ou simplement Messieurs de Berne avaient demandé le bailliage à Henri IV, conjointement avec Genève, les démarches eussent probablement réussi, mais la Confédération était trop profondément divisée par l'antagonisme confessionnel et les rivalités locales pour qu'il fût possible de songer à une action commune. Dans une dépêche datée du 17 avril, les deux députés de Genève priaient instamment le Conseil de se conformer à l'avis du duc de Bouillon, ajoutant que c'était *le seul et dernier remède*. Au surplus ils s'attachaient à dissiper toute illusion quant aux dispositions de la cour : M. de Rosny, disaient-ils, est *fort contraire* et le seul qui ait conservé quelque sympathie pour Genève, c'est Sillery, qui n'a qu'une préoccupation, celle de ne pas se compromettre ; il ne veut pas laisser supposer qu'il est sympathique à Genève, de peur de devenir suspect aux catholiques.

Fallait-il se conformer à l'avis du duc de Bouillon, si vivement appuyé par les deux députés de Genève ? Le Petit Conseil ne put pas s'y résoudre et nous ne savons exactement quels furent ses motifs.

Nous sommes tenté de croire que les hommes énergiques et fiers qui en faisaient partie ne purent se résigner à l'idée de solliciter le concours des Bernois, qui faisaient si bon marché des intérêts de Genève. Ils se doutaient qu'il n'y avait rien à attendre d'anciens alliés qui suivaient une politique égoïste et étroitement intéressée. Quoi qu'il en soit, le Petit Conseil ne voulut pas assumer sur lui seul la responsabilité d'une décision aussi grave; il convoqua le 20 avril le Conseil des Soixante, auquel on soumettait habituellement les questions diplomatiques. Ce fut le syndic Lect qui exposa l'état des négociations et il conclut en indiquant dans les termes suivants le préavis du Petit Conseil : « Ne tenter aucune démarche à Berne; inviter les deux députés à suivre leurs instructions, afin qu'en tout cas le roi laisse en hypothèque le bailliage de Gex; enfin déléguer Anjorrand au Synode des Eglises de France, afin que celles-ci prennent en main la cause de Genève et interviennent auprès du roi¹. » L'assemblée se rangea à l'opinion du

¹ Anjorrand se conforma à ses instructions et se rendit au Synode réuni à Jargeau, près d'Orléans; il pria instamment les délégués des Eglises d'intercéder auprès du roi, afin que

Petit Conseil et il fut entendu que la résolution serait tenue secrète.

Tandis qu'à Paris on multipliait les démarches pour conserver Gex, la République était sur le point de perdre le mandement de Gaillard qu'elle détenait depuis 1589. Les troupes françaises s'étaient retirées et d'Albigny, lieutenant général de Son Altesse, prenait ses dispositions pour occuper Ternier et Gaillard. Le Conseil voyait venir le coup et il essaya de le parer en expédiant à Chambéry un de ses membres, Pierre Fabri ; ce dernier devait s'efforcer d'obtenir que Genève fût maintenue en possession de Gaillard. On devine de quelle manière Fabri fut reçu ; d'Albigny le prit de haut : « J'ai, dit-il, ouï parler à Son Altesse de toutes les raisons que vous alléguiez ; elles sont bonnes à dire au roi, mais pas au duc ; cela lui coûte trop ; il m'a commandé de voisiner avec vous et de vous restituer tout ce qui vous appartient ; par suite je ne vous inquiéterai pas dans la possession

Genève conservât le bailliage ; il s'attacha à montrer combien les Eglises réformées avaient intérêt à soutenir Genève. Il plaida si bien sa cause que les délégués firent la réponse « la plus favorable qui leur a esté possible. » *Reg. Cons.*, 30 mai 1601.

d'Armoy et de Draillens. » Nous verrons un peu plus tard de quelle façon d'Albigny entendait *voisiner* avec les Genevois.

Fabri revint à Genève fort peu rassuré et le Conseil des Soixante fut aussitôt convoqué, pour entendre son rapport. Il fut décidé qu'on informerait Chapeaurouge et Anjorant de la réponse de d'Albigny, afin que le roi fût supplié « de moyener un mode de vivre » entre Genève et Son Altesse. En même temps on écrivait à d'Albigny pour le prier de ne rien innover, avant que les intentions du roi fussent connues. Mais d'Albigny entendait mener les choses rondement. Le 22 mai le Conseil reçoit du lieutenant-général l'épître suivante qui ne laissait aucun doute sur ses intentions :

« Messieurs,

Soudain après le despart du S^r Fabri, j'envoye loger une des troupes de S. A. dans le mandement de Gaillard ; je m'asseure que n'y aures rapporté aucun empeschement, puisque ce seroit contrevenir à la paix et à l'envie que vous faites paroistre d'avoir de bien voisiner avec ses Estats ; je me re-

metts à ce que j'en dis et respondis plus particulièrement audict S^r Fabri et prie Dieu qu'il vous ayt en sa garde.

De Chambéry le 29 de may 1601.

Vostre bien affectionné à vous faire service

D'ALBIGNY. »

Sous la signature de d'Albigny la formule finale, *votre bien affectionné*, avait une saveur particulière, d'autant plus que le jour même, par une curieuse coïncidence, Lesdiguières transmettait l'avis d'une entreprise dirigée contre Genève par le comte de Fuentes et le duc de Savoie. Venant de Lesdiguières, l'avis ne pouvait être négligé¹. Le Conseil des Soixante fut convoqué d'urgence pour le jour même; contrairement à l'avis du Petit Conseil, il décida de ne tenter aucune nouvelle démarche auprès de d'Albigny, d'attendre la réponse du roi et

¹ Pendant ces années de trouble et d'angoisse les avis d'entreprises et de complots se reproduisent périodiquement. Ces projets étaient-ils tous réels ou faut-il admettre qu'ils étaient inventés par d'habiles coquins qui cherchaient à se faire payer grassement des révélations mensongères, c'est là un point qui ne nous paraît pas pouvoir être élucidé.

dans l'intervalle de faire bonne garde pour éviter toute surprise¹.

Quant à d'Albigny, il ne perdait pas de temps ; le 23 mai il envoie à Gaillard, pour en prendre possession, une compagnie de gens de pied commandée par un Corse, Vitro de Basterga ; ce capitaine peu scrupuleux se comporta de suite comme un homme qui cherche noise ; à peine arrivé, il intime l'ordre « à ceux de Vendouvres (Vandœuvres) » de se rendre auprès de lui pour être *cottisés*, assujettis à la taille. C'était un abus de pouvoir, attendu que les habitants de Vandœuvres étaient sujets de Genève, comme dépendant du fief du Chapitre ; le

¹ Le Petit Conseil avait pris au sérieux l'avertissement donné par Lesdiguières et confirmé de Lyon par M. de Chevrières ; dès le 22 mai il avait ordonné les mesures les plus urgentes : « Qu'on ferme la porte de Ryve ; qu'on se serve du canon pour le mettre aux places nécessaires ; que trois compagnies marchent dès demain avec tambour et enseigne déployée ; qu'on face des criées ordinaires ; que les suiets de Gex soient appelés pour venir en garde en nombre de 150, dont M. Rigot aura la commission. Que chasque St de céans visite sa dizaine ; qu'on oste les espèces aux estrangers à la porte ; qu'on tende de nuit les chaines devant les portes ; qu'on envoie 3 ou 4 soldats de nuit hors la porte pour veiller ; qu'on envoie aussi des espies en Savoye et finalement qu'on face des élédats à la Porte Neuve et à St-Gervais. » *Reg. Cons.* du 22 mai.

Conseil, fort mécontent, fit répondre par les procureurs de Vandœuvres que les habitants de la localité, étant sujets de Genève, n'étaient pas taillables en Savoie, mais le capitaine Vitro ne se le tint pas pour dit; non content d'introduire la messe à Gaillard, il se mit en devoir de l'imposer dans les terres de S^t-Victor et Chapitre, faisant dresser des croix sur les chemins. Le Conseil prit le parti de s'y opposer et chargea Fabri de se rendre au-devant de Vitro avec un détachement de soldats et de lui remontrer que ses procédés étaient contraires à la paix et à l'ancien traité conclu entre Berne et le duc de Savoie. Vitro répondit qu'il ne commettrait aucun acte d'hostilité et qu'il n'entreprendrait rien sur la souveraineté de la République, mais qu'il avait été averti qu'avant la guerre, Son Altesse avait droit de souveraineté sur les terres de S^t-Victor et Chapitre et qu'il avait ordre d'y introduire la messe. Fabri répliqua que la souveraineté du duc était contestée. Vitro, un peu déconcerté, se retira pour conférer avec quelques personnes de son entourage, puis revint déclarer que, si Messieurs de Genève voulaient se désister de la souveraineté, il s'abstiendrait de son côté d'introduire la messe dans le terri-

toire contesté. Fabri ne se laissa pas gagner et répondit qu'il n'avait aucun mandat pour faire de telles concessions. Finalement, après de nouveaux pourparlers, Vitro renonça à « faire chanter la messe » dans les terres de S'-Victor et Chapitre, mais il déclara qu'en revanche il était résolu à réintroduire le culte catholique à Foncenex et à Thônex, attendu que ces deux localités dépendaient de Gaillard. Après avoir entendu le rapport de Fabri, le Conseil décida de se plaindre à Berne, en invoquant l'ancien traité conclu par les Bernois eux-mêmes avec le duc de Savoie, traité qui assurait la liberté du culte réformé. En outre, il fut entendu que les ministres écriraient dans le même sens à l'Eglise de Berne, afin de l'intéresser au sort de la population protestante des districts savoyards. Enfin le conseiller Fabri fut invité à se rendre de nouveau auprès de Vitro pour obtenir, si possible, le maintien provisoire du *statu quo*. Deux jours après, le 5 juin, le Conseil prit une mesure plus hardie ; il décida que le dimanche suivant le ministre de Gaillard irait y prêcher avec une escorte de cinq ou six soldats et qu'on enlèverait la croix qui venait d'être placée au cimetière de Thônex.

Vitro voulait imposer la messe et la République entendait maintenir le culte réformé; le conflit était inévitable et, en effet, pendant près de deux mois les habitants du territoire de Gaillard, de St-Victor et Chapitre, se virent en butte à des mesures de contrainte qui n'étaient pas édifiantes. Le matin, les soldats de Vitro faisaient chanter la messe; le soir, la Seigneurie rétablissait le prêche!

Une situation aussi anormale ne pouvait se prolonger; au lieu de la paix annoncée, c'était la reprise des hostilités. Le 19 juin, le Conseil des Soixante fut convoqué pour aviser; il décida de renvoyer Fabri auprès du lieutenant-général d'Albigny pour se plaindre à la fois des gens de guerre qu'il avait postés aux environs de la ville et des mesures de contrainte à l'aide desquelles on rétablissait la messe; le député genevois devait se plaindre en outre de ce qu'on cherchait, au mépris du traité, à dépouiller la Seigneurie de ses revenus en Savoie. Fabri devait conclure dans ce sens : « Si le duc veut bien nous maintenir dans la situation où nous étions avant la guerre, soit pour les revenus, soit pour l'exercice du culte, nous nous enga-

geons à respecter scrupuleusement le traité de paix. »

Le pauvre Fabri avait assurément une pénible corvée à accomplir. Il allait pour la seconde fois se trouver face à face avec l'altier personnage qui cherchait vainement à dissimuler sa haine implacable pour Genève et les Genevois. Le *Registre du Conseil* nous a conservé les réponses textuelles que fit d'Albigny aux réclamations de Fabri :

Question. — « Messieurs de Genève demandent à jouir, eux et leur territoire, de la paix à la forme du traité de Vervins, paix en laquelle ils sont compris, selon les patentes expresses de S. M. le Roi de France. »

Réponse. — « Le S^r d'Albigny, suivant les commandements de Son Altesse, ne donnera jamais sujet à ces Messieurs de Genève d'aucune juste plainte, mais plutôt de se louer de tout ce dont ils recourront à lui. »

Et dire que ce même d'Albigny, qui tenait un si mielleux langage, allait être l'initiateur, l'organisateur de l'Escalade du 12 décembre 1602 ! Qui sait, il se préoccupait déjà d'endormir les Genevois ! Au surplus, on va voir comment l'astucieux gouverneur

entendait faire droit aux réclamations du Conseil. Ce dernier demandait que les citoyens de la République fussent, comme de temps immémorial, exemptés des tailles en Savoie :

Réponse. — « Ceux de Genève qui ont acquis et acquerront des biens dans les terres de Son Altesse payeront les tailles comme les autres sujets, s'ils ne montrent quelque chose de plus particulier et mieux fondé que ce qui est spécifié dans cet article. »

Le Conseil de Genève se plaignait ensuite des violences du capitaine Vitro et de ses soldats qui contraignaient les malheureux habitants de la terre de Gaillard à abjurer la religion « en laquelle ils sont nez et nourris jusques icy. » Le Conseil faisait remarquer que ces procédés violents étaient en désaccord avec la politique sage et prudente des princes de Savoie.

Sur ce point délicat de la liberté de conscience, d'Albigny répond avec une subtilité qui aurait fait honneur au plus habile casuiste :

« Son Altesse ne force personne en ce qui est de la religion, mais elle ne veut pas qu'il se face autre profession que de la catholique romaine dans ses

Etats et si ceux de Genève n'ont point d'autre droit sur les lieux marquez dans cest article que d'en avoir esté en possession, Son Altesse n'entend pas que cela les leur aye acquis, ouy bien que les Ecclesiastiques rentrent dans leurs biens, afin d'avoir de quoy servir les Eglises. »

La liberté religieuse, telle que la concevait l'ancien ligueur d'Albigny, n'était qu'un leurre ; chacun pouvait croire ce qu'il voulait, mais Son Altesse proscrivait tout autre culte que le catholicisme romain. A ce prix, il ne saurait y avoir de liberté religieuse ; nul, pas même le monarque le plus puissant, le plus absolu, ne peut contraindre la conscience du plus humble de ses sujets, mais ce qui constitue précisément la liberté religieuse, c'est la libre profession du culte. A coup sûr il eût été plus franc de déclarer tout uniment que la Réforme était proscrite des Etats du duc. Au surplus, d'Albigny donnait la mesure de son intransigeance en manifestant l'intention de reprendre aux Genevois tous les domaines et revenus ecclésiastiques dont ils avaient joui sans interruption depuis l'établissement de la Réforme. En fait il ne consentait pas à la plus légère concession et il se plaisait

cependant à déclarer que *ceux de Genève* n'auraient qu'à se louer de lui ! En dernier lieu d'Albigny cherchait, le bon apôtre, à rassurer le Conseil sur ses intentions ; il faisait remarquer qu'une armée espagnole, se rendant dans les Flandres, venait de traverser la Savoie et qu'elle n'avait rien tenté contre Genève : il ajoutait, ce qui était certainement inexact, qu'il n'y avait en garnison à Gaillard qu'une trentaine de soldats.

Comme on le voit, d'Albigny se montrait intraitable ; son arrogance n'avait d'égale que sa présomption ; en tout conflit il est admis que les parties examinent, discutent ensemble les points en litige. D'Albigny ne l'entendait pas ainsi ; il avait la prétention exorbitante de trancher lui-même le différend ; en réalité il ne considérait pas les conseillers de Genève comme des magistrats d'une république indépendante, mais comme des sujets auxquels il administrait la justice. C'est dans ce sens qu'il écrit au Conseil le 19 juillet (nouveau style) :

« Il ne vous demeure point de suiet de vous plaindre des responces que je fis au S^r Fabri, vostre député, car elles furent toujours conditionnées, et

il partit en résolution d'avec moy que vous envoyiez quelqu'un icy avec tous vos papiers pour nous faire voir vos droits et que nous mesmes en serons les juges. Si vous suivés ce chemin pour ce qui est de Vendouvres et de Fossenay (Foncenex) et de tout ce où vous estimes d'avoir du droit, vous cognoistres combien équitablement il vous sera conservé, vous priant de croire que je n'ay autre dessein, suyvant en cela les commandemens que j'en ay de Son Altesse que de vivre doucement avec vous autres et d'observer bien estreitement ce qui est des traitez de la paix. »

C'était bien le langage, tour à tour hautain et doucereux, du hobereau qui s'adresse à des vassaux. Le Conseil se garda d'envoyer à Chambéry les titres et documents sur lesquels il appuyait ses droits ; il fit bien, car il est probable qu'il ne les eût jamais revus. Au surplus, d'Albigny n'entendait pas laisser les choses trainer en longueur. Il avait expédié des ordres précis à Claude du Rouvenoz, lieutenant de la judicature-mage de Ternier et Gaillard, pour faire rentrer sans retard dans le giron de l'Eglise romaine les habitants du mandement et même ceux du village

genevois de Vandœuvres. Le 22 juillet, le juge se transporta entre 7 et 8 heures du matin de Choulex à Vandœuvres; à ce moment, le ministre du lieu, Spectable Hugues Roy, sortait du prêche, entouré d'un « bon nombre de peuple, tant hommes que femmes. » Du Rouvenoz s'avance et donne lecture de l'ordonnance défendant à tous, sous peine de l'indignation de Son Altesse, de pratiquer ou exercer aucune autre religion que la religion catholique, apostolique et romaine¹. Gardant tout son sang-froid, le ministre Hugues Roy proteste et demande acte de son opposition.

Le Conseil de Genève n'était nullement disposé à s'incliner devant le fait accompli; le 13 juillet (ancien style), il fit savoir à du Rouvenoz qu'il considérait l'ordonnance de d'Albigny comme nulle et non avenue, attendu que, suivant les termes des traités, tout devait demeurer dans l'état,

¹ Ce petit épisode, pris sur le vif, n'offrirait-il pas un intéressant sujet de peinture historique? Au premier plan, le juge mage, escorté de ses tabellions, lit d'une voix solennelle l'ordonnance de d'Albigny; devant le temple, le ministre proteste de la voix et du geste; autour de lui sont groupés les villageois, les uns effarés ou intimidés, les autres indignés et menaçants.

mais les officiers de Charles-Emmanuel n'en étaient plus à se laisser émouvoir par des scrupules juridiques, et le 15 juillet on apprend que le capitaine Vitro est à Vandœuvres avec quarante cavaliers et fantassins « pour faire chanter la messe. » Il fallut opposer la force à la force. Le même jour, un détachement d'une quarantaine de soldats sortit de la ville et se dirigea sur Vandœuvres; il occupa le temple et la demeure du ministre et le lendemain de bon matin on fit sonner la cloche pour le prêche. Sur ce arrivèrent à la fois un prêtre catholique, le capitaine Vitro et quelques soldats; après plusieurs contestes verbales, dit un contemporain¹, Vitro laissa champ libre aux Genevois, « qui parlèrent toujours modestement, disant que simplement ils étoient venus faire compagnie au ministre pour ouïr le prêche, que si on les empêchoit, ils se défendroyent. » Le capitaine Vitro se retira, en annonçant insolemment qu'il reviendrait avec quatre cents cavaliers. Les menaces du capitaine italien se réalisèrent à la lettre et pendant plus d'un

¹ Journal d'Esaië Colladon, p. 21.

mois les habitants de Vandœuvres assistèrent à un étrange spectacle : tantôt c'étaient les Genevois qui prenaient possession du temple pour y faire prêcher selon le rite réformé, tantôt c'étaient les Savoyards qui revenaient en force et faisaient chanter la messe. Les habitants de ce gracieux village ne devaient réellement plus savoir à quel saint se vouer : un jour ils étaient protestants et le lendemain ils rentraient par force dans le giron de l'Eglise romaine. Dans ces circonstances particulièrement difficiles où les intérêts de l'Eglise étaient en jeu, le Conseil voulut connaître l'avis des ministres, et nous nous plaisons à reconnaître que ces derniers montrèrent une modération et une dignité qui contrastaient heureusement avec l'intolérance fougueuse du clergé opposé. Le 31 juillet, les Spectables ministres de l'Eglise de Genève furent donc appelés devant le Conseil pour « bailler leur avis sur ceste nouvelle introduction de messe à Vandœuvres et des moyens qu'il eschet à tenir pour l'empescher et retenir le possessoire en la religion. » La question était délicate : en somme, il s'agissait de savoir dans quelle mesure il fallait

employer la force ou la contrainte pour maintenir le culte ; en pareil cas, le prêtre est souvent tenté de faire du zèle aux dépens de la charité chrétienne. La réponse des ministres fut à la fois très ferme et très digne ; après quelques divergences d'opinion, ils conclurent en ces termes :

« Il faut maintenir la possession que Dieu a donnée sur lesd. suiets (de Vandœuvres) et néanmoins avec telle procédure qu'on s'abstienne de tirer l'espée, tant qu'il sera possible, et tellement que le droit demeure tousiours de nostre costé. »

Que le droit demeure toujours de notre côté, c'était assurément l'avis le plus sage qui se pût donner. Le Conseil s'y conforma et se borna à envoyer avec le ministre un nombre suffisant de soldats pour « éviter une escorne, » comme on disait alors ; le syndic Riliet, qui devait conduire le détachement, reçut l'ordre formel de se tenir sur la défensive. Le temple de Vandœuvres fut tour à tour pris et repris par le ministre et par le curé, mais finalement l'avantage resta au ministre. Le capitaine Vitro se lassa de jouer ainsi à la navette ; impatienté, dépité, il déclara un jour qu'il abandonnait la partie, à moins qu'il ne reçût un ordre exprès du

duc. Le 30 août on prêcha à Vandœuvres sans difficulté et sans escorte et dès cette époque le paisible village fut rendu au culte réformé ¹.

Tandis que la Seigneurie de Genève luttait ainsi contre les empiètements et les actes de violence des officiers ducaux, elle tentait d'un autre côté des efforts désespérés pour retarder la prise de possession du pays de Gex par les officiers de Henri IV. Dès le 16 juin, le Conseil avait reçu de Chapeaurouge des lettres qui ne pouvaient laisser subsister aucune illusion ; néanmoins il chercha à gagner du temps, comptant peut-être sur quelque diversion, quelque circonstance fortuite, pour écarter le fatal dénouement. Il faut le reconnaître, les officiers ou représentants du roi se montrèrent plus accommodants qu'on n'aurait pu s'y attendre ; ils avaient sans doute reçu de Henri IV des instructions dans ce sens. La mission de prendre possession du pays

¹ Les actes d'hostilité auxquels se livraient le capitaine Vitro et ses compagnons d'armes n'altéraient nullement les relations entre citadins et campagnards. Dans son intéressant journal, Colladon raconte que l'été de 1601 se distingua par une extrême abondance de fruits ; il y eut entre autres une telle abondance de prunes que les paysans priaient instamment « qu'on en allât quérir. »

de Gex et de déposséder les Genevois avait été confiée à un conseiller du roi, M. de Gastines¹, et au baron de Lux, le même qui fut impliqué dans le ténébreux complot du maréchal de Biron. Le 22 juin, M. de Gastines écrit au Conseil pour le prévenir qu'il a charge expresse du roi de prendre possession du pays de Gex et pour prier les magistrats genevois de s'abstenir dorénavant de tout acte de judicature ou de souveraineté. Séance tenante, le Conseil décide de dépêcher auprès de Gastines le secrétaire d'Etat Jacob Anjorant pour le prier de surseoir à toute mesure d'exécution. M. de Gastines accueille Anjorant avec courtoisie et consent, avec quelque difficulté, à retarder la prise de possession, mais il fallait encore obtenir l'adhésion du baron de Lux. Anjorant se rendit dans ce but à Mâcon ; le baron de Lux l'écouta avec bienveillance et finit par dire : « Vous avez raison et je ne pense pas que le Roi trouve mauvais que je sursoye de me rendre à Gex, quoiqu'il m'en ait donné l'ordre par deux fois ; je sursoirai donc et j'enverrai un

¹ Il s'agit probablement d'André de Froulay, seigneur de Gastines, qui mourut en 1616. Il était le fils aîné de Louis de Froulay et de Louise de la Vayrie.

exprès à Sa Majesté pour être fixé sur ses intentions. »

Anjorant avait réussi dans sa mission ; il avait obtenu le délai demandé et il en rapporta l'heureuse nouvelle à Genève, mais ce n'était qu'une éclaircie dans un ciel troublé et orageux. Le 22 juillet, le Conseil de Genève reçut de Henri IV une lettre qui ne pouvait laisser subsister aucune équivoque. Cette lettre n'a jamais été publiée et pourtant elle est d'un intérêt capital, car elle marque le dénouement de la campagne engagée par le Conseil de Genève ; nous la reproduisons d'après le *Registre* à la date du 22 juillet :

« Très chers et bons amis,

« Nous avons reçu vos lettres du 18^e du passé qui font mention du désir que vous avez que nous vous laissions la possession du balliage de Gex pour les raisons portées par icelles et avons entendu du S^r Dauphin, votre député, ce qu'il nous a représenté de votre part et encores que nous croyons vous^t avoir autant et plus que nul autre de nos prédécesseurs fait paroistre nostre affection au bien de vostre estat, en toutes les occa-

sions qui se sont présentées, toutefois nous vous dirons qu'en ceste-cy nous eussions heu à plaisir de vous donner le contentement que mérite vostre bonne volonté, s'il eust esté en nostre pouvoir de le faire, mais, estant porté par le dernier traité que nous avons fait avec le Duc de Savoye que ses terres qu'il nous a cédées demeureront unies et incorporées à ceste corone, seront réputées domaine et patrimoine d'icelle et tiendront lieu et pareille nature que les choses eschangées, sans en pouvoir estre séparées pour quelque occasion que ce soit, nous n'y pouvons contrevenir, joint que led. balliage ne vous aportera pas moins de commodité, estant entre nos mains, que s'il seroit ès vostres, ainsy que vous cognoistrés par effect, et quant aux autres points que ledict Dauphin nous a proposés de vostre part, nous luy avons fait entendre ce que nous avons délibéré de faire pour vous donner contentement et escrivons présentement à ceste fin au S^r de Gastines, ayant la direction de nos finances par delà, dequoy nous espérons que vous demeureres satisfaits, vous asseurans qu'en tout ce qui se présentera pour le bien et advantage de vostre dict Estat, nous aurons à plaisir de

vous tesmoigner nostre bonne volonté et le soing particulier que nous avons de vous et de vostre conservation, et à tant nous prions Dieu, très chers et bons amis, qu'il vous ayt en sa sainte garde. Escript à Paris le 20^e jour de juillet 1601.

HENRY,

DE NEUFVILLE. »

Sans contredit nul souverain, nul chef d'Etat ne posséda au même degré que Henri IV le talent de persuader, l'art de se faire tout pardonner ; c'était un charmeur ; il mettait tant de bonne grâce dans ses refus que nul ne pouvait s'en formaliser ou lui garder rancune. Dans sa lettre aux Genevois, il exprime ses regrets avec tant de bienveillance, qu'il semble impossible de suspecter sa bonne foi, mais peut-être fait-il trop valoir les services qu'il a rendus à la République. Sans doute il fit démolir le fort de S^{te}-Catherine, mais n'était-ce pas tout autant l'avantage du roi que de Genève ? Ce qu'il y a de plus piquant dans la dépêche royale, c'est le passage où Henri IV affirme que la possession du pays de Gex serait aussi avantageuse à la République que si celle-ci en était restée elle-

même propriétaire. Cela ressemblait un peu à une gasconnade, mais il faut reconnaître que le Béarnais fit de son mieux pour dédommager en partie les Genevois en leur accordant certains privilèges et immunités qui se sont maintenus pendant des siècles.

La dépêche de Henri IV était suffisamment claire et les habitants du pays de Gex s'attendaient d'un jour à l'autre à une prise de possession effective. Le 22 juillet, le jour même où la dépêche de Henri IV parvint à Genève, Egrège Louis Poncet, procureur général de la terre de Gex, se présenta devant le Conseil et le pria d'intercéder auprès de M. de Gastines et du baron de Lux, afin que les habitants du bailliage ne fussent pas accablés d'impôts, *foulés des tailles*, comme dit le *Registre*. Poncet demandait en outre que le Conseil voulût bien le recommander, lui personnellement, pour qu'il ne perdît pas, sous le nouveau régime, la charge de procureur général qu'il remplissait depuis onze ans, à la satisfaction de tous. Si simple qu'elle fût, la démarche du magistrat de Gex était un éclatant hommage rendu à l'administration genevoise ; rien ne prouvait mieux que le gouver-

nement s'était montré honnête et paternel et que la Seigneurie n'avait pas abusé de son droit de conquête pour pressurer les habitants ; ceux-ci se bornaient à demander que leurs nouveaux maîtres ne fissent pas regretter les anciens. Le Conseil voulut protéger jusqu'au bout ses anciens sujets ; il décida de se rendre au vœu qui lui était exprimé et il délégua aussitôt à Collonges deux de ses membres, Lect et Anjorant, pour négocier.

Le baron de Lux et M. de Gastines, escortés d'un détachement de cavalerie, étaient arrivés dans le bailliage pour en prendre possession. Le 26 juillet, un dimanche, ordre fut donné aux habitants, dans tous les villages, de se rendre à Gex pour prêter le serment de fidélité au roi « nostre bon Seigneur et Prince, » disaient les procureurs. Les premiers appelés furent les ministres ; M. de Lux s'attacha à les rassurer quant à l'exercice de leur culte, les exhortant à persuader au peuple que le roi n'avait nulle intention de « les forcer en leur conscience » à la façon du duc de Savoie. Après les ministres, ce fut le tour des gentilshommes, puis du *menu peuple*. Un ou deux nobles, entre autres M. de Farges l'aîné, crurent faire leur cour en réclamant

la messe, mais ils se pressaient trop et ils furent mal récompensés de leur obséquiosité. On leur répondit assez brutalement : « Si vous voulez avoir
« la messe, chargez-vous d'entretenir le prêtre et
« ne faites chanter la messe que dans l'intérieur
« de vos maisons. » D'autres gentilshommes s'honorèrent par leur attitude digne et courageuse ; l'un d'eux, que Colladon appelle M. Poigny, s'écria qu'il avait auparavant prêté serment au Roi des Rois et qu'il protestait de vouloir vivre et mourir dans la religion réformée ; M. de Lux répondit : « L'intention formelle du Roi est que nul ne soit contraint dans sa foi. »

En fait, c'est le dimanche 26 juillet 1601 que le bailliage de Gex passa définitivement entre les mains du roi. Ce fut sans doute un jour de deuil pour bien des familles réformées qui avaient su apprécier les bienfaits d'un régime honnête, économe et réellement paternel. Mais le véritable jour de deuil fut pour les Genevois qui assistaient, impuissants, à la ruine de leurs espérances. Au prix des plus grands sacrifices, ils avaient conquis le pays de Gex, ils l'avaient colonisé, ils se l'étaient assimilé, et ils se voyaient dépouillés sans dédom-

magement par un prince qu'ils s'étaient accoutumés à considérer comme un ami et un protecteur. Toutes leurs protestations, qui étaient fondées, étaient restées vaines et ils en étaient réduits à accepter en frémissant le fait accompli. Il leur était interdit même de murmurer¹.

Après un pareil naufrage de toutes leurs espérances, les Genevois auraient pu s'abandonner, se laisser abattre; ils n'en eurent pas l'idée; ils se raidissent au milieu des revers et les magistrats du Conseil vont disputer le terrain pied à pied, cherchant à tirer le meilleur parti possible des circonstances nouvelles. Exemple vraiment admirable d'énergie virile, de constance dans la mauvaise fortune !

¹ Le chroniqueur Colladon enregistre le fait en quelques lignes d'une tristesse résignée: « Ainsi donc fut par ceux de Genève rendu le Balliage, lequel, onze ans auparavant, avait été conquis pièce par pièce, de leurs propres deniers ou empruntés avec intérêts, et avec la perte de plus de 500 hommes. »

XI

LES PÉAGERS A VERSOIX. SAVION SE REND EN MISSION A TURIN.

Dès le 22 juillet, Lect et Anjorrand s'étaient rendus à Collonges auprès du baron de Lux et de M. de Gastines ; ils étaient munis d'instructions détaillées. Il s'agissait pour eux de défendre et de sauvegarder les intérêts commerciaux de la République, qui pouvaient être compromis par la cession du pays de Gex. Tout d'abord ils exposent aux deux représentants du roi que de tout temps les Genevois ont joui dans le pays de Gex de l'immunité complète des péages, que cette immunité a été reconnue soit par les rois de France, soit par les ducs de Savoie. En fait, les Genevois réclamaient le bénéfice d'une entière liberté de commerce. Ce n'était pas tout ; Lect et Anjorrand de-

mandaient que les Genevois établis et propriétaires dans le bailliage, et ils étaient légion, fussent exempts de toutes tailles, subsides, contributions et autres charges ; cette immunité existait déjà, disaient-ils, à l'époque où les ducs de Savoie étaient maîtres du pays. Puis les délégués genevois abordèrent la question de la liberté du culte ; ils demandèrent formellement que le *peuple de Gex* ne fût point troublé dans l'exercice de son culte, et ils firent valoir avec raison que la République de Berne avait rendu le bailliage au duc de Savoie sous la condition expresse que le culte réformé y serait maintenu. Evidemment le roi de France était tenu de respecter les conditions auxquelles le duc de Savoie lui-même avait été astreint. A l'ouïe de ces réclamations, dont la portée était considérable, MM. de Lux et de Gastines durent faire grise mine, mais ils étaient trop habiles pour manifester leur mécontentement et d'ailleurs ils avaient reçu de Henri IV des instructions favorables aux Genevois. Pour le moment ils se contentèrent de faire des objections sous une forme courtoise. Le baron de Lux fit remarquer que, si le roi octroyait des privilèges particuliers

aux Genevois, cela pourrait susciter des jalousies et du mécontentement parmi ses sujets. Sur la question de l'exemption des tailles, ils répondirent qu'ils n'étaient pas suffisamment renseignés ; ils finirent toutefois par tomber d'accord sur un point, à savoir que les Genevois, propriétaires dans le bailliage, produiraient un état détaillé de leurs biens et que les représentants du roi tâcheraient de tout arranger à la satisfaction de la Seigneurie de Genève. A propos de la question religieuse, il y eut de vives protestations, surtout de la part de M. de Gastines ; tous deux, dit le *Registre*, firent de « merveilleuses difficultés, » mais ils finirent par déclarer qu'ils ne changeraient, ne *remueraient* rien pour le moment. Les deux Genevois ne pouvaient oublier les sommes considérables que le roi devait à la République ; c'était bien le moins que le roi, au moment où il s'emparait du bailliage, prit soin de s'acquitter envers la République. Donc Anjorant et Lect firent entendre à M. de Gastines que le roi les renvoyait à lui pour toucher 20,000 écus comptant et semblable somme à la fin de l'année. Gastines répondit sans sourciller qu'il n'avait reçu aucun

ordre, que M. de Villeroy lui promettait, il est vrai, des instructions spéciales et qu'il ne manquerait pas d'exécuter les « jussions » de son souverain. Le baron de Lux fut plus franc : « Nous vous devons, dit-il, mais nous ne pouvons payer. »

Après ce premier échange d'observations, on se sépara et il fut entendu qu'une nouvelle conférence aurait lieu le dimanche suivant. Lect et Anjorrand reprirent le chemin de Genève et rendirent compte de leur mission au Conseil qui prit aussitôt les mesures dictées par les circonstances. Le dimanche 26 juillet, en séance extraordinaire, il fut décidé en premier lieu de faire le dénombrement des fiefs et juridictions que la République possédait à des titres divers dans le bailliage de Gex ; en second lieu les dixeniers furent chargés de demander aux particuliers l'état des biens-fonds qu'ils possédaient dans la terre de Gex. Mais les membres du Conseil avaient trop d'expérience, connaissaient trop bien les hommes de leur temps pour ne pas savoir que les meilleures causes ont besoin parfois d'être soutenues à l'aide d'arguments sonnants ; on laissa donc aux députés de Genève la faculté de promettre à MM. de Lux et de Gasti-



nes « quelque somme de deniers, » afin d'obtenir l'immunité des péages et des tailles ; c'était de la corruption pure et simple, mais à cette époque on n'y regardait pas de si près. Le Conseil chargea Lect et Anjorant de faire *dextrement* entendre aux deux fonctionnaires français que, s'il leur plaisait de gratifier la République des péages et des tailles, celle-ci ne se montrerait pas ingrate.

Munis de leurs instructions, Lect et Anjorant repartirent pour Gex ; nous ne savons s'ils promirent *dextrement*, adroitement, au baron de Lux et à M. de Gastines une honnête récompense ; toujours est-il que les deux gentilshommes français se montrèrent de meilleure composition ; il est vrai que dans l'intervalle ils avaient reçu du roi l'ordre de suspendre pendant trois mois¹ les péages pour toutes les marchandises qui entraient à Genève. Quoi qu'il en soit, M. de Gastines poussa la condescendance et la bonne grâce jusqu'à donner sa parole qu'à l'expiration des trois mois les Genevois seraient définitivement exemp-

¹ C'était, paraît-il, Chapeaurouge qui avait obtenu de Henri IV ce délai de trois mois, malgré « les remontrances et difficultés que faisoit M. de Gastines. » *Reg. Cons.* du 5 septembre.

tés de tout droit de douane ou péage. Ainsi, la mission de Lect et Anjorant semblait avoir réussi à souhait et on pouvait espérer, maigre consolation, que le pays de Gex resterait ouvert au commerce, mais à Genève on avait compté sans les *péageurs* qui firent leur apparition dans le pays de Gex en même temps que MM. de Lux et de Gastines. Le premier poste fut installé à Versoix, pour surveiller la route qui conduisait de Genève en Suisse. Au début tout se passa bien et le péager de Versoix voulut bien promettre de respecter l'ordonnance royale et de ne rien exiger des Genevois¹, mais les péagers sont un peu les mêmes en tout temps et en tout pays; ils se laissent facilement entraîner à faire du zèle. Celui de Versoix, un nommé Rubat, ne tarda pas à faire parler de lui; il avait à sa disposition les moyens de porter un grave préjudice au commerce de

¹ « M. Savion, qui a esté parler au péageur de Versoye, a rapporté que ledict péageur lui a promis de n'exiger point le péage de ceux de la ville, moyennant qu'ils facent apparoir de deue attestation de la Seigneurie qu'ils sont de la ville, sur ce a esté arresté que Mess. de la Chambre des Comptes advisent de la forme qu'il escherra de faire telle attestation. » *Reg. Cons.* de Genève, du 8 août 1601.

Genève, puisque Versoix était sur la route qui conduisait en Suisse. Malgré le délai de trois mois accordé par Henri IV, Rubat commença à exiger indûment le péage pour la sortie des marchandises et pour l'entrée des épices et draps de soie. Ces exactions provoquèrent à Genève une vive émotion¹; le Conseil chargea Savion de déclarer au péager de Versoix « que Messieurs défendront aux leurs (aux Genevois) de payer, en tant que le Roy n'entend pas qu'on paye pour la sortie, non plus que pour l'entrée en général. » En même temps on décida de se plaindre de ces vexations aux ambassadeurs du roi, MM. de Vic et Sillery. Rubat comprit qu'il avait fait fausse route et il eut l'imprudence de nier qu'il eût exigé un péage des habitants de la ville, mais il paraît bien que les faits étaient indéniables, car le Conseil fit arrêter un des acolytes de Rubat; ce qui prouve l'état d'indiscipline et d'anarchie qui régnait dans le royaume, c'est que le péager de Versoix agissait

¹ « Environ ce temps on commençoit à sentir en la ville et se lamenter de l'incommodité du péage de Versoix, car nonobstant qu'il y eût suspension pour l'égard de ceux de la ville, toutes fois le péager n'en faisoit pas grande distinction et usoit de violations rudes. » Journal de Colladon, p. 25.

de son propre chef et contre des ordres formels. En effet, le 7 septembre, le baron de Lux informa le Conseil qu'il avait prescrit au péager de Versoix de n'exiger aucun droit de douane des gens de la ville jusqu'à l'expiration du délai de trois mois. M. de Brosses, lieutenant du roi au bailliage de Gex, fit mieux ; il offrit d'ouvrir une information contre Rubat pour le châtier, mais le péager de Versoix ne tint aucun compte ni des défenses, ni des menaces, ni même des poursuites, et il reprit de plus belle le cours de ses exactions. Au mois d'octobre 1601 il s'entendit avec son confrère savoyard, le péager d'Hermance, et ils organisèrent ensemble une croisière sur le lac ; ils réussirent ainsi à mettre la main sur un bateau chargé de marchandises qui venaient de Francfort ; c'était un acte de piraterie, simplement ; le Conseil fit monter sur la « frégate » de la République un détachement de soldats et donna l'ordre à Jean de la Maisonneuve d'aller reprendre les marchandises volées. La petite expédition réussit ; la barque et son chargement furent repris ; le péager de Versoix dut s'enfuir sur son bateau ; quant à celui d'Hermance, il fut moins heureux ; il fut saisi et

amené prisonnier jusqu'aux Eaux-Vives, mais le Conseil se montra généreux et ordonna de le mettre en liberté. Les exploits et les vexations du préposé de Versoix ne cessèrent pas de si tôt; le 10 octobre, les marchands de Genève se présentent au Conseil, lui demandant « de pourvoir à bon escient à ce que le péage de Versoix, établi pour la ruine de ceste ville, soit osté! » Heureusement on finit par obtenir de Henri IV la liberté commerciale et l'exemption des péages.

Sur ces entrefaites Chapeaurouge était toujours à Paris, cherchant à tirer le meilleur parti des circonstances les plus défavorables; son zèle, son dévouement, furent en partie récompensés; il obtint du roi une déclaration qui avait une importance capitale; par lettres patentes, datées de S^t-Germain-en-Laye le 13 août 1601, Henri IV fit savoir qu'il considérait Genève comme étant au bénéfice du traité de Lyon, au même titre « que si nommément elle estoit comprise et spécifiée. » C'était fort bien; cela engageait Henri IV, mais non le duc de Savoie, car un traité étant bilatéral, il ne suffit pas que l'une des parties l'interprète d'une certaine façon, encore faut-il que l'autre

partie se range à l'interprétation donnée. Or, le duc de Savoie se refusa obstinément à considérer Genève comme comprise au traité de Lyon, de même qu'il l'avait toujours exclue du traité de Vervins. Ce qui valait mieux que la déclaration de Henri IV, c'était la lettre qui l'accompagnait; elle était conçue dans les termes les plus affectueux et les plus rassurants. Le roi déclarait qu'il était « très desplaisant, » très mécontent, des innovations et entreprises auxquelles le duc et ses officiers se livraient, car, disait-il, « j'affectionne votre bien, comme le mérite votre bonne volonté à l'avantage des affaires de ma couronne, esprouvée par les Rois, mes prédécesseurs, et moy en plusieurs occasions. » Henri IV ne s'en tenait pas à une simple et banale protestation d'amitié, il annonçait au Conseil qu'ayant l'intention d'envoyer incessamment à Turin M. de Chevières¹,

¹ Jacques Mitte, comte de Miolans, seigneur de Chevières et Saint-Chamond, chevalier des Ordres du roi, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, conseiller d'Etat, lieutenant-général au gouvernement du Lyonnais, Forez et Beaujolais. Il fut, dit-on, le premier à avertir Henri IV de la trahison de Biron. Voy. Berger de Xivrey, *Lettres missives de Henri IV*, t. V, p. 466 et 467, note.

lieutenant-général au gouvernement du Lyonnais, il lui donnerait mission de représenter au duc les justes griefs des Genevois et de lui manifester tout l'intérêt que le roi de France prenait à la conservation de la République, et il ajoutait ces mots significatifs : « afin qu'il (le duc) sache qu'en s'adressant à vous, il aura aussi affaire à moy. » Henri IV annonçait en outre qu'il avait donné des ordres pour continuer à acquitter les dettes^{*} de la couronne envers la République, mais il atténuait singulièrement la valeur de sa promesse en ajoutant : « autant que l'estat de mes affaires me le permettra. » Or, on sait dans quel embarras se trouvaient alors les finances royales.

Malgré toutes les déclarations rassurantes de Henri IV, le duc ne s'adoucissait pas à l'endroit de Genève; on en eut la preuve dès les premiers jours de septembre. Un courrier s'était rendu à Turin pour remettre à Charles-Emmanuel une dépêche des quatre villes protestantes en faveur de Genève; le même courrier était chargé d'une lettre du Conseil; le duc reçut la dépêche des villes suisses, mais, hautainement, repoussa celle de Genève; Roncas, son secrétaire, remit au courrier la

réponse aux villes suisses, mais « quant à ceux de Genève, dit-il, Son Altesse ne leur escrivoit, n'estimant qu'il fût pair à eux. » Le prince orgueilleux ne pouvait admettre que les bourgeois de Genève eussent le droit de traiter avec lui, d'égal à égal. L'orgueil précède l'écrasement ; Charles-Emmanuel venait de subir l'humiliation du traité de Lyon ; il ne devait pas s'écouler deux ans avant que Genève lui imposât le traité de St-Julien.

Si le duc refusait de recevoir une simple lettre du Conseil, il semblait difficile de supposer qu'il accueillerait mieux un député de Genève, mais, quand il s'agissait de l'intérêt de la République, les magistrats genevois étaient capables de toutes les hardiesses ; le 22 septembre, ils apprennent de Lyon que M. de Chevrières se rend en Piémont pour faire jurer la paix ; leur parti est bientôt pris ; M. de Chevrières a dit qu'il a charge expresse du roi de s'employer pour les affaires de Genève ; sur-le-champ le Conseil décide d'envoyer Savion à Turin pour y accompagner M. de Chevrières ; sous la protection de ce dernier, Savion cherchera une fois de plus à obtenir du duc de Savoie le

rétablissement du mode de vivre qui existait avant la guerre de 1589.

Comme M. de Chevrières était déjà en route pour Turin, il n'y avait pas de temps à perdre et Savion quitta Genève le 23 septembre. Le même jour il alla coucher « chez Tronchon, » à deux lieues au delà de Rumilly; il y apprit que M. de Chevrières avait déjà passé et que d'Albigny était venu à sa rencontre. En arrivant le lendemain à Chambéry, Savion fut informé que M. de Chevrières était déjà reparti de grand matin dans la direction du Mont-Cenis. Notre député se remit à la poursuite du représentant du roi, car il estimait qu'il y avait pour lui un intérêt capital à rejoindre M. de Chevrières avant que ce dernier parvint à Turin. Le voilà donc en route, n'épargnant, comme il le dit lui-même¹, ni la peine, ni les chevaux, et faisant quatre grandes lieues pour aller coucher sur la paille, dans « un méchant village » appelé Maltaverne. Enfin, il réussit à rejoindre M. de Chevrières à Aiguebelle, au mo-

¹ Le rapport détaillé de Savion est consigné dans le *Registre du Conseil* à la date du 16 octobre; il est fort intéressant et reproduit textuellement de curieux entretiens.

ment où l'ambassadeur de Henri IV sortait de table et s'apprêtait à monter à cheval. Savion ne perdit pas un instant et s'empressa de lui exposer le but de sa mission, en lui présentant les lettres qui l'accréditaient. M. de Chevrières accueillit l'envoyé de Genève avec une extrême bienveillance : « Je suis fort joyeux de votre venue, dit-il : M. d'Albigny m'a beaucoup entretenu de vos affaires; allez-vous en dîner; je prends les devants, mais je ne dépasserai pas St-Jean-de-Maurienne; nous conférerons à loisir de vos affaires en chemin. » M. de Chevrières savait sans doute qu'il se rencontrerait avec l'évêque de Maurienne et il ne se souciait pas de mettre le magistrat huguenot en face de l'évêque. Quoi qu'il en soit, Savion alla coucher le même soir à St-Jean, et le lendemain, lorsque l'évêque de Maurienne eut pris congé de M. de Chevrières, le député de Genève s'empressa de le rejoindre. L'entretien s'engagea sur un ton de familiarité amicale : « Je vous prie, dit M. de Chevrières, informez-moi un peu de vos différends avec M. de Savoie, car d'une part, mes instructions me prescrivent de lui soumettre vos griefs et d'autre part, ces Messieurs (les Sa-

voyards) disent que vous avez le plus grand tort du monde. M. d'Albigny ne m'a entretenu quasi d'autre chose. Dites-moi donc, je vous prie, en quoi consistent vos plaintes ? »

« Nos plaintes, répartit Savion, portent sur trois points qui peuvent se réduire à un seul : nous demandons à être maintenus au bénéfice des avantages dont nous jouissions avant la guerre. Nous ne demandons pas autre chose. »

« Comment donc, reprit M. de Chevrières en jurant, si vous ne demandez rien de plus, Son Altesse n'oserait vous refuser, mais particularisez un peu ces trois points, car c'est aux détails sans doute que s'accrochent ces gens pour trouver leurs exceptions. »

Comme on voit, M. de Chevrières voulait être renseigné exactement sur les griefs des Genevois et Savion s'empressa de l'éclairer :

« Quant au premier point, dit-il, nous sommes encore aujourd'hui spoliés du revenu d'Armoy et de Drailens qui nous appartient et dont nous avons joui sans conteste de 1541 à 1589, établissant même dans ces villages des ministres de notre religion. »

« Oh ! reprit M. de Chevrières, les représentants

du duc disent qu'Armoy est un bien d'église et qu'il n'y a aucun motif pour que vous déteniez des biens ecclésiastiques, et d'autre part l'évêque de Genève soutient qu'Armoy et Draillens lui appartiennent. M. d'Albigny dit que vous lui aviez promis de montrer sur quels titres vous vous appuyez, que vous ne l'avez point fait et que possession sans titre ne vaut rien. »

« Monsieur, répondit Savion, il y a cinq cents huguenots qui détiennent en France des biens d'église; si on voulait les en dépouiller, ils protesteraient que c'est une injustice et si moi-même, simple particulier, je possédais ce revenu d'Armoy et de Draillens, le duc, qu'il le voulût ou non, serait obligé de m'en laisser jouir à teneur de l'article du traité ainsi conçu : les serviteurs de part et d'autre, tant séculiers qu'ecclésiastiques, retourneront en leurs offices et bénéfices dont ils jouissoient avant les troubles de 1589. » Quand Messieurs les Savoyards disent que l'évêque se fait partie et intervient dans le débat, ce sont des finesses de verre, on voit le jour à travers; il nous importe peu que ce soit un prêtre, un évêque ou Son Altesse qui nous retienne notre bien;

à supposer qu'il en fût ainsi, il faudrait toujours que nous fussions réintégrés dans notre possession, et puis, si l'évêque ou tout autre nous réclame quelque chose, nous lui répondrons ! »

Ici M. de Chevières, interrompant, dit : « Mais qui sera le juge du différend ? »

La question était embarrassante et Savion prit le temps de la réflexion, devinant quelque *finesse* de d'Albigny, qui avait longuement entretenu M. de Chevières ; il reprit en ces termes :

« De tout ce que nous avons possédé pendant tant d'années au vu et au su des ducs de Savoie, nous n'aurons d'autre juge que l'épée ! En effet, qui pourrions-nous prendre comme juge du différend : l'empereur de la Maison d'Autriche qui nous veut mal de mort ? le duc de Savoie, qui est notre adversaire ? »

Assurément, il eût été difficile de répondre avec plus de courage et de crânerie ! Et cependant, c'était le représentant d'une faible république qui défiait ainsi un puissant voisin ! Savion aurait pu sans doute invoquer comme arbitre et comme juge le roi de France, mais, comme il le déclara plus tard au Conseil, il crut plus adroit,

plus politique, de n'en rien faire, laissant à son interlocuteur le soin de le proposer; mais M. de Chevières était trop prudent pour engager en quoi que ce soit son souverain et il s'empressa de faire dévier l'entretien. « Passons, dit-il, à l'autre point. »

« Monsieur, continua Savion, il y a plus de cent-vingt ans, comme je le prouverai par actes authentiques, que les citoyens, habitants et sujets de la ville de Genève ont été exemptés par concession des ducs de Savoie des tailles et péages; en France, presque toutes les grandes villes jouissent des mêmes exemptions; n'estimez-vous pas que, si le roi voulait les contraindre à payer des tailles, il en résulterait une révolte générale dans tout le royaume? Pour nous, qui ne sommes pas sujets de Son Altesse, nous maintiendrons à plus forte raison nos privilèges contre sa prétendue puissance; nous en jouissions avant la guerre, et sans la guerre que nous avons soutenue pour le roi, nous ne serions pas engagés dans cette dispute. Or, le roi a signé un traité de paix qui rétablit toutes choses dans l'état où elles étaient avant la guerre : qu'en résulte-t-il pour nous? C'est que le duc est

tenu de rétablir en notre faveur l'état de choses qui existait auparavant. Les princes sont tenus de respecter les conventions de leurs prédécesseurs au même titre que les héritiers testamentaires sont tenus de se conformer aux dispositions du testateur. S'il en était autrement, si les successeurs d'un prince n'étaient pas liés par les contrats, à quoi servirait-il en ce monde de traiter avec tel ou tel souverain qui mourra peut-être dans deux jours ? »

C'était bien raisonné et M. de Chevrières parut ébranlé, car il reprit en ces termes :

« Il y a de l'apparence dans vos raisons, mais les Savoyards disent que vous vous vantez de privilèges que vous n'avez point. Ne m'exposez pas à discuter en pure perte, car j'ai beaucoup *d'autres fusées à démêler* avec ce prince. Je traiterai votre question la première, mais, si vous n'êtes pas certain de ces droits que M. d'Albigny vous conteste, vous fournirez au duc une excellente occasion de me réduire au silence et de me mettre dans mon tort. »

« Monsieur, répliqua vivement Savion, je vous fournirai la preuve de ce que j'avance ! »

Savion conclut en déclarant que la République de Genève demandait une seule chose, à savoir que le mode de vivre conclu en 1570 et observé jusqu'en 1588 fût remis en vigueur.

« M. d'Albigny ne m'a nullement parlé de cela, reprit M. de Chevrières. Mes instructions ne contiennent rien à cet égard. »

Savion avait réponse à tout et il reprit : « Eh bien ! vous dresserez vos articles suivant vos instructions et les miennes me permettront de compléter ce qui pourra vous manquer. De la sorte, ce ne sera pas faute de bonne volonté de notre part, si Son Altesse ne nous écoute pas. »

« C'est fort bien, dit M. de Chevrières, soyez persuadé que j'apporterai dans cette affaire toute diligence et sollicitude, car le roi m'en a donné charge expresse. »

La conversation prit ensuite une autre direction et des relations cordiales s'établirent entre les deux interlocuteurs, si bien que M. de Chevrières fit inviter Savion à souper par un des gentils-hommes de sa suite.

A Suze, le gouverneur était sans doute informé de la prochaine arrivée du représentant de Henri IV ;

il se mit en frais et reçut Chevrières avec tous les honneurs qui étaient dus à l'ambassadeur du roi de France. Savion se tint à l'écart, comme il convenait, mais le lendemain matin le gouverneur, le rencontrant près de son logis, lui demanda s'il était le député de Genève. Savion répondit affirmativement et aussitôt le gouverneur reprit : « Je suis très marri de ne l'avoir su hier que trop tard ; je vous eusse reçu avec M. l'ambassadeur. Son Altesse entend qu'on vous accueille avec toute courtoisie, et il faut que vous me promettiez de venir me voir en retournant à Genève. »

M. de Chevrières, toujours accompagné de Savion, arriva à Turin un mardi à une heure avancée de la nuit. La cour était sans doute prévenue, car le lendemain il y eut, en l'honneur de l'envoyé du roi, une réception des plus brillantes ; le même jour, M. de Chevrières se rendit auprès du duc pour lui « faire la révérence » et s'entretint avec lui pendant une heure. Le jeudi, il alla faire visite aux princes et princesses de la famille ducal et se fit accompagner dans cette visite par le représentant de la République de Genève. Le même jour M. de Chevrières reçut la visite du légat du pape,

de l'ambassadeur de Venise et des principaux dignitaires de la cour de Savoie, entre autres du président Rochette. Il paraît que Savion assistait à la réception et il ne perdit pas son temps ; il accompagna le président jusqu'à sa demeure et il fit de son mieux pour lui recommander la cause de Genève ; il lui demanda d'intercéder auprès du duc et de lui exposer les griefs des Genevois. Rochette accepta sans difficulté le rôle d'intermédiaire : « Je suis bien aise de votre venue, dit-il à Savion, j'espère qu'elle portera remède à la mésintelligence qui commence à naître. Je m'assure que Son Altesse vous verra volontiers et, comme mon maître me fait l'honneur de me demander quelquefois mon avis, je ne manquerai pas de lui représenter les choses telles qu'elles sont et je croirai toujours lui rendre service en agissant ainsi. Dès aujourd'hui, je lui ferai part de votre désir d'obtenir une audience. »

Le vendredi matin, Savion retourna auprès du président Rochette pour savoir s'il avait eu l'occasion de parler au duc. La réponse ne fut pas des plus encourageantes. Le duc n'estimait nullement nécessaire d'accorder l'audience demandée, puis-

que M. de Chevrières avait mission du roi d'exposer les griefs de Genève : « Je vois par là, ajoutait Rochette, que Son Altesse est un peu offensée de ce qu'au lieu de vous adresser directement à elle, vous ayez pris un autre chemin. » Savion répondit avec à propos : « C'est la coutume des petits d'avoir recours aux grands pour intercéder en leur faveur. »

« Oh ! reprit Rochette, le duc ne l'entend pas ainsi ; il suppose que vous voulez le faire menacer par le roi et cela gâtera toujours vos affaires. Son Altesse a le cœur trop haut placé pour faire quoi que ce soit par crainte. »

« Messieurs, dit Savion, n'ont nullement eu une pareille pensée et vous en pourrez juger soit par leur dépêche, soit par la mission dont je suis chargé. Je vous prie instamment d'en parler derechef au duc. »

« Eh bien, dit Rochette, je dois me rencontrer à son lever pour quelque autre affaire ; je ne manquerai pas de lui rapporter ce que vous venez de me dire ; revenez me trouver et je vous donnerai sa réponse. »

Savion arriva à ses fins, car le même jour, Ro-

chette lui annonça que le duc consentait à le recevoir. En effet, le secrétaire Roncas lui assigna rendez-vous au château pour 4 heures; Savion attendit une demi-heure dans une petite antichambre, puis Roncas le conduisit dans la grande galerie du château et lui dit : « Voilà Son Altesse qui se promène toute seule, avancez-vous. »

Savion était un magistrat déjà expérimenté, qui avait vu le danger de près, mais nous ne doutons pas qu'il dut éprouver une certaine émotion, lorsqu'il se trouva en face du prince, ennemi irréconciliable de la République; il fit respectueusement « la révérence, » puis il adressa au duc une courte allocution dont le *Registre du Conseil* nous a conservé le texte :

« Très haut et très illustre Prince, Messieurs de Genève, mes Seigneurs, vos bien humbles serviteurs, m'ont député vers Votre Altesse pour lui témoigner combien ils se réjouissent avec elle de l'heureuse paix rendue aux Etats de Votre Altesse; ils supplient Votre Altesse, comme Prince très bénin et débonnaire, de vouloir bien, aussi sincèrement que bénévolement, oublier toutes les choses passées qui pourraient avoir engendré au cœur

de Votre Altesse quelque aigreur à leur égard, afin qu'ils puissent, eux aussi, jouir des avantages de cette paix tant désirée. Ils estiment que Votre Altesse les en jugera d'autant plus dignes que dès 1593, époque où il plut à Votre Altesse de les comprendre dans la trêve générale, ils ont religieusement observé les trêves et la paix conclue ensuite à Vervins, n'ayant dès cette époque usé à l'endroit de Votre Altesse et de Messieurs ses Ministres que de tous honneurs, contentement et soumission, toutes les fois que l'occasion s'en est présentée. S'il plaît à Votre Altesse d'octroyer à Messieurs de Genève autant de bien, j'obtiendrai facilement l'entérinement des articles que j'ai à présenter à Votre Altesse sous forme de requête. Ces articles peuvent se résumer en un seul : nous supplions Votre Altesse de nous laisser dans l'état où nous étions avant la guerre de 1589 ; c'est une grâce que Votre Altesse ne peut bonnement nous refuser. S'ils l'obtiennent, Messeigneurs protestent qu'ils demeureront les très humbles et très affectionnés serviteurs de Votre Altesse et qu'ils chercheront tous les moyens possibles pour lui complaire et lui faire service. Votre Altesse pourra

s'en assurer en prenant connaissance de la lettre qu'en toute humilité je lui présente, avec les articles sur lesquels je supplie Votre Altesse de prendre une décision, selon sa débonnaireté accoutumée. »

Sans doute Savion excédait sa pensée, lorsqu'il parlait ainsi de la « débonnaireté accoutumée » de Charles-Emmanuel ; pour remplir habilement sa mission, il devait se ranger au nombre des flatteurs. Certes, le langage du député de Genève était d'une modestie et même d'une humilité qui ne pouvaient déplaire, mais le duc en était toujours à considérer les Genevois comme des sujets révoltés ; puis il était fort mécontent que les Genevois eussent sollicité et surtout obtenu les bons offices de Henri IV ; il le montra bien dans sa réponse :

« J'aurais pensé, dit-il, que ceux qui vous ont envoyé ici m'auraient porté plus de respect et que, s'ils avaient à se plaindre de mes officiers delà les monts, ils se seraient adressés à moi et non pas à d'autres ; ils supposaient qu'en agissant ainsi, ils avanceraient leurs affaires ; ils verront qu'au contraire ils les reculent. M. de Chevroières m'a dit que vos plaintes étaient comprises dans ses ins-

tructions; je lui ferai telle réponse que le roi s'en contentera très bien. Je n'étais pas décidé à vous entendre; toutefois, sur les instances de Rochette, j'ai consenti à vous recevoir. Ceux qui vous envoient veulent se prévaloir des articles du traité de paix, mais j'ignore encore s'ils y sont compris et cependant ils ne s'y conforment même pas; n'est-il pas dit dans le traité que l'on se pourvoira de patentes auprès du prince; m'en avez-vous demandé? Au lieu de cela, vous usez d'invectives, vous me calomniez auprès du roi et des Suisses. Non, non, dit-il, vous ne gagnerez rien par ces moyens. »

Savion ne se laissa pas intimider par cette brusque incartade; il reprit en ces termes : « Très haut et très illustre Prince, soit par la lettre de Messieurs, soit par les propositions dont je suis porteur, Votre Altesse peut bien reconnaître que, si Messieurs se sont adressés au roi de France et aux quatre villes, ils ont suivi l'exemple des petits qui prient les grands d'intercéder pour eux; Messieurs de Genève n'ont jamais eu d'autre intention que d'obtenir du bon plaisir de Votre Altesse d'être rétablis dans la situation où ils se trouvaient avant la guerre de 1589. »

Charles-Emmanuel parut un peu s'adoucir :
« Les effets, dit-il, répondent autrement à vos paroles ; toutefois je verrai la lettre et vos articles ; adressez-vous à Roncas, auquel je serai connaître mes volontés. »

L'audience était terminée ; Savion se retira, non sans avoir fait une profonde révérence et en traversant la galerie, il vit que le duc s'efforçait d'ouvrir la lettre du Conseil ; comme le parchemin résistait, Charles-Emmanuel tira de sa poche un petit étui où se trouvaient des ciseaux, coupa le parchemin et se mit à lire attentivement la lettre.

Le lendemain du jour où Savion avait été reçu par le duc, le député genevois se rendit auprès de M. de Chevrières pour le mettre au courant des paroles échangées la veille. M. de Chevrières lui annonça qu'il devait se rendre, dans l'après-midi, à l'une des résidences du duc, hors de ville ; il proposa à Savion de l'accompagner. Ce dernier n'eut garde de refuser : « Son Altesse vous verra, ajouta M. de Chevrières, et je prendrai occasion de lui parler de vos affaires ; je chercherai ainsi à pressentir ses intentions et je la prierai de désigner quelqu'un pour débattre en ma présence vos

affaires, afin qu'étant bien renseigné moi-même, je puisse éclairer le roi, dans le cas où nous ne rapporterions de notre voyage que des paroles. »

Savion accompagna donc M. de Chevrières à la résidence ducale; naturellement il n'assista pas à l'entretien qui eut lieu entre le duc et l'ambassadeur, mais le soir, au retour de l'excursion, il se hasarda à questionner M. de Chevrières; ce dernier lui répondit que le duc lui avait tenu à peu près le même langage que d'Albigny, mais il avait été néanmoins entendu que le lundi suivant le duc enverrait des commissaires ou délégués pour discuter les diverses questions qui concernaient Genève. Le dimanche, la paix conclue à Lyon fut solennellement jurée par les représentants des deux souverains et le lundi eut lieu, au logis de M. de Chevrières, la conférence annoncée à laquelle assistaient, pour le duc, de Furno, chevalier de l'ordre de Son Altesse, Roncas et un M. Roux. Rien de plus curieux, et même de plus piquant, que le récit de cette conférence, au cours de laquelle le représentant de la République réussit parfois à déconcerter les commissaires du duc.

M. de Chevrières débuta en déclarant qu'il dé-

sirait une bonne fois être éclairé sur les droits réclamés par les Genevois et contestés par le duc. Puis, sans autre préambule, il porta la parole au conseiller de Genève : « Commencez donc, M. Savion, par le premier de vos articles. »

« Le premier des articles que j'ai présentés à Son Altesse, répondit Savion, concerne le revenu d'Armoy et de Draillens que nous possédons en vertu du départ de Bâle de l'an 1541. » En même temps Savion commença à donner lecture de ce document, mais Roncas, l'interrompant, s'écria : « Ne lisez pas plus loin, nous vous accordons ce point. Mais, Monsieur, ajouta-t-il en s'adressant à M. de Chevrières, il faut savoir que, lorsque Bernois et Genevois eurent envahi les terres de Son Altesse, ils se disputèrent entre eux, comme on dit, *de la chappe au moine*, mais en quoi cela nous importe-t-il, ce sont choses faites entre tierces personnes, en quoi cela peut-il nuire aux droits de Son Altesse ? »

« Tout beau, Monsieur, répartit vivement Savion, voulez-vous nier que, lorsque Messieurs de Berne vous ont rendu le bailliage de Thonon, vous ayez promis de laisser les choses en l'état, de ne

pas même toucher aux aliénations de cures et prieurés consenties par les Bernois. »

« Oh, reprit Roncas, tout cela est passé, c'est de l'histoire ancienne; nous avons bien promis de ne rien changer quant à la religion et voyez si Messieurs de Berne songent à se prévaloir de ce traité ! »

« C'est bien, reprit Savion, mais que direz-vous du mode de vivre? N'y est-il pas expressément stipulé que les terres de Saint-Victor et leurs revenus nous resteront comme auparavant; la convention a été passée avec feu Son Altesse; vous ne direz pas qu'elle a été conclue entre des tiers; elle est restée en vigueur jusqu'à l'époque de la guerre de 1589. »

« Vous ne pouvez, reprit Roncas, vous prévaloir du mode de vivre, car il a été conclu pour une durée de vingt-quatre ans et ces vingt-quatre ans sont expirés en 1594. C'est assez parlé sur cet article, arrivons aux privilèges dont vous vous vantez tant. »

Le magistrat genevois ne demeura pas court; il produisit toute une série de chartes et de documents, des lettres patentes du duc Charles, de l'an

1489, confirmées par le duc Philibert en 1490, puis par le duc Charles en 1521, la combourgeoisie de Berne, en vertu de laquelle les Genevois étaient exemptés de toutes tailles, le mode de vivre de 1570, qui maintenait les droits et privilèges accordés trente ans auparavant. Roncas lut à haute voix ces documents que sans doute il ne connaissait pas ; il ne put dissimuler sa surprise et s'écria : « Par ma foi, je n'en avais jamais tant vu. » Le chevalier de Furno, voyant son embarras, vint à son secours en disant : « Tout cela remonte à une époque où les prédécesseurs de Son Altesse étaient princes de Genève, rétablissez les choses dans cet état ! » — Savion avait sa réplique toute prête : « C'est l'évêque qui, dans ces documents, se qualifie prince de Genève, non pas Son Altesse. » L'argument était irréfutable ; les deux représentants du duc restèrent court et l'un d'eux finit par dire : « Son Altesse n'est point tenue à toutes ces choses qui sont si anciennes. » C'était une véritable défaite et Savion le leur fit sentir par les paroles suivantes, simples et dignes, qui équivalaient presque à une leçon : « Messieurs, dit-il, les princes sont tenus d'observer les contrats de leurs prédécesseurs,

comme les particuliers ; s'il n'en était pas ainsi, qui voudrait traiter avec eux ? Ils rendent la justice aux autres, ils doivent commencer par être justes eux-mêmes. »

« S'il en est ainsi, répondit Roncas, si vous vous considérez comme fondés en droit, pourquoi vous êtes-vous pourvus auprès de nos princes et notamment auprès de feu Son Altesse pour obtenir le mode de vivre ? »

La question était captieuse, mais Savion y répondit avec à propos :

« C'est dans le même esprit que nous nous adressons aujourd'hui à Son Altesse et que nous la supplions très humblement, comme ses illustrissimes prédécesseurs, de faire en sorte qu'il ne soit rien innové dans nos rapports. » « Vous reconnaissez donc, reprirent les deux délégués du duc, que cela dépend de son bon vouloir ? » « Oui, répartit Savion, mais en ce sens qu'il ne peut avec justice nous le refuser. En France presque toutes les *bonnes villes* ne payent point de tailles au roi, M. de Chevières le sait bien, et à l'avènement de chaque souverain, elles se font continuer leurs privilèges. Si le roi de France voulait soumettre à la taille les

bonnes villes, il y aurait une révolte générale en France. »

« Oh, dirent les deux interlocuteurs, la France et la Savoie ne se gouvernent pas de la même façon. Fournissez à Son Altesse l'occasion de vous avantager en agissant autrement que vous ne l'avez fait ci-devant. »

Savion. — « Messieurs, cela serait bon à dire si la paix récente n'avait pour effet d'abolir toutes choses passées que vous voulez nous reprocher. »

A ce moment M. de Chevrières, qui jusqu'alors était resté silencieux, intervint dans la discussion : « Arrivons, dit-il, au dernier article. »

« L'autre article, dit Roncas, consiste en ceci que les Genevois demandent la continuation d'un traité conclu avec feu Son Altesse, mais ce traité était à temps, n'avait qu'une durée limitée et il est expiré. »

Savion. — « Il était en vigueur avant la guerre de 1589 ; or la paix rétablit toutes choses dans l'état où elles se trouvaient avant la guerre. »

Evidemment on était loin de s'entendre et Roncas coupa court en déclarant que le duc n'avait rien de plus à répondre sur le fait de Genève ; sur quoi Savion se retira.

Le lendemain, un mardi, Savion sollicita la réponse écrite à ses demandes ; on lui rendit le texte qu'il avait apporté ; les réponses étaient écrites en regard de chaque question. Le mercredi M. de Chevières se rendit au château pour prendre congé du duc et Savion l'accompagna. Le député de Genève ne pouvait se dissimuler qu'il avait échoué dans sa mission et il voulut tenter un dernier effort ; au moment de se retirer, il adressa au duc l'allocution suivante :

« Très haut et très illustre prince, je prendrai aussi congé de Votre Altesse, s'il lui plaît. J'eusse bien désiré pouvoir emporter une plus favorable réponse aux articles que j'ai présentés à Votre Altesse. Toutefois, nous supplierons toujours Votre Altesse de nous traiter comme gens qui ne désirent que demeurer à Votre Altesse très humbles serviteurs. »

Dans ses rapports avec Genève, Charles-Emmanuel s'était laissé dominer par le point d'honneur ; il ne pouvait se faire à l'idée que des bourgeois républicains fussent en droit de traiter avec lui sur un pied d'égalité ; mais, quand il vit en quels termes respectueux et réservés le député de Ge-

nève s'adressait à lui, il s'opéra une sorte de revirement dans son esprit; il prit Savion par la main, et l'entraînant vers une fenêtre, il lui dit : « Je ne me serais pas cru sauf dans mon honneur, si j'avais fait à vos articles une autre réponse que celle que j'ai faite; il y va de ma réputation. Néanmoins je ferai en sorte que vous vous en alliez une autre fois plus content de moi; dites à ces Messieurs que je suis disposé à oublier le passé, si les effets répondent au contenu de leur lettre; je suis prêt à renouer les négociations d'Hermance et nous conclurons quelque bon et durable accord; que Messieurs de votre Conseil délèguent à Turin des personnes capables pour traiter; je me laisserai « écouler » autant que ma raison et ma dignité pourront le permettre; s'ils veulent suivre cette voie, je donnerai l'ordre à d'Albigny de faire cesser toutes les molestes dont ils se plaignent et nous mettrons en mains d'un tiers le revenu d'Armoy et Draillens pour vous le rendre, dès que nous serons d'accord. »

Savion ne s'attendait guère à une pareille déclaration, plutôt conciliante, et dans son rapport au Conseil il la qualifie de *proposition inespérée*; il

resta un instant silencieux, ne sachant trop que répondre ; puis il s'enhardit et l'entretien fut repris dans les termes suivants :

Savion. — « Votre Altesse me pardonnera-t-elle si je dis franchement ce qu'il me semble ? »

Le duc. — « Dites, dites hardiment ! »

Savion. — « Puisque Votre Altesse me le permet, je dirai que je ne serais guère sage, si je portais ces paroles à Messieurs, car il ne faut point parler des prétentions de Votre Altesse, si l'on ne veut perdre son temps et encourir leur male grâce. »

Le duc. — « Comment ? Ne se disent-ils pas *serveurs de justice* ? quand je parle de *justes prétentions*, est-ce leur faire tort ? »

Savion. — « Très haut et illustre prince, le mot de juste est un grand mot et de fait il me souvient de la réponse qui fut faite à Hermance à Votre Altesse, réponse ainsi conçue : Nous voulons que tout le monde sache que nous avons notre âme et conscience en telle recommandation que, si nous savions détenir quelque chose injustement, non pas d'un si grand prince que l'est Votre Altesse, mais du dernier homme du monde, nous ne voudrions pas nous en maintenir les défenseurs, mais j'ai ouï dire

que cela a été si souvent débattu dans les *journées* qu'il serait temps de n'en plus parler. »

Le duc. — « Si vous avez bien lu le protocole de toutes ces *journées* dont vous parlez, vous aurez vu qu'elles contiennent toujours une réserve, sans préjudice de faire droit à notre maison sur nos prétentions. Lisez les protocoles, vous trouverez qu'il en est ainsi. »

Savion. — « Je ne veux pas discuter avec Votre Altesse sur un point sur lequel je n'ai d'autre pouvoir que celui qu'il a plu à Votre Altesse de me donner, mais je trouve du danger pour moi à faire rapport sur une affaire de si grande importance. Comment me croirait-on, puisque je suis porteur d'un document qui semble entièrement contraire ? Puis on pourrait m'accuser de ne pas reproduire exactement les paroles de Votre Altesse, d'ajouter ou de retrancher. Je supplie donc Votre Altesse de m'excuser ; je ne puis, ni ne dois refuser de porter à Messieurs tout message qu'il plaira à Votre Altesse de me confier, pourvu qu'il soit écrit.

Le duc. — « Eh bien, je vous le ferai remettre par écrit. Adressez-vous à Roncas. »

L'audience était terminée, Savion se retira. Mais,

à peine sorti du château, il se reprocha d'avoir manqué de présence d'esprit en n'exposant pas au duc combien il serait difficile de décider de vieux magistrats à braver les rigueurs de la saison pour se rendre à Turin en franchissant ce « meschant Mont-Cenis. »

Il revint donc sur ses pas pour attendre Roncas et lui soumettre son objection : « Oh ! répondit Roncas, ne vous préoccupez pas de cela : combien d'évêques et de cardinaux déjà vieux se rendent à Rome dans la plus dure saison de l'année ! Il suffit de se bien vêtir et d'attendre tout au plus un jour ou deux que le mauvais temps soit passé. Au surplus, il faut que les négociations aient lieu à l'endroit où se trouvera Son Altesse, car aucun de ses ministres n'oserait de son chef accepter tel article sur lequel Son Altesse passerait peut-être sans difficulté¹ ; de ces négociations il peut résulter pour vous de grands avantages. Puis nous mettrons dans votre passe-port qu'on vous accommode de toutes choses nécessaires

¹ Roncas n'avait garde d'oublier l'irritation, très mal fondée du reste, que le duc avait manifestée contre les négociateurs du traité de Lyon.

au voyage. Venez me trouver demain matin ; tout sera prêt. »

Savion n'insista pas ; le jeudi matin il se rendit auprès de Roncas pour recevoir sa dépêche ; il trouva M. de Chevrières, botté et prêt à partir. A ce moment surgit un assez curieux incident : le duc avait fait des réflexions et il croyait s'être trop avancé dans l'audience qu'il avait accordée à Savion ; bref, il voulait revoir ce dernier. Après une assez longue attente, Savion fut appelé devant le duc, qui lui dit brusquement :

« J'ai réfléchi à ce que je vous ai dit hier ; il ne me semble pas convenable de vous remettre par écrit ce que je vous ai dit ; vous pourriez aller *faire vos vantances* que je vous recherche. »

« Très haut et très illustre Prince, répondit Savion, je sais, grâce à Dieu, l'honneur et le respect qui sont dus à un aussi grand Prince ; je me conformerai strictement à ce que Votre Altesse me prescrira sur ce fait ; s'il plaît à Votre Altesse de me défendre de montrer à M. de Chevrières le texte qui me sera remis, je m'y engagerai et je saurai tenir ma promesse ; l'intention de Messieurs

est que Votre Altesse n'ait aucun sujet de se plaindre de mes actes. »

« Eh bien, je veux me fier à votre parole, » dit le duc, et en même temps il fit appeler Roncas, auquel il donna l'ordre de préparer la dépêche, mais la déclaration ducale ne pouvait pas être prête avant le soir, et M. de Chevrières voulait absolument partir; de son côté, Savion avait ses raisons pour ne pas se séparer de l'ambassadeur de France. Il fut donc entendu que Savion laisserait à Turin son huissier Bramarel qui se chargerait de la dépêche et le rejoindrait le lendemain à Novalaise.

Savion quitta donc Turin en même temps que M. de Chevrières et le lendemain il fut rejoint par l'huissier, porteur de la dépêche de Roncas. Le duc déclarait qu'il voulait bien oublier les « doléances et incrépations mal fondées » de Messieurs de Genève, mais qu'il tenait compte « de la modestie et respect » dont avait fait preuve le délégué de la République; quant au mode de vivre, disait-il, les circonstances ont changé, et si les Genevois désirent obtenir ce qu'ils prétendent leur appartenir, ils doivent aussi avoir égard aux *justes prétentions*

de Son Altesse ; de la sorte, on pourra « bâtir un perdurable et assuré accord. » Le duc engageait donc Messieurs de Genève à déléguer auprès de lui des personnes qualifiées pour reprendre les négociations entamées à Hermance ; ces députés se rencontreraient à Turin avec les représentants de la Maison de Savoie ; la date fixée était le 15 novembre, « afin que devant l'hiver il soit pourveu à toutes choses. » La dépêche du duc se terminait par des déclarations qui pouvaient être considérées comme conciliantes :

« Son Altesse commandera au Sr d'Albigny de faire cesser jusques en fin de la négociation toutes les molestes desquelles ils se plaignent, dès aussitôt qu'ils (les Genevois) se seront déclairés à iceluy de vouloir suivre ceste voye (la voie des négociations), ce qu'ils devront faire dans le premier dudit mois de novembre.

« Son Altesse fera aussi réduire le revenu d'Armoy et Dralliens de ceste année en main tierce pour leur estre délivré, dès aussitost qu'ils seront d'accord. »

La missive de Roncas, datée du 18 octobre, était accompagnée d'un sauf-conduit en due forme

pour les députés que la République enverrait à Turin ; il y était enjoint aux gouverneurs des villes et provinces « de leur pourvoir des commodités nécessaires pour leur passage et séjour, en payant raisonnablement, sans aucunement les surcharger. »

Savion avait promis au duc de ne communiquer à personne la dépêche destinée au Conseil ; nous avons tout lieu de croire qu'il respecta scrupuleusement sa promesse et qu'il ne se permit aucune indiscretion. Mais, au cours du voyage qu'il fit en compagnie de M. de Chevrières, ce dernier l'entretint naturellement des affaires de Genève et des intentions présumées du duc de Savoie ; il était fort optimiste, M. de Chevrières, et il disait à Savion : « J'espère que Son Altesse traitera à l'amiable les affaires qu'il a avec vous. » Et Savion de répondre : « Dieu le veuille. »

Après avoir franchi le Mont-Cenis, nos deux voyageurs arrivèrent sans encombre à Chambéry, où ils devaient se séparer, l'un se dirigeant sur Lyon, l'autre sur Genève. Ils eurent ensemble un dernier entretien dans lequel M. de Chevrières se montra plein de sollicitude pour les intérêts de la

République ; il s'attendait à la visite de d'Albigny et il se promettait de lui parler de Genève : « Je ne manquerai pas, dit-il, de lui demander s'il n'a pas reçu de Son Altesse quelque ordre vous concernant, comme par exemple d'éloigner les troupes stationnées dans le voisinage de Genève. A mon arrivée à Lyon, je vous informerai de ce que j'aurai appris de lui ; présentez mes salutations à Vos Seigneurs et faites-moi l'amitié de me donner souvent de vos nouvelles, surtout *si ce prince remue quelque chose*, car le roi me l'a fort recommandé. »

En dernier lieu, M. de Chevrières honora le député de Genève d'une confidence des plus intéressantes ; il lui raconta dans ses détails un entretien tout intime qu'il avait eu avec le duc et où s'était révélé le caractère ombrageux et mobile de Charles-Emmanuel ; dans cet entretien, ce n'était plus Genève qui était en jeu, mais toute la politique de la Maison de Savoie. Cette conversation fait connaître d'une manière saisissante l'étrange perplexité dans laquelle le traité de Lyon avait laissé le duc. Suivant l'expression de M. de Chevrières, Charles-Emmanuel s'était fait *tirer l'oreille*

pour jurer la paix ; jusqu'au dernier moment, il avait conservé comme un vague espoir de se dérober, mais l'échéance fatale était arrivée et il avait dû se résigner, quoi qu'il lui en coûtât. Ce qui le préoccupait, c'était le bruit qui courait d'une nouvelle mésintelligence entre les rois de France et d'Espagne : « Mon Dieu, dit-il à M. de Chevrières, que deviendront ces semences de noise qui surgissent entre ces deux souverains ? »

« Monsieur, répliqua Chevrières, notre roi est un prince que vous connaissez ; il ne se laissera pas faire tort. »

Le duc. — « Non, non, si je pouvais servir de bon entremetteur pour les mettre d'accord ! »

M. de Chevrières. — « Vraiment, Monsieur, puis-
siez-vous vous souvenir de votre parole, car je ferai connaître au roi votre bonne volonté, mais, puisque nous sommes en si bon chemin, dites-moi, je vous prie, quel rôle jouerez-vous, si les deux rois en viennent aux mains ? »

La question était bien délicate et presque indiscrete ; Charles-Emmanuel regarda l'ambassadeur dans le blanc des yeux et, après avoir un instant réfléchi, répondit avec sa finesse de di-

plomate italien : « Vous me faites une terrible question ; quel parti me conseilleriez-vous de prendre ? »

M. de Chevrières. — « En ce qui dépend de votre volonté, je ne saurais vous donner un avis, mais, puisque vous me pressez, je me dépouillerai pour un instant de ma qualité d'ambassadeur et je vous dirai que, votre serviteur et votre ami, comme je le suis, je voudrais vous conseiller de demeurer neutre. »

Le duc. — « Vraiment, si le roi, au lieu de me traiter rudement, comme il l'a fait, voulait avoir quelque ménagement pour moi et me restituer au moins le bailliage de Gex, je pourrais un jour lui rendre quelque bon service ! »

M. de Chevrières n'était pas de taille à ruser avec le duc ; il eût été sinon très délicat, du moins très adroit, de laisser subsister quelque illusion dans l'esprit de Charles-Emmanuel, mais M. de Chevrières n'était pas un diplomate bien retors et il coupa court avec une franchise toute militaire :

« Monsieur, dit-il, ne faites aucun fond là-dessus, ne croyez pas un instant que le roi ait

l'intention de vous abandonner un pouce de terre des Etats que vous lui avez remis, mais voici du moins à quel arrangement nous pourrions l'amener : vous avez force enfants et belle génération, le roi peut vous accorder pour eux des compagnies d'hommes d'armes, des bénéfices, des pensions. Tout cela vaudra bien mieux que deux bailliages.»

Où nous nous trompons fort, ou le duc dut être vivement froissé d'une telle proposition ; M. de Chevrières faisait fausse route, il offrait au duc le rôle de vassal du roi ; c'était bien mal connaître le caractère d'un prince très fier et chatouilleux sur le point d'honneur. Au surplus, l'entretien n'alla pas plus loin, mais M. de Chevrières très naïvement s'imagina qu'il avait fait preuve d'une rare habileté et il conta tout l'incident à Savion en lui disant qu'il espérait ramener le duc au parti du roi ; Savion l'écouta avec beaucoup de déférence, mais M. de Chevrières ne se douta pas de l'impression que produisait son récit. Savion se disait tout simplement : « Si l'ambassadeur savait quel déplaisir j'éprouverais de voir le roi et le duc de si bon accord, il n'en dirait

pas tant ¹. » Il nous semble que le magistrat de Genève montrait plus de tact et de finesse que l'ambassadeur du roi.

¹ « Sur ce, je me suis bien pensé que si led. Amb. scavoit quel desplaisir j'aurois de les voir de si bon accord, qui ne se peut faire qu'à nos despends, il ne m'eust pas conté des fortes (?), mais il fait à la françoise. » Rapport de Savion au Conseil.

XII

NOUVELLES NÉGOCIATIONS AVEC LE DUC. HENRI IV RENOUVELLE SON ALLIANCE AVEC LES CANTONS SUISSES.

Aussitôt rentré à Genève, Savion rendit compte de sa mission au Conseil en lui soumettant les propositions du duc de Savoie. Il fallait prendre un parti de suite, si on voulait profiter des dispositions de Charles-Emmanuel. Dès le 19 octobre, il fut décidé d'écrire au duc et à d'Albigny que le Conseil acceptait la conférence proposée, et en même temps Lect, Chabrey et Savion, furent désignés pour se rendre à Turin. Le Petit Conseil paraissait, ou voulait paraître, convaincu des bonnes dispositions de Charles-Emmanuel; ainsi que nous allons le voir, le Conseil des Deux-Cents se montra moins confiant, plus réservé. Il est vrai

que, dès le lendemain, une nouvelle inattendue remit tout en question ; le 20 octobre, le Conseil reçut certains avis d'une entreprise qui se préparait contre la ville ; ces avis se reproduisaient fréquemment, mais cette fois le Conseil s'en inquiéta et se demanda s'il fallait donner suite à la décision de la veille et envoyer des députés à Turin. Le Deux-Cents fut saisi de la question et il prit une décision énergique et fière : « On écrira au duc qu'on ne peut suivre les errements de la conférence d'Hermance, ni laisser discuter notre souveraineté, mais, s'il lui plaît de conférer pour un mode de vivre, on enverra des députés à cette fin. »

Evidemment, le Deux-Cents posait la question sur son véritable terrain, mais il était clair qu'en refusant de reprendre les négociations d'Hermance, il diminuait les chances d'arrangement, ou, pour mieux dire, les détruisait entièrement. Dans ces conditions, c'était une mission peu enviable que celle de se rendre à Turin ; on s'exposait à être mal reçu, ce qui était peu de chose, mais on était à peu près sûr de ne pas réussir, ce qui était plus grave. Le Conseil avait désigné Lect, Chabrey et Savion, pour la mission de Turin ; Noble Domini-

que Chabrey déclina le périlleux mandat qui lui était confié, en alléguant « son infirmité et vertige ; » il fut proposé de le remplacer par Michel Roset, le magistrat éminent et dévoué qui, depuis plus de trente ans, acceptait sans hésitation les missions les plus difficiles. Cette fois Roset refusa, et il énonça très franchement les motifs de sa décision : il avait été averti « qu'il ne seroit bien vu par M. de Savoye ; » l'excuse était valable et le Conseil remplaça Roset par le secrétaire Anjorant.

Tandis que les trois députés de Genève se rendaient à Turin, d'Albigny jouait le double jeu qui était conforme à son caractère. Le 10 novembre (nouveau style) il écrit d'Annecy au Conseil qu'il a donné les ordres nécessaires pour que toutes les promesses du duc soient *étroitement* observées, même, dit-il, pour la question des tailles.

Malheureusement les actes n'étaient pas d'accord avec les paroles ; en effet, le Conseil apprend le même jour que la maison de campagne de Budé de Vérace a été forcée la veille pour l'impôt du sel. Le 23 novembre, on apprend un fait plus si-

gnificatif. D'Albigny, le comte de Saint-Front¹ et un troisième personnage de marque ont inspecté le fossé entre St-Léger et le boulevard du Pin; le Conseil prend aussitôt des mesures de précaution; il ordonne de faire dresser des palissades sur les bastions et de visiter soigneusement les remparts. Tout cela ne présageait rien de bon et le Conseil paraissait compter fort peu sur le résultat des conférences de Turin. Ce fut bien pis encore, quand le 5 décembre on apprit à Genève que d'Albigny venait de publier défense expresse d'exporter des grains. L'ordonnance était ainsi conçue :

« De par Son Altesse et de M. d'Albigny, son lieutenant-général deçà les monts, seront faites inhibitions et défenses à toutes personnes, de quel estat, qualité et condition qu'ils soient, d'extraire ou faire extraire et sortir des terres de Sad. Altesse aucune quantité de graines, de quelle espèce que ce soit, à peyne de confiscation d'iceux et des bestes de voiture et outre ce de l'amende de 50 livres contre les contrevenans, dont la

¹ Le comte de Saint-Front était un ingénieur savoyard qui s'illustra en dirigeant en 1617 la défense de Verceil. Voy. Saint-Genis, Histoire de Savoie, to. II, p. 257.

moitié est déclarée appartenir aux révélans, le reste au fisc de Sad. Altesse, et seront les présentes défenses publiées, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Chambéry le V^e décembre 1601. »

Ainsi, tandis que le duc de Savoie semblait ouvrir la porte à de nouvelles négociations, d'Albigny saisissait la première occasion de témoigner aux Genevois son parti pris malveillant; il savait bien que nulle mesure ne pouvait être plus vexatoire, plus dure, que l'interdiction d'exporter le blé. Le Conseil décida sur-le-champ de se plaindre de la mesure et de protester en même temps contre la présence de nombreux gens de guerre en Faucigny et à Choulex. La réponse ne se fit pas attendre; d'Albigny adressa au Conseil un de ces petits billets laconiques et dédaigneux dont il avait le secret. A l'en croire, la défense d'exportation était la mesure la plus simple, la plus naturelle, et ne pouvait porter ombrage à personne¹.

¹ Les conséquences de la mesure prise par d'Albigny se firent aussitôt sentir à Genève. Le blé, qui valait 9 florins 6 s. ou 10 florins au plus, monta jusqu'à 13 florins. Le journal de Colladon indique comme prétexte de la mesure la pénurie de blé qui régnait en Piémont, mais ni l'ordonnance de d'Albigny, ni son

D'Albigny oubliait qu'à ce moment Genevois et Savoyards n'étaient pas en état d'hostilité et que des voisins paisibles ont quelque droit de prendre de l'ombrage, lorsqu'on cherche à les affamer ; quant aux gens de guerre qui foisonnaient en Faucigny, il ne fallait pas s'en alarmer, suivant d'Albigny, car on ferait en sorte de les contenir. Au surplus, le billet de d'Albigny a trop de saveur pour que nous résistions à la tentation de le reproduire :

« Messieurs,

Il est vrai que la défense générale de sortir les graines hors les Estats de Son Altesse a esté faite, mais c'est une règle de police qui se fait en tous temps et partout, sans que cela doibve apporter aucun ombrage ; pour ce qui est de vostre particulier, j'ay escript aux juges-mages des provinces de faire une description de ce qu'il se trou-

épître au Conseil ne font mention de cette circonstance. Au surplus d'Albigny ne prenait pas la peine de dissimuler son parti pris d'hostilité, car il empêchait les sujets des terres de Chapitre d'apporter du blé ou du vin, et les Genevois qui avaient des biens-fonds en Savoie n'étaient pas même autorisés à transporter en ville leurs récoltes.

vera vous appartenir, laquelle estant faite, si vous désirez quelque chose de moy, j'y pourvoirai à vostre satisfaction ; pour le regard des gens de guerre, je les feray contenir, comme j'ay fait jusques icy, de façon que cela n'altérera, ny interrompra aucunement le commerce public. Je prieray sur ce nostre Seigneur, Messieurs, qu'il vous ayt en sa garde.

A Chambéry le 19 décembre 1601.

Vostre affectionné à vous servir.

ALBIGNI. »

Les Genevois devaient apprendre une année plus tard, presque jour pour jour, comment d'Albigny entendait contenir ses gens de guerre ! L'arrogante épître fit la plus mauvaise impression et le Conseil décida, séance tenante, de répliquer au lieutenant-général « qu'on n'est pas satisfait de sa response, puisque ses procédures sont contraires à la paix. »

Les députés que le Conseil avait envoyés à Turin avaient, en passant à Chambéry, demandé une audience à d'Albigny, et ils avaient emporté de leur entrevue l'impression la plus défavorable.

L'attitude du lieutenant-général fut si hautaine et son langage si intransigeant que les députés genevois conçurent de vives inquiétudes pour la sécurité de la ville; ils écrivirent sur-le-champ au Conseil pour le mettre sur ses gardes; ils estimaient qu'il y avait anguille sous roche et que l'attitude de d'Albigny cachait quelque dessein. Le Conseil tint compte de l'avertissement et prit sans délai les mesures nécessaires pour éviter une surprise¹.

Nos trois députés quittèrent Chambéry, attristés et découragés; l'attitude de d'Albigny n'était pas faite pour leur inspirer confiance dans l'issue de leur mission. Les brumes et les pluies de l'arrière-automne ne durent pas contribuer à égayer leur route, tandis qu'ils se dirigeaient vers le « méchant » Mont-Cenis, qu'il fallait franchir au prix de bien des dangers. Ils avaient quitté Genève le 5 novembre, et ils mirent huit jours pour se rendre à Turin. Après deux jours d'attente, ils furent

¹ « Que M. le Syndique Rillet face exécuter les arrests cy-devant faits pour la garde et que les notables facent leur charge en personne, à peyne de cinq florins sans rémission, et que led. Sr Syndique visite, avec tels qu'il luy plaira, l'encogneure de l'Escorcherie. » *Reg. Cons.* du 11 nov. 1601.

admis auprès du duc, qui les reçut « assez bénévolement ¹; » il désigna plusieurs commissaires pour discuter les conditions d'un arrangement : c'étaient le président Provana, Berliet, archevêque de Tarantaise, et Roncas, premier secrétaire. Mais les espérances, bien faibles, que les députés de Genève pouvaient avoir conçues ne tardèrent pas à s'évanouir; plusieurs projets furent présentés de part et d'autre « pour vivre ensemble en repos, » mais on ne put se mettre d'accord sur aucun.

Il y avait un obstacle infranchissable, toujours le même ; le duc exigeait une reconnaissance quelconque de ses prétentions, et les délégués genevois, forts de leur bon droit, repoussaient toute atteinte à l'indépendance de la République. Finalement, de guerre lasse, on se mit d'accord pour proroger de deux mois la conférence ; c'était un aveu déguisé d'impuissance, on évitait ainsi l'apparence d'une rupture immédiate. La résolution qui fut adoptée par le duc est, sauf erreur, le dernier acte diplomatique qui précéda l'Escalade ; citons-le textuellement :

¹ Journal d'Esaië Colladon, p. 30.

« Sur ce qu'a esté de nouveau avancé par les députés de Genève en la dernière conférence entre les députés de S. A. et eux pour la sursoyance du payement des tailles et péages avec la main-levée d'Armoy et Dralliens et continuation de la conférence encommencée par S. A., désirant le repos public et que ladicte conférence puisse avoir quelque bonne issue, a accordé qu'icelle sera prolongée pour tout le mois de Janvier prochain, dans lequel ceux de Genève se lairront entendre plus amplement sur les moyens de parvenir à une bonne conclusion d'icelle, à condition que cependant ils relascheront La Verrière¹ des arrests où il est constitué et rendront raison des attentats et voye de fait qui sont ensuivis dès la cessation des armes et Sad. A. pour ledict temps fera cesser l'exaction des tailles et des péages, traitera avec Sa Sainteté pour le regard du revenu dud. Armoy et Dralliens et procurera par tous moyens à elle possibles de

¹ La Verrière était un jeune Savoyard qui avait été arrêté à Genève pour avoir enlevé de force du blé de la dîme de Foncenay. Ce La Verrière avait suivi le bel exemple du Sire de Langin qui s'était emparé de vive force de la dîme de Gy. Par suite de ce méfait, noble Pierre de Langin, dont le manoir se

gratifier lesd. de Genève, à mesure de ce à quoy ils se disposeront envers elle. Fait à Turin ce 13 jour du mois de décembre 1601.

Signé, par commandement de Sad. A. Sérén^{mo}

RONCAS. »

Ainsi tout allait rester en suspens jusqu'au mois de janvier ; les députés de Genève reprirent tristement le chemin de leurs foyers, et le 15 décembre ils présentèrent au Conseil un rapport détaillé sur leur mission.

Si du côté de la Savoie tout restait en suspens, il en était un peu autrement du côté du pays de Gex. Les magistrats genevois avaient compris que tout espoir de recouvrer le bailliage était perdu, mais, avec cette résignation stoïque qui ne se démentait jamais, ils cherchèrent à tirer le meilleur

dressait sur les flancs abrupts des Voirons, était aux arrêts dans les prisons de Genève. Le duc de Savoie s'intéressait également à son sort et il le recommanda aux députés en mission à Turin ; le Conseil fit à M. de Langin la politesse de l'élargir sans dépens. La Verrière, M. de Langin, M. de Laconay, étaient des voisins peu commodes et dénués de scrupules, qui considéraient comme étant de bonne prise tout ce qu'ils pouvaient dérober aux Genevois.

parti possible d'une situation défavorable. Au fond Henri IV avait un faible pour Genève et les Genevois ; sans la raison d'Etat, il se fût comporté tout autrement ; il éprouvait quelque honte de n'avoir pas tenu sa promesse pour le pays de Gex, et lorsque Chapeaurouge se permettait de le lui rappeler, le Béarnais s'esquivait comme un enfant qui se sent fautif. Foncièrement bon, comme il l'était, Henri IV chercha du moins à atténuer ses torts en faisant aux Genevois les petites concessions de détail qui dépendaient de lui. Par lettres patentes datées de St-Germain-en-Laie¹, il déclara que Genève était comprise, non seulement dans le traité de Vervins, mais aussi dans le traité de Lyon, « tout ainsi que si nommément elle y estoit comprise et spécifiée. » Ce n'est pas tout ; les Genevois, privés du pays de Gex, demandaient à y conserver au moins les privilèges dont ils avaient joui jusqu'alors, l'exemption des péages, l'immunité des tailles et contributions. Le 17 octobre, à Fontainebleau, Henri IV accorda aux Genevois un délai de trois mois pour faire la preuve des droits

¹ Archives de Genève, n° 2279 des *Portef. historiques*.

qu'ils réclamaient¹. C'était bien quelque chose ; c'était un acheminement à un mode de vivre qui pouvait sauvegarder les intérêts des nombreux Genevois devenus propriétaires dans le pays de Gex. Si Genève obtint ces avantages, c'est sans contredit à Chapeaurouge qu'il faut en attribuer le principal mérite. Chapeaurouge avait su conserver son franc parler et la liberté d'allure d'un républicain ; il ne craignait pas d'importuner le roi, quand il s'agissait de défendre les intérêts de sa patrie. Au surplus, le député de Genève reconnut loyalement devant le Conseil que le roi avait « une très bonne affection, ² » mais il ajoute : « Quand M. de

¹ Archives de Genève, n° 2281 des *Portef. historiques*.

² De même que la sœur de Henri IV, Catherine de Navarre, duchesse de Bar ; elle était restée protestante et le Conseil de Genève n'hésita pas à solliciter son appui. Catherine de Navarre fit aussitôt la démarche demandée et elle l'annonça au Conseil dans une lettre d'une simplicité charmante, comme on les écrivait au XVII^{me} siècle : « Messieurs, écrit-elle, suyvnt la prière que vous m'avez faicte de m'employer envers le Roy, mon Seigneur et frère, pour les pources habitans de Gex, je n'ay failly de supplier très humblement Sa Majesté de les vouloir gratifier pour le faict de la religion et soulager pour les tailles et subsides ; elle me promist de leur fayre tout le meilleur traictement qui ce pourroit, ce que je désire infiniment pour vostre contentement et leur bien. Si j'y eusse eu plus de

Villeroy parle à luy, il change. » En réalité, il fallait constamment lutter contre la cour, qui était absolument hostile à la métropole du calvinisme¹.

Ainsi, pour Gex, il paraît probable que le roi eut la main forcée et il le laissa comprendre lorsqu'il dit à Chapeaurouge : « Je vous prie, faites entendre à vos Seigneurs le déplaisir que j'ay de ne leur pouvoir bailler Gex. Je scay bien que je l'ay promis, mais j'ay esté forcé de ce faire. Je les recognoistray en quelque autre endroit. »

Les bonnes intentions de Henri IV se manifestèrent d'emblée à l'occasion des péages. Un jour Chapeaurouge se rencontre chez Rosny avec le

pouvoirs, je ne l'eusse nullement espargné, non plus que je feray en tout ce qui vous touchera ou me sera recommandé de vostre part : assurez-vous en, Messieurs, et me faictes ce bien, s'il vous plaist, de me continuer tousjours vostre amitié et bienveillance, de croire qu'en tout ce que j'auray moyen de vous tesmoigner la mienne, vous m'y trouverez plus disposé que personne du monde et en ceste volonté je prie Dieu qu'il vous ayt, Messieurs, sous sa très sainte protection et sauvegarde.

De Paris le 8 de novembre 1601.

Vostre très affectionnée amye,

CATHERINE. »

(Arch. de Genève, *Portef. histor.* n° 2283.)

¹ Voir le rapport détaillé que Chapeaurouge présenta au Conseil dans la séance du 22 décembre 1601.

« péageur » de Versoix qui, plaçant la carte du pays de Gex sur la table, exposa très vivement ses griefs contre les Genevois; Rosny l'interrompt brusquement et lui dit : « Pourquoi molestez-vous les Genevois, le Roi entend que le lac soit libre. » Et lorsque Chapeaurouge se leva pour prendre congé du ministre, ce dernier ajouta : « Je pense qu'on ne vous tourmentera plus par le lac. » C'était déjà un point capital pour Genève d'obtenir la liberté des communications par le lac; en effet, il suffisait que les péagers français de Versoix et les péagers savoyards d'Hermance établissent une croisière, pour intercepter les relations de Genève avec les cantons suisses. Malheureusement, ni le roi, ni son ministre Rosny, ne pouvaient surveiller les choses de près; ils ne pouvaient réagir contre l'hostilité, sourde ou manifeste, des fonctionnaires qui administraient le bailliage; malgré les délais formellement accordés par Henri IV, les « péageurs » de Versoix ne se gênaient nullement de harceler, de vexer les marchands genevois.

Dans un autre ordre d'idées, les fonctionnaires civils du bailliage méconnaissaient complètement les intentions du roi; au moment de l'annexion à

la France on avait promis aux habitants du pays de Gex qu'ils conserveraient la liberté du culte réformé, mais les promesses solennelles furent violées avec une scandaleuse célérité. Dès le 20 novembre, l'évêque d'Annecy, accompagné de MM. de Lux¹ et de Gastines, fit son apparition dans le bailliage pour y rétablir la messe; les habitants voulurent s'y opposer et prièrent même Lesdiguières, alors à Coppet, de leur donner avis « en cette perplexité. » Tout fut inutile; on commença par rétablir la messe à Gex, à Farges et à Ecorens, puis on enleva le temple de Gex aux réformés, qui furent réduits à célébrer leur culte dans une grange². L'évêque d'Annecy faisait son entrée dans le bailliage comme le représentant

¹ On se rappelle que c'était précisément le baron de Lux qui avait promis aux Réformés de Gex de respecter leur culte. Ce personnage, qui devint plus tard lieutenant général de Bourgogne, était un fourbe et un traître de l'école de Biron; à la mort de ce dernier, dont il avait été le complice, il s'attacha à la maison de Guise, puis abandonna les princes lorrains pour se faire l'agent du prince de Condé et du marquis d'Ancre. Il eut la fin qu'il méritait. Les Guises résolurent de punir sa trahison et le plus jeune d'entre eux, le chevalier de Guise, tua le baron en plein jour dans la rue Saint-Honoré.

² Journal d'Esaïe Colladon, p. 30.

non pas d'un culte libre qui réclame sa place au soleil, mais d'un culte privilégié qui se réserve de proscrire toute confession rivale. Il s'agissait, en un mot, d'extirper la Réforme ; les pauvres huguenots du pays de Gex montrèrent plus d'énergie et de constance que les proscripteurs ne s'y attendaient ; la Réforme avait poussé des racines profondes dans le sol et il fallut la révocation de l'Edit de Nantes pour achever de détruire le germe fécond qui s'y était librement développé sous la double influence de Berne et de Genève.

L'année 1602, qui devait marquer dans les annales de Genève, s'ouvrit sous des auspices défavorables. Du côté de la Savoie, toute espérance d'arrangement semblait s'évanouir ; d'Albigny, qui nourrissait contre Genève toute la haine d'un ancien ligueur, guettait sa proie et caressait son rêve de détruire le nid de l'hérésie. Du côté de la France, c'était l'incertitude et l'appréhension ; sans doute, Henri IV était animé des meilleures intentions, mais ses ministres, ses fonctionnaires civils ou militaires, ne partageaient pas ses sentiments, et il dépendait du caprice d'un simple *péageur*,

de protester la signature du roi et d'intercepter les relations de commerce entre Genève et les cantons suisses. Placée entre l'hostilité déclarée du duc de Savoie et la protection peu efficace du roi de France, Genève pouvait-elle au moins compter sur quelque secours, en cas de danger, sur l'aide des cantons suisses ? A ce moment, elle demandait, de nouveau, d'être admise dans l'alliance helvétique et Henri IV faisait appuyer sa demande par son représentant en Suisse, mais l'influence exceptionnelle dont jouissait l'ambassadeur de France vint se briser devant l'hostilité des cantons catholiques qui ne voulaient à aucun prix pactiser avec la Rome protestante ; Genève restait donc isolée, elle ne pouvait et ne devait compter que sur la vigilance de ses magistrats et sur l'énergie virile de ses citoyens.

Chaque année, suivant l'usage séculaire, le peuple genevois procédait dans les premiers jours de janvier à l'élection de ses quatre syndics ; l'élection avait lieu sur la présentation d'une liste en nombre double, arrêtée par le Petit Conseil et approuvée par le Deux Cents. Le dimanche 3 janvier 1602, le Conseil général fut convoqué,

au son de la grosse cloche, au temple de St-Germain, après le sermon de 9 heures. La cérémonie fut ouverte par une exhortation du vénérable Théodore de Bèze, alors âgé de quatre-vingt deux ans, et un chroniqueur ajoute que le peuple « qui étoit là en bon nombre, fut fort réjoui, » puis les citoyens défilèrent devant les secrétaires, en indiquant les candidats de leur choix; la liste de présentation comprenait pour le haut de la ville ¹ No. Dominique Chabrey, Claude Andrion, Jean Savion et Jean Budé de Vérace; pour le bas, Michel Barrillet, Ami Mestrezat, Philibert Blondel et Jean de la Maisonneuve. Les suffrages du Conseil Général se portèrent sur D. Chabrey, Cl. Andrion, Michel Barrillet et Philibert Blondel. Les nouveaux élus reçurent les bâtons syndicaux, marque distinctive de leur magistrature, et prêtèrent le serment fixé par les édits. L'un des quatre syndics, Philibert Blondel, ne se doutait guère de la tragique destinée qui lui était réservée; il venait de remplir les fonctions importantes de trésorier de la

¹ L'usage de prendre deux syndics dans le haut de la ville et deux dans le bas fut supprimé l'année suivante.

République et pleine décharge lui fut donnée à l'occasion de sa gestion; il jouissait d'une telle considération et il inspirait une si complète confiance que, le 5 janvier, le Conseil lui confia la tâche la plus lourde, la plus pénible, la charge du guet, en un mot mit entre ses mains la sécurité de la ville et la vie des citoyens¹. Responsabilité redoutable ! La nuit fatale de l'Escalade consumma la ruine de Philibert Blondel; le syndic de la garde fut-il un traître, un criminel, fut-il simplement coupable de négligence ou d'imprévoyance, ou encore fut-il victime d'une infâme machination, ourdie par des ennemis personnels ? La question reste indécise et l'historien, qui est en même temps un juge, n'aurait garde de se prononcer sans preuves.

Nos lecteurs se souviennent que la reprise des négociations entre la Savoie et Genève avait été renvoyée au mois de janvier; le Conseil avait acquis

¹ Quelques jours après, le 13 janvier, Blondel demanda au Conseil si on devait continuer à envoyer une garde hors de la ville pendant la nuit, « attendu, disait-il, qu'il n'y a beaucoup de gens de guerre aux environs; » le Conseil décida de s'en rapporter « à la discrétion » du S. Syndic. Il faut reconnaître qu'en soumettant loyalement la question au Conseil, Blondel agissait avec une absolue correction.

la conviction que toute tentative de rapprochement était destinée à échouer; encore fallait-il, ne fût-ce que par convenance, faire savoir au duc de Savoie si Genève était disposée à reprendre les conférences de Turin. Le 20 janvier, le Conseil décide de répondre qu'on ne peut « altérer la liberté de la ville, mais qu'on se rendrait facile à tous autres moyens. » La dépêche était délicate à rédiger et le Conseil en confia le soin au célèbre jurisconsulte Jaques Lect; le projet fut ensuite soumis à une commission composée de l'élite des membres du Conseil, enfin le texte fut approuvé le 26 janvier par le Deux-Cents unanime. La dépêche, minutée avec tant de soin, n'arriva pas sans encombre à destination. L'huissier qui la porta à Chambéry ne trouvant pas d'Albigny, la remit au président Rochette qui le rabroua, le reçut fort mal, parce qu'on ne lui avait pas écrit particulièrement; de prime abord, le susceptible président ne voulut même pas accepter la missive, mais il finit par se raviser et déclara qu'il la ferait parvenir au duc de Savoie, son maître.

Tandis qu'à Genève on envisageait de sang-froid l'éventualité d'une rupture définitive, d'importan-

tes négociations se poursuivaient auprès des cantons suisses. Henri IV avait besoin des Confédérés, de ces vaillants soldats qui se distinguaient, non seulement par leur incomparable bravoure, mais aussi par leur fidélité au drapeau. Or, le moment était venu de renouveler la vieille alliance de 1582 ; la chose n'était pas des plus faciles ; en effet, le roi était débiteur des Suisses, comme il l'était des Genevois ; suivant Jean de Müller¹, les dettes du royaume s'élevaient à 300 millions et 36 millions étaient dus aux Suisses. D'autre part, l'Espagne faisait, comme toujours, les plus grands efforts pour contrecarrer la diplomatie française et elle disposait d'une influence considérable auprès des cantons catholiques. La partie était donc difficile à jouer et Henri IV s'était fait représenter par deux de ses meilleurs agents, Méri de Vic et Sillery².

¹ *Histoire de la Confédération suisse*, tome XII, p. 354.

² Méri de Vic remplit les fonctions d'ambassadeur ordinaire, de septembre 1601 à septembre 1602 ; Nicolas Brulart de Sillery fut envoyé comme ambassadeur extraordinaire en septembre 1601 et resta en Suisse jusqu'en mars 1602, soit jusqu'au moment où l'alliance fut renouvelée. Voyez Ed. Rott, *Inventaire sommaire des documents relatifs à l'histoire de Suisse, conservés dans les archives et bibliothèques de Paris*, p. 278.

Les négociations qu'ils poursuivirent nous intéressent à un double titre, car leurs instructions portaient expressément qu'ils chercheraient à obtenir l'accession de Genève au Corps helvétique, et Chapeaurouge, l'infatigable et dévoué Chapeaurouge, dut, à la fin de décembre, se rendre à Soleure, pour joindre ses efforts à ceux de Sillery et de Vic. Ces derniers se conformèrent à leurs instructions, mais ils ne tardèrent pas à constater qu'ils se trouvaient en face, non pas de difficultés ordinaires, mais d'une impossibilité absolue; en effet, les sept petits cantons catholiques étaient liés entre eux par un pacte formel qui leur interdisait d'accepter une alliance avec Genève et, d'autre part, Bâle et Schaffhouse ne pouvaient contracter aucune bourgeoisie sans l'assentiment des sept cantons. Toute proposition nouvelle concernant Genève devait donc forcément échouer, et les gouvernements de Berne et de Zurich estimaient, non sans raison, qu'une question posée dans ces conditions servirait « plutôt de risée. » Telle était alors la puissance des antagonismes confessionnels! Malgré l'intervention de Henri IV, il n'y avait rien à espérer pour Genève.

Pour Sillery et Méri de Vic, la question de Genève était secondaire ; il s'agissait pour eux avant tout d'obtenir le renouvellement de l'alliance française. Sur ce point comme sur l'autre, ils se heurtèrent à de graves difficultés ; Messieurs de Berne montraient peu d'empressement ; d'emblée ils posèrent des conditions ; ils demandaient qu'on leur rendît Gex ou qu'on leur payât les frais de la guerre (on ne sait laquelle). Il paraît que Sillery fut fort étonné de cette prétention inattendue, de cette « nouveauté ; » il ne voulut pas répondre de suite par une fin de non-recevoir et déclara qu'il en référerait au roi. La réclamation des Bernois était bizarre assurément ; si quelqu'un pouvait revendiquer le bailliage, c'était Genève qui l'avait conquis et possédé pendant plus de dix ans, tandis que Berne l'avait perdu par sa faute, par son inconcevable inertie ! Messieurs de Berne comprirent eux-mêmes qu'ils n'avaient aucune chance de réussir dans leurs réclamations et peu après ils battirent en retraite, ils « se relaschèrent du baliage de Gex, » comme dit Chapeaurouge¹ ; ils

¹ Le rapport de Chapeaurouge fournit sur ces négociations

se retranchèrent sur les trois points suivants : en premier lieu, que la messe qui venait d'être rétablie à Gex fût supprimée ; en second lieu qu'ils fussent préférés au duc de Savoie, dans le cas où le roi serait disposé à restituer le pays de Gex ; enfin que le roi leur fît compter 60,000 écus au lieu des 10,000 qu'il leur offrait. Comme on le voit, Messieurs de Berne rabattaient de leurs prétentions et de leur côté les ambassadeurs du roi s'efforcèrent d'atténuer ce que leur réponse pouvait avoir de blessant. Quant au premier point, ils déclarèrent que le roi maintiendrait le *statu quo* dans le bailliage de Gex, si les habitants restaient eux-mêmes inébranlables dans leur foi ; la promesse était vaine, car l'évêque d'Annecy avait pris les devants. Sur le deuxième point, ils répondirent que le duc de Savoie ne songeait nullement à demander la restitution du bailliage, car M. de Savoie savait bien que le roi *perdrail plutôt sa couronne que de renoncer à la possession du pays de Gex*¹. Res-

des détails curieux et de première main : il figure au *Registre du Conseil* à la date du 5 février 1602.

¹ Ces termes sont caractéristiques et on peut se demander pour quels motifs les ambassadeurs du roi attachaient une telle

tait la question d'argent; les Bernois, qui réclamaient 60,000 écus, finirent par se contenter de 25,000, pour lesquels on leur offrit du sel rendu à Genève à six liards la livre¹.

Ainsi; comme il était facile de le prévoir, les Bernois durent renoncer définitivement au pays de Gex qu'il leur eût été facile de conserver, mais leur tardive réclamation fit naître de singuliers soupçons; les ambassadeurs de France s'imaginèrent que la demande de Messieurs de Berne était provoquée sous main par Genève. On ne pouvait se tromper plus lourdement. Hélas, le Conseil de Genève savait assez que, si par impossible Messieurs de Berne réussissaient dans leurs démarches, ils garderaient pour eux le pays de Gex! Néanmoins, le député de Genève eut beaucoup de

importance à la possession d'un petit bailliage au pied du Jura. Ces motifs, nous les devinons; du moment que le bailliage appartenait à la France, le roi pouvait sans difficulté couper le passage aux troupes espagnoles se rendant d'Italie en Franche-Comté; d'autre part, le pays de Gex établissait une ligne de communication directe entre la France et les cantons suisses.

¹ Il paraît qu'on voulut faire intervenir Genève dans cette opération de trésorerie, mais Chapeaurouge ne voulut pas y prêter la main, attendu qu'il n'y voyait aucun avantage pour la République.

peine à détromper M. de Sillery ; il fallut que Chapeaurouge « fit voir au doigt et à l'œil les raisons pour lesquelles cela ne pouvait venir de Genève¹. »

Sillery et de Vic étaient assurément d'habiles négociateurs, rompus au métier et connaissant à fond le terrain sur lequel ils opéraient, mais peut-être n'eussent-ils pas obtenu de si tôt le renouvellement de l'alliance, si Henri IV ne leur eût envoyé un précieux auxiliaire dans la personne du maréchal de Biron. Il arriva en Suisse en qualité d'ambassadeur extraordinaire, escorté par de nombreux seigneurs et gentilshommes et suivi d'un millier d'écus d'or, ce qui valait mieux. On raconte qu'à Bâle les jeunes écervelés qui accompagnaient le maréchal se donnèrent le divertissement de parader dans la ville, vêtus de larges fraises et de manteaux à grands plis, dérobés à la gravité des membres du Conseil². Biron, qui tolérait ces joyeusetés de carnaval, ne se doutait guère qu'avant six mois il serait décapité à la Bastille.

¹ Rapport de Chapeaurouge au Conseil, séance du 5 février 1602.

² Jean de Müller, *Histoire de la Confédération*, tome XII, p. 356.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée de Biron changea la face des choses; le fastueux grand seigneur, grâce à l'affabilité de son accueil et à sa parole séduisante, dorée, triompha de toutes les résistances; parmi les députés réunis à Soleure, il y avait de vieux soldats qui avaient combattu sous les ordres du maréchal; il fit appel à de glorieux souvenirs, vanta dans les termes les plus emphatiques l'antique bravoure des Suisses¹ et finalement emporta de haute lutte le renouvellement de l'alliance. Ce fut le dernier triomphe du politique sans scrupule qui trahissait à la fois son pays et son roi!

Le député de Genève, Chapeaurouge, eut sa part des attentions et des prévenances calculées du maréchal; Biron promit à Chapeaurouge de faire ce qu'il pourrait en faveur de Genève, notamment pour l'exemption des tailles et péages; il accepta même des mémoires spéciaux, rédigés sur ces questions². C'était pousser bien loin la

¹ Lire dans l'*Histoire de la Confédération* de Jean de Müller, tome XII, p. 356, l'allocution qu'il adressa aux députés de la Diète.

² « M. le Mareschal de Biron monstre porter une grande amitié à cest Estat, quant au fait des péages et des tailles dont

dissimulation. Avec sa loyauté républicaine, Chapeaurouge ne paraît pas avoir douté un instant de la parfaite sincérité du maréchal. Au surplus, Biron obéissait à un calcul politique en affectant d'être favorable à la cause de Genève; en effet, il avait su mettre dans ses intérêts le personnage le plus en vue du parti réformé, le duc de Bouillon, et sous les auspices de ce dernier il recherchait l'appui des huguenots pour les associer au vaste complot qu'il ourdissait avec la Savoie et l'Espagne¹. Il était donc fort naturel et très habile de se faire bien venir de Genève, qui restait la métropole du calvinisme.

Ainsi la situation de Genève semblait chaque jour plus précaire; l'horizon s'assombrissait. On avait essayé d'obtenir quelque garantie du côté des

M^{rs} de Berne et de Basle parlèrent aud. S^r avec le reste des Cantons fort expressément, et led. S^r Mareschal leur promit faire ce qu'il pourroit, comme aussi aud. S^r Dauphin, qui luy en bailla des mémoires; que led. S^r Biron a receu à gré le présent des chapons, combien que les vivres y abondassent. » *Reg. Cons.*, 5 février 1602.

¹ Voyez H. Martin, *Histoire de France*, tome X, p. 514. A vrai dire, le dessein du duc de Biron était chimérique, car les huguenots n'auraient jamais consenti à entrer dans une action commune avec l'Espagne.

cantons suisses, mais l'hostilité des catholiques élevait une barrière infranchissable. En France, la République comptait un ami, c'était Henri IV, mais l'entourage du roi était hostile, à de rares exceptions près. Dans le voisinage de Genève, les officiers royaux ne dissimulaient pas leur haine ou leur malveillance; M. de Gastines, auprès duquel le Conseil se plaignait des péagers, menaçait de faire venir le régiment de Champagne, non pas pour châtier les péagers, mais bien les Genevois; il menaçait même d'appliquer le droit d'aubaine¹ aux Genevois établis dans le bailliage; enfin, malgré les ordres du roi, M. de Brosset, lieutenant-civil et criminel au bailliage, refusait péremptoirement de procéder à une enquête pour constater si les Genevois, comme ils le prétendaient, avaient joui de l'exemption des tailles et péages pendant la domination des ducs de Savoie, sous le régime antérieur. Enfin, du côté de la Savoie, tout se préparait dans le silence et le mystère pour la reprise des hostilités. Ainsi, de tous côtés, l'horizon semblait menaçant et les magistrats genevois avaient

¹ Droit par lequel le roi succédait aux étrangers établis dans son royaume.

à redoubler de vigilance. Il fallait aller au plus pressé, chercher à sauvegarder les intérêts genevois dans le pays de Gex; aussi, le 10 février, le Conseil décida-t-il de renvoyer à la cour de France l'infatigable Chapeaurouge en lui adjoignant le secrétaire d'Etat Anjorrant¹.

¹ Veut-on savoir quel était le montant des honoraires alloués aux députés de la République? quatre florins par jour. C'était plus que modeste, et Chapeaurouge se crut en droit de réclamer auprès de la Chambre des comptes en invoquant ses longs services; il demandait qu'il lui fût accordé un écu par jour, comme précédemment au Syndic Chevalier, mais le Conseil resta sourd et ne consentit à accorder à Chapeaurouge pour lui et son fils que trois francs par jour.

XIII

PREMIERS AVIS RELATIFS A L'ESCALADE. COMLOT DU MARÉCHAL DE BIRON.

Sur ces entrefaites, le Conseil reçut coup sur coup des nouvelles de la nature la plus alarmante : le 21 mars, une lettre hautaine et menaçante de d'Albigny, qui écrivait au nom du duc de Savoie ; le 23 du même mois, une dépêche de Henri IV, contenant des avertissements de la plus haute gravité ; enfin, le 1^{er} avril, une lettre de Lesdiguières aussi peu rassurante que celle du roi. Ces documents demandent à être étudiés de près, car ils servent en quelque sorte de préface au drame qui se dénouera le 12 décembre.

D'Albigny écrivait au Conseil à peu près sur le ton que prendrait un hobereau à l'égard de vassaux ou de manants indisciplinés :

« Messieurs, dit-il, j'ay présenté à S. A. celle que vous luy avez escripte et que vous m'aves adressée; elle m'a commandé de vous répondre et vous faire sçavoir sa volonté. Je vous diray donc qu'elle a trouvé estrange qu'après que vous vous estes obligez de parole, par vos députés, de venir à quelque terme et ouverture raisonnable pour luy donner satisfaction de ce qu'elle prétend avec tant de raison, vous ayes changé de desseing et si mal mesnagé sa bonne volonté, de laquelle vous ne pouviés doubter, puisque vous en aviez de si bonnes preuves, vous ayant accordé la sursoyance des tailles et péages qui vous pouvoient toucher. »

Naturellement d'Albigny mettait le bon droit du côté du duc; à l'entendre, c'était Genève qui reculait devant une entente, qui refusait un rapprochement. Le Conseil avait déclaré qu'il était prêt à toute concession compatible avec l'indépendance et la dignité de la République, mais ce que le duc réclamait, c'était une abdication, un acte quelconque impliquant la reconnaissance de sa suzeraineté. D'Albigny s'expliquait ensuite sur les deux points restés litigieux entre le duc et Genève : l'exemption des tailles et les droits sur Armoiy, Dralliens

et Foncenex. Quant au premier point, on eût pu, disait-il, arriver à s'entendre, « tant S. A. est coutumière de faire ressentir sa bonté et libéralité à ceux qui se mettent en devoir de la mériter. » Mais pour le second point, il en était tout autrement. Armoy, Drailens et Foncenex sont biens d'Eglise, affirmait d'Albigny, et à supposer même que vous, Genevois, vous en eussiez été possesseurs avant la guerre, vous n'auriez aujourd'hui qu'une chose à faire, c'est de les restituer à qui de droit, c'est-à-dire à l'Eglise, et d'Albigny ajoutait : ceci s'entend de tous les biens de même origine, ayant appartenu autrefois à l'Eglise. C'était déclarer en autres termes que Genève devait restituer presque tout le petit territoire rural qu'elle possédait depuis 1536. L'épître se terminait par ces lignes qui doivent être citées textuellement dans toute leur hautaine insolence : « Que si vous prenés résolution de faire ce que vous devez en ce particulier qui regarde l'Eglise, je vous puis assurer que vous trouverez S. A. très disposée à vous gratifier en tout ce qui sera raisonnable et cela ne sera pas changer la face de vostre Estat, ny charger vos consciences, ony bien les

décharger à bon escient et à vostre satisfaction, puisque vous jouirés du repos que vous monstrés tant en apparence de désirer. J'attendray vostre response pour la faire scavoir à S. A. et vous diray pour fin qu'il est temps de vous résouldre, car elle ne peut laisser plus longuement ces choses de la sorte. »

Le Conseil de Genève ne pouvait s'y méprendre et il ne s'y méprit pas; la lettre de d'Albigny était une sorte d'ultimatum, la préface des hostilités. Trois jours après, une lettre de Henri IV vint, comme à point nommé, justifier et confirmer les appréhensions que l'attitude de d'Albigny faisait naître. Suivant cette lettre, un capitaine nommé Limogeon, de la suite de d'Albigny, préparait une entreprise avec le concours d'un caporal qui habitait Genève; ce caporal devait faire entrer, par escalade, cinq cents hommes entre les deux bastions situés au levant; avec ces cinq cents hommes, il se chargeait de faire pénétrer dans la ville toutes les forces nécessaires pour « la maîtriser. » Henri IV ajoutait que La Val d'Isère¹ pré-

¹ Notons en passant que le régiment de La Val d'Isère fut précisément employé dans la fameuse nuit de l'Escalade.

paraît un autre coup de main qu'il devait exécuter par une ouverture pratiquée dans les remparts de la ville. Il était encore question d'une troisième entreprise que d'Albigny ou « ses entremetteurs » comptaient faire réussir, grâce à la trahison d'un habitant de Genève, un banqueroutier, qui voulait sans doute se venger des magistrats ; sur ce dernier complot le roi ne fournissait que des renseignements très vagues, mais il laissait espérer qu'il pourrait incessamment les compléter : « Quoy attendant, écrivait Henri IV, vous ferés vostre profit de l'eschantillon de ceste nostre bonne volonté et nous donnerés advis de la réception de la présente, par laquelle nous vous prions de croire que nous ne vous donnons tels advis pour vous mettre en ombrage de la volonté dudict duc de Savoye, car cela est aliéné de nostre naturel, mais seulement pour vous descouvrir simplement ce que nous en avons appris. »

Le Conseil de Genève ne pouvait méconnaître la gravité des avis donnés par Henri IV¹ ; il le pou-

¹ Le Conseil prit connaissance de la lettre du roi le 24 mars ; à la date du 26 mars, nous lisons au *Registre* le passage suivant qui est absolument étrange : « Bagues du Roy ; M. de

vait d'autant moins que Lesdiguières les confirmait. Suivant le capitaine dauphinois, Genève était menacée ou d'un coup de main ou d'un siège, mais il ajoutait qu'il y avait plutôt à se garder du coup de main que du siège et il concluait en promettant son appui.

Ici se pose naturellement une question : Qu'y avait-il de fondé dans les renseignements confidentiels, transmis par Henri IV et confirmés par Lesdiguières ? Evidemment, si le roi avait jugé nécessaire d'avertir le Conseil, c'est qu'il avait en main des indices suffisants ; au surplus, la lettre de Henri IV contenait des indications précises et dénonçait, en le nommant, un officier de la suite de d'Albigny. Le complot était donc réel, mais alors comment se fait-il que le duc de Savoie ou d'Albigny attendirent le mois de décembre pour l'exécution ? Pourquoi l'affaire ne fut-elle pas menée plus

Besze a communiqué quelques lettres à luy adressées par le Roy pour avoir ses bagues qui sont entre les mains dud. Sr de Besze, les délivrant au Sr Bruneau, secrétaire de ses finances, a esté arrêté qu'on laisse le fait à la prudence dud. Sr de Besze. » Il semble résulter de ce passage que le roi avait remis des bijoux à Th. de Bèze, en garantie de quelque prêt consenti par le Conseil.

rapidement ? Le motif de ce retard, nous le devinons. Selon toute apparence, la trame s'ourdissait avec la complicité du duc de Biron, qui avait l'administration générale des pays cédés, la Bresse, le Bugey et le bailliage de Gex ; il est même à remarquer que l'une des entreprises, signalée par Henri IV, devait se préparer du côté de Gex. Or la trahison du maréchal de Biron, ses criminelles intelligences avec la cour de Savoie, furent précisément découvertes à cette époque ; le maréchal fut arrêté au mois de juin et il expia son crime le 31 juillet 1602. Il est clair que tous les préparatifs durent être contremandés ou suspendus, lorsqu'on reçut en Savoie la terrifiante nouvelle de l'arrestation de Biron ; d'Albigny et ses entrepreneurs de complots comprirent que tous les fils de l'intrigue ourdie par Biron étaient connus de Henri IV et cela suffit pour faire ajourner de quelque temps l'Escalade.

Mais ne cherchons pas à anticiper sur les événements. Dès la seconde quinzaine d'avril, il semble exister une secrète intelligence entre Biron et d'Albigny pour étreindre et enserrer Genève. Le 16 avril, le châtelain de la Maisonneuve informe

le Conseil que le procureur du roi à Gex veut « courir sus » sur les sujets genevois de St-Victor et Chapitre¹, s'ils ne veulent pas se reconnaître sujets du roi; le procureur du roi déclare qu'il agit ainsi sur l'ordre du maréchal de Biron; on voit quelle valeur il fallait attribuer aux témoignages de sympathie de Biron, quand il parlait de Genève à Chapeaurouge. Dans sa bonne foi, le Conseil paraît s'être imaginé qu'il y avait quelque malentendu et que des officiers subalternes outrepassaient ou interprétaient de travers les instructions du maréchal; par suite il écrivit, pour se plaindre, au S^r de Brosses, lieutenant civil et criminel du bailliage. C'était peine inutile; M. de Brosses fit savoir qu'il ne pouvait suspendre l'exécution, « d'autant plus que le maréchal de Biron le leur a expressément commandé². » Le Conseil eut beau objecter que MM. de Lux et de Gastines avaient eux-mêmes consenti à surseoir jusqu'au moment où ils auraient reçu du roi de nouvelles instructions, M. de Brosses se montra intraitable et fina-

¹ La République possédait dans le bailliage de Gex de nombreux fiefs dépendant de St-Victor et Chapitre.

² *Reg. Cons.*, 19 avril.

lement le Conseil décida que, si les magistrats français voulaient passer outre, il s'y opposerait, même par la force. C'était énergique et d'une véritable hardiesse. Le mauvais vouloir du duc de Biron ne tarda pas à se manifester sous une forme plus menaçante. Le 10 mai, on rapporte au Conseil que des lettres patentes du duc de Biron viennent de défendre aux sujets de St-Victor et Chapitre, à Chancy, Avully et autres lieux, de reconnaître d'autre seigneur que le roi, sous peine de perdition de corps et biens ; le Conseil, avec sa fermeté ordinaire, répond par la défense de reconnaître d'autre suzerain que la seigneurie de Genève, et il décide en même temps d'en écrire au maréchal de Biron. Apparemment, le Conseil n'avait aucune défiance à l'égard du maréchal et le considérait toujours comme un loyal serviteur de Henri IV. Le fait suivant acheva de démontrer le mauvais vouloir du maréchal à l'égard de la République ; Biron prévoyait sans doute que les Genevois chercheraient à maintenir leurs droits sur les terres de St-Victor et Chapitre, et pour les en empêcher, il fit interdire de tenir des bateaux à Peney « pour passer gens de cheval ou de pied sur le

Rosne ¹. » Tout cela était absolument contraire aux instructions du roi, qui prescrivait de ménager les Genevois.

Ce qui indique bien l'entente secrète entre Biron et d'Albigny, c'est le fait suivant : tandis qu'au bailliage de Gex on sommait les sujets de S'-Victor et Chapitre de faire acte d'allégeance, on suivait exactement la même procédure en Savoie. Le 19 avril, les sujets de S'-Victor et Chapitre sont assignés à comparaitre pour prêter serment de fidélité, sous peine d'être déclarés rebelles et désobéissants à Son Altesse ; les habitants des villages situés au delà de l'Arve sont convoqués à S'-Julien, ceux qui résident en deçà de l'Arve sont convoqués à Vandœuvres. Le Conseil envoie aussitôt à S'-Julien l'un de ses membres pour protester ; le conseiller Fabri devait demander l'ajournement de toute mesure coercitive contre les sujets. Le juge Durouvenoz paraît avoir accédé à la demande du Conseil et il est bon de remarquer à ce propos que la plupart des magistrats ou fonctionnaires savoyards ne se montraient nullement hos-

¹ *Reg. Cons.*, 10 mai.

tiles ; au fond, ils ne demandaient que le rétablissement des bonnes relations entre Genève et la Savoie. Mais d'Albigny ne l'entendait pas ainsi, et le 28 avril le Conseil reçut une épître du lieutenant-général qui maintenait les ordres antérieurs. Il y était dit en substance que les fiefs de St-Victor et Chapitre étant enclavés dans les terres de l'obéissance de Son Altesse, les sujets ne pouvaient, sans commettre le crime de lèse-majesté, refuser le devoir d'hommage et fidélité à leur prince souverain ; la lettre se terminait par ces mots d'une rare insolence : « Vous prendrez ces raisons en paiement, s'il vous plaist, sans donner occasion de quelque plus rigoureuse procédure contre ces pauvres peuples ; de quoy je serois déplaisant et vous en seriez la cause. »

D'Albigny ne se contentait pas d'écrire, il agissait, ne négligeant aucune occasion de vexer les Genevois. A la fin de mai, on apprit que les syndics de Thônex et de Ville-la-Grand avaient reçu l'ordre de réclamer des propriétaires genevois les quartiers échus des tailles et les décimes ; c'était contraire au mode de vivre, à la pratique immémoriale. Le Conseil décida de se plaindre à d'Albi-

gny¹, mais il comprit qu'un état de choses semblable conduisait fatalement à une lutte ouverte ; il prit donc la résolution fort grave de demander à Lesdiguières un chef expérimenté pour prendre le commandement des troupes genevoises. Budé de Vêrace se rendit à Grenoble auprès de Lesdiguières, qui désigna sur-le-champ un gentilhomme dauphinois, de Villars, pour répondre à l'appel de la République. Au dire de Lesdiguières, ce de Villars était « un vaillant capitaine et de mœurs dociles. » Le 23 juin eut lieu une courte cérémonie, solennelle et imposante malgré sa simplicité. De Villars fut introduit dans la salle des délibérations du Conseil ; le premier syndic l'invita à s'asseoir et lui adressa une allocution conçue à peu près en ces termes : « Vous avez été invité à venir à Genève pour vous opposer aux desseins du duc de Savoie en cas de surprise ; la Seigneurie désire éviter la guerre, tant que cela sera possible, et on vous communiquera confidentiellement les intentions du Conseil à ce sujet. »

¹ D'Albigny répondit aussitôt qu'il ne pouvait surseoir à la perception des tailles et que la question des revenus ecclésiastiques n'était pas de son ressort.

M. de Villars répondit en quelques mots avec la simplicité et l'énergie qui conviennent à un soldat; il déclara qu'il mettait ses services et sa vie à la disposition de la République, puis il se retira et le Conseil chargea Chabrey, Blondel, Savion et Budé de Vérace de se concerter avec le capitaine dauphinois et de faire rapport.

A ce moment il semblait bien que le danger d'une attaque ou d'une surprise fût imminent: en effet, les avis menaçants ne cessaient de parvenir au Conseil et la qualité de ceux qui les transmettaient donnait à ces avis une portée particulière. Le 28 juin un confident de Lesdiguières arrive à Genève tout exprès pour informer le magistrat que « François Bornerie, qui est un homme blond, un nommé La Jeunesse, gras, noir et laid, le sergent Beaujois, homme blond, parlant du nez et ayant la voix cassée, sont de l'entreprise contre ceste ville, ainsy que M. de Villeroy l'a fait entendre au S^r Lesdiguières. » Pour que le chef des huguenots dauphinois envoyât un exprès à Genève, il fallait bien qu'il eût des indices suffisants. Quelques jours après, le Conseil reçut un nouvel avis dans des conditions curieuses. Le 1^{er} juillet,

la consigne¹ de la Porte-Neuve prévint le syndic Blondel qu'un certain capitaine Bonenfant, passant près du dernier « rateau » de la porte, avait demandé à l'officier de service si le S^r de Crose² était en ville; l'étranger avait ajouté qu'il désirait voir le S^r de Crose, ayant quelque chose d'important à lui communiquer, qu'il se rendait à Chêne, où il passerait environ trois heures. En ces temps troublés le moindre mystère éveillait le soupçon; néanmoins, la consigne fut autorisée par le magistrat à s'acquitter du message qui lui avait été confié, mais de Crose, plein de défiance, répondit qu'il considérerait la démarche tentée auprès de lui comme un piège pour faire douter de sa fidélité envers la République; bref, il ne voulut rien faire sans en avoir référé au syndic Blondel, qui l'engagea à se rendre à Chêne et qui l'accompagna avec

¹ La consigne s'entendait d'un fonctionnaire qui se tenait à la porte d'une ville de guerre pour enregistrer les noms et qualités des étrangers qui se présentaient.

² Ce de Crose ou De la Crose appartenait à la famille des seigneurs de la Bâtie; il avait embrassé le culte réformé et s'était retiré à Genève; il se distingua dans la nuit de l'Escalade et fut blessé d'un coup d'arquebuse qui lui brisa la jambe.

une escorte de gens armés. L'entrevue eut lieu et le capitaine Bonenfant fit à ses interlocuteurs tout un récit qui mérite d'être rapporté, car il fournit des détails d'une certaine importance; il commença par indiquer très naïvement les motifs de son indiscretion ou de sa trahison :

« Son Altesse, dit-il, m'a gardé prisonnier à Turin dans une grosse tour, sous prétexte que j'aurais eu des intelligences avec le roi de France et que j'aurais reçu force doublons pour livrer le fort de S^{te}-Catherine. On m'a dépouillé de mon pourpoint, où on s'imaginait trouver l'argent, prix de ma trahison; c'est M. le marquis de Lullin qui a pris la peine de le découdre et de le fouiller; il n'y trouva que vingt écus et une recette pour le mal de dent. On a voulu faire croire que cette recette était le chiffre du roi, et j'ai eu toutes les peines du monde à prouver qu'il n'en était rien. Puisque j'ai été indignement traité et que Son Altesse ne m'a pas fait payer les trois mille écus qui m'avaient été promis, je quitte son service et j'ai l'intention de me retirer auprès du roi; après mon élargissement, le duc m'a fait de belles promesses, mais je ne m'y fierai jamais. D'autre part, je tiens à vous avertir que

des entreprises se brassent contre Genève; moi-même j'ai été porté le second au rôle pour faire partie de l'expédition. Brenoillet (Brunaulieu), qui réside à La Roche, homme fin et rusé, est de la partie, de même que La Saône, La Grave et Limogeon¹; ils se sont récemment concertés à La Roche avec d'Albigny. Je me trouvais moi-même à La Roche pendant ces conciliabules. Comme je me plaignais à Brenoillet de tout ce qu'on m'avait fait et comme je manifestais l'intention de me retirer, il m'a blâmé, disant que j'étais enrôlé au second rang pour donner sur Genève, que l'entreprise ne pouvait manquer de réussir et que j'aurais ainsi le moyen de me récupérer de mes pertes. Ils comptent donner sur trois points à la fois, du côté de Rive, où l'eau n'est pas profonde, vers le bastion de S^t-Léger, où on a fait des *clédats* sur la muraille, enfin, vers le quartier des Moulins. L'escalade aura lieu de nuit et sans aucun doute elle réussira sur l'un quelconque des trois points. Le quartier de Rive et celui de S^t-Léger

¹ Comme nous le verrons dans la suite, ce Limogeon, gentilhomme dauphinois, est un de ceux qui entrèrent des premiers à Genève dans la nuit de l'Escalade.

ont été reconnus de nuit et de jour par moi-même et par Limogéon et nous en avons trouvé l'accès facile. *Avant ce qui est arrivé au maréchal de Biron*, Son Altesse avait résolu de s'emparer de Genève par entreprise nocturne ou par force ouverte; dans ce but, le duc devait se servir de l'armée italienne du côté du pays de Vaud, des Napolitains et des Espagnols de l'autre côté. S'il fallait recourir à un siège en règle, le plan de Son Altesse était le suivant : occuper le coteau de la Justice¹ près des vignes, de là creuser des tranchées dans la direction de la haute terrasse qui couvre le grand bastion, lever les flancs avec le canon et emporter le second petit bastion pour maîtriser la courtine du grand bastion. Pour obtenir le résultat si ardemment désiré, les rôles de la milice étaient dressés, la cavalerie commandée, comme elle l'est encore aujourd'hui. Dans ces circonstances, il faut veiller, faire bon guet la nuit dans toute la ville. D'autre part, je sais qu'il y a deux bourgeois de Genève qui sont du complot; ils ont eu des entrevues avec le duc à Turin et à Chambéry; l'un

¹ Nous supposons qu'il s'agit du coteau de Champel, où avaient lieu les exécutions capitales.

d'eux, qui a été capitaine, a le nez rouge et porte un pourpoint de nuance bleuâtre; j'ignore le nom de ces deux hommes, mais je les reconnaîtrais, si je les voyais; j'ajoute qu'à l'occasion du baptême de l'enfant de Brenoillet, il y avait deux des seigneurs de Genève à La Roche. Brenoillet, Limogeon et d'Albigny ont préparé l'entreprise en conférant avec le duc, à Turin. J'ajoute, pour conclure, que Genève est dans une condition misérable; il faut qu'elle prenne le parti ou de se donner à quelque prince ou de prendre les armes pour s'affranchir et étendre son territoire; grâce à la situation de votre ville, je crois qu'avec deux cents cavaliers et un millier de fantassins, vous feriez de bonne besogne, malgré la puissance de l'ennemi. »

Les propos du capitaine Bonenfant ne restèrent pas sans réponse; de Crose ou Blondel lui fit remarquer que Genève ne voulait nuire à personne, mais que, si on persistait à lui faire tort, elle saurait se faire rendre justice, soit par elle-même, soit avec l'appui des Eglises de France et d'autres alliés.

L'entretien prit fin sur ces mots et on offrit au

capitaine Bonenfant le passage par la ville pour se retirer. Que faut-il penser de ce personnage et de ses révélations ? Était-ce un émissaire du duc de Savoie, envoyé pour capter la confiance de quelque magistrat crédule et pour se renseigner exactement sur l'état de défense de la ville ? Ce fut l'opinion de plusieurs et le Conseil lui-même ne voulut pas la repousser comme absolument invraisemblable, mais les hypothèses les plus simples sont habituellement les plus plausibles. Selon toute apparence, le capitaine Bonenfant avait eu, comme il le disait lui-même, à se plaindre du duc de Savoie ou de son entourage ; aigri, mécontent, il se vengeait en cherchant à faire échouer une entreprise dont les préparatifs ne lui avaient pas échappé. Rien de plus naturel chez un mercenaire qui n'avait pas de scrupules. Au surplus, il ne raconte rien que de vraisemblable : il dénonce les véritables meneurs de l'entreprise, d'Albigny, Brunaulieu ou Brenoillet, et ce Limogéon, que signalait également la lettre de Henri IV. D'autre part, les renseignements sur le plan d'attaque, sur les préparatifs, sont d'une singulière précision. En somme, les révélations du capitaine Bonenfant laissent

l'impression d'un témoignage sérieux qui ne pouvait pas être négligé.

L'entreprise dirigée contre Genève semblait devoir être exécutée à très courte échéance; Henri IV, Lesdiguières, dénoncent le péril comme imminent, comment se fait-il donc que l'Escalade n'eut pas lieu six mois plus tôt? La réponse à cette question, nous l'avons indiquée, mais c'est la dénonciation du capitaine Bonenfant qui la confirme : « *Avant ce qui est arrivé au maréchal de Biron*, Son Altesse avait résolu de s'emparer de Genève ou par entreprise nocturne ou par force ouverte. »

En fait, c'est l'arrestation du maréchal de Biron qui retarda l'exécution du projet savoyard et qui peut-être sauva Genève, car il ne faut pas oublier que le maréchal, gouverneur de la Bresse, du Bugey et de Gex, pouvait, par sa connivence ou son concours, assurer le triomphe de d'Albigny.

L'arrestation de Biron ¹ eut d'autres conséquen-

¹ C'est le dimanche 13 juin que parvint à Genève la nouvelle si inattendue de l'arrestation du maréchal de Biron et du comte d'Auvergne; la nouvelle fut apportée par un exprès, muni de lettres du marquis de Mirebeau et de M. de Broesses. Le Conseil se réunit d'urgence dans l'après-midi, MM. de Mirebeau et de Broesses demandant à être avisés sans retard « des pratiques du

NEVE PAR LES DECEMBRE



ces immédiates; la cour de Savoie changea tout à coup d'attitude à l'égard de Genève; d'Albigny, habituellement si arrogant, devint doux comme un agneau et prodigua les assurances les plus perfides. Son attitude nouvelle, qui devait lui peser, s'explique aisément. Aussitôt après l'arrestation de Biron, Henri IV fit partir pour la Bourgogne le maréchal de Lavardin, à la tête d'un important corps de troupes, afin d'assurer la tranquillité et la soumission des places qui tenaient pour le traître¹. Lavardin avait même reçu l'ordre d'avancer avec ses troupes jusqu'à Châtillon-de-Michailles, « pour faire penser M. de Savoye à son roy et l'arrêter de ne rien entreprendre contre Genève. »

Duc de Savoie en ces quartiers. » Ils supposaient peut-être que le Conseil était au courant des criminelles relations qui existaient entre Biron et la cour de Savoie. Le Conseil ignorait tout et il décida simplement de remercier MM. de Mirebeau et de Brosset de leur avis et de leur faire savoir dans quelles relations Genève se trouvait avec la Savoie. Pour une cause quelconque, le secrétaire d'Etat Jean Gautier était absent, et par une étrange dispensation du sort, ce fut le syndic Blondel qui dut à la hâte préparer les dépêches arrêtées par le Conseil! Le syndic Blondel, qui devait être condamné plus tard pour trahison comme le maréchal de Biron!

¹ Sully, *Mémoires*, livre XIII.

Le maréchal exécuta à la lettre ses instructions et le 12 juillet se trouvant dans le voisinage de Genève, il en profita pour rendre visite aux magistrats ; il se fit accompagner de MM. de Boisse¹ et de Gastines. A son entrée dans la ville, le maréchal fut accueilli par des salves d'artillerie et les membres du Conseil le reçurent avec le cérémonial ordinaire. Les paroles que prononça Lavardin avaient dans sa bouche une signification particulière ; en son nom, comme au nom des officiers qui l'entouraient, il déclara que, suivant l'ordre du roi, il mettait sa vie et celle de ses soldats à la disposition de la Seigneurie, dans le cas où Genève serait inquiétée par le Savoyard. Les magistrats genevois n'eurent garde de laisser tomber de semblables déclarations ; ils prièrent aussitôt le maréchal d'intervenir auprès de d'Albigny pour obtenir mainlevée des revenus d'Armoy et de Dralliens. M. de Lavardin consentit avec une entière bonne grâce à ce qu'on lui demandait et il fit remettre au Conseil une lettre destinée à d'Albigny. Il fallait à coup sûr que le maréchal de La-

¹ M. de Boisse était gouverneur de la citadelle de Bourg.

vardin eût reçu des instructions bien précises du roi pour qu'il se mêlât d'intervenir ainsi dans la querelle de Genève avec le duc de Savoie¹. D'Albigny était un de ces personnages orgueilleux et lâches qui haussent le ton avec les faibles, mais qui s'abaissent devant les puissants. Aussi longtemps qu'il avait pu compter sur l'appui ou la connivence de Biron, il avait traité les Genevois de Turc à More, mais la découverte de l'intrigue, l'arrestation du coupable, l'entrée en scène du maréchal de Lavardin, modifiaient la situation, et d'Albigny, changeant de tactique, écrivit au Conseil une lettre qui reste un modèle de bassesse et de duplicité et qui doit être citée textuellement :

¹ En effet, dès le 6 juin 1602, Henri IV écrivait au maréchal en ces termes : « Et asseurez ceulx de Genève que s'il s'offre occasion où ils ayent besoin des forces qui sont près de vous, que vous les assisterez suivant la charge que je vous en ay donnée. » Plus tard, il prescrit au maréchal de chercher à savoir quels sont les desseins du duc de Savoie et quel est l'effectif des troupes dont il dispose, et Henri IV ajoute : « Ayez bonne correspondance avec ceulx de Genève, afin que, par vostre commune intelligence, vous puissiez apprendre les desseings desdicts estrangers et en empescher les effects. » Voy. Berger de Xivrey, *Lettres missives*, t. VIII, p. 837 et 840.

« Messieurs, ça esté tousiours l'intention de S. A. de vous laisser jouir de la paix et de ce qui vous appartient justement. Vous scaves ce qui en fut traicté à Turin par vos députés ; à faute de les y renvoyer, comme vous l'avies promis, toutes choses sont demeurées indécises, non pas par le manquement de S. A., mais parce que vous l'aves voulu ainsy ; quant à la défense de sortir les grains, c'est une règle de police de laquelle nous userions entre le Piedtmont et ce païs et qui ne se fait qu'à la nécessité. Pour les garnisons qui sont auprès de vostre ville, ce n'est pas chose de laquelle vous vous puissiés plaindre, si ce n'est en tant qu'elles commettroient quelque désordre, comme celuy qui succéda ces jours passés par la prinse d'un de vos bourgeois, lequel vous fut renvoyé, soudain que j'en eus la cognoissance. Enfin, Messieurs, vous n'aures jamais suiet de vous plaindre de ce en quoy je devray remédier, puisque je scay que l'intention de S. A. est d'observer fort bien le traité de paix. Je demeure sur ce vostre plus affectionné pour vous servir. A Remilly (Rumilly) ce 28 julliet 1602.

ALBIGNY. »

Etait-il possible de pousser plus loin la dissimulation et l'hypocrisie ? D'Albigny affirmait que l'intention du duc était d'observer le traité de paix ; il ajoutait que les Genevois n'auraient jamais lieu de se plaindre de lui, et il le déclarait au moment où il préparait l'Escalade ! Un ancien ligueur, un ennemi implacable de tout ce qui tenait à la Réforme, ne se croyait sans doute obligé à aucun scrupule à l'égard de bourgeois huguenots, mais ce qui ne laisse pas d'être curieux, c'est que le même d'Albigny s'accorda la satisfaction de tromper aussi le maréchal de Lavardin. Ce dernier, comme nous l'avons vu, était intervenu pour appuyer le Conseil dans ses justes réclamations. D'Albigny répondit aussitôt qu'il n'était aucune chose, conforme à la raison et au traité de paix, que le duc de Savoie n'octroyât facilement à Messieurs de Genève, tant il est désireux d'observer « inviolablement le traité. » Et d'Albigny ajoutait qu'en son particulier il y contribuerait de tout ce qui serait en son pouvoir. Quelques jours après un ingénieur venant de Turin rapportait que le duc faisait fabriquer des ponts de corde de quinze à dix-neuf

pieds et force pétards et feux d'artifice. C'était destiné à Genève !

La découverte des menées de Biron avait momentanément déjoué les projets de la cour de Turin ; la présence du maréchal de Lavardin dans le voisinage de Genève contraignit d'Albigny à tout ajourner. Lavardin était en situation de parler haut, car il avait sous ses ordres une armée qui comptait, suivant un contemporain, sept à huit mille hommes¹ ; les habitants du bailliage de Gex étaient astreints à fournir chaque jour 5000 pains de munition ou 50 coupes de blé. Les soldats français venaient en grand nombre se promener à Genève et le dimanche 18 juillet on les vit assister au prêche de St-Pierre et d'autres temples « avec la fourchette de mousquets. » Ils venaient à Genève en amis, car ils savaient sans doute qu'ils pouvaient être appelés à défendre la ville contre le duc de Savoie. Les dispositions favorables du maréchal de Lavardin et de ses troupes contrastaient avec celles des intendants royaux ou des fonctionnaires des finances. Le plus violent

¹ Journal de Colladon, p. 39.

était toujours M. de Gastines, qui ne perdait aucune occasion de manifester son hostilité. Il eut un jour, à propos d'une question de douane, une vive discussion au cours de laquelle il perdit toute mesure. Le *Registre du Conseil* nous a conservé les aménités qu'il adressa au délégué genevois stupéfait : « Tous ceux de Genève sont de petits rois, et quand on entre à Genève, il y a toujours quelque petit crapaud qui vous présente la pointe d'une hallebarde à la panse, demandant le péage, ou autrement il vous tuera ; pour passer cinq ou six pieds de terre à Genève, il y a plus de danger qu'en tout le royaume de France, et par la mort Dieu, je vous rangerai bien et vous consignerez ou vous crèverez. » C'était beaucoup de bruit et d'invectives pour peu de chose : un chariot, portant du papier et venant de Dardagny, avait passé devant le bureau de Vernier, se rendant à Genève ; il n'avait pas *consigné*, autrement dit il n'avait pas acquitté les droits de douane, et avait ainsi provoqué les colères de M. de Gastines. Conçoit-on dans quelle situation se trouvaient les villages du Mandement de Peney, qui ne pouvaient communiquer avec Genève sans subir les exac-

tions d'un commis des péages ! Heureusement, grâce aux patients efforts d'Anjorant et de Chapeaurouge, les questions de douanes, qui étaient pour Genève d'une importance vitale, venaient d'être tranchées dans le sens le plus favorable par l'autorité souveraine de Henri IV.

Nos lecteurs se rappellent qu'au mois de mars 1602 le Conseil avait envoyé Chapeaurouge et Anjorant auprès du roi pour lui soumettre d'importantes réclamations relatives au pays de Gex. Les magistrats genevois, désespérant d'obtenir la possession du bailliage, s'étaient résignés, mais, bien loin de jeter le manche après la cognée, ils avaient cherché à obtenir des avantages commerciaux, qui les dédommageraient en partie de leur perte. Les députés genevois avaient été accueillis avec une parfaite bienveillance par Henri IV, mais à la cour de France il ne suffisait pas alors d'obtenir les bonnes grâces du souverain, il fallait encore se défendre contre les sourdes menées, les intrigues, des nombreux ministres ou fonctionnaires qui haïssaient Genève et le calvinisme et qui ne craignaient pas de désobéir aux ordres les plus formels. Le trait sui-

vant le prouvera : les députés de Genève avaient obtenu du roi dès le 14 mai des lettres patentes qui mettaient un terme aux exactions des péagers de Versoix et qui assuraient la liberté des communications ; quelques jours après intervint un nouvel arrêt avec lettres patentes, datées de Poitiers ; cet arrêt enlevait aux marchands de Genève tout le bénéfice de la décision antérieure. Anjorant apprit avec stupeur cette nouvelle au moment où il se disposait à repartir pour Genève ; il rebroussa chemin et se plaignit amèrement à M. de Villeroiy qui lui dit tout uniment « que c'estoit une fourbe (fourberie) et surprinse faite à M. le Chancelier. » Ainsi les ennemis de Genève avaient poussé l'audace jusqu'à enfreindre une décision royale et à surprendre la bonne foi du chancelier de France ¹. Villeroiy promit que la faute serait réparée, mais on peut juger par ce fait combien la tâche des négociateurs genevois était pénible et difficile ; ils étaient entourés d'embûches et de chausse-trappes et ils eurent à déployer une énergie et une persévérance vraiment admirables pour atteindre leur

¹ Voir sur cet incident le *Registre du Conseil* à la date du 7 juillet 1602.

but. Heureusement, Henri IV était bien disposé au fond, et à plusieurs reprises il dit aux deux députés qu'il affectionnait autant la conservation de Genève que celle de sa propre ville de Paris. C'était trop dire et le Béarnais se laissait emporter par son exubérance méridionale, mais après tout il y a lieu de reconnaître que les députés de Genève n'eurent qu'à se louer de Henri IV, qu'ils obtinrent de lui d'importantes concessions, qui durent vivement déplaire aux ministres et courtisans.

Les Genevois demandaient en premier lieu d'être affranchis de toutes tailles, contributions, subsides et autres charges et impositions dans le bailliage de Gex; ils invoquaient à l'appui de leur prétention les privilèges et franchises dont ils jouissaient au pays de Gex sous le régime des comtes et ducs de Savoie. Henri IV leur accorda l'exemption des tailles pour tous les biens-fonds qu'ils possédaient au bailliage; c'était leur reconnaître une situation privilégiée, puisque la noblesse et le clergé jouissaient seuls de l'exemption de la taille. Les Genevois propriétaires étaient ainsi assimilés à la noblesse du bailliage. La cote de contribution du pays de Gex avait été fixée à deux mille écus;

Henri IV la réduisit d'un quart, soit de cinq cents écus¹; c'était la conséquence de l'exemption des Genevois; autrement tous les taillables auraient dû supporter solidairement la différence. Henri IV accorda également aux Genevois l'exemption du droit de demi pour cent sur les sommes d'or ou d'argent qui pouvaient être transportées sur territoire français. D'autre part, l'imposition du sol par livre, dite *pancharte*, était supprimée dans le bailliage de Gex qui, suivant les patentes royales, devait en demeurer entièrement déchargé. Tous les habitants bénéficiaient ainsi des démarches et des sollicitations des députés genevois.

Ces concessions d'ordre fiscal avaient sans doute une réelle valeur, mais elles passaient à l'arrière-plan, lorsqu'on les comparait aux franchises commerciales que la faveur du roi octroyait aux Genevois. Si Henri IV refusait de supprimer le bureau de douane de Versoix, en revanche il prescrivait que toutes marchandises, venant d'Italie ou d'ailleurs à

¹ Le simple fait de cette réduction d'un quart indique quelle était la proportion des Genevois établis et propriétaires de biens-fonds dans le bailliage; nous ne croyons pas nous tromper en admettant que le tiers de la propriété foncière était entre les mains de citoyens genevois.

destination de Genève, n'acquitteraient aucun droit à Versoix, que pareillement les marchandises sortant de Genève à destination de la Suisse, de la Lorraine, de l'Allemagne ou d'autres pays étrangers n'acquitteraient aucun droit ; quant aux marchandises qui entreraient en France ou en sortiraient, elles restaient soumises aux mêmes droits de douane que par le passé. Sur un autre point, les Genevois obtenaient encore une garantie capitale : le commerce du bétail, des vins, grains, et en général, de toutes les denrées destinées à l'alimentation devait rester affranchi de toute entrave fiscale ou autre.

Si on ajoute à cela l'exemption du droit d'aubaine, on peut se rendre compte de l'importance des résultats obtenus. Certes, les députés genevois n'avaient pas perdu leur temps, ni leur peine ; les lettres patentes¹, délivrées à Poitiers par Henri IV le 25 mai 1602, transformaient le pays de Gex en une zone franche, pour le plus grand bien du pays lui-même et de ses voisins. Quant aux Genevois, auxquels d'Albigny coupait les vivres, ils obtenaient du moins la liberté entière de leur commerce

¹ Elles existent aux Archives de Genève sous N° 2289 des *Portef. hist.*

et de leurs relations avec la France et les cantons suisses. C'était le salut, une vive et radieuse éclaircie en un temps orageux. Aussi quelle dut être la satisfaction des membres du Conseil lorsque, le 11 septembre, Anjorrand remit les lettres royales en rendant compte de sa mission.

XIV

NOUVEAUX AVIS ANNONÇANT L'ESCALADE. VOYAGE DU PRÉSIDENT ROCHETTE.

Malheureusement, du côté de la Savoie, les avis menaçants, les rumeurs sinistres, se multipliaient. Avec son astuce habituelle, d'Albigny répétait sans cesse que Son Altesse entendait observer *étroitement* le traité de paix¹, mais le Conseil ne paraissait faire aucun cas de ces déclarations destinées à l'endormir. Le 20 septembre, le jour même où le Conseil prend connaissance d'une lettre rassurante de d'Albigny, le syndic Blondel signale le passage de gens de guerre piémontais ou espagnols à Suze, à Charbonnières, à Montmélian ; le bruit court, ajoute Blondel, que les Savoyards vont élever un

¹ Lettre de d'Albigny, datée de Chambéry le 27 septembre (nouv. style), communiquée au Conseil le 20 septembre.

fort à Lancy et qu'ils chercheront à s'emparer par surprise du pont d'Arve pour le détruire. Il eût été d'une légèreté et d'une imprévoyance presque criminelles de négliger des avertissements précis; le 24 septembre le Conseil décide, *à l'occasion de tant d'occurences*, de former un conseil secret qui fut composé des magistrats les plus expérimentés, les deux syndics Chabrey et Blondel, les conseillers Roset, du Villard, Savion et Budé de Vérace; cette délégation restreinte avait ce que nous appelons le pouvoir provisionnel et devait assumer la responsabilité des mesures urgentes ¹.

Aux premiers jours d'octobre, nouveaux avis officiels venant à la fois de Bresse et de Dauphiné. Un conseiller de la ville de Bourg, S^r du Puy, in-

¹ Notons en passant qu'au danger extérieur se joignaient des préoccupations d'autre nature, occasionnées par les mauvaises récoltes, les difficultés d'approvisionnement et les intempéries. Les vendanges terminées le 26 septembre furent des plus médiocres et, dans le même mois, il y eut des pluies si abondantes et si continues que le Rhône et l'Arve subirent une crue extraordinaire; le pont d'Arve fut presque emporté. « Outre ce, raconte Colladon, survint le 25 une bize horrible, laquelle, poussant les ondes de grande impétuosité contre les rives, cassa plusieurs batteaux au port et ruina des capites et choses semblables aux jardins devers la porte de Rive. »

forme qu'un capitaine Fenouil, prisonnier entre les mains de M. de Boisse, a avoué qu'il y a une « trahison » contre Genève, que l'entreprise doit être exécutée sous peu et qu'il y a des traîtres dans la ville, même dans le Conseil. Quelques jours après, le 9 octobre, un S^r de S^t-Bonnet confirme cet avertissement; Lesdiguières, dit-il, est informé de bonne source que les Espagnols et Savoyards « pressent en France les résolutions et erremens de la trahison du duc de Biron¹, » et que les troupes cantonnées aux environs de Genève doivent surprendre la ville à la première occasion. Ces avis, sans cesse renouvelés et provenant de sources très différentes, étaient vraiment inquiétants, et cependant que voyons-nous quelques jours après? M. de Villars, ce gentilhomme huguenot que Lesdiguières avait envoyé pour diriger la défense de Genève, demande l'autorisation de se retirer, alléguant que ses services ne sont plus nécessaires. C'était le moment ou jamais de retenir un homme de guerre expérimenté, qui avait donné d'excellentes directions. Pourquoi

¹ Ce passage est caractéristique; il démontre l'étroite connexité entre le complot de Biron et l'entreprise contre Genève.

M. de Villars prit-il aussi brusquement le parti de se retirer? Nous l'ignorons, mais les conjectures sont permises. Il est fort probable que le conseil secret, récemment constitué, voulut prendre la haute main, imposer son autorité; il en résulta sans doute quelque divergence de vues, des froissements d'amour-propre, et l'officier dauphinois profita du premier prétexte pour demander son congé. Il semble qu'en pareille conjoncture le Conseil aurait dû tenter un effort pour retenir un officier qui pouvait rendre de grands services. On ne fit rien de semblable et il y a bien quelque motif de s'en étonner. Tout se borna à un échange de compliments cérémonieux. Chabrey, Barrilliet et Anjorrand se rendirent officiellement auprès de M. de Villars pour le remercier de son intelligent et dévoué concours; le gentilhomme dauphinois répondit avec effusion, offrant à la République l'hommage de son affection très sincère et se déclarant prêt à revenir au premier appel; il conclut en rappelant divers conseils qu'il avait donnés, notamment de construire des ponts-levis, et il ajouta qu'il espérait qu'on n'avait rien à craindre, si l'on faisait bonne garde. Quelques jours après il quittait Genève.

Si M. de Villars était rassuré, c'était bien à tort. Le Conseil s'endormait dans une fausse sécurité; il croyait sans doute que le duc de Savoie n'oserait rien tenter, puisque Henri IV, en envoyant Lavardin, avait très clairement manifesté son intention de défendre Genève. Et cependant le danger approchait, les avertissements se multipliaient, devenaient chaque jour plus menaçants. Le 12 novembre, le conseiller du Villard écrit de Collonges pour annoncer « la continuation des entreprises de M. de Savoye, lesquelles il dit estre prestes à estre exécutées ¹. » Puis, le 15 novembre, c'est Anjorant qui écrit dans le même sens, mais ces avertissements, quelles qu'en fussent la portée et la gravité, n'étaient rien à côté de ce qui fut révélé au Conseil dans la séance du 15 novembre. Le S^r de Candolle se trouvant à Paris vingt jours auparavant, un M. de la Fin l'avait envoyé chercher dans le logis où il se trouvait avec M. de la Violette; en présence de ce dernier, M. de

¹ Le Conseil décide le même jour que « M. le syndique Blondel face faire bonne garde et envoie des espies (espions) pour decouvrir les desseings de l'ennemi avec bonne patrouille, tant du costé de St-Gervais que deçà, et qu'on visite les quartiers plus escalables, pour les hausser. »

la Fin lui avait dit que tous les siens ayant reçu bon accueil à Genève, il « nous affectionnait » et avait le souci de notre conservation ; puis il avait chargé M. de Candolle d'avertir le Conseil de se tenir sur ses gardes, l'ennemi s'étant décidé à attaquer Genève sur divers points, savoir du côté de S'-Gervais et du lac, du côté du Rhône et de Rive ; l'effort devait se faire avec 8 ou 10,000 hommes, avec échelles, machines de guerre, ponts construits à cet effet, et que lui-même, de la Fin, avait vu essayer à Turin ; le duc lui avait dit qu'il avait dans Genève des hommes à sa dévotion qui tenteraient un effort, tandis qu'on se saisirait de la Maison de Ville et de l'Arsenal et que d'autres mettraient le feu dans divers quartiers de la ville, pour « amuser » les habitants, pour détourner leur attention ; même, disait-il, il y a deux membres du Conseil qui sont gagnés à la cause du duc. De la Fin se réservait de communiquer de vive voix d'autres particularités à un délégué du Conseil. Le S^r de la Fin ne se bornait pas à signaler le danger imminent, il donnait discrètement des avis qui n'avaient rien de banal et qui méritaient d'être suivis : « J'engage vos magistrats, dit-il,

à faire bonne garde, à surveiller de très près les hommes que l'on poste au dehors sur la contre-escarpe du fossé ; faites tirer au sort le nom de tous les soldats de garde, afin que nul ne sache d'avance dans quel quartier il sera appelé ; en effet, tout tend à prouver que l'ennemi persévère dans ses desseins et qu'il se dispose à les accomplir. »

Emanant de tout autre personnage, ces révélations auraient pu être négligées, mais leur provenance leur donnait une gravité exceptionnelle. En effet, le même S^r de La Fin, après avoir conspiré avec le maréchal de Biron, venait de dévoiler toute l'intrigue à Henri IV ! La dénonciation de La Fin avait coûté la tête au maréchal de Biron ! Evidemment ce personnage était en situation de savoir ce qui se préparait à Turin et à Chambéry. Le Conseil de Genève ne pouvait donc se méprendre sur la gravité des avertissements qui lui étaient transmis ; séance tenante il fit écrire à Anjorant de se rendre en toute hâte à Paris afin d'obtenir du S^r de La Fin « les particularités » relatives à l'entreprise ; Anjorant devait en outre réclamer du roi l'exécution du traité de Soleure en cas de siège ; enfin il fut décidé de faire connaître ces nouvelles alar-

mantés à Zurich et à Berne. Ces diverses décisions étaient sans doute motivées, mais il semble qu'il y avait autre chose à faire; on est tenté de s'étonner que le *Registre du Conseil* ne contienne l'indication d'aucune mesure immédiate de précaution ou de défense.

Quelques jours s'écoulent; le 19 novembre, le Conseil prend connaissance d'une lettre de M. de Villars, le gentilhomme dauphinois qui venait de quitter Genève; de Villars annonçait formellement la continuation des entreprises contre la ville; c'était un nouvel avis à prendre en considération, car Villars avait laissé les meilleurs souvenirs et il inspirait la plus entière confiance. Il fallait donc agir sans retard, et le Conseil prit dans la même séance une série de décisions qui attestaient son anxiété; énumérons-les d'après le procès-verbal de la séance:

« Qu'il soit procédé à une inspection des quartiers de la ville, que le commis sur l'artillerie y assiste et pourvoie à tout ce qui est nécessaire :

« Que le S^r Canal¹ soit chargé de refaire la palissade vers la Tour Maitresse et sur le Rhône;

¹ C'est le digne magistrat qui, dans la nuit du 12 décembre, périt victime de son courage et de son dévouement patriotique.

« Que le syndic Barrillet fasse réparer la brèche vers la courtine de Cornavin;

« Que le syndic Blondel fasse venir les sujets de Jussy, Peney et autres lieux;

« Que les S^{rs} des Deux Cents qui doivent faire *l'escharguait* se présentent tous et se rendent à la Maison de Ville pour y veiller la nuit;

« Que l'on invite par criée tous ceux qui ont devoir à la Ville à s'y retirer et qu'il soit accordé sauf-conduit d'un mois à tous ceux qui ont des dettes; qu'en même temps il soit intimé à tous étrangers l'ordre de quitter la ville dans le délai de vingt-quatre heures, sous peine de l'estrapade;

« Qu'on envoie des hommes connus et sûrs à la découverte le long du lac jusqu'à Hermance;

« Que la garde sur le Rhône soit faite par quatre soldats et qu'on leur fournisse du bois pour se défendre de l'injure du temps;

« En cas de surprise, que chacun, sous peine de la vie, se rende armé à son quartier;

« Que les auditeurs Lullin et Sarasin¹ soient ap-

¹ Ce Sarasin est le même qui, après l'Escalade, accusa le syndic Blondel d'avoir manqué de vigilance. Qui sait s'il ne chercha pas à se venger de la remontrance qui lui fut adressée ?

pelés et censurés pour s'être montrés peu soigneux dans la charge de sergent-major et qu'ils soient plus diligents à l'avenir. »

Ces diverses mesures, qui formaient un ensemble, prouvent que le Conseil prenait tout à fait au sérieux les avertissements qui lui parvenaient de tous côtés. Etaient-elles suffisantes ? Nous l'ignorons, mais il est une des décisions prises par le Conseil qui, selon toute apparence, ne fut pas exécutée avec toute la rigueur nécessaire ; un certain nombre de membres du Deux-Cents devaient, à tour de rôle, passer la nuit à l'Hôtel-de-Ville pour surveiller le guet ; c'étaient ces délégués qui, en cas de surprise, devaient prendre les premières dispositions et pourvoir à la défense ; or on ne voit nulle part que, dans la nuit de l'Escalade, l'écharguait de l'Hôtel-de-Ville ait donné signe de vie. Autre détail qui marque un certain flottement, certaines hésitations : le danger paraissant imminent, le Conseil décide d'appeler les sujets de la campagne. Le 22 novembre, le syndic Blondel annonce que les sujets de Peney et Jussy doivent arriver le même jour ; le Conseil arrête qu'ils seront *enrôlés* (inscrits sur un rôle), puis congédiés.

A quoi servait donc de déranger ces braves gens, si c'était pour les licencier de suite ! Et cependant il s'en fallait que le danger fût moins menaçant ! Dans la même séance, le Conseil reçoit une dépêche du gouverneur de Bourg, M. de Boisse, annonçant que des troupes s'acheminent du côté de Thonon et que tous les indices font prévoir une entreprise contre Genève !

Evidemment, les magistrats s'endormaient dans une trompeuse sécurité et toutefois serait-il équitable de les taxer d'imprévoyance ou de mollesse ? Depuis de longues années, ces vagues rumeurs d'entreprises étaient en quelque sorte leur pain quotidien ; sans doute ils finissaient par n'y plus croire ; ils en étaient peut-être arrivés à considérer le siège ou l'escalade comme de pures chimères. Le réveil devait être d'autant plus poignant !

A la fin du mois de novembre, le Conseil envoie une dernière fois à Chambéry un de ses membres, le S^r Favre, pour se plaindre des entraves, sans cesse renouvelées, dont souffrait le commerce. D'Albigny, jetant le masque, répondit au magistrat genevois dans des termes si violents qu'ils ne pouvaient laisser aucun doute sur ses réelles intentions :

« Quant aux extorsions, dit-il, je ferai châtier ceux qui les ont commises, mais vous faites pis qu'eux ; je viens de recevoir la nouvelle que vous entrez sur les Etats de Son Altesse avec armes et voleries, et, quant à la défense des vivres, c'est une mesure de police nécessaire pour entretenir les armées du roi d'Espagne. J'ai toujours dit que, si on me demandait comme il faut quelque relâchement dans ces mesures de police, je traiterais avec vous selon la raison et ma qualité, mais, puisque vous ne suivez pas cette voie, vous aurez dans peu de temps tant de gens autour de votre ville que vous ne saurez comment en sortir, et comme jusqu'à présent je n'ai rien fait contre la paix, je ne me méprendrai pas pour l'avenir ; dites-le à vos Messieurs. »

D'Albigny avait l'habitude de parler aux Genevois comme à des valets, à des manants, mais jamais il n'avait tenu un langage aussi insolent ; il annonçait aussi clairement que possible une agression prochaine. Le Conseil ne pouvait se dérober à l'évidence et le 26 novembre, après avoir entendu le rapport de Favre, il décida de compléter les mesures déjà prises :

« Arresté, dit le *Registre*, qu'on face au plus tôt les pallissades cy devant ordonnées : que les sujets viennent, comme aussi qu'on face les criées en tel cas acoustumées ; que l'on face mettre des piques aux bolvards et soient commis les S^r Canal et Rigot pour exécuter les arrests cy-dessus, mesmes pour faire mettre des grosses pierres aux murailles. »

Le syndic Blondel s'occupa de suite de rappeler les sujets de la Seigneurie ; le 29 novembre ils étaient sous les armes et le Conseil invita le syndic de la garde à les « distribuer » dans les divers logis et cabarets de la ville. D'autre part, Messieurs de Berne annonçaient qu'ils avaient ordonné aux baillis de Morges et de Nyon de tenir prêt, à première réquisition, un secours de trois ou quatre cents hommes.

Telles étaient les dispositions prises lorsque le 1^{er} décembre on rapporte au Conseil que Rochette, président au Parlement de Chambéry, doit arriver le jour même à Genève et loger aux *Trois Mores*.

Rochette n'était pas le premier venu ; c'était un homme grave, l'un des conseillers les plus écoutés de Charles-Emmanuel, l'un de ceux qu'il avait

employés dans des négociations délicates. Apparemment, Rochette ne venait pas à Genève pour son agrément personnel ; on ne choisit pas volontiers le mois de décembre pour un voyage de plaisir ; que venait-il faire ? Le Conseil délègue trois de ses membres, Lect, Favre et Maillet, pour complimenter le président ; il espérait sans doute que Rochette se prêterait à quelque démarche pour faciliter un arrangement. L'entrevue eut lieu et les délégués genevois, après les compliments d'usage, amenèrent aussitôt l'entretien sur les procédés et les vexations du duc de Savoie, qui rendaient la situation intolérable. Les paroles qui s'échangèrent à la veille de l'Escalade entre le président Rochette et les délégués genevois offrent assez d'intérêt pour que nous cherchions à les reproduire, telles qu'elles durent être prononcées :

« *Rochette* : Son Altesse est en général amateur de la paix.

Réponse : Le S^r d'Albigny, quoiqu'il ait reconnu que nous sommes compris dans la paix, ne le reconnaît que sur le papier, car ses procédés sont tout contraires ; incontinent après le traité de paix, on a envoyé contre nous Vitro et de nom-

breuses troupes ; non content de cela, on défend le commerce des vivres, ce qui constitue une innovation intolérable. Le peuple murmure, demande qu'il soit remédié à tout cela et Messieurs ne savent comment répondre ! Les journées et conférences n'ont servi à rien et nous perdons toute espérance de conquérir les bonnes grâces de votre prince.

Rochette : Si Son Altesse laisse séjourner des troupes dans le voisinage, c'est qu'elle doit se mettre en garde contre les desseins du Roi de France, d'autant plus que le maréchal de Lavardin est venu ici près avec des forces imposantes.

Réponse : Vitro et les Espagnols n'étaient-ils pas cantonnés dans notre voisinage bien avant l'arrivée du maréchal de Lavardin ?

Rochette : Les troupes espagnoles dont vous vous préoccupez ne tarderont pas à passer outre ; elles ont une autre destination. Quant à la défense des grains dont vous vous plaignez, c'est une mesure de police dont nous usons même envers la France. Au surplus, les temps ont bien changé depuis l'époque où vous avez traité avec le feu duc.

Réponse : Alors pas plus qu'aujourd'hui nous n'étions sujets de Son Altesse.

Rochette : Il faudrait un peu examiner s'il n'y aurait pas moyen de renouveler le mode de vivre ?

Réponse : Sans doute, mais, lorsque nous cherchons à négocier, nous venons toujours nous buter sur la question de notre liberté, à laquelle nous ne pouvons porter atteinte en quelque manière que ce soit !

Rochette : Le cas est grave ; ne pourrait-on pas arranger les choses ; vous savez quel mal cause la guerre et je suis prêt à m'entremettre, si vous me croyez propre à amener quelque chose de bon ; j'ai un peu l'oreille de mon prince et j'ai le repos en particulière recommandation. Je sais bien qu'on vous offre assistance et secours d'autre part, mais peut-être avez-vous à vous garder de ceux-là même qui veulent vous aider ? »

Rochette était un habile personnage ; il s'aperçut bien vite que ses propos insinuants tombaient sur un bon terrain et il redoubla de prévenance, priant qu'on se servît de lui, le moment étant propice pour négocier quelque *entrerepos* ou mode de vivre. L'entretien terminé, le digne président

dut se frotter les mains de satisfaction ; les magistrats genevois s'étaient laissé prendre dans ses filets !

Le lendemain, Lect, Maillet et Favre firent rapport au Conseil qui prit acte des excellentes dispositions du président et décida de l'en remercier, en le priant « d'ébaucher quelques moyens honorables » de préparer un traité ; les délégués du Conseil devaient supplier le président de servir d'intermédiaire pour obtenir le redressement des torts dont les Genevois étaient victimes ; Rochette accueillit fort bien la communication qui lui fut faite par les délégués du Conseil ; il voyait que les magistrats genevois tombaient dans le piège et il en devait éprouver une vive satisfaction. Naturellement, il ne prit aucun engagement ; n'ayant, dit-il, aucun pouvoir régulier, il ne pouvait prendre sur lui de rédiger un projet de convention ; Messieurs de Genève pourraient le faire plus aisément. Quant à éloigner les gens de guerre, cela n'était pas de sa compétence, cela ne dépendait même pas de Son Altesse, mais bien du roi d'Espagne, et d'ailleurs, dit-il, « ils s'évanouiront » peu à peu ; quant aux entraves du trafic, il proposa

qu'il y eût un fonctionnaire auquel on ferait la déclaration des marchandises qu'il s'agirait de faire transiter. Finalement, Rochette annonça qu'il préparerait avec d'Albigny quelques articles pour servir de base à un « entrerepos ; » ce mot qui n'était pas français désignait assez bien la chose, indiquait le but à poursuivre ; il s'agissait d'un mode de vivre qui donnerait un peu de repos à la contrée. Rochette conclut en annonçant qu'il en écrirait de Chambéry. Sinistre plaisanterie ! La réponse de Rochette, ce fut d'Albigny qui l'apporta dans la nuit de l'Escalade.

A lire les historiens qui se sont occupés de cette époque dramatique de notre histoire, il semble que la visite du président Rochette à Genève fut un incident fortuit, dénué d'importance et sans relation avec l'événement qui suivit. Autant vaudrait fermer les yeux à l'évidence. Rochette, en venant à Genève, remplit une mission ; il s'agissait de leurrer les Genevois, de les endormir dans une fausse sécurité, en faisant miroiter à leurs yeux la séduisante et trompeuse perspective d'un arrangement ; il ne réussit que trop bien dans sa mission, car le Conseil se persuada aisément que le

danger était momentanément écarté. Au surplus, les contemporains ne s'y trompèrent pas et chacun comprit dans quel but Rochette était venu à Genève. Un quatrain de la chanson de l'Escalade rappelle en ces termes les perfides machinations du président Rochette :

« Il y avait huit jours que dans cette ville un Président de Chambéry la belle, qui venait faire le marmiton, faisait semblant de rafraîchir l'union, *y vint tramer une grande trahison*¹. »

Le Conseil de Genève pécha par excès de confiance et visiblement se relâcha. Pendant les quelques jours qui s'écoulèrent entre le départ de Rochette et l'Escalade, le *Registre du Conseil* ne fait plus mention d'aucune mesure de précaution ou de défense ; le Conseil ne s'occupe que de menus détails administratifs, comme si tout danger de surprise était pour longtemps écarté. Les paroles mielleuses du président de Chambéry avaient complètement donné le change.

¹ *La Chanson de l'Escalade* en langage savoyard, publiée, avec d'autres documents sur cette entreprise, par M. Eug. Ritter, Genève 1900, p. 19.

XV

L'ESCALADE DU 12 DÉCEMBRE 1602.

Rochette avait quitté Genève le 4 ou le 5 décembre ; sans doute d'Albigny n'attendait que son retour pour prendre ses dernières dispositions. Le jeudi 9, vers 4 heures de l'après-midi, d'Albigny partit de Chambéry, se dirigeant sur Annecy ; il avait donné l'ordre à l'un de ses officiers, M. de Lodes, de quitter S^t-Pierre-d'Albigny le vendredi, avec sa compagnie de cent soldats, et de s'arrêter au village de Cusy pour y passer la nuit. Le vendredi 10 décembre, trois cents hommes d'armes, formant trois compagnies, partirent de Chambéry ; l'une de ces compagnies était commandée par de Sonnaz, qui devait périr misérablement à la suite de l'Escalade. Le même jour partit également une autre compagnie de cent hommes qui tenait gar-

nison à St'-Genix-d'Aoste et qui était sous les ordres de M. de Chaumont¹. Ces divers détachements devaient se rencontrer près d'Annecy, à Cran, où ils prirent logement dans la soirée. De son côté, d'Albigny était arrivé au château de Gruffy, où il dîna et passa la soirée du 10 au 11; peu après minuit il se remit en route et poussa jusqu'à Bonne, où l'attendaient les trois cents soldats du régiment de La Val d'Isère et de nombreux gentilshommes de sa suite. Le gouverneur du château de Bonne était Fr. Brunaulieu ou Brignolet, natif de Lens en Picardie; il avait longuement étudié et préparé avec d'Albigny tous les détails de l'entreprise et il se croyait assuré du succès; il poussait la fanterie jusqu'à dire qu'il voulait mourir au monde s'il ne vivait dans Genève; le propos se trouva vrai, car il fut un de ceux qui perdirent la vie dans la nuit de l'Escalade.

Dès longtemps il y avait de nombreux détachements cantonnés en Faucigny, à La Roche et ail-

¹ Ces détails, qui, par leur précision, portent le cachet de l'exactitude, sont empruntés à la relation adressée à Anastase Germonius, archevêque de Tarentaise, et réimprimée par M. E. Ritter.

leurs; ils s'acheminèrent du côté de Bonne et, selon toute apparence, c'est dans ce bourg fortifié qu'ils se réunirent pour attendre d'Albigny; il y avait là un singulier mélange de Français renégats, anciens ligueurs, d'Espagnols, d'Italiens; dans cette petite armée d'aventuriers triés sur le volet, l'élément savoyard faisait presque complètement défaut et nous tenons à le constater. On ne saurait dire exactement quel était l'effectif des troupes que d'Albigny allait conduire contre Genève; parmi les auteurs contemporains, les uns¹ parlent de 3000 hommes; d'autres articulent le chiffre de 1200 à 1500 hommes²; dans une lettre à M. de la Guiche, gouverneur de Lyon, le Conseil de Genève évalue à 2000 le nombre des soldats qui furent engagés dans l'expédition, c'est le chiffre le plus vraisemblable; si on réfléchit aux difficultés de l'entreprise, il y a lieu de s'étonner que d'Albigny ne jugea pas nécessaire de concentrer un corps de troupes plus considérable, mais le lieutenant-géné-

¹ *Récit de l'Escalade*, par le continuateur de De Serres.

² *Le vray discours de la miraculeuse délivrance* et le Journal de Colladon.

ral de Savoie avait une confiance aveugle dans le succès et son entourage était dans les mêmes sentiments; les gentilshommes qui suivaient d'Albigny étaient rompus au métier des armes et dominés par un sombre fanatisme; ces croisés de nouvelle sorte s'imaginaient servir une cause sainte et invincible!

Pour l'exécution de son sinistre projet, d'Albigny avait choisi la nuit la plus longue de l'année, la nuit du solstice d'hiver. Donc, le samedi 11 décembre (ancien style), par une froide soirée, les troupes du duc de Savoie quittèrent le château de Bonne; elles se dirigèrent sur Genève en suivant les bords de l'Arve; peut-être espérait-on que le vague murmure des flots contribuerait à couvrir le bruit des pas et le cliquetis des armes. En tête marchait la compagnie des gardes de d'Albigny, puis venaient le régiment du baron de La Val d'Isère et quatre compagnies de cavalerie; le détachement d'élite qui ouvrait la marche se composait de 300 hommes armés de toutes pièces, avec la cuirasse, le casque, le pistolet à la ceinture et le coutelas à la main; une partie de ces soldats portaient le mousquet et la demi-pique. Les trou-

pes avançaient lentement, car elles transportaient le pesant matériel destiné à l'escalade, des haches, de gros marteaux d'acier, des claies pour franchir les fossés et surtout ces merveilleuses échelles, « d'un ingénieux et mémorable artifice, » qui figurent encore parmi les curiosités de l'Arsenal de Genève; elles étaient, comme on sait, teintes en noir et composées de diverses pièces qui s'emboîtaient les unes dans les autres, de telle sorte qu'on pouvait à volonté les allonger ou les raccourcir.

Charles-Emmanuel était au courant de tous les préparatifs de l'entreprise; son favori d'Albigny lui avait fait partager toutes ses illusions et ses espérances. Aveuglé par sa folle ambition, le duc croyait déjà son rêve accompli; il avait quitté secrètement Turin, voyageant incognito sous le nom de « Monsieur l'Ambassadeur; » le 11 décembre il se trouvait au château d'Etrembières (ou plutôt des Trembières); il voulut, malgré l'obscurité profonde, assister au défilé de ses troupes, puis il se dirigea vers les hauteurs de Pinchat¹, pour

¹ Il est à supposer que le duc, accompagné d'une faible escorte, suivit la rive gauche de l'Arve et passa par Veyrier pour se rendre à Pinchat.

attendre le dénouement de l'aventure qui allait compromettre l'honneur de ses armes.

Les Savoyards¹ étaient partis de Bonne à 6 heures du soir et ils mirent six heures pour arriver près de Genève; c'est dire avec quelle extrême lenteur ils avançaient; ils arrêtaient en route les rares paysans qu'ils rencontrèrent, afin que personne ne pût porter l'alarme; néanmoins un Savoyard, ami de Genève, Pierre Brasier, de Chêne, réussit à échapper à la surveillance et accourut jusqu'aux portes de la ville annoncer que des hommes armés passaient à Etrembières; malheureusement on ne tint pas compte de l'avis.

En approchant de Genève, les soldats de d'Albigny ne montrèrent nullement le sang-froid, la belle assurance, qui préparent le succès; on pourrait croire qu'ils avaient de fâcheux pressentiments; à plusieurs reprises ils furent saisis de folles terreurs; au milieu des ténèbres épaisses, ils crurent apercevoir de soudaines clartés; un

¹ Ce n'est pas sans répugnance que nous nous servons du mot Savoyard pour désigner l'armée bigarrée et cosmopolite qui marchait à l'assaut de Genève; à vrai dire elle n'avait de savoyard que le nom.

lièvre inoffensif qui vint s'égarer dans les rangs leur fit l'effet d'un fort mauvais présage. A Champel, nouvelle alerte ; sur des pieux plantés en terre s'étaient des draps qui séchaient ; les soldats qui marchaient en tête de la colonne crurent à une embuscade et faillirent s'élancer sur les pieux, comme si l'ennemi se dressait devant eux.

Il était près de minuit lorsque les Savoyards arrivèrent à Plainpalais ; le gros de la troupe fit halte ; trois cents hommes, parmi les plus déterminés, mirent pied à terre et, sous les ordres de Brunaulieu, se dirigèrent vers le fossé qui longeait la Corratierie ; à leur approche, des canards effrayés prirent le vol bruyamment ; ils semblaient vouloir avertir les Genevois, comme naguère les oies l'avaient fait à Rome contre les Gaulois, mais le bruit de leurs battements d'ailes se perdit dans la nuit. Les Savoyards jetèrent des claies sur la boue du fossé. Ils étaient au pied d'une longue courtine¹ qui joignait le bastion de l'Oie près de la Porte Neuve à la Tour de la Monnaie. Moment solennel, décisif ! On dresse contre le mur de la

¹ Le front de la muraille d'une place forte entre deux bastions.

courtine les échelles, pourvues de longues pointes de fer qui permettaient de les fixer solidement au sol. Un jésuite écossais, le Père Alexandre¹, exhorte et confesse les soldats ; il leur distribue des billets ou amulettes, destinés à les préserver d'une mort violente ; leur montrant les échelles, il leur annonce que, lors même qu'ils succomberaient dans l'entreprise, « ces échelons seront autant de pas qui les mèneront droit au Paradis. » Brunaulieu, donnant l'exemple, monte le premier ; après lui, de Sonnaz, qui brûle de venger dans le sang des Genevois la mort de son père, tué à Monthoux en 1591 ; puis viennent deux Dauphinois, MM. de Limogeon et de Cornage, lieutenant de la cavalerie de d'Albigny, le baron de Watteville, seigneur de Versoix, de la Fléchère, Chafardon, savoyards, les deux frères d'Attignac, de Bourg-en-Bresse, enfin de nombreux officiers et soldats du régiment de La Val d'Isère.

¹ Alexandre Hume, Humæus, s'était employé à faire rentrer dans le giron de l'Eglise romaine les habitants du bailliage de Gaillard ; lire sur ce personnage une note intéressante de M. Th. Claparède, dans les *Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie* de Genève, t. XVII, p. 118.

Bientôt deux à trois cents hommes, armés de pied en cap, sont réunis sur la pente du parapet ; les uns se rangent le long des maisons, près de la courtine, d'autres se tiennent couchés sous les arbres, car le dessein de Brunaulieu n'était pas de tenter de suite l'attaque. Une ronde passe tout près des Savoyards, mais elle n'aperçoit rien et poursuit son chemin. Peu après survient une seconde ronde sous les ordres de François Boussezel ; ce dernier entend quelque bruit du côté du fossé, s'approche pour reconnaître et crie : *Qui va là !* Les ennemis, se voyant découverts, se précipitent sur Boussezel, qui tombe blessé à mort. Le porte-lanterne qui précédait la ronde réussit à s'échapper et s'enfuit en donnant l'alarme. La sentinelle en faction à la Tour de la Monnaie crie à son tour : *Qui va là !* N'entendant aucune réponse, elle lâche un coup de feu pour avertir le corps de garde.

L'alarme était donnée ; pour les assaillants, il n'y avait plus de temps à perdre. Brunaulieu le comprit et donna des ordres en conséquence. Les Savoyards se partagent en plusieurs détachements ; les uns cherchent à s'emparer du corps de garde

de la Monnaie ; d'autres pénètrent dans la maison Piaget en enfonçant une porte et tuent un serviteur de Piaget qui résistait. Mais le principal effort des Savoyards allait se diriger sur la Porte Neuve ; il fallait à tout prix s'en emparer, afin d'ouvrir le passage aux troupes qui attendaient avec d'Albigny à Plainpalais. Si cette tentative avait réussi, Genève était perdue ; le sang-froid et le courage intrépide d'un soldat sauvèrent tout. Le corps de garde de la Porte Neuve n'était composé que de treize hommes ; ceux-ci, se voyant en trop petit nombre pour résister, lâchèrent leur coup d'arquebuse et s'enfuirent vers la Maison de Ville pour donner l'alarme¹ ; heureusement, il resta au corps de garde deux ou trois soldats plus courageux que les autres, et l'un d'eux, Isaac Mercier, eut la présence d'esprit de se hisser sur la porte et de couper la corde qui retenait la herse

¹ La conduite de ces soldats ne parut pas à l'abri de tout reproche et, le 21 décembre, l'un d'entre eux, Jean Fils, sans doute le chef du poste, fut appelé devant le Conseil pour se justifier ; il déclara que l'ennemi étant en force, ses compagnons et lui n'avaient pas tenté une résistance inutile et qu'ils s'étaient enfuis vers la Maison de Ville pour donner l'alarme. Le Conseil se montra clément ; il congédia Jean Fils après l'avoir admonesté.

ou coulisse ; celle-ci s'abattit lourdement ; survient Picot, le pétardier savoyard ; il essaie d'appliquer son pétard à la porte, mais ses efforts restent infructueux. Isaac Mercier avait contribué à sauver Genève¹ ; si la porte avait pu être ouverte, les troupes qui attendaient à Plainpalais auraient fait leur entrée dans la ville et qui sait quelle eût été l'issue de l'Escalade !

Sur ces entrefaites, les soldats du poste de la Monnaie et ceux du corps de garde de la Porte Neuve avaient donné l'alarme dans les hauts quartiers de la ville. Bientôt le tocsin fait entendre sa voix puissante et redoutée ; les citoyens, brusquement réveillés, se précipitent dans la rue ; au milieu du cliquetis des armes et des sons stridents des trompettes, on entend les cris et les pleurs des femmes et des enfants. Scène lugubre et tumultueuse de désolation, mais l'heure de la délivrance ne tardera pas à sonner !

¹ Le Conseil le récompensa en lui accordant gratuitement la bourgeoisie ; on lit au *Livre des Bourgeois* à la date du 19 janvier 1603 : « Isaac Mercier, fils de Gilles, d'Ystenay, en Lorraine, gratis, heu esgard au service qu'il fit au public le jour de la surprise tentée par le Duc de Savoye, ayant jetté bas la colice de la Porte Neufve. »

Dans les premiers moments, au milieu de l'obscurité, la confusion est extrême et les Genevois ont peine à se reconnaître et à organiser la résistance ; pour les tromper, les soldats ennemis ont recours à toutes les ruses ; lorsqu'un Genevois leur crie : *Qui va là !* ils répondent : *Amis !* D'autres, pour provoquer une diversion, crient à tue-tête : *Armez, armez, l'ennemi est à la Porte de Rive !* Pour se reconnaître entre eux, les Savoyards imitent le coassement de la grenouille ; c'est leur signe de ralliement.

Un bourgeois se rendant, armé de sa hallebarde, à la Porte Neuve qui était son quartier, rencontre à la Tertasse quatre ou cinq Savoyards qui viennent à lui ; croyant avoir affaire à des Genevois, il leur demande où est l'ennemi ; ils lui répondent : *Tais-toi, poltron, viens ça, demeure des nôtres, vive Savoie !* Le Genevois, s'apercevant de sa méprise, rebrousse chemin et remonte la Tertasse. Des citoyens dévoués sont accourus ; ils tendent les chaînes dans la rue et bientôt une barricade se dresse devant la porte de la Tertasse. Un vieux magistrat qui avait rendu de bons services à la République, l'ancien syndic Jean Canal, est accouru

un des premiers, comme capitaine de quartier ; on l'aide à franchir la chaîne qui barre la rue de la Tertasse, mais on le supplie de ne pas pousser plus loin. L'intrépide vieillard, méprisant le danger, s'avance l'épée à la main ; il ne tarde pas à être entouré et succombe victime de son dévouement patriotique¹.

Les Genevois, revenus de leur première stupeur, sont maintenant en situation de prendre l'offensive. Un détachement franchit la porte de la Treille et se dirige vers la Porte Neuve, restée au pouvoir de l'ennemi ; un combat s'engage, deux Genevois tombent mortellement blessés, mais les Savoyards sont contraints peu après d'abandonner le corps de garde, laissant sur le carreau plusieurs des leurs et notamment le pétardier Picot. A peu près en même temps, un autre combat se livrait vers la Monnaie ; les Savoyards avaient attaqué le poste et ils s'apprêtaient à pénétrer par la Porte de la Monnaie dans la rue de la Cité ; de nombreux citoyens accourus repoussent l'ennemi ; dans la lutte, deux Savoyards perdent la

¹ Le *matre-maçon* (architecte) de la Seigneurie, Bogueret, qui suivait Jean Canal, fut également tué.

vie, l'un est tué sur le pont du Rhône, l'autre, un soldat déterminé, tombe blessé à mort entre la Porte de la Monnaie et la herse qui avait été abattue.

Les ennemis qui criaient déjà : *Ville gagnée !* commencent à reconnaître qu'ils ont vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué. La population tout entière est sur pied, décidée à sauver ce qu'elle a de plus cher, la patrie, le foyer. De nombreux flambeaux éclairent les rues et guident les Genevois. Les Savoyards, repoussés de la Porte Neuve et de la Monnaie, s'efforcent de pénétrer dans les maisons de la Corraterie, soit pour passer dans la Cité, soit même pour piller, mais ils échouent misérablement dans leur tentative. Une véritable grêle de mousquetades pleut des fenêtres des maisons. Partout les citoyens habilement dirigés reprennent l'avantage. Baudichon de la Maison-neuve, un des capitaines de la ville, se distingue au premier rang des combattants ; on raconte qu'un maître tailleur, armé d'une épée à deux mains, fit merveille. Les femmes elles-mêmes ne restent pas en arrière : une bonne Genevoise, la dame Royaume, qui habitait vers la Porte de la Monnaie,

jette de la fenêtre une marmite sur un Savoyard et lui fracasse la tête.

Les Savoyards, traqués de tous côtés, commencent à perdre courage ; ils fuient, cherchent à regagner leurs échelles. A ce moment, un canonier, posté au boulevard de l'Oie, entendant du bruit dans le fossé, met le feu à sa pièce ; le boulet, rasant le mur, renverse les échelles. Les Savoyards n'ont plus d'autre ressource que de se précipiter du haut du rempart dans le fossé ; ils se brisent les membres dans leur chute et se heurtent les uns les autres du poids de leurs pesantes armures. Le Père Alexandre est atteint un des premiers ; un de ceux qu'il exhortait pieusement quelques heures avant tombe sur lui et le blesse grièvement. Au milieu de cette scène de tumulte et de confusion, des soldats offrent à Brunaulieu de le sauver en le faisant descendre à l'aide d'une corde ; il refuse, préférant mourir les armes à la main plutôt que de survivre à une semblable défaite ; il se souvient sans doute du serment téméraire qu'il a prêté.

A l'ouïe du coup de canon qui avait abattu les échelles, les troupes massées à Plainpalais s'étaient

figuré que le pétard avait brisé la Porte Neuve; pleines de joie et de confiance, elles se rapprochent de la ville; suivant une expression pittoresque, les soldats mesurent déjà le velours et le drap des marchands qu'ils vont piller; ils crient : *Avance, avance, ville gagnée!* et accourent au bruit du tambour vers la Porte Neuve. Joie de courte durée. Ils trouvent porte close; en même temps une pièce de canon braquée près de l'Hôtel de Ville ouvre son feu et sème dans leurs rangs le trouble et la mort. Ils devinent que l'Escalade a échoué et une terreur panique se répand parmi eux. Ils reprennent en désordre le chemin qu'ils suivaient pleins d'espoir quelques heures auparavant; la route se couvre de fuyards; lorsqu'ils arrivèrent à Bonne, ils étaient, dit un contemporain, « si fangeux, harassés, transis et espuisés que petite troupe assurée les eust aisément exterminés. »

Tandis que le gros de l'armée fuyait en désordre, une poignée de Savoyards cherchaient à sauver l'honneur du drapeau en prolongeant une résistance désormais inutile; à leur tête Sonnaz et Branaulieu; ce dernier ne tarda pas à tomber

mortellement blessé; quant à Sonnaz qui, dans le combat, eut une jambe brisée, il fut fait prisonnier avec douze de ses compagnons d'armes.

D'Albigny était de ceux qui ne craignent pas d'exposer les autres au danger, mais qui ne s'y exposent pas eux-mêmes; il était resté à Plainpalais, attendant tranquillement le résultat de l'aventure; ce fut lui qui dut annoncer au duc le lamentable dénouement; Charles-Emmanuel se contenta, dit-on, de cette apostrophe, pleine de rage et de dépit : « Vous avez fait une belle cacade ! »

Sur ces entrefaites, la clarté douteuse et mélancolique d'un jour de décembre avait succédé à la nuit; la population tout entière se précipita vers les remparts pour contempler le théâtre du combat; en voyant les échelles brisées, les cadavres des ennemis jonchant le fossé, chacun comprit à quel danger Genève avait échappé, comme par miracle. Entraînée par l'élan de sa reconnaissance et par la sincérité de sa foi, la foule se porta dans les temples pour remercier Dieu. Le vénérable Th. de Bèze voulut, lui aussi, joindre ses actions de grâce à celles du peuple; l'âge n'avait en rien diminué sa vaillance de cœur; il

monta en chaire et indiqua à son auditoire recueilli le psaume cxxiv, qui dès lors se chanta toujours à l'anniversaire de l'Escalade.

Dans cette mémorable nuit du 12 décembre, les Savoyards avaient perdu plus de deux cents hommes; du côté des Genevois, il y eut une trentaine de blessés, et dans le nombre l'ancien syndic Fabri et le conseiller Baudichon de la Maissonneuve; dix-sept citoyens, dont les noms suivent, étaient tombés au champ d'honneur pour la défense de leur patrie et de leur liberté :

Jean CANAL, Abraham DE BAPTISTA, Louis BANDIÈRE, Martin DEBOLO, Jean VANDEL, Daniel HUMBERT, Louis GALLATIN, Michel MONARD, Pierre CABRIOL, Philippe POTEAU, Marc CAMBIAGUE, François BOUSEZEL, Nicolas BOGUERET, Jean GUIGNET, Jacques MERCIER, Jacques PETIT, Girard MUZY.

Ils furent ensevelis au temple de S^t-Gervais et la République reconnaissante fit élever un modeste monument à leur mémoire. Puisse le souvenir de leur dévouement patriotique et de leur mort glorieuse demeurer impérissable dans le cœur des Genevois!

XVI

LE LENDEMAIN DE L'ESCALADE. — EXÉCUTION DES PRISONNIERS.

Le dimanche 12 décembre, dès 8 heures du matin, le Conseil se réunit pour prendre les mesures dictées par les circonstances. La traîtreuse entreprise avait tourné à la confusion de l'ennemi, mais le danger ne subsistait pas moins; on pouvait supposer que Charles-Emmanuel et d'Albigny, cruellement blessés dans leur orgueil, ne resteraient pas sous le coup de leur échec; il fallait donc se préparer pour le cas où ils tenteraient un nouvel effort. Le Conseil décida d'envoyer Savion au pays de Vaud pour réclamer des baillis de Nyon, Morges et Lausanne, le secours de 300 hommes qui avait été promis; puis le Conseil s'occupa du sort des treize prisonniers savoyards;

suivant une pratique barbare, il décida de faire subir la torture à trois d'entre eux, afin de découvrir s'il y avait des complices ou des traîtres dans la ville, mais l'épreuve ne donna aucun résultat. Le même jour, un peu après midi, les prisonniers furent conduits de la prison à l'Hôtel-de-Ville; de Sonnaz, qui avait une jambe brisée, gisait sur une litière; puis venaient Chafardon, d'Attignac et les autres prisonniers. De Sonnaz se montra courageux et résigné, parlant peu et acceptant sans murmurer le cruel dénouement auquel d'Albigny l'avait conduit. Chafardon, qu'on dépeint comme un homme de petite taille, au teint roux, cherchait par son attitude calme et résolue à encourager ses compagnons d'infortune. Quant au Bressan d'Attignac, il ne cachait pas son désespoir; éperdu, il hurlait, se lamentait; tandis qu'il cheminait de la prison à l'Hôtel-de-Ville, il demandait en grâce s'il ne se trouverait aucune fille qui consentit à le racheter en l'épousant.

Les prisonniers ne se faisaient aucune illusion sur le sort qui les attendait; lorsqu'ils furent introduits devant le Conseil, de Sonnaz se borna à

demander qu'il lui fût permis de disposer de ses biens en faveur de ses sept enfants; il exprima le désir que ses filles prissent le voile. Les autres prisonniers, qui étaient enchaînés deux à deux, se mirent à genoux. Chafardon demanda, lui aussi, à prendre ses dernières dispositions en faveur de ses enfants *donnés*, de ses bâtards. Puis le premier syndic Chabrey leur donna lecture, dans les termes suivants, de la sentence qui les condamnait à mort :

« Messieurs, ayant vu leur procès, les interrogations et réponses, les ont jugés coupables d'avoir attenté une horrible et damnable trahison pour espandre le sang innocent de ceux qui ne demandoient que de vivre en paix, et desquels ils n'avoient reçu aucun déplaisir, tellement qu'on ne pouvoit procéder contr'eux comme contre gens de guerre, veu la paix qui avoit été jurée et rejurée par leur prince, mais comme contre voleurs et brigans, lesquels mériteroient bien d'être tous mis sur la roue; toutesfois qu'en usant de modération, on les condamnoit tous à être menés au prochain boulevard du lieu où ils avoient commencé d'exécuter leur damnable entreprise, pour

là être pendus et étranglés et servir d'exemple à tous ceux qui tel cas commettre voudroyent¹. »

Aussitôt après le prononcé de la sentence, les prisonniers furent conduits vers le lieu de l'exécution; trois ministres, Goulart, de La Faye et Pinaut, les accompagnaient pour les exhorter au moment suprême. Contre la muraille du boulevard de l'Oie était dressé un gibet soutenu par trois piliers. De Sonnaz devait mourir le premier, mais il avait une jambe brisée et il ne pouvait gravir les échelons; il fallut le hisser, et lorsqu'il fut en haut, Tabasan, le bourreau, s'empara de lui et lui passa la corde. Chafardon, qui suivait de Sonnaz et qui cherchait à le consoler, mourut comme un brave. Quant à d'Attignac, il ne sut pas imiter la résignation stoïque de ceux qui l'avaient précédé; il ne pouvait se résigner à mourir et, au moment où le bourreau cherchait à le rejeter dans le vide, il lui criait encore avec désespoir : « Attends, attends ! »

Neuf des prisonniers avaient été saisis sur le rempart ou dans les rues de la ville; lorsqu'ils

¹ Nous empruntons au Journal de Colladon le texte de la sentence et les dramatiques détails relatifs à l'exécution.

eurent été exécutés, on en amena quatre autres qui avaient été trouvés gisant dans le fossé et qui étaient plus ou moins grièvement blessés. L'un d'eux, natif de Seyssel¹, avait reçu une arquebuse et il n'avait plus la force de monter sur la fatale échelle; malgré sa blessure, il avait conservé tout son sang-froid et même sa gaieté; il quitta la vie sur une plaisanterie : « Voilà d'autres pendus, cria-t-il, voilà mes maitres; il n'y a pas de danger que je sois pendu un peu plus bas. »

La sentence prononcée contre les prisonniers a été commentée de diverses manières; les historiens de la Savoie et du Piémont ont taxé l'arrêt du Conseil d'attentat formel contre le droit de la guerre! Etrange aberration! A quel titre ces historiens aveuglés par l'esprit de parti peuvent-ils formuler un reproche ou une critique? Rappelons deux faits. Le 1^{er} juin 1589, une petite garnison genevoise qui occupait le château de Ternier capitula sous condition de la vie sauve; Charles-Emmanuel fit pendre, jusqu'au dernier, les Genevois qui composaient cette garnison. Le

¹ Il s'agit sans doute du prisonnier qui figure dans la liste du *Registre* sous le nom de Jaques Bovier, dit le caporal Lalime.

22 août 1589, la garnison de Bonne s'était rendue à composition; la capitulation portait que les Genevois sortiraient vie et bagues sauvés, les capitaines à cheval avec leurs armes, et les soldats avec l'épée; lorsque les malheureux Genevois sortirent, ils furent désarmés et massacrés; les soldats de Charles-Emmanuel passèrent au fil de l'épée plus de 300 hommes, et, dans le nombre, le gouverneur Jean Aubert et le ministre Guillaume-le-Morgue. Charles-Emmanuel avait-il donné l'exemple de la magnanimité ou de la clémence, lui qui n'avait pas même respecté des capitulations régulières¹? Les aventuriers qui s'étaient introduits nuitamment dans la ville se seraient-ils fait aucun scrupule d'égorger tous ceux qu'ils auraient pu surprendre dans leur som-

¹ Guichenon (*Hist. géneal.*, III, 361, édit. de Turin, 1778) n'a pas craint d'affirmer que Sonnaz, Attignac et Chafardon « furent cruellement étranglés, quoiqu'ils eussent capitulé les armes à la main, s'estans rendus la vie sauve à Canal, premier syndic. » La version de Guichenon n'a qu'un défaut : le conseiller Canal avait été tué à la Tertasse, bien avant que Sonnaz, Attignac et Chafardon fussent tombés entre les mains des Genevois. Suivant un autre récit, c'est Budé de Vérace qui aurait promis vie sauve à de Sonnaz ; M. Eug. de Budé a réduit cette légende à sa juste valeur ; voy. *Un détail sur l'Escalade*, par Eug. de Budé, Genève, 1859.

meil? A quel titre pouvaient-ils réclamer des égards exceptionnels? Voltaire, qui juge de haut et sans parti pris, qualifie de *brigandage* l'entreprise de l'Escalade et ne trouve rien à redire à la condamnation; il s'exprime comme suit dans l'*Essai sur les mœurs et l'esprit des nations* :

« Ces mêmes Genevois délivrèrent leur ville en 1602 des mains de ce même duc de Savoie qui l'avait surprise par escalade en pleine paix et qui déjà la mettait au pillage. Ils eurent même la hardiesse de punir cette entreprise d'un souverain comme un brigandage et de faire pendre treize officiers qualifiés qui, n'ayant pu être conquérants, furent traités comme des voleurs de nuit. »

Lorsque le Conseil prononça l'arrêt de mort, il avait à compter avec l'exaspération populaire, si justifiée d'ailleurs; s'il avait usé de clémence, s'il avait ménagé les prisonniers, qui sait à quels soupçons, à quelles injustes accusations il aurait prêté le flanc! Les faits suivants indiquent bien quel était l'état des esprits. Le 12 décembre, le Conseil décide que les têtes des suppliciés seront coupées et les corps jetés au Rhône; mais le lendemain il revient sur sa décision, parce qu'elle est

taxée « d'inhumanité. » Le 14 décembre, le Conseil des Soixante se plaint, proteste et oblige le Petit Conseil à revenir immédiatement à sa première décision; on fixa au gibet du boulevard de l'Oie les têtes des condamnés et des autres ennemis qui avaient succombé dans le combat; soixante-sept têtes restèrent ainsi exposées et le sinistre trophée ne disparut que le 18 juillet 1603, lorsque la paix fut définitivement conclue.

La tentative du 12 décembre pouvait-elle être considérée comme le dernier effort de l'ennemi? A Genève, nul ne le pensa. Il y avait en Savoie de nombreux détachements espagnols et il semblait certain que d'Albigny tenterait, à courte échéance, un nouvel effort. On a dit et répété que Charles-Emmanuel avait repassé les monts aussitôt après l'échec; c'est une erreur; au lendemain de l'Escalade, Charles-Emmanuel avait été cacher son dépit et ses regrets au château de Choisy, aux environs de Rumilly¹; les Genevois pouvaient s'attendre à un nouvel assaut. Le 13 décembre le Conseil avait expédié Savion à Nyon, Mor-

¹ Le fait est attesté par Lesdiguières dans une lettre datée du 4 janvier 1603 (nouveau style).

ges et Lausanne, pour demander un secours de 300 hommes, puis il décida que cinq compagnies bourgeoises veilleraient la nuit suivante et que trois conseillers, Barrillet, de la Rive et Rigot, se tiendraient en permanence à l'Hôtel-de-Ville « pour pourvoir au mieux que Dieu leur en fera la grâce. » Le 15 décembre, 350 soldats envoyés par les baillis bernois du pays de Vaud firent leur entrée dans la ville; comme on le pense bien, ils furent accueillis avec joie et aussitôt répartis en quinze escouades, de manière à assurer jour et nuit le service de garde avec les compagnies bourgeoises.

Dans les quelques jours qui suivirent l'Escalade, le Conseil prit diverses mesures qui méritent d'être signalées. Dès le 13 décembre, il envoie un « sommaire discours » de l'événement à Henri IV, à Zurich et à Berne, à Lesdiguières, au gouverneur de Lyon, M. de la Guiche, et au gouverneur de Bourg, M. de Boisse; il fallait s'assurer au plus tôt l'appui de tous ceux qui s'intéressaient à la conservation de Genève. Puis le Conseil s'occupe de renforcer tous les points faibles des remparts, notamment vers le quartier du Seujet, dans le fau-

bourg de Saint-Gervais. D'autre part, on avait pu constater une grave lacune dans l'organisation de la défense ; dans la nuit de l'Escalade tout le monde avait fait son devoir, mais il avait manqué un capitaine expérimenté, un homme du métier, pour diriger la résistance. Le Conseil le comprit et il décida de tenter les démarches nécessaires pour faire revenir M. de Villars¹ ; il eût mieux valu ne pas le laisser partir. En attendant, on se préoccupa de récompenser les officiers qui s'étaient distingués ; le Conseil accorda douze ducats au capitaine Blandano, à La Ramée et à Oldoin ; le capitaine Roux, qui avait également bien mérité de la République, reçut six ducats.

Le 24 décembre, le Deux-Cents se réunit pour la première fois depuis l'Escalade ; le Petit Conseil lui soumit toutes les mesures qu'il avait prises et elles furent approuvées. A lire le procès-verbal, d'un laconisme intentionnel, il semblerait que la séance fut des plus calmes, des plus paisibles :

¹ « D'autant qu'à faute de chef on a expérimenté en la faction de dimanche dernier il n'y a pas heu de gens qui ayent osé attaquer l'ennemi, a esté arresté qu'on escrive au Sr de Villars, gentilhomme dauphinois, pour le prier de venir ici au plus tost pour nous assister. » *Reg. Cons.*, séance du 14 décembre.

en réalité, il en fut tout autrement. Peu à peu le gouvernement de la République était devenu oligarchique et la direction des affaires s'était concentrée en quelques mains ; or, il y avait dans le Deux-Cents un groupe d'hommes qui, à tort ou à droit, étaient fort mécontents du Petit Conseil et qui ne craignirent pas de le lui dire en face. En tête des mécontents se trouvaient le procureur général Joseph Blondel et Paul Estienne ; ce dernier accusa formellement le Petit Conseil de *tyrannie*¹. Qui donc se serait attendu à voir Paul Estienne, le célèbre imprimeur, jouer le rôle de tribun ! Dans une de ses lettres, Juste Lipse le qualifiait de *mitis adolescens*, doux adolescent ! Dans la même séance surgit un autre incident des plus graves. L'auditeur Sarasin demanda qu'on interrogeât ceux qui avaient été chargés, dans la nuit de l'Escalade,

¹ On devine l'orage qui éclata au Deux-Cents en lisant le passage suivant du *Registre* à la date du 29 décembre : « D'autant qu'au dernier Conseil des Deux-Cents plusieurs ont tenu des propos de mépris contre l'honneur des S^{rs} du Petit Conseil et entre iceux le S^r Joseph Blondel, procureur général, et Paul Estienne, qui les chargeoit de tyrannie, a esté advisé comme on procédera pour les contenir et arrêté qu'on les en censure grièvement. »

de la garde des quartiers de la Porte Neuve et de la Monnaie, afin d'établir les responsabilités. Le syndic de la garde était directement visé par l'interpellation; Philibert Blondel ne chercha nullement à se dérober; il se leva sur-le-champ et demanda à s'expliquer séance tenante sur les mesures qu'il avait prises dans la soirée du samedi 11 décembre :

« En premier lieu, dit-il, j'avertis le capitaine Blandano, qui devait poser les sentinelles, de veiller à ce qu'il y eût garde sûre; je le priai de prévenir les corps de garde qu'on avait entendu dire que les troupes ennemies voulaient s'approcher de la ville. Le capitaine Blandano, après avoir posé ses sentinelles, me rapporta que la garde était bonne et leste. Ensuite, je formai pour le dehors une patrouille de six hommes, en leur prescrivant de ne pas s'éloigner des remparts, mais de rôder continuellement de la Tour-Maitresse jusqu'au Rhône vers la Corraterie, afin qu'on fût averti de tout ce qu'ils pourraient apercevoir. Enfin, je formai à la Maison de Ville un bon corps de garde, en l'augmentant de 10 ou 12 soldats; je constituai onze rondes, en enjoignant aux soldats

de bien veiller et de croiser les rondes. Le portier de Rive m'ayant rapporté que 15 cavaliers et 15 fantassins avaient arrêté le sieur Argand et d'autres bourgeois, je fis demander à M. le syndic Chabrey s'il trouvait bon de jeter au dehors 50 soldats pour « la rescousse » de ces prisonniers et j'offris d'y aller moi-même avec le détachement. M. le syndic Chabrey répondit à Bérard Guex, qui lui avait fait rapport, qu'il voyait de l'inconvénient à ouvrir de nuit la ville et qu'il faudrait aviser le lendemain. Pour terminer, je déclare qu'il n'y a eu de ma part ni faute, ni paresse, ni négligence. »

Après cet exposé, Blondel quitta fièrement la salle des délibérations, pour que le Deux-Cents pût se prononcer en toute liberté ; il rentra en triomphateur, car, à *l'instant même*, il fut rappelé par le Deux-Cents¹.

¹ L'incident se renouvela le 4 mars 1603. Deux membres du Conseil des Deux-Cents ayant récriminé à propos de l'Escalade, Blondel demanda de nouveau si on avait quelque reproche à lui adresser ; les deux membres qui avaient pris la parole s'empressèrent de déclarer qu'ils n'avaient rien à dire contre lui : « Attendu quoy, dit le *Registre*, on s'est tenu à la descharge du dict Sr Blondel faite en ce Conseil. »

Ainsi, au lendemain de l'Escalade, le Deux-Cents reconnaissait que Blondel ne pouvait encourir aucun blâme, aucun reproche. En raison même de ses fonctions, le syndic de la garde avait tout en main pour faire réussir l'entreprise du duc de Savoie et cependant elle échoua misérablement ! Ne semble-t-il pas résulter de ce simple fait que l'hypothèse d'une trahison doit être écartée ? Peut-on, tout au moins, reprocher à Blondel ou à tout autre magistrat une imprévoyance ou une négligence coupable ? L'historien Gautier se prononce pour l'affirmative et son opinion a d'autant plus de poids qu'il écrivait à une époque où la tradition orale pouvait encore être invoquée : « Il sembloit, dit-il, que les choses étant dans cette situation, nos pères auroient dû être extrêmement sur leurs gardes et dans une grande défiance ; cependant, c'est ce qui n'arriva point. La garde ordinaire de la ville ne fut point augmentée ou, si elle le fut, ce ne fut que de peu de chose. » A cette observation de Gautier, il convient de répondre que pendant les deux ou trois années qui précédèrent l'Escalade, les avis d'entreprises se reproduisaient périodiquement et on comprend que

les magistrats aient fini par n'y plus attacher l'importance qu'ils méritaient. La visite de Rochette avait également contribué à diminuer leurs appréhensions. Essayons de nous mettre en lieu et place des magistrats de 1602; à tout instant on leur annonce que Genève va être assiégée, qu'une escalade se prépare; ils se tiennent sur leurs gardes, ils prennent des mesures de précaution, mais on ne peut être constamment sur le qui-vive; au milieu de toutes ces fausses alertes, la vigilance se lasse et comment s'en étonner! L'habileté de d'Albigny consista peut-être à faire répandre de faux bruits, afin de pouvoir choisir le moment où les Genevois seraient à moitié rassurés. Il y a toutefois un fait, un seul fait, qui peut paraître étrange : le samedi 11 décembre, vers le soir, cinq soldats se rendirent en patrouille jusqu'à Jargonant; là ils rencontrèrent Pierre Brasier, de Chêne, qui venait avertir qu'à Etrambières (ès Trembières) il était arrivé 15 cavaliers et quelques gens de pied et que les Savoyards avaient mis la main sur les Genevois qu'ils avaient rencontrés¹. Evidemment le

¹ Le passage du *Registre* doit être cité textuellement : Loriol, Godi, Remond et deux autres disent que sur les 7 heures ils

fait était grave et les soldats de patrouille s'empres-
sèrent d'en informer le portier de la porte de Rive,
puis, dit simplement le Registre, ils allèrent « chez
Castan » se chauffer. Comme nous l'avons vu, le
portier de Rive transmet aussitôt l'information au
premier syndic Chabrey et au syndic de la garde
Blondel; ces deux magistrats n'y attachèrent, pa-
raît-il, aucune importance; cependant Blondel of-
frit d'aller à la découverte avec un détachement,
mais le premier syndic ne le jugea pas nécessaire.
Après coup, il est aisé de dire que les deux magis-
trats manquèrent de vigilance, mais à cette époque de
paix armée la présence de quelques Savoyards dans
le voisinage n'avait rien de particulièrement inquié-
tant. Certes, si Blondel avait eu seule connaissance
du fait, ses ennemis auraient eu beau jeu contre lui,
mais le premier syndic Chabrey, qui ne fut jamais
effleuré par le soupçon, fut informé comme Blondel
et déclara qu'il n'y avait rien à faire pour le moment.

allèrent vers Gergonan, où ils rencontrèrent Pierre Brasier,
qui venoit advertir qu'ès-Trembières il estoit arrivé 15 hommes
de cheval et quelques gens de pied et que les Savoyards avoient
saisi prisonniers ceux de ceste ville qu'ils avoyent trouvés, ce
qu'ils prindrent à raporter et vindrent en advertir le portier de
la porte de Rive et delà chez Castan se chauffer. »

En résumé, lorsqu'on étudie de près, sans parti pris, les documents et les faits, on ne découvre aucune trace, aucun indice de trahison ; les Genevois se croyaient inattaquables derrière leurs remparts et c'est leur confiance exagérée qui faillit les perdre, mais nous ne voyons aucun motif de supposer qu'un magistrat ou un citoyen manqua volontairement à ses devoirs envers la République. La trahison se prouve, mais ne se présume pas.

Après l'Escalade, les Genevois ne se bercent plus d'illusions ; ils comprennent qu'une lutte désespérée est engagée, que la victoire seule peut leur assurer une paix durable. La vie civile est en quelque sorte suspendue ; la cité se transforme en un camp retranché. Dès le 14 décembre, le Conseil décide que l'administration de la justice sera interrompue jusqu'à nouvel ordre ; puis le peuple est invité à célébrer le 21 décembre un jeûne solennel, pour implorer l'assistance divine. Tandis que Genève se dispose à affronter la lutte, les témoignages de sympathie affluent ; les premiers, MM. de Berne et de Zurich félicitent le Conseil de la miraculeuse délivrance et promettent de continuer toute faveur et assistance, selon leur

pouvoir; puis c'est M. de Boisse, gouverneur de Bourg, qui loue Dieu de ce qu'il a préservé Genève de ses ennemis et qui se tient prêt avec ses amis « à apporter toute l'aide et faveur qu'il pourra. » Enfin, le 23 décembre, le Conseil reçoit une dépêche de Lesdiguières, auquel il avait demandé de tenter une diversion du côté du Dauphiné; l'illustre capitaine joint ses félicitations à celles des autres amis de Genève, mais ses compliments sont tempérés par un léger reproche auquel nous avons déjà répondu; laissons parler Lesdiguières en son langage un peu rude de soldat :

« Messieurs,

Je loue Dieu avec vous de l'heureuse et miraculeuse délivrance qu'il luy a pleu vous donner en ceste dernière occasion, dont vous avez voulu me donner avis par ce porteur; c'est un singulier témoignage de son assistance, qui ne se doit jamais oublier et luy mesmes vous donne advisement de vous mieulx servir à l'advenir que par le passé des moyens qu'il vous a donnés pour vostre conservation, car ayant de si longtemps vos

ennemis à vostre porte, c'est chose estrange de vous estre laissez surprendre à luy jusque dedans vostre ville. Dieu l'a permis, afin de vous rendre mieux advisez. J'ay envoyé vos lettres à M. Du Villars et je luy ay aussi escript. J'espère que bientost vous le verrés prest à prendre sa part du danger et de l'honneur qui se peuvent acquérir en vous conservant. Doublés vos gardes et par un grand nombre de rondes qui se doibvent croiser, tenés vos sentinelles esveillées; en cas d'alarme, chacun en son quartier se serre en gros, car, en détail, trois hommes de l'ennemi joints ensemble tueront les vostres l'un après l'autre. Je scay bien que vous ne manqués point à cela, mais encor veulx-je fortifier vostre coutume de mes avis, puisque vous me les demandés. Quant à l'assistance qui vous sera nécessaire de ce costé-ici, ce sera à vous à m'en donner advis selon les occasions et j'y rendray tout ce que vous scauriés. désirer de moy, pour le service du Roy qui vous affectionne autant que vous le scauriés et quant à moy, je suis, Messieurs, vostre bien humble et très affectionné serviteur.

LESDIGUIÈRES. »

La dépêche de Lesdiguières laissait espérer la prochaine arrivée de M. de Villars¹; en effet, quelques jours après, le 27 décembre, le gentilhomme dauphinois se présenta au Conseil. En offrant ses services, M. de Villars fit des déclarations d'une haute gravité :

« Le Roi, dit-il, n'abandonnera pas Genève, mais l'ennemi fait état d'avoir trois entreprises *infaillibles*, suivant l'avis donné par le baron de Lux à M. de Lesdiguières; Vitro en a préparé une qui doit s'effectuer vers l'Ile et une autre entre la porte de Rive et le bastion situé vers le lac; ces entreprises sont si près d'être exécutées que je craignais d'arriver trop tard. D'autre part, ajoutait M. de Villars, M. de Lesdiguières m'a dit que le Roi est tout disposé à fournir à Genève dix mille écus par mois, et si Berne veut en faire autant de son côté, on pourra fort commodément faire la guerre. »

Ainsi, d'après de Villars, Genève pouvait compter sur l'appui financier de Henri IV; malheureusement le roi promettait souvent, mais il n'était pas

¹ De Villars ou Du Villars; d'après le *Registre du Conseil*, c'est De Villars qu'il faut dire.

toujours en situation de tenir ses engagements, surtout envers Genève.

Au lendemain de l'Escalade, le Conseil avait envoyé Chapeaurouge en Suisse, et aussitôt après le gouvernement bernois avait provoqué, à Aarau, une conférence des quatre cantons évangéliques pour aviser aux moyens de secourir Genève. Chapeaurouge se rendit à Aarau, exposa la situation critique de Genève et conclut en demandant du renfort pour résister à une nouvelle entreprise de Charles-Emmanuel. Les délégués répondirent qu'ils feraient, en cas de nécessité, tout ce qui dépendrait d'eux; la réponse officielle était vague, peu satisfaisante, mais l'avoyer Sager, l'un des députés bernois, se chargea de rassurer Chapeaurouge; il lui dit en confidence que Zurich avait cinq enseignes prêtes à venir au secours de Genève et que la République de Berne ne faillirait pas à son devoir. Restait la question des frais que devait entraîner l'entretien des troupes de garnison; à cet égard, les députés des quatre cantons ne voulurent prendre aucun engagement; ils désiraient savoir au préalable ce que le roi comptait faire. Aussitôt revenu à Genève, Chapeaurouge rendit compte de

sa mission au Conseil qui décida le 29 décembre de l'envoyer auprès de Henri IV pour « demander quelque bonne somme d'argent. »

L'année 1602, date mémorable dans les annales de Genève, se termina au milieu de l'inquiétude et de l'appréhension. L'hiver était des plus rigoureux et le 31 décembre le lac gela vers la Tour-Maitresse et jusqu'au Cendrier; nouveau sujet d'inquiétude, car on pouvait ainsi s'introduire plus facilement dans la ville. Tout indiquait d'ailleurs que le duc ne songeait nullement à quitter le pays et qu'il guettait l'occasion de prendre sa revanche; en effet, le dernier jour de l'année le syndic Barrilliet annonça de source certaine au Conseil que Charles-Emmanuel avait soupé la veille « chez les Faverges » et que les diverses compagnies disséminées dans les environs avaient été le même jour passées en revue à Bonne.

XVII

GENÈVE SE PRÉPARE A LA GUERRE. PREMIÈRES HOSTILITÉS.

Le dimanche 2 janvier 1603, le Conseil général procéda à l'élection ordinaire des quatre syndics ; jusqu'alors il avait été d'usage de choisir deux syndics dans le haut de la ville et deux dans le bas ; cette restriction présentait des inconvénients, puisqu'elle limitait les choix. Le Conseil général décida que les syndics pourraient être choisis indifféremment dans le haut ou dans le bas de la ville ; il élut Maillet, Du Pan, Favre et Budé de Vérace¹. Le 3 janvier le Conseil des Deux-Cents décida qu'il siégerait, pendant ces temps troublés, le vendredi de chaque semaine, et en temps pai-

¹ Ces quatre magistrats portaient tous le même prénom, Jean, et comme le lieutenant s'appelait Jean Rilliet, on disait plaisamment : Nous sommes à la Saint-Jean.

sible, une fois par mois, sans préjudice de convocations plus fréquentes, si les circonstances l'exigeaient. La double décision du Conseil général et du Deux-Cents fait supposer que la tentative de l'Escalade avait semé dans la population des germes de défiance et de mécontentement; le Deux-Cents ne se résignait plus au rôle effacé qu'il avait joué et il entendait exercer un contrôle permanent sur les actes du Petit Conseil. Le lecteur attentif peut aisément démêler dans le *Registre* la trace de certains orages qui éclatèrent dans les Conseils à la suite de l'Escalade; malheureusement le secret de ces orages est à jamais perdu pour nous.

Le duc de Savoie ne pouvait se dissimuler que son audacieux coup de main, exécuté en pleine paix, avait provoqué une vive émotion dans les cantons protestants. Son ambassadeur, le comte de Tournon, qui habituellement résidait à Fribourg, se rendit à Berne pour essayer de disculper son maître; en réalité, il aurait mieux fait de se tenir coi, car le mémoire qu'il remit était un tissu de mensonges ou de contre-vérités. Charles-Emmanuel prétendait justifier l'entreprise du 12 décembre par le fait que les Genevois s'étaient

permis, *tout fraîchement*, de faire amener dans leur ville du blé qui était nécessaire à l'entretien de ses sujets ! Le duc oubliait d'ajouter qu'il s'agissait de blés récoltés par des Genevois sur des fonds appartenant à des Genevois. Pour motiver son agression, le duc énonçait un autre argument qui ne pouvait que faire sourire. A l'en croire, Lesdiguières avait une entreprise toute prête pour s'emparer de la ville de Genève et lui, Charles-Emmanuel, n'avait eu d'autre intention que de la prévenir¹ ! Certes il fallait bien de la présomption pour supposer que les hommes d'Etat bernois prêteraient l'oreille à de pareilles sottises. La « proposition » du comte de Tournon obtint le succès qu'elle méritait ; l'ambassadeur de Savoie et son secrétaire, Carron, furent promptement congédiés par Leurs Excellences de Berne, qui ne voulaient pas les exposer à des manifestations hostiles² ; en

¹ Lesdiguières eut connaissance du mémoire présenté par le comte de Tournon ; dans une lettre du 27 janvier (nouv. style), il relève dédaigneusement le passage qui le concerne : « Le comte de Tournon, dit-il, avait besoin d'un autre manteau pour couvrir une si mauvaise action, qui ne peut estre appelée que par son nom propre, encores qu'il s'efforce de la desguiser. »

² Voy. *Fragments historiques de la Ville et République de Berne*, 2^e partie, p. 199.

effet, le peuple bernois, avec sa loyauté accoutumée, avait pris fait et cause pour Genève.

Le duc de Savoie comptait dans l'entourage de Henri IV de nombreux amis, qui cherchèrent toute sorte de prétextes pour excuser l'Escalade et pour pallier les torts de Charles-Emmanuel; ils prétendirent que les Genevois avaient été les premiers agresseurs, qu'ils avaient refusé de payer des droits, qu'ils avaient exercé des violences contre les officiers du duc¹. Mais Henri IV ne se laissa pas circonvenir; il conservait au fond du cœur sa vieille affection pour la métropole du calvinisme et d'ailleurs il était trop habile et trop clairvoyant pour oublier que l'indépendance de Genève était une garantie pour la France. Dès le 8 janvier (nouveau style), il écrit au Conseil pour le féliciter d'avoir échappé au danger; il ne s'en tient pas à de simples compliments; il promet son concours effectif dans les termes les plus accentués : « Ce que atendant, je vous diray que, si le

¹ Dans une lettre datée de Paris le 7 janvier, Balbani entretient le Conseil de ces menées; il paraît même redouter l'influence qu'elles pourront exercer, car il croit que le roi se contentera « de nous assister tacitement. »

Duc vous assiège à force ouverte ou autrement, je vous promet d'employer toute ma puissance et, sy besoin est, je n'espargneray ma propre personne pour vous déffendre et secourir contre luy et contre tous ceulx qui l'assisteront. Par quoy, advertissez-moy dilligemment de ce qu'il fera. »

Henri IV venant de sa personne au secours de Genève ! On ne pouvait espérer mieux, mais le Conseil savait par expérience qu'il ne fallait pas prendre au pied de la lettre toutes les promesses du Béarnais ! Quoi qu'il en soit, le roi annonçait qu'il avait donné l'ordre aux gouverneurs des provinces limitrophes de secourir Genève en cas de nécessité, « comme si c'étoit pour la conservation des plus importantes places qu'il y eût dans leur gouvernement. »

Les Conseils de la République s'étaient décidés à tenter le sort des armes, à tout risquer pour sortir de l'insécurité dont ils souffraient depuis des années. Le 8 janvier un conseil de guerre fut établi¹ et on se préoccupa d'obtenir du renfort. Le

¹ Le Deux-Cents désigna pour faire partie du conseil de guerre Maillet, Budé de Vérace, Chabrey, Savion, Châteauneuf, Lullin et de Normendie.

Conseil envoya tout d'abord Jean Sarasin auprès du gouverneur de Bourg, M. de Boisse, qui s'était montré ami dévoué ; ce dernier déclara qu'il pouvait fournir 50 hommes, dont il garantissait la fidélité et le courage, et il ajouta : « Si vous êtes attaqués, vous pouvez appeler ceux de Gex, mais dans le cas seulement où vous seriez attaqués. » Au surplus le gouverneur de Bourg était d'avis que Genève n'ouvrit pas les hostilités avant de s'être assuré le concours du roi.

C'était surtout de Lesdiguières qu'il fallait obtenir l'assistance ; le Conseil n'hésita pas à envoyer à Grenoble l'un de ses membres les plus dévoués, Jean Savion, qui fut accueilli de la manière la plus amicale par le grand capitaine dauphinois. Lesdiguières lui donna « une grande accolade, » en lui disant : « Soyez le bien venu, Monsieur ; comment se portent ces Messieurs de Genève ; j'étais en peine de savoir de vos nouvelles. » Encouragé par ce bienveillant accueil, Savion fit connaître l'objet de sa mission ; son rapport nous a conservé la réponse de Lesdiguières et nous tenons à la citer textuellement, car elle offre un intérêt de premier ordre :

« Il y a longtemps, dit Lesdiguières, que j'ai prévu cette entreprise de M. de Savoie et les difficultés où je vous vois à présent. Ce prince ne fait aucun état de tenir ses engagements et tant que dans votre République vous ne prendrez pas pour maxime de ne jamais ajouter foi à chose qu'il vous promet, vous serez toujours trompés ; il vous adviendra dans la suite ce qui vous est arrivé cette fois pour avoir eu trop confiance dans la paix. Mais quand je cherche en moi-même le remède à votre mal, je ne sais à quel parti me résoudre, tant je trouve de difficultés, de quelque côté que je me tourne. Je vous vois en guerre, sans hommes, sans argent et, qui pis est, en trouble perpétuel, parce que vous devez avoir pour règle de conduite de ne jamais vous fier aux promesses du Prince. Toutes les guerres qui se font, toutes celles que nous avons faites, ont eu pour but d'obtenir une bonne paix, une paix durable, et cela, vous ne pouvez l'espérer pour vous y fier. Toutefois, quand je viens à considérer combien Dieu est grand et admirable, combien nous étions nous-même dénués de moyens après la mort de M. de Montbrun et combien Dieu nous a miraculeusement aidés, cela me fait revenir

à moi et vous encourager à espérer. Vous avez beaucoup d'amis ; je suis des moindres gentils-hommes de France, je voudrais disposer des moyens que l'on m'attribue, mais je ne le cèderai à personne en zèle et en bonne volonté et, si le roi voulait me donner congé d'aller vous servir de ma personne, je le ferais de grand cœur. Je lui ai écrit pour lui demander s'il lui plait que je donne jusqu'à vous, sous prétexte d'aller visiter mon Coppet¹. J'attends sa réponse que doit m'apporter d'un jour à l'autre le président de St-Julien. Mais dites-moi en quelle humeur, en quelle disposition avez-vous laissé vos alliés ? »

Savion s'empessa de répondre en affirmant les bonnes dispositions des cantons évangéliques.

« C'est bien le moins, reprit Lesdiguières, que ces messieurs entretiennent chez vous 4 ou 500 hommes ; ils le doivent faire, ne fût-ce que dans leur propre intérêt. Quant à Messieurs de Berne, si je puis jamais m'aboucher avec eux, je leur ferai le conte de mon fou ; quand on lui annonça que

¹ On se rappelle que Lesdiguières avait acquis la Seigneurie de Coppet.

Genève était prise ¹, il se contenta de dire : *Adieu Coppet, je n'en donnerais pas un liard*. A mon tour j'en dirais autant à Messieurs de Berne pour leur pays de Vaud. Quant à Messieurs de Zurich et autres, qui sont plus éloignés de vous, il semblerait que l'événement ne les touche pas, mais il faudrait vraiment qu'ils eussent perdu le sens pour ne pas voir que la guerre civile allait éclater entre les cantons et qu'elle a été empêchée par vous. En effet, je sais, à n'en pouvoir douter, que Fribourg était prêt à courir sus à Messieurs de Berne, si l'entreprise de Genève eût réussi ; les petits cantons se seraient rangés du côté de Fribourg, si les cantons évangéliques s'étaient mêlés de la querelle. Quant au roi, il faut qu'il entretienne à Genève 200 hommes, même en temps de paix ; il doit le faire et je crois qu'il le fera, car il comprend tout l'intérêt qu'il a à votre conservation, mais il ne faut pas que vous lui demandiez des troupes ; à cet égard, je vous parle à cœur ouvert, non comme Français, mais comme étant de la religion ; ménagez-moi, car je vous parle en confidence. Il faut donc que le

¹ De prime abord le bruit s'était répandu en France que la tentative de Charles-Emmanuel avait réussi.

roi vous fournisse non des soldats, mais des ressources, des assignations assurées, que nous nous appliquerons à trouver, mais il faut solliciter, car à la cour rien ne se fait qu'à force de solliciter. Tout compte fait, il sera aisé aux quatre villes suisses de vous fournir 400 hommes; si, d'autre part, le roi vous accorde la solde de 200 hommes et que vous puissiez en entretenir 200 à vos frais, vous aurez à votre disposition une garnison de 800 hommes; avec cela vous faites la figue au duc de Savoie et vous le tiendrez si bien en haleine qu'il sera obligé de penser à lui. Dès que vous aurez l'argent nécessaire pour faire une levée de troupes, nous pourrons surprendre le duc et, bien loin qu'il vienne à Genève, c'est nous qui irons loger en Savoie. Ah! si le roi voulait me le permettre, j'irais vous servir en personne et je ferais en sorte d'écarter un peu loin votre ennemi; je voudrais qu'à l'exemple de vos voisins, Genève devint un canton fort, qui eût les moyens de jouer quelque rôle par son territoire et ses sujets. Si je ne puis obtenir permission du roi, je vous offrirai mon gendre, M. de Créqui, qui ne vous donnera aucune occasion de jalousie, car j'entends que ni lui, ni

ses soldats, ne mettent le pied dans votre ville; il faudra qu'ils se logent à l'endroit que je vous indiquerai..... Mais il faut que nous parlions de tout cela plus à loisir demain matin dès 8 heures; je verrai la lettre du roi et je réfléchirai mûrement à toutes vos affaires. »

Le lendemain, Savion se trouva au rendez-vous et l'entretien fut repris, mais Lesdiguières se montra beaucoup plus réservé et moins chaud que la veille :

« J'ai bien lu, dit-il, la lettre du roi à Messieurs de Genève et à la vérité j'avais reçu de Sa Majesté un ordre semblable, conçu en termes généraux, mais j'ai écrit à nouveau en Cour et j'ai averti M. le Président de S^t-Julien de demander des instructions plus précises, car en présence d'un ordre tout à fait général, je ne puis ni enrôler des soldats, ni lever des contributions sur le peuple pour payer les troupes; si je le faisais sans un ordre exprès, que dirait le Parlement, que dirait le peuple? Dans cette province (en Dauphiné) il faut, pour de telles choses, une commission expresse du roi et non pas des ordres conçus en termes si généraux. Je vous dirai davantage.

Vous m'avez demandé de vous envoyer quelques soldats dont vous voulez payer la solde vous-mêmes; or, il faut que vous chargiez M. Chapeaurouge, votre député à la cour, d'obtenir du roi l'autorisation de procéder à des enrôlements; autrement les officiers et les soldats qui accepteraient du service chez vous risqueraient de se trouver en peine dans la suite. »

L'entretien de Lesdiguières avec Savion se prolongea pendant deux heures; le capitaine dauphinois se renseigna avec le plus grand détail sur la garde de la ville, sur les localités occupées par l'ennemi; il insista d'une manière toute particulière sur le fait qu'il fallait lever des contributions de guerre en Savoie, afin d'assurer pour un certain temps la solde et l'entretien des troupes. Savion fit remarquer à ce propos que, si le Conseil n'avait pas jusqu'alors levé des contributions en pays ennemi, c'était dans la crainte de rendre la paix plus difficile à obtenir. Lesdiguières ne maintint pas moins son avis et ajouta : « Vous n'aurez pas mieux la paix; au contraire, vous l'obtiendrez plus aisément quand l'ennemi verra que, s'il prétend vous morfondre en vous faisant tenir

grosse garnison dans votre ville, vous prenez le parti de lui en faire payer les frais, tout au moins en partie. »

Sur ces mots Lesdiguières se leva et engagea Savion à venir visiter les remparts de Grenoble.

Les paroles de Lesdiguières méritaient d'être textuellement reproduites, car elles présentent un double intérêt, soit pour Lesdiguières, soit pour Genève; le caractère du capitaine dauphinois s'y révèle tout entier, avec sa prudence méticuleuse, sa ruse et sa défiance; ce n'est pas sans raison que Charles-Emmanuel l'appelait « le renard du Dauphiné. » Naturellement il entra dans les calculs de Lesdiguières que Genève fît la guerre au duc et dans ce but il attise le feu. Il semble qu'il va promettre sa coopération efficace, mais il est bien trop avisé pour cela; à des gens qui ont besoin d'argent et de soldats pour entreprendre la guerre, il ne promet ni argent, ni soldats; il ne veut pas même tolérer des enrôlements, à moins d'une autorisation formelle du roi et pour expliquer son attitude expectante qui ressemble à de l'indifférence, il invoque le fait que le roi ne lui a donné que des « commandements généraux. »

C'était sans doute d'une prudence consommée, mais c'était peu encourageant pour les Genevois qui se disposaient à affronter les hasards de la guerre. Nous nous demandons après cela comment un savant historien a pu dire que Lesdiguières et Henri IV sauvèrent Genève ¹.

Heureusement pour la petite république, elle trouva plus d'appui, un accueil moins réservé, moins froid, auprès de ses alliés des cantons suisses. Jacques Lect avait été envoyé à Berne et à Zurich avec Daniel Roset, fils de l'illustre Michel Roset. La mission de Lect fut couronnée de succès. Les délégués des quatre villes réformées se réunirent une seconde fois à Aarau et il fut décidé que, dans l'intérêt commun, Zurich et Berne enverraient immédiatement à Genève un secours de 1000 hommes; Zurich devait fournir 400 hommes et Berne 600. Les compagnies de Zurich devaient se trouver à Berne le 29 janvier pour se joindre aux Bernois et se rendre à Genève « au nom de Dieu. » La question des frais de la campagne fut réglée de la manière la plus correcte et la plus

¹ *Le connétable de Lesdiguières*, par Ch. Dufayard, 1892, p. 261.

équitable, afin de ne pas écraser Genève, obérée et appauvrie; il fut entendu que, suivant les dispositions du traité de Soleure, les frais de garnison seraient réclamés au roi de France, et dans le cas où ils ne seraient pas remboursés par Henri IV, Genève en devait supporter la moitié. La conférence d'Aarau décida en outre de faire connaître à tous les cantons les raisons pour lesquelles Zurich et Berne assumaient la tâche de défendre Genève, *comme clef du pays*, et dans l'intérêt commun des Liges.

Tandis que Lesdiguières attendait paisiblement les ordres du roi, le gouverneur de Bourg, M. de Boisse, interprétait tout autrement les instructions qu'il avait reçues; il envoyait à Genève un modeste détachement de 43 soldats aguerris, sous les ordres de son lieutenant, M. de Bouchevilliers, qui avait été élevé à Genève et qui avait lui-même sollicité l'honneur de servir la République. M. de Boisse communiquait en même temps au Conseil une dépêche du roi qui lui recommandait d'*assister et favoriser* « ceux de Genève » en ce qu'ils désireront, leur offrant les forces « qui sont en Bresse et ce qui despend de son au-

« torité pour aider à leur conservation. » La dépêche du roi était datée du 17 janvier et, comme on le voit, M. de Boisse interprétait les instructions de Henri IV tout autrement que Lesdiguières.

Entre temps les Genevois s'étaient décidés à prendre l'offensive, sans attendre de nouveaux renforts ; ils avaient confiance dans leur étoile et surtout dans la bonté de leur cause. Le 1^{er} février, à 7 heures du soir, il fut décidé, sur la proposition du conseil de guerre, qu'une double sortie aurait lieu, dans la direction de S'-Julien et de Choulex (Cholex) : « Cest arrest, dit le *Registre*, sera exécuté ceste nuit à la garde du Seigneur. » Ainsi donc, vers minuit, un détachement composé de 300 fantassins et de 50 cavaliers et commandé par Villars en personne, se dirigea vers S'-Julien dans le but de surprendre le capitaine Vitro et sa compagnie. La maison où se trouvait Vitro fut cernée ; néanmoins le capitaine savoyard, à la faveur de la nuit, réussit à s'enfuir en chemise par le toit ; trois soldats savoyards furent tués et quatre maisons furent pillées et incendiées. Les Genevois n'avaient pu mettre la main sur Vitro, l'ennemi qui les harcelait depuis plusieurs années, mais en revanche ils

ramenèrent un prisonnier de marque, le commandeur de Compesières, qui fut taxé à très forte rançon¹. Le lendemain matin, le même détachement partit avec deux pièces d'artillerie pour Choulex, où les Savoyards occupaient une maison forte. Il n'y eut qu'un simulacre de résistance; deux ou trois ennemis furent tués et le reste de la garnison, voyant venir le canon, se rendit. Les Genevois mirent le feu à la maison forte, puis reprirent le chemin de la ville avec de nombreux prisonniers².

Les deux premières sorties avaient réussi et le Conseil, enhardi, décida le 2 février de tenter une expédition sur le lac, « de courir le long du lac avec la frégate. » Le même jour, vers 4 heures, le capitaine Jacques Baudichon de la Maisonneuve embarqua sur deux frégates une centaine de sol-

¹ Comme nos lecteurs le savent, il y avait à Compesières une commanderie de l'ordre de St-Jean-de-Jérusalem; le commandeur qui tomba entre les mains des Genevois se montra prisonnier peu courtois; il avait emmené ses chiens et il se plaisait à les appeler Calvin, Bêze, etc. Le Conseil, qui n'entendait pas raillerie, décida d'informer contre lui.

² Pour toutes les sorties et opérations militaires qui eurent lieu dans les premiers mois de 1603, nous avons utilisé à la fois les *Registres du Conseil* et l'intéressant *Journal de Colladon*.

dats; il s'agissait de s'emparer de toutes les barques qui se trouveraient sur la rive du Chablais. Baudichon ne rencontra aucune résistance; il fit son tour de lac et le 5 février il rentra à Genève, ramenant triomphalement 14 barques ou bateaux amarrés aux frégates. L'apparition des deux frégates avait fait sur les riverains une telle impression, que les villes de Thonon et d'Evian et d'autres localités avaient accepté une contribution de guerre pour éviter tout pillage ou excès. Tandis que les Genevois faisaient ainsi des sorties heureuses, on se demande ce que devenait d'Albigny. Il avait toujours à sa disposition des forces relativement considérables, et il ne tentait aucun effort pour défendre les possessions de son maître ! Nous ignorons ce qui, depuis l'Escalade, avait été concerté entre le duc et lui, mais nous verrons un peu plus tard à quelle piteuse retraite d'Albigny se résignait.

La situation de Genève s'était sensiblement améliorée, lorsque le 4 février, dans l'après-midi, les troupes de renfort envoyées par Zurich et Berne firent leur entrée solennelle dans la ville; les compagnies de Zurich ouvraient la marche,

ayant à leur tête le capitaine Holzalb, qui portait en écharpe une grosse chaîne d'or; à la gauche de ce capitaine se tenait, pour lui faire honneur, le vieux magistrat Michel Roset. Puis venaient les deux enseignes de Berne; leur chef était accompagné par le conseiller de Châteauneuf. Le lendemain, les colonels et capitaines des deux cantons demandèrent audience au Conseil pour lui remettre leurs lettres de créance; ils prirent place à la droite du premier syndic et le capitaine Holzalb présenta en langue allemande les compliments de ses supérieurs; puis le colonel d'Erlach en fit autant au nom de Messieurs de Berne¹. En dernier lieu, les officiers suisses soumirent au Conseil un règlement de service à l'usage des troupes placées sous leurs ordres; ce règlement, qui attribuait aux officiers suisses une juridiction exceptionnelle, ne fut pas adopté sans opposition.

L'arrivée des troupes suisses changeait complètement les conditions de la lutte qui venait de s'engager; les Genevois, livrés à eux-mêmes, avaient déjà remporté de légers succès; maintenant, avec

¹ Les deux enseignes de Berne étaient placées sous les ordres des capitaines Samuel Müller et Nicolas de Mülinen.

le concours des Bernois et des Zurichois, ils étaient en situation de faire campagne; mais, au moment où tout allait pour le mieux et où les Genevois pouvaient entrevoir un avenir plus souriant, surgit un fâcheux incident : M. de Villars, prétextant certains propos tenus contre lui, déclara qu'il voulait s'en aller; détail caractéristique, le capitaine dauphinois fit cette déclaration le jour même où les Suisses se présentèrent au Conseil. Il est aisé de supposer les motifs réels de cette brusque détermination : M. de Villars qui, depuis son arrivée, commandait en chef la garnison, voyait venir le moment où le premier rôle passerait aux officiers suisses. Les susceptibilités ainsi éveillées allaient tout compromettre, tout gâter. Heureusement le Conseil s'empressa d'intervenir et délégua deux de ses membres pour *apaiser* M. de Villars. On finit par s'entendre et Villars consentit à rester; il eut la douleur quelques semaines après de perdre son fils, qui fut tué à Chêne dans une escarmouche.

Les contributions de guerre, les incursions journalières des Genevois sur territoire savoyard étaient une cause d'appréhension et d'angoisse

pour les malheureux paysans du voisinage, qui n'avaient aucun motif d'épouser les haines de d'Albigny. En réalité, les prétentions et les entreprises du duc n'avaient nullement altéré les rapports existant entre les protestants des villages genevois et leurs voisins de Savoie; ils cherchaient à se venir en aide, à se soulager mutuellement des maux de la guerre; nous n'en voulons d'autre preuve que le fait suivant : le 15 février, les sujets genevois de Jussy, Gy et Sionnet, demandent au Conseil d'exempter de toute contribution les habitants de Veigy qui, de leur côté, ont promis d'obtenir la même immunité pour leurs voisins de Jussy, Gy et Sionnet; le Conseil répond favorablement et décide de les autoriser à « traiter du mieux qu'ils pourront pour leur soulagement et seurté. » La noblesse savoyarde était beaucoup plus hostile que la population, mais elle était lésée dans ses intérêts et ce fut le baron de la Perrière qui fit le premier pas pour obtenir certains ménagements. Il écrivit à un Genevois de ses amis le billet suivant qui, pour sa saveur, mérite d'être reproduit :

« M. de la Piémonte et vous, M. Salet, vos bœufs

en nombre de six, prins par les soldats de ce parti, charrians du fourrage et de la graine à Genève, je les vous ferai rendre, si vous m'envoyez de la Seigneurie assurance pour les miens et pour ceux de mes suiets, *car nous désirons faire la guerre aux hommes et non aux bestes*. Par ce moyen le peuple labourera et pour vous et pour nous; que j'aye doncques vostre response pour demain sur ce fait. Au reste je suis tousiours vostre bon ami,

« LA PERRIÈRE.

« S'il plaist à Messieurs donner assurance générale pour le bestail de nostre parti, je leur en enverrai une de M. d'Albigny pour le leur, toute semblable. »

Le baron de la Perrière n'avait pas tort; il fallait faire la guerre aux hommes et non aux bêtes, et il importait que le pauvre paysan, victime innocente de la guerre, pût labourer paisiblement pour les uns comme pour les autres. D'Albigny lui-même paraissait disposé à accorder l'entière réciprocité. Le conseil de guerre auquel fut soumise la demande de M. de la Perrière se prononça dans un sens favorable, mais ce n'était là qu'une sorte de préliminaire, une entrée en matière. Du côté de la Savoie

se préparait un revirement aussi significatif qu'imprévu. Les dispositions pacifiques avaient tout à coup remplacé les manifestations belliqueuses. Le 10 février on annonce au Conseil que le capitaine Rochette a mandat de son oncle, le président, *pour traiter d'un mode de vivre*. Ainsi, les Genevois, par leur attitude énergique et fière, avaient en deux mois changé la face des choses; c'était maintenant le duc qui faisait les avances.

A coup sûr le Conseil n'était pas payé pour avoir confiance en Rochette : D'Albigny, c'était la violence, mais Rochette, c'était la ruse doublée d'hypocrisie ! Cependant il était impossible de ne pas prêter l'oreille à des propositions d'arrangement. Le Conseil chargea l'un de ses membres, M. Favre, de dire ce qui suit au capitaine Rochette : « J'ai fait
« part de votre message à mes collègues, qui ne
« peuvent en tenir compte pour le moment. Lors-
« que vous ou d'autres, vous viendrez avec un pou-
« voir régulier de S. A., je l'annoncerai à Messieurs
« du Conseil qui, je l'espère, ne repousseront pas
« tout bon traité raisonnable, mais, dès à présent,
« je dois vous avertir que les négociations ne sau-
« raient aboutir, si vous ne faites reculer les trou-

« pes qui nous entourent ; les choses ne feront que
« s'aigrir davantage. »

La décision du Conseil est du 10 février ; le 12, coup de théâtre. Favre, Anjorant et Lullin ont conféré avec le capitaine Rochette et ont vu entre ses mains des instructions signées d'Albigny et ainsi conçues :

« Vous dirés à M. Favre sur ce que me proposastes hyer que je suis très disposé à tout ce qui pourroit apporter le repos commun et que je leur feray cognoistre plus en effect qu'en paroles ; que pour acheminer ledict affaire comme il fault, il est nécessaire que chacun de son costé se résolve à pratiquer la loy d'oubliance, mettant tout soubz les pieds la mémoire des choses passées.

« Vous l'asseurerés encor que j'apporteray à ceci tant de franchise et de volonté que, si par le passé ils ont creu que je ne désirois pas le repos, qu'ils en perdront du tout l'opinion.

« Il ne reste donc sinon qu'ils se disposent à ce qui sera raisonnable et qu'ils commencent à prendre ceste croyance de moy qu'il est bon de mettre de l'eau sus le feu qu'il se va allumant et que je marcheray comme ils le scauroient désirer.

« Vous portez un passeport en blanc ; si quelques uns de ces Messieurs veulent venir jusques ici soubz quelque prétexte que ce soit, ils s'en serviront ; je m'assure, s'ils désirent le repos, que dans un quart d'heure, nous aurons bien avancé toutes choses.

« Fait à La Roche ce 20 février 1603.

« ALBIGNY. »

En vérité, c'était un triste personnage que d'Albigny ; après s'être montré d'une arrogance sans égale, il devenait, après l'échec, d'une humilité, d'une condescendance qui ressemblaient fort à de la bassesse ! A deux mois d'intervalle, il parlait d'oublier l'Escalade et il osait alléguer *sa franchise* ! quelle chute misérable ! En présence de ce revirement si inattendu, l'attitude du Conseil fut ce qu'elle devait être, d'une dignité et d'une correction parfaites ; il fut décidé qu'on répondrait en ces termes au capitaine Rochette : « Puisque c'est vous qui avez rompu la paix, il vous appartient de formuler des propositions sortables. »

Si d'Albigny avait eu quelque souci de sa propre dignité, il aurait fait attendre sa réponse, mais il

paraît qu'il était pressé, car le 14 février, le capitaine Rochette montra aux délégués du Conseil des instructions de d'Albigny pour désigner de part et d'autre des représentants chargés de négocier un mode de vivre ou un traité de paix; il annonçait de plus que dans un ou deux jours il serait investi de pleins pouvoirs du duc. Les commissaires genevois, Favre, Savion et Anjorant, répondirent, suivant leurs instructions, qu'ils n'oseraient faire rapport au Conseil, si le capitaine Rochette ne pouvait au préalable leur indiquer les bases sur lesquelles devraient s'engager les négociations. Rochette annonça qu'il allait en référer à d'Albigny; nous verrons un peu plus loin que le Conseil avait agi avec autant de sagesse que d'habileté, en exigeant des propositions nettes et précises.

Sur ces entrefaites, Chapeaurouge était revenu de Paris où il avait été plaider la cause de Genève; il rapportait d'assez bonnes nouvelles¹. Le roi

¹ Au moment où nous écrivons ces lignes, nous recevons le beau livre que M. Fr. de Crue vient de publier sur *Henri IV et les députés de Genève, Chevalier et Chapeaurouge*; c'est un exposé lumineux des négociations multiples et compliquées que Genève dut poursuivre à Paris. Chevalier et Chapeaurouge,

s'était fait raconter toutes les particularités de l'Escalade et il avait témoigné avec effusion toute sa joie de l'heureux succès remporté par les Genevois. Chapeaurouge lui ayant demandé si on pouvait compter sur son assistance : *Oui, véritablement*, répondit Henri IV. Mais, comme de coutume, il y avait à se défier de l'entourage et des ministres, presque tous dévoués à l'Espagne; Villeroi se montra un peu froid; toutefois, connaissant les sentiments du roi, il n'osait trop se déclarer contre Genève. Au début Henri IV était tout feu, tout flamme, semblait prêt à faire campagne contre le duc, mais les influences contraires se mirent sourdement à la traverse et paralysèrent les bonnes intentions du roi. On se prit à temporiser; avant de s'engager, le roi voulut savoir ce que son ambassadeur de Vic aurait décidé avec les Bernois. Déclarer la guerre au duc, c'était la déclarer en même temps à l'Espagne; on comprend les hésitations de Henri IV, d'autant plus que le pape, entrant en scène, s'efforçait de prévenir une

deux serviteurs dévoués, infatigables, de la République, méritaient certainement l'étude complète et si attachante que leur a consacrée notre savant concitoyen.

rupture. Les sollicitations de Genève, même appuyées par les grands seigneurs huguenots, avaient peu de chance de succès, ne pouvaient prévaloir contre la raison d'Etat, contre la formidable coalition des intérêts catholiques. Revenu de son premier mouvement, Henri IV se décida à ne pas intervenir directement, se réservant d'obtenir en faveur de Genève le concours efficace de Berne et d'autres cantons protestants. Bref, Chapeaurouge dut se contenter de la promesse d'un versement de 5000 écus d'or pour la fin du mois de février, et encore, quand il en réclama les provisions, Villeroy lui dit : « Ne vous en souciez pas, ce sera par le trésorier des (fonds) extraordinaires. »

Chapeaurouge quitta Paris, n'ayant obtenu que la plus faible partie de ce qu'il demandait; en revanche, il emportait une épître royale, une de ces lettres pleines d'effusion et de bonne grâce qui n'engageaient à rien, mais qui pouvaient reconforter les Genevois. La lettre du roi contenait une spirituelle allusion aux mensonges débités à Berne par M. de Tournon :

« J'ay sceu, disait Henri IV, par le double de la

« belle proposition et harengue faite par les gens
 « dudict Duc à nos bons amis et alliez de Berne,
 « que vous m'aves envoyé avec vostre lettre du IX
 « dud. mois de janvier, les bonnes et suffisantes
 « causes et raisons avec lesquelles il s'efforce
 « d'excuser et couvrir son attentat; elles luy réus-
 « siront aussi heureusement et honorablement
 « qu'a fait le succès d'iceluy. Enfin vous remar-
 « quérés que, ne pouvant plus vous donner asseu-
 « rance et bonne opinion de sa foy, il fait ce qu'il
 « peut pour vous mettre en defiance de la mienne.
 « Je me promets que vous n'aurez aucun esgard
 « et je vous assure aussi que je n'obmettray rien
 « à faire de ce que vous pouvés désirer de moy
 « pour convaincre par mes actions la malice d'un
 « tel artifice, ainsy que vous déclairera plus am-
 « plement led. Dauphin, en attendant que led. S^r de
 « Vic y satisface plus à plain. »

Comme on le voit, le Béarnais maniait habilement l'ironie !

Chapeaurouge ne revint pas seul à Genève; il ramena avec lui un officier huguenot, M. de Nèdes, colonel d'infanterie, qui servit fidèlement la République et qui périt quelque temps après dans une

entreprise aventureuse. Au surplus, les renforts arrivaient de tous côtés, si bien que, dès le 11 février, le Conseil se vit obligé d'interdire de nouveaux enrôlements pour les compagnies d'infanterie.

Le conseil de guerre profita des circonstances favorables et ordonna plusieurs sorties. Le 17 février, l'ennemi s'étant montré près de Chêne avec plus de soixante cuirasses, les capitaines Guignet et Jean Beau sortirent avec leurs compagnies pour aller rompre le pont d'Etrembières; ils commencèrent par incendier une maison forte appartenant à M. de Lullin, puis ils se présentèrent devant le vieux castel d'Etrembières pour essayer de l'emporter par pétard ou autrement, mais la petite garnison qui l'occupait fit bonne contenance et les Genevois durent se retirer; quatre soldats furent blessés, ainsi que le capitaine Beau, ce dernier légèrement.

Le 26 février eut lieu à Plainpalais une revue des six compagnies d'infanterie, une *montre générale*, comme on disait alors; la revue fut marquée par un simulacre de combat, une fort belle escarmouche, dont MM. de Villars et de Nèdes furent

les juges de camp. L'une des compagnies était placée sous les ordres du fils de Villars et on se figure aisément la joie, l'émotion virile du père, assistant aux débuts de son fils. Hélas ! sa joie ne fut que de courte durée. La nuit suivante plusieurs compagnies, entre autres celle que commandait le fils de Villars, se dirigèrent du côté de Chêne et se mirent en embuscade pour surprendre un parti de cavalerie ennemie. Vers quatre heures du matin, le jeune officier, entraîné sans doute par un mouvement d'impatience, s'avança imprudemment avec un 'mousquetaire; surpris par l'ennemi, il tomba pour ne plus se relever. Le corps de l'infortuné jeune homme fut transporté à Genève par les soldats attristés, abaissant leurs armes; trois ministres se chargèrent d'annoncer la funeste nouvelle à M. de Villars qui la reçut « fort chrétiennement et héroïquement ¹. » Le jeune officier était mort pour la République; aux funérailles, ce fut le premier syndic qui prit la tête du cortège et le corps fut inhumé près du temple de S^t-Gervais, à quelque distance du tombeau des victimes de l'Escalade.

¹ Journal de Colladon.

Pendant la première quinzaine du mois de mars, la garnison de Genève fit de nouvelles sorties qui inquiétèrent l'ennemi. Dans la nuit du 2 au 3 mars deux compagnies, emportant avec elles des pétards, se dirigèrent vers le château de La Perrière, dont les pittoresques ruines se voient encore non loin de Viry. Le château était bien gardé, l'alarme fut donnée; les Genevois durent se contenter de ramener un prisonnier, un cavalier fort bien équipé et cuirassé. Quelques jours après, nouvelle sortie de deux compagnies pour surprendre La Perrière, mais cette seconde tentative échoua comme la première.

La paix semblait encore fort éloignée, car on voyait chaque jour pour ainsi dire quelques détachements ennemis s'approcher des remparts de la ville, comme pour braver la garnison. Le 10 mars, les Savoyards se présentèrent sur divers points à la fois, du côté de Rive; il semblait qu'une action générale allait s'engager, si bien que toute la cavalerie et la majeure partie de l'infanterie sortirent brusquement, mais l'ennemi disparut comme par enchantement. Sur ces entrefaites, le Conseil fut informé que les Savoyards se dispo-

saient à venir, au nombre de 2000, s'établir à Gaillard pour y élever un fort. Les Genevois avaient été assez heureux de raser le fort de Gaillard en 1536 ; ce n'était pas pour le laisser reconstruire en 1603. Le 14 mars, à deux heures du matin, 1600 hommes sortirent de la ville avec 90 chevaux et deux fauconneaux¹ ; ils se dirigèrent vers Gaillard et détruisirent ce qui restait de maisons et de murailles, puis rentrèrent en ville dans la matinée, sans avoir rencontré d'ennemis.

Dans la nuit du 15 au 16 mars eut lieu une autre expédition, beaucoup plus importante et plus périlleuse ; deux compagnies, commandées par le colonel de Nesde, se dirigèrent à marches forcées vers Saint-Genis-d'Aoste, petite place située au point de jonction de la Savoie, du Bugey et du Dauphiné. L'entreprise était plus que hardie, elle était téméraire ! En vérité n'était-ce pas tenter la destinée de se risquer en pays lointain avec deux compagnies ? De Nesde fut servi par les circon-

¹ Colladon raconte que l'intrépide Baudichon de la Maison-neuve, qui avait été grièvement blessé dans la nuit de l'Escalade, voulut absolument se joindre à l'expédition ; comme il souffrait encore des suites de ses blessures, il se fit conduire en voiture.

stances ; il s'empara de Saint-Genis et les Genevois réussirent à s'y maintenir jusqu'à la paix de Saint-Julien. Souvent nous nous sommes demandé quelle pouvait être la cause déterminante d'une expédition aussi hasardeuse ? La conjecture suivante nous paraît plausible : Saint-Genis formait, depuis le traité de Lyon, l'extrême limite entre la France et le duché de Savoie ; ce qui pouvait arriver de plus fâcheux au colonel de Nesde, c'était de se voir repoussé et refoulé sur territoire français ; les rapports entre Henri IV et le duc étant fort tendus, il aurait suffi d'un incident de frontière pour faire éclater l'orage ; c'est peut-être ce qu'on désirait.

XVIII

NÉGOCIATIONS PRÉLIMINAIRES — CONFÉRENCES DE SAINT-JULIEN.

Tandis qu'on guerroyait aux environs de Genève, les négociations pour la paix s'étaient ouvertes, mais les Genevois s'aperçurent, dès le premier jour, que la route était semée d'embûches et de chausse-trappes. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, le capitaine Rochette avait annoncé aux délégués du Conseil qu'il demanderait à d'Albigny un pouvoir régulier pour traiter. En effet, le 22 ou le 23 février, un représentant du duc, Pobel, baron de Pierre, montra aux commissaires du Conseil un pouvoir signé par le duc et qui contenait le passage suivant : « Ayans esté advertis de la disposition que monstrent les Syndics et habitâns de la Ville de Genève à un accommodement amiable

des différends qui sont entre nous à cause des droits et prétensions que nous avons sur ladite ville, nous y avons volontiers presté l'oreille, comme amateurs que nous sommes du repos public, que nous préférerons tousiours, entant que nous sera possible, aux mauvaises conséquences de la guerre. »

Suivant ce pouvoir, ce n'était pas le duc ou ses représentants qui recherchaient la paix, c'était Genève, et le duc ne craignait pas d'affirmer une fois de plus *ses droits et ses prétentions*, comme si l'Escalade avait réussi ! C'était bien de l'outrecuidance, mais la réponse ne se fit pas attendre, réponse énergique et fière de républicains qui étaient décidés à tout sacrifier pour le maintien de leur indépendance. Les délégués genevois firent la déclaration suivante :

« Tout citoyen qui oserait entrer en pourparlers sur les prétentions de S. A. mettrait en péril sa vie et son honneur, mais, comme ce sont les représentants de S. A. qui les premiers ont parlé de faire la paix, nous attendrons qu'ils nous fassent des propositions. »

C'était péremptoire !

Charles-Emmanuel dut se mordre les lèvres de dépit et de colère, mais il battit en retraite. En effet, quinze jours après, le capitaine Rochette produisit une nouvelle procuration, en suite de laquelle le Duc donnait pouvoir « de traiter avec ceux de Genève d'une paix ou d'un mode de vivre, promettant en foy et parole de Prince d'avoir à jamais pour ferme, stable et agréable tout ce qui sera fait. »

Il n'était plus question ni des droits, ni des prétentions du duc; l'attitude énergique du Conseil avait porté ses fruits et les négociations pouvaient s'engager sur des bases acceptables. Le 9 mars le Deux-Cents fut appelé à se prononcer sur la question: fallait-il négocier en vue de la paix ou continuer la guerre? Le second parti offrait évidemment des avantages. Les Genevois faisaient campagne depuis plus d'un mois et ils avaient obtenu des succès réels; en continuant la guerre, ils pouvaient s'assurer une paix plus avantageuse et des garanties plus efficaces. Au sein du Deux-Cents les avis furent partagés et la décision finale dut être ajournée. Il fut entendu que le premier syndic prendrait sur une question aussi grave l'avis de la

Vénérable Compagnie des Pasteurs et aussi des officiers supérieurs qui commandaient à Genève les troupes suisses. Par suite d'une coïncidence assez curieuse, les avis des uns et des autres furent concordants. Les officiers suisses unanimes déclarèrent qu'il serait bon de prêter l'oreille aux propositions de l'ennemi, en réservant l'entente avec les alliés de Zurich et de Berne. La Compagnie des Pasteurs conclut dans le même sens; son préavis est admirable de dignité, de sagesse et de tolérance; aucune récrimination stérile; le clergé genevois donnait un bel exemple de charité chrétienne. Le document fut probablement rédigé par Théodore de Bèze ou par Simon Goulart, tous deux écrivains de premier ordre; le style est d'une rare élévation; aussi tenons-nous à reproduire textuellement cette consultation qui fait honneur à l'Eglise de Genève :

« Sur la question proposée par nos Très honorés Seigneurs à la Compagnie des Pasteurs de ceste cité de Genève, à scavoir si aujourd'huy, en l'estat auquel la Providence de Dieu veult que nous soyons réduits, ayans sur les bras une guerre, qui non seulement nous est faite par un prince puis-

sant et voisin avec le plus grand outrage qu'il est possible de dire, mais qui se fait sur nostre propre fonds et patrie, en sorte que de quelque costé que les choses tombent, tousiours le mal et le dommage redonde sur cest Estat, lesdicts Pasteurs respondent ce qui s'ensuyt : Premièrement, qu'ils laissent les questions politiques, s'il est possible, s'il est facile, s'il est expédient, s'il est utile, et s'arrestent à ce qui est principalement de leur vocation, assavoir s'il est licite de refuser ou ne vouloir entendre à quelque traicté de paix, lorsque Dieu en fait ouverture par quelque moyen que ce soit, et déclarent que, puisque la Parole de Dieu prononce ceux-là estre heureux qui pourchassent la paix, qu'il la faut chercher et poursuivre, quand mesme elle se reculeroit de nous. Item, que puisque nulle guerre ne doibt estre entreprise, sinon par nécessité dutout inévitable, elle ne doibt aussi estre poursuivie, sinon qu'on y soit du tout forcé, de peur d'encourir la malédiction prononcée non pas contre ceux qui font guerre, mais contre ceux qui la veulent, c'est-à-dire qui y prennent plaisir, comme il est touché à la fin du pseume LXVIII. Leur advis est, sauf autre meilleur, que Dieu se-

roit offensé, si on rejectoit les approches de quelque paix, laquelle aussi est le but et fin de toute guerre, prians Dieu très affectueusement que luy, qui est le Dieu de paix, vueille acheminer le tout à sa gloire et au bien de cest Estat, donnant à nos Seigneurs l'esprit de prudence pour ne se laisser décevoir par les ruses de l'ennemi, duquel ils ont toute cause de se deffier et nommément à ce qu'ils advisent de ne se séparer ny en tout, ny en partie, de leurs bons amis et alliez, ausquels il est non seulement bon, mais totalement nécessaire de communiquer en diligence le point dont il s'agit à présent, veu que leur cause est commune avec leurs dicts alliez. Surquoy ils prient derechef le Dieu des armes et de la paix, qu'il luy plaise présider au milieu de leurs bons et chrestiens conseils et les bénir pour sa gloire, pour le bien et conservation de ceste pauvre Eglise et confusion des ennemis d'icelle.

« Théodore de Besze, Pinault, Charles Perrot, Simon Goulart, Jean Jaquemot, Antoine de la Faye, David Boyteux, A. Grenet, Prevost. »

Il eût été difficile, ce nous semble, d'exprimer, en termes plus simples et plus touchants, des sentimens plus élevés et plus humains !

Les ecclésiastiques et les officiers suisses étant d'accord pour ne pas repousser des ouvertures pacifiques ¹, le Deux-Cents ne pouvait que se ranger à cette opinion, malgré les partisans échauffés de la guerre à outrance. Le 16 mars, il se réunit pour arrêter sa ligne de conduite, mais la délibération fut brusquement interrompue à la nouvelle que l'ennemi s'approchait en force du pont d'Arve ². La séance fut levée au milieu du tumulte et de l'agitation; elle ne fut reprise que le lendemain 17 mars au matin. Six commissaires furent désignés pour conférer avec les députés de Savoie, le premier syndic Chabrey, Lect, Anjorant, du Petit Conseil, Jean de la Rive, Jean de Normandie et Jacques Baudichon de la Maisonneuve pour le Conseil des Deux-Cents. Il fut décidé que les députés ne recevraient pas d'instructions, mais un simple

¹ Lesdiguières lui-même était d'avis « que Genève prêtât l'oreille aux propositions du duc, sans toutefois poser les armes. »

² Cette fois d'Albigny lui-même avait pris le commandement de ses troupes et il s'avança jusqu'à Pinchat; dans la ville on sonna l'alarme à tous les boulevards et clochers; les Suisses sortirent, enseignes déployées, avec un grand nombre de volontaires. L'ennemi fut repoussé avec perte.

pouvoir pour entendre les propositions de la partie adverse ; il fut convenu en même temps que les délégués de Genève ne quitteraient la ville que le jour où les représentants du duc y auraient envoyé des otages. Exigence cruellement injurieuse ¹ ! C'était dire au duc de Savoie et à ses représentants : « Le passé ne nous permet plus d'avoir confiance en vous ; nous vous croyons capables de quelque nouvelle noirceur et avant de risquer la vie ou la liberté de nos députés, nous exigeons autre chose que votre parole ou un passeport. »

C'était dur, et cependant la condition fut acceptée ; le 21 mars on vit arriver à la Porte Neuve les otages, le baron de la Perrière, MM. du Chastelard et du Chesney, le frère et le cousin du capitaine Rochette ; tous baissaient la tête, sauf un seul. En franchissant la Porte-Neuve, ils jetèrent sans doute un regard plein de douleur et de regret sur les têtes mutilées des suppliciés de l'Escalade !

Aussitôt après l'arrivée des otages, les députés de Genève partirent pour St-Julien, où devait avoir

¹ Suivant le Journal de Colladon, ce fut le Deux-Cents qui imposa cette condition ; le Petit Conseil la jugeait excessive.

lieu la première conférence. Ils furent reçus fort gracieusement par le président Rochette et par Pobel, baron de Pierre, mais, dès le début, il fut facile de s'apercevoir que les commissaires du duc cherchaient à biaiser et à gagner du temps. Rochette dit : « Nous attendons de vous que vous nous indiquiez les voies et moyens pour conclure la paix ; nous sommes tout disposés à écouter. » Les Genevois répondirent aussitôt : « Vous voyez jusqu'où s'étend notre pouvoir ; nous ne sommes ici que pour écouter et faire rapport ; c'est à vous, s'il vous plaît, de formuler des propositions, puisque vous avez commencé la guerre. » Là-dessus Rochette et le baron de Pierre se retirent pendant quelques instants pour se concerter, puis reviennent en demandant une trêve ou suspension d'armes, pour avoir le loisir de chercher les bases d'une paix solide et durable. En même temps, Rochette cherche, tardivement, à s'excuser de s'être rendu à Genève à la veille de l'Escalade, jurant ses grands Dieux qu'il ne savait pas le premier mot de l'entreprise ; tout mauvais cas est niable. Les délégués de Genève répondirent aussitôt qu'ils n'avaient pas qualité pour négocier une suspension

d'armes. Ainsi prit fin la première conférence, qui ne présageait rien de bon. Il était visible que les représentants du duc cherchaient à gagner du temps, afin d'épuiser Genève en l'obligeant à se maintenir sur le pied de guerre.

Quelques jours après, nouvelle conférence à St-Julien ; les députés de Savoie s'évertuent à démontrer tous les avantages que retirerait Genève d'une entente avec le duc, mais à quelles conditions ; ils proposent de reprendre certains articles qui avaient été mis en avant aux conférences de Turin. Le croirait-on, ils poussent l'audace jusqu'à proposer : 1° qu'on rende au duc le château de l'Ile ; 2° que la monnaie frappée à Genève porte d'un côté les armes de la République, de l'autre l'effigie du duc ; 3° qu'à chaque fête de Saint-Maurice on fasse cadeau d'un cheval au duc. C'était se moquer et les députés de Genève répondirent d'un mot qui clouait leurs interlocuteurs : « C'est pire que l'Escalade. » Après cela, il semblait vraiment qu'il fût inutile de continuer l'entretien, mais Rochette et Pobel n'entendaient pas rompre ; ils s'expliquèrent du ton le plus dégagé et le plus mielleux : « Si nous disons cela, c'est parce que

vous nous faites parler les premiers, mais la question étant très importante, nous désirons en référer à M. d'Albigny ; vous pouvez revenir demain. » Aux députés genevois de répliquer : « Ne vous attendez pas à nous voir revenir, si vous maintenez vos prétentions. »

Dès le lendemain, Rochette et Pobel écrivirent qu'ils étaient prêts à reprendre les négociations, annonçant qu'ils enverraient les otages ¹. A la nouvelle conférence, le président Rochette fit d'emblée une importante concession de forme ; il comprenait qu'il était nécessaire de jeter du lest, pour éviter une rupture ; il déclara donc qu'il ne fallait plus « s'ombrager » des prétentions du duc, qu'il n'en serait plus parlé, mais qu'il fallait chercher les bases d'une bonne paix ; puis il énuméra « les articles » qui pourraient être accordés : en premier lieu la République serait réintégrée dans la possession des revenus d'Armoy, Draillens, Thônex et Foncenex ; en deuxième lieu, liberté du commerce entre Genève et la Savoie, sauf en cas

¹ Il est à remarquer que, pendant toute la durée des négociations, la veille de chaque conférence, les otages repartaient de St-Julien pour venir se constituer à Genève.

de disette, mais en tout état de cause les propriétaires genevois resteraient libres de retirer les fruits de leurs récoltes sur Savoie ; en troisième lieu, exemption de tous péages, subsides, impôts, etc., mais seulement pour les biens-fonds appartenant en 1603 aux Genevois et non pour ceux qui pourront être acquis dans la suite¹.

Ces premiers articles pouvaient assurément servir de base à une discussion sérieuse, mais c'étaient de simples amorces et les prétentions séculaires de la maison de Savoie reparaissaient aussitôt après sous une forme détournée : « Ils désirent que (nous Genevois) recevions S. A. venant en la ville, avec tout honneur condigne à sa grandeur, estant advertis trois jours auparavant et y venant avec sa garde ordinaire et sans port d'armes extraordinaires, disans faire ceste demande plus pour l'honneur de leur prince que pour envie qu'il ayt d'y venir, et s'ofrans d'en bailler déclaration par escript particulièrement. »

¹ « Que nous (les Genevois) serons exempts de tous péages du prince, subsides, imposts, rations et tailles, soient réelles, personnelles ou mixtes, sur les Etats de S. A. pour les biens anciens jusqu'à présent, mais non pour ceux qui sont à acquérir cy-après. »

Il fallait vraiment beaucoup d'aplomb ou de naïveté pour supposer que les Conseils de Genève souscriraient à une pareille condition ! Comment, le duc de Savoie demandait de pouvoir s'installer à Genève avec sa garde ordinaire ! Mais quel serait l'effectif de cette garde et que signifiaient ces mots : sans port d'armes extraordinaires ? Il était clair que les gardes de Charles-Emmanuel entreraient armés, et alors c'était introduire l'ennemi dans la place ! Les députés de Savoie avaient, il est vrai, la bonhomie d'ajouter que leur prince n'avait nulle envie de venir se promener à Genève et qu'il s'agissait simplement d'une question d'amour-propre. Les députés genevois auraient pu répondre avec ironie que tout dernièrement le duc avait manifesté l'intention très nette de visiter Genève, mais que son honneur n'avait rien gagné à l'aventure ! Les députés de Savoie ne se contentaient pas de demander que le duc pût venir s'installer à Genève avec sa garde ; ils voulaient en outre que leur prince eût le droit d'établir dans la ville des magasins de vivres et de munitions de guerre ! Comment des exigences semblables pouvaient-elles se concilier avec l'in-

dépendance de Genève ! Le président Rochette avait déclaré qu'il ne serait plus parlé des prétentions de la maison de Savoie, mais avec une merveilleuse adresse, il retirait d'une main ce qu'il accordait de l'autre.

Toutes ces ruses de procureur étaient au fond peu habiles ; elles ne pouvaient avoir d'autre effet que d'exaspérer la partie adverse et d'amener les Genevois à exagérer leurs prétentions. C'est ce qui arriva. Les Conseils résumèrent en vingt articles les conditions qu'ils entendaient imposer au duc de Savoie ; le premier des articles était ainsi conçu :

« Seront lesd. de Genève promptement rétablis et réintégrés dans toutes les terres, dépendances de l'Evesché de Genève et de S^t-Victor et Chapitre, particulièrement du mandement de Thiez. »

Impartialement il faut reconnaître que c'était pousser trop loin les exigences et rendre presque inévitable une rupture des négociations ; sans doute, la République pouvait émettre des prétentions rétrospectives sur le mandement de Thiez ¹,

¹ Le mandement épiscopal de Thies, ou de Viu-en-Salaz (Faucigny).

mais c'était attiser le feu sans aucune utilité, car il était hors de doute que le duc n'accepterait en aucun cas la discussion sur ce terrain ; selon toute apparence, les négociateurs genevois ne proposaient cet article que pour la forme, avec l'intention bien arrêtée de battre en retraite ; suivant un procédé connu, ils demandaient le plus pour obtenir le moins. Du reste le Conseil ne tarda pas à être fixé sur l'effet produit ; les deux représentants du duc étaient allés se concerter à La Roche avec d'Albigny et le 5 avril le Conseil reçut du baron de Pierre une courte lettre qui posait nettement la question : « Dès que nous eusmes leu le premier article, écrivait-il, l'on nous serra (ferma) la bouche, sans en vouloir scavoir davantage, tellement que, si vous continues en vostre dernière opinion, il ne sera plus de besoing que nous nous réassemblions pour le traité que nous avons commencé. »

C'était donc la rupture définitive ! Le Conseil avait sans doute prévu la réponse des Savoyards et le lendemain il leur fit savoir que Genève passerait sur le premier article, si de leur côté ils renonçaient une fois pour toutes à parler des prétentions

de la maison de Savoie. La petite ruse à laquelle les Genevois avaient eu recours réussit; ils faisaient une concession qui leur coûtait fort peu et ils obligèrent la partie adverse à en faire une plus importante; en effet, dans la nouvelle conférence, il ne fut plus question des prétentions du duc sur Genève. Est-ce à dire qu'on fût près de s'entendre. Il s'en faut, mais il devint évident que les négociateurs savoyards n'étaient plus aussi intraitables que par le passé. Le 13 avril, le Conseil prit connaissance des réponses aux vingt articles qui devaient servir de base au traité. En étudiant avec soin le texte des articles et des réponses, on constate que les représentants du duc étaient entrés dans la voie des concessions; ils acceptaient la liberté complète du commerce, sauf pour le sel; de même ils accordaient aux Genevois, sous certaines restrictions, l'immunité de tous péages, tailles, rations, etc. Mais, à nos yeux, la concession capitale portait sur l'article 13 proposé par Genève et ainsi conçu :

« S. A. ne permettra estre faite aucune assemblée de gens de guerre, ny ne tiendra soldats, ni garnisons à 10 lieues de ladite ville, et tous forts, dans

ledict circuit, seront abbatus et démolis et ne fera bastir vaisseaux à usage de guerre et n'en fera mettre sur le lac. »

Ce que réclamaient les Genevois, c'était *la neutralité* de tout le pays environnant, la neutralité même du lac. Interdire au duc de tenir garnison ou de conserver des forts à dix lieues à la ronde, c'était à coup sûr lui infliger une cruelle humiliation ; il semblait impossible que les députés savoyards consentissent à une semblable exigence ! Et cependant ils s'y rangèrent en l'atténuant ; ils accordèrent qu'il n'y aurait ni garnison, ni fort, à quatre lieues de distance de Genève, mais ils soutinrent que le duc devait conserver au même titre que Genève le droit de navigation sur le lac. Même réduite à ces proportions, la concession faite par la Savoie permettait d'apprécier le terrain parcouru depuis l'Escalade. D'une autre part les Genevois réclamaient pour les frais et dépens de la guerre une somme de 100,000 écus, sans préjudice des dommages-intérêts pour les guerres précédentes ; sur ce point les représentants de Charles-Emmanuel se montrèrent intraitables, ne voulurent rien entendre.

On pouvait supposer que les Conseils de la Ré-

publique, grisés par quelques succès militaires, se montreraient d'autant plus intransigeants que la partie adverse semblait entrer dans la voie des concessions ; heureusement il n'en fut rien ; le Conseil des Deux-Cents, appelé le 13 avril à se prononcer sur les réponses des représentants de Charles-Emmanuel, fit preuve de sagesse et de prudence ; il s'abstint de toute mesure qui pouvait compromettre l'avenir ; il décida simplement de faire connaître l'état des négociations au roi de France et aux quatre cantons évangéliques ; il confia en même temps à Jacques Lect et à Daniel Roset la mission de se rendre à Berne et à Zurich pour exposer de vive voix la situation.

Les conférences de St-Julien n'avaient ni interrompu ni ralenti les hostilités et, tandis que les représentants de Genève et de la Savoie discutaient à St-Julien, les sorties et les escarmouches se multipliaient dans les environs de la ville. Le 16 mars d'Albigny, qui depuis l'Escalade n'avait pas donné signe de vie, avance avec un nombreux détachement de cavalerie jusqu'à Pinchat ; au bas des vignes qui couvraient le coteau, il rencontra des arquebusiers et mousquetaires de Genève qui for-

cèrent la cavalerie de Savoie à se retirer, en laissant sur le terrain quelques hommes et des chevaux. D'Albigny fut sans doute mortifié de ce nouvel échec et il ne reparut pas de sitôt dans les environs. Quant aux Genevois, ils ne s'endormaient pas ; le printemps arrivait, un printemps exceptionnellement sec ¹ qui facilitait les longues marches, et *nos gens de la ville* en profitaient pour faire des sorties qui ressemblaient parfois à des parties de plaisir ; ils allaient inquiéter ou braver la garnison de Bonne ou celle de La Perrière et ils ne revenaient jamais bredouille ; ils ramenaient des prisonniers, faisaient main basse sur du bétail ou rapportaient du fourrage et des denrées. Tout allait à souhait lorsque le 31 mars le Conseil reçut brusquement de S'-Genis d'affligeantes nouvelles. Le colonel de Nesde avait payé cher sa courageuse, mais téméraire entreprise ; en faisant une sortie à quelque distance de S'-Genis, il était tombé dans une embuscade et il avait été tué avec

¹ C'est Colladon qui, dans son intéressant Journal, constate cette extrême sécheresse : « toutes plantes, dit-il, demeuroient comme tarées sur la terre, n'ayant pas depuis le jour de l'Escalade plu la valeur de 8 jours. » Le 21 mai survint un orage, qui fut accueilli comme une délivrance.

son lieutenant, M. de Boucheviliers, et une vingtaine de soldats. Le Conseil ne s'attendait guère à d'aussi tristes nouvelles ! Trois jours avant M. de Nesde lui annonçait qu'il faisait battre l'estrade tout autour de S^t-Genis et qu'il ne craignait pas le duc, lors même qu'il viendrait avec quatre canons. Par la mort de son chef expérimenté, la petite garnison se trouvait livrée à elle-même en pays ennemi. Il fallait aviser au plus tôt, si on ne voulait pas que l'expédition de S^t-Genis, si héroïquement aventureuse, tournât à la confusion de ceux qui l'avaient entreprise ¹. Le Conseil, inquiet et

¹ Le *Registre* du Conseil, à la date du 6 avril, reproduit une lettre fort curieuse de M. de Boisse, gouverneur de Bourg, qui blâme sévèrement l'imprudence de M. de Nesde et ne ménage pas les critiques au Conseil lui-même : « L'imprudence de M. de Nesde a été grande, écrit M. de Boisse, je la sens jusques au cœur pour beaucoup de raisons et principalement de la perte de mon lieutenant (Boucheviliers), laquelle me touche avec tant de déplaisir que ne se peut dire davantage, non pas que cela me refroidisse de vous assister, mais je vous prie m'excuser si je vous taxe de négligence, je l'aperçois extrêmement grande en toutes vos affaires ; il vaudroit mieux ne rien entreprendre que d'entreprendre avec négligence, pardonnez-moi, c'est le désir que j'ay que vos affaires aillent bien. » Peut-être les reproches de négligence adressés au Conseil n'étaient-ils pas mérités, mais ils venaient d'un ami sûr, dévoué, et il fallait les prendre en bonne part.

embarrassé, s'adressa à M. de Villars et le pria de se rendre en toute hâte à S^t-Genis pour prendre le commandement de la place. Soldat discipliné, Villars accepta la tâche difficile et périlleuse, la responsabilité peu enviable, qui lui étaient imposées et partit pour S^t-Genis; il y fit brillamment son devoir, releva le moral de la garnison découragée et réussit, à force d'énergie et de constance, à se maintenir pendant trois mois, à rester maître de S^t-Genis jusqu'à la conclusion de la paix; il eut à lutter contre des difficultés sans nombre et de toute nature, notamment la pénurie d'argent. A la fin d'avril les soldats, qui ne recevaient pas leur solde, se mutinèrent et le Conseil dut se décider à faire expédier 1000 écus pour les apaiser et éviter un désastre. En somme, c'est presque un miracle que la petite garnison, campée en pays ennemi, put se maintenir pendant trois mois, exposée à de continuelles attaques et ne pouvant compter sur aucun secours immédiat.

Le départ de M. de Villars privait Genève d'un chef expérimenté et résolu. Il fallait dans le plus bref délai lui donner un successeur; le Deux-Cents décida le 1^{er} avril d'appeler le baron de Con-

forgien, officier huguenot, qui avait déjà rendu les plus signalés services à la République¹. Conforgien n'hésita pas à mettre son épée à la disposition du Conseil ; le 19 avril il était à Genève et prêtait serment de fidélité en qualité de général des troupes de la République : « Messieurs, dit-il au Conseil, je vous jure devant Dieu qu'il ne m'entrera jamais rien en l'âme qui ne soit pour conserver l'honneur et la gloire de Dieu et votre autorité. »

Tandis qu'à Genève on prenait toutes les mesures pour continuer la lutte, la situation se modifiait sensiblement au dehors. Henri IV était en train d'oublier toutes les belles promesses qu'il avait faites à Chapeaurouge et au Conseil ; un revirement s'était produit dans ses dispositions et on en eut bientôt la preuve à Genève. Le 15 avril,

¹ Guillaume de Clugny, baron de Conforgien, était originaire d'Autun ; comme nous l'avons dit, il fit ses premières armes sous les ordres de Coligny et à la St-Barthélemy se réfugia à Genève. En 1590 il fut appelé à prendre le commandement des troupes genevoises, en remplacement de Lurbigny qui s'était retiré ; dans la guerre contre le duc de Savoie, il déploya autant de zèle que de talent et se distingua au combat de Monthoux. Spon l'appelle « un brave et intrépide guerrier » et l'historien de Thou le qualifie de « vir bello expertus. » Voy. *France protestante*, 2^e édit. to. IV, *article Clugny*.

M. de Boisse avise, à son grand regret, le Conseil que le roi lui défend de laisser passer sur ses terres aucune troupe « pour aller faire la guerre à ses voisins, avec lesquels il veut vivre en paix. »

Cette mesure pouvait avoir les plus graves conséquences, car il devenait difficile de défendre ou de secourir S^t-Genis. Au fond, Henri IV était partagé entre deux sentiments ; il ne voulait pas rompre avec le duc de Savoie qui avait derrière lui l'Espagne et d'une autre part il lui importait que Genève restât libre. Il est facile de deviner quelle était la politique qu'il entendait suivre ; il voulait éviter de se compromettre, en laissant aux républiques de Berne et de Zurich l'honneur

- de tirer les marrons du feu, de secourir Genève et de faire la guerre au duc. Assurément, c'était bien raisonné au point de vue de l'intérêt français, mais les cantons paraissent avoir vu très clair dans le jeu de Henri IV et ils voulurent éviter de s'engager à fond. Un courant pacifique se dessine ; il est facile de reconnaître que la guerre de Genève est devenue pour les cantons évangéliques un souci, une épine, dont ils aimeraient à se débarrasser. Zurich, Berne, Bâle et Schaffhouse

se concertent pour engager Genève à traiter avec le duc, de manière à obtenir une paix honorable ; le 11 avril, les quatre villes protestantes adressent dans ce sens au Conseil une dépêche dont certains termes font penser au français fédéral d'aujourd'hui : « Surquoy, écrivent-elles, nous vous conseillons à la meilleure part et vous exhortons helvétialement et voisinalement que, si vous pouvés parvenir à des moyens raisonnables et tolérables, sans préjudice de l'honneur de Dieu et sans préjudice de vostre honneur et estat, que vous ne les rejettiés pas aisément, ains que vous encliniés aussi à la paix. »

Lect et Daniel Roset, qui ne tardèrent pas à revenir de leur mission, confirmèrent pleinement l'impression que faisait naître la dépêche des quatre cantons. A Berne, ils avaient trouvé les esprits très refroidis à l'endroit de la guerre ; on se défiait du roi et de ses promesses, dont les effets se faisaient toujours attendre ; on se plaignait de son ambassadeur Méry de Vic, qui tardait à arriver et dont la personne était peu sympathique ; enfin, pour tout dire, Messieurs de Berne redoutaient les frais considérables qu'entraînerait pour eux la

guerre de Savoie, si Henri IV ne consentait pas à les partager; or le roi avait déjà toutes les peines du monde à remplir ses engagements envers Genève, et il paraissait des plus douteux qu'il s'imposât de nouveaux sacrifices.

Sur ces entrefaites M. de Vic arriva à Genève le 2 mai; il était attendu; Conforgien, avec une escorte de cavaliers et de gens de pied, alla à sa rencontre; on tira force pétards, lorsque l'ambassadeur du roi fit son entrée dans la ville et l'annaliste Colladon nous apprend que Méry de Vic descendit à l'hôtellerie des *Trois Mores*, où Th. de Bèze et d'autres ministres allèrent le saluer. Pourquoi l'ambassadeur s'arrêtait-il à Genève, au lieu de se rendre directement à Berne où il était attendu? Le motif se devine aisément. M. de Vic avait pour mission de mettre tout en œuvre pour empêcher les Genevois de continuer la guerre. L'historien de Henri IV, Mathieu, en convient très franchement: M. de Vic, dit-il, devait exhorter les Genevois « plutôt à une longue paix qu'à une courte guerre. » Il s'en fallait que le terrain fût préparé pour de semblables exhortations. Les Genevois s'étaient jetés dans les hasards de la

guerre avec un violent et sombre enthousiasme ; ils avaient puisé dans leurs convictions républicaines et dans leur foi religieuse l'énergie qui triomphe de tous les obstacles. Dans les Conseils, le parti de la guerre à outrance était puissant ; de nombreux patriotes, un peu enivrés par de récents succès, entrevoyaient pour Genève des destinées nouvelles, sans doute une extension de territoire qui mettrait la République à l'aise. C'étaient là de beaux rêves que l'ambassadeur du roi se chargea de dissiper ; non seulement il ne promettait aucun secours, aucun appui financier, mais il s'attacha à démontrer aux Genevois que la paix « leur « était si nécessaire, la guerre tant incommode, « qu'ils avaient toute occasion d'embrasser l'un et « fuir l'autre. » Il fallait se résigner ; les membres du Conseil étaient des hommes trop clairvoyants, trop expérimentés, pour ne pas comprendre que le roi voulait à tout prix la paix, qu'il n'entendait pas se brouiller avec le duc pour Genève. Au bout de quelques jours, M. de Vic quitta Genève, se dirigeant sur Berne¹.

¹ Méry de Vic n'était pas un inconnu à Berne ; il avait été en 1600 accrédité comme ambassadeur ordinaire du roi auprès

Il laissait le Conseil en face de l'inexorable réalité.

Le 13 mai, les députés de Genève se rendirent à St-Julien pour une dernière conférence qui fut courte, car elle ne dura qu'une demi-heure. Selon toute apparence, les Savoyards avaient appris que le roi voulait la paix, que les dispositions de Berne et de Zurich s'étaient refroidies ; il n'en fallait pas davantage pour rendre aux représentants du duc leur première arrogance. Aux conférences antérieures il avait été convenu qu'il ne serait plus question des prétentions de la maison de Savoie. Quelle fut la stupeur des députés de Genève, lorsqu'ils entendirent le président Rochette débiter par la déclaration suivante :

« Messieurs, nous en étions restés dernièrement à l'article des prétentions ; vous savez ce que nous vous avons répondu ; nous vous répondons encore à présent que nous sommes résolus à ne passer aucune quittance des prétentions de S. A., mais, si vous voulez les soumettre à un ar-

des cantons suisses ; de septembre 1601 à septembre 1602, il avait été chargé d'une nouvelle mission et il revenait en 1603 avec le titre d'ambassadeur ordinaire.

bitrage, on avisera ; nous vous avons fait sur plusieurs autres articles des concessions dont vous pouvez vous contenter. »

Rochette revint à plusieurs reprises sur cette question pour répéter que le duc ne saurait en aucune façon renoncer aux prétentions. Par suite, toute nouvelle négociation devenait inutile. Un peuple libre ne peut consentir à soumettre sa liberté à un arbitrage ! C'était la rupture, rupture évidemment imputable aux représentants du duc, qui revenaient sans motif sur un point essentiel considéré comme acquis.

Les Genevois ne cherchèrent pas à prolonger un entretien oiseux et pénible :

« Nous trouvons fort bien, dirent-ils, que vous parliez ainsi clairement ; si dès le début vous vous étiez exprimé de la sorte, nous n'aurions pas poussé les choses plus loin. N'avez-vous pas vous-mêmes déclaré consentir à ce que les prétentions soient et demeurent abolies ? »

Sur quoi les députés savoyards répondirent bravement qu'il y avait une différence entre *abolition* et *quittance*, misérable argutie qui dut faire sourire Jacques Lect, l'un des plus éminents juris-

consultes de son temps. Au dernier moment, Lect fit encore une tentative pour éviter la rupture : « Vous y réfléchirez encore, » dit-il. Et les Savoyards de répondre : « C'est tout pensé ; nous n'en parlerons plus ; c'est notre dernier mot. »

Les Genevois n'avaient plus qu'à se retirer ; ils reprirent tristement le chemin de la ville ; la paix semblait plus éloignée que jamais.

Le 19 mai, un nouvel acteur entre en scène ; un capitaine espagnol, nommé Sébastien Culebro, se fait annoncer au Conseil de Genève comme délégué de Don Sanches de Luna, mestre de camp des troupes espagnoles cantonnées en Savoie ; il se présente escorté d'un autre officier espagnol et fait la déclaration suivante :

« Les troupes du roi d'Espagne doivent prendre la défense du duc de Savoie et s'opposer à tout ce que les Genevois pourraient entreprendre ; que ceux-ci se décident à s'entendre au plus tôt avec le duc ; autrement le roi prendra une résolution sur cette affaire. »

A cette insolente incartade le Conseil répondit en ces termes :

« Il n'a pas dépendu de nous que la paix fût

conclue ; la faute retombe sur le duc qui prétendait traiter à des conditions inacceptables. Lorsqu'il voudra venir à la raison, nous n'hésiterons pas à écouter ses propositions. Nous n'avons jamais rien fait contre S. M. Catholique et nous ne pensons pas qu'elle veuille approuver ou soutenir l'entreprise tentée contre notre ville par le duc, au mépris de la paix conclue entre les deux rois et le duc, paix en laquelle S. M. le roi de France nous avait compris. Si S. M. Catholique prend parti dans la guerre comme allié du duc, nous comptons que l'aide de Dieu ne nous manquera pas dans une aussi juste cause et nous aurons le secours du roi de France, de Messieurs des Ligues nos alliés et de plusieurs princes d'Allemagne, qui nous aideront à venger nos offenses et à maintenir notre ancienne liberté. Au surplus, nous ne pouvons vous donner une réponse écrite, attendu que vous ne justifiez d'aucune mission du comte de Fuentès, comme cela serait requis. »

Les documents ne nous apprennent pas que le capitaine Sébastien Culebro ait rien répliqué ; il y a lieu de supposer qu'en réalité, il n'avait nul droit de parler au nom du comte de Fuentès, gouverneur

espagnol du Milanais¹, et que la tentative d'intimidation avait été simplement concertée entre Don Sanche de Luna et d'Albigny.

Le langage hautain du capitaine espagnol était d'autant plus déplacé que les Genevois tenaient la campagne avec succès; ils faisaient des pointes de divers côtés, ramenant des prisonniers et du butin, soumettant l'ennemi à de lourdes contributions; ainsi le 11 mai, dans la soirée, le capitaine La Ramée partit avec une compagnie pour aller jusque dans la vallée des Bornes, « faire contribuer. » Les Genevois, malgré des tentatives réitérées, ne réussirent pas à emporter d'assaut les vieux manoirs d'Etrambières et de La Perrière, défendus par de fortes garnisons et des gentilshommes aguerris, mais l'ennemi ne se souciait nullement de livrer bataille en rase campagne; il se montrait tantôt du côté de Gaillard, tantôt vers le pont d'Arve, mais il disparaissait rapidement, lorsque la garnison de Genève approchait. Ainsi

¹ C'était l'opinion de Henri IV, qui dit à Anjorant à propos de cette démarche : « Je ne pense pas que le Roy d'Espagne en sache rien, c'est M. de Savoye qui l'a fait faire par Domp. » Zenche de Luna. » *Reg. Cons. de Genève*, du 15 juin 1603.

le 23 mai, sur l'heure de midi, l'alarme fut donnée dans toute la ville ; les Savoyards s'étaient présentés vers l'Arve ; les troupes de la garnison sortirent aussitôt, mais l'ennemi s'était déjà retiré. Même alerte, le 26 mai, du côté de la porte de Rive. En revanche, le 1^{er} juin, les troupes de Charles-Emmanuel se décidèrent à livrer bataille ; c'était le soir, à l'heure où à Genève les fidèles étaient en prière ; on sonne l'alarme dans tous les quartiers ; l'ennemi était à Chêne ; on y alla, dit l'annaliste Colladon, et on se battit l'espace d'une heure. Les Genevois n'eurent que quatre blessés, mais du côté des ducaux il y eut plusieurs hommes tués, entre autres un officier de marque, M. de Mates, *Français renié*, comme d'Albigny. Les Suisses, dit encore Colladon, accoururent fort allègrement et en bon ordre. Ce combat de Chêne coûta de part et d'autre 17 hommes morts ou blessés. Sans aucun doute, ce qui contribua, à diverses reprises, à assurer l'avantage aux Genevois, ce furent les mesures de précaution et de surveillance adoptées par le Conseil ; tous les jours, les capitaines de la cavalerie, accompagnés de carabins, allaient battre l'estrade dans diverses directions ;

une demi-compagnie sortait de ville à la première heure, au moment où les portes s'ouvraient; elle battait l'estrade jusqu'à onze heures, puis elle était relevée par une autre demi-compagnie qui était de service jusqu'à sept heures du soir. Ajoutons qu'à St-Genis-d'Aoste la garnison genevoise maintenait ses positions¹; au commencement du mois de juin, il y eut encore quelques cas d'indiscipline, un peu de « garbuge » parmi les soldats, mais l'arrivée du conseiller Fabri, qui était très aimé et respecté, suffit pour apaiser les mutins; un rapport adressé au Conseil constate, le 8 juin, que la place est bonne et que les soldats y font « bon devoir. » Comment ne pas admirer l'énergie et la constance d'une poignée d'hommes qui sut résister à toutes les attaques et ne livra la place qu'après la conclusion de la paix!

¹ La garnison de St-Genis ne craignait pas de s'aventurer jusqu'aux portes de Chambéry. (*Citadin de Genève*, p. 344.)

XIX

INTERVENTION DES LIGUES SUISSES. — TRAITÉ DE SAINT-JULIEN. — CONCLUSION.

Aussitôt après la rupture des conférences de S^t-Julien, Jacques Lect était parti pour la Suisse, afin de renseigner les cantons alliés sur la situation nouvelle où se trouvait Genève; il s'agissait de savoir si les alliés inclinaient à la paix ou voulaient aider Genève à continuer la guerre. Lect avait été précédé à Berne par l'ambassadeur du roi qui n'avait pas perdu son temps; il avait fait connaître à MM. de Berne que « S. M. T. C. désirait con-
« server à la chrétienté le bonheur de la paix dont
« elle jouissait et qu'il avait ordre de travailler à
« pacifier les troubles entre le duc de Savoie et la
« ville de Genève¹. » Le gouvernement de Berne

¹ *Fragments historiques de la Ville et République de Berne,*
2^{me} partie.

entra assez facilement dans les vues de Méry de Vic, d'autant plus qu'au même moment le marquis de Lullin, agent du duc de Savoie à Lucerne, se déclarait prêt à traiter. Sous les auspices de l'ambassadeur du roi, une conférence des délégués des quatre villes réformées eut lieu à Soleure le 22 mai ; la question à résoudre était des plus difficiles et des plus délicates ; les négociations directes entre Genève et le duc de Savoie étant irrévocablement rompues, il ne restait qu'une voie ouverte pour régler le différend et pour rétablir la paix, c'était l'arbitrage ou la médiation, mais était-il certain que les parties en cause accepteraient le principe de l'arbitrage, et s'ils l'acceptaient, le choix des arbitres comportait les plus grandes difficultés. Naturellement, il ne pouvait être question de Berne et de Zurich, qui étaient les alliés de Genève et qui étaient directement engagés dans le conflit ; d'une autre part, les cantons catholiques étaient presque tous liés au duc de Savoie par des traités. Les députés des quatre villes réformées, réunis à l'ambassade de France, finirent par se mettre d'accord pour offrir le mandat peu enviable « d'entremetteurs de la paix » à

deux villes protestantes, Bâle et Schaffhouse, à un canton catholique, Soleure, et à deux cantons mixtes, Appenzell et Glaris. Bâle, Schaffhouse et Soleure acceptèrent d'emblée; quant à Glaris et Appenzell, Mëry de Vic se chargea de faire les démarches pour obtenir leur adhésion, qui ne se fit pas trop attendre. Il faut reconnaître que le choix des cantons médiateurs était de nature à inspirer confiance aux Genevois; en effet, Bâle et Schaffhouse, liés à Genève par la communauté des convictions religieuses, n'avaient jamais dissimulé leurs sympathies; Soleure, quoique catholique, avait accepté, dès 1579, l'obligation de coopérer à la défense de la république huguenote; Appenzell et Glaris avaient conquis leur indépendance à la pointe de l'épée et ils ne pouvaient qu'éprouver une secrète sympathie pour des républicains éprouvés qui luttaien contre l'oppression. Genève ne pouvait donc pas se plaindre, et lorsqu'on annonça au Conseil que les magistrats délégués par les cinq cantons arriveraient le 11 juin pour dîner au logis de l'Ecu, il fut décidé de les recevoir avec les plus grands honneurs. Roset et Château-neuf se rendirent au-devant d'eux avec la cavalerie

et un détachement d'infanterie, et lorsque le cortège approcha des remparts de St-Gervais, il fut salué par des coups de canon en signe de réjouissance.

Le 11 juin, les délégués des Liges¹ se présentèrent au Conseil et lui annoncèrent officiellement la mission dont ils étaient chargés; ils avaient été informés, d'une autre part, que d'Albigny avait reçu de Charles-Emmanuel les pouvoirs nécessaires pour traiter de la paix; ils allaient donc se mettre en relation avec lui pour accomplir leur mandat.

Quelques jours après d'Albigny leur fit tenir un passeport en due forme pour se rendre auprès de lui. Ils eurent alors l'idée assez malencontreuse de demander au Conseil de déléguer trois de ses membres qui les accompagneraient à Rumilly.

¹ Pour Glaris, Jean Henri Schwartz, Statthalter, et Nicolas Schuler, Landeshauptmann; pour Bâle, Jacob Götz et André Ryff, conseillers; pour Soleure, Pierre Sury, banneret, et Jean-Jacob de Staal, chevalier et boursier de Soleure; pour Schaffhouse, Georges Mæder, bourgmestre, et Henri Schwartz, conseiller; pour Appenzell, Ulrich Näf, landammann, Jean de Heimen, chevalier, ancien landammann et banneret. et Sébastien Thörig, landammann et banneret.

Le Conseil eut le tact et la sagesse de s'excuser, de refuser, « afin, dit le *Registre*, de n'ombrager d'Albigny. » Pour accomplir leur mission pacifique, les médiateurs devaient éviter avec soin tout ce qui pouvait faire suspecter leur indépendance. Toutefois le Conseil leur soumit le vœu qu'une trêve de quinze jours fût conclue, afin de permettre aux négociations de s'engager; il demanda également que les conférences pour la paix eussent lieu dans une localité plus rapprochée, Villette, Ambilly ou St-Julien.

Le 15 juin, à la première heure, les ambassadeurs des Liges quittèrent la ville, se rendant à Rumilly; ils purent constater par eux-mêmes combien la population des environs soupirait après la paix; en effet, un contemporain raconte que « par où ils passoyent, le pauvre peuple de Savoye se mettoit à genoux et tendoit les mains pour la paix¹. » Les médiateurs n'avaient pas besoin d'être priés pour chercher à réussir dans leur mission; ils étaient animés des plus loyales intentions, décidés à mettre toute leur habileté au service d'une bonne

¹ Colladon, *Journal*, p. 87.

cause, mais ils ne se doutaient guère de toutes les traverses qu'ils allaient rencontrer sur leur route ; les représentants du duc de Savoie et le duc lui-même allaient mettre leur patience à une rude épreuve.

Le 17 juin les ambassadeurs des Liges étaient de retour à Genève ; ils avaient obtenu que les nouvelles conférences se tiendraient à St-Julien, et ils rapportaient un sauf-conduit pour les députés de Genève ; en revanche d'Albigny n'avait voulu consentir qu'à une trêve de trois jours et à quelles conditions ! Il était interdit aux Genevois, pendant la trêve, d'introduire dans la ville le produit de leurs récoltes ! C'était un mauvais procédé et une fâcheuse entrée en matière. Le Conseil des Deux Cents, auquel furent soumises les conditions, repoussa la trêve, mais accepta le sauf-conduit et désigna comme députés les magistrats les plus expérimentés de la République, Chabrey, Roset, Lect et de Normandie.

A St-Julien les Genevois retrouvèrent leurs anciens antagonistes, le président Rochette et Pobel ; la discussion des points en litige reprit de plus belle en présence des média-

teurs, discussion interminable, souvent acerbe et violente. Tel point qui avait été péniblement réglé la veille était remis en question le lendemain. C'était le rocher de Sisyphe, qu'on soulevait à grand effort et qui retombait lourdement. Le 24 juin les députés de Genève rapportent que la veille ils ont été deux fois sur le point de rompre, parce que les représentants du duc se rétractaient à tout propos. Les derniers jours du mois de juin se passèrent ainsi en allées et venues, avec alternative de confiance et de découragement ; tantôt les médiateurs et les députés de Genève revenaient de S^t-Julien soucieux et mécontents, tantôt ils se montraient pleins d'allégresse et les trompettes qui les précédaient sonnaient « plus gaillardement, » mais en réalité l'œuvre de la paix n'avancait qu'avec une extrême lenteur. L'opposition du duc et de ses représentants porta principalement sur cinq articles. Les Genevois demandaient que le duc ne pût pas faire naviguer sur le lac des embarcations de guerre ou frégates ; les Savoyards répliquaient, non sans raison, que leur souverain devait à cet égard jouir de la même liberté que la république de Genève. La question fut tranchée

en faveur du duc. D'une autre part Charles-Emmanuel accordait aux Genevois l'exemption de tous péages ou taxes sur ses Etats, mais il entendait réserver les droits particuliers des gentilshommes ses sujets, qui percevaient sur leurs fiefs des droits de péage ; ce point fut également réglé à la satisfaction du duc. Suivant des concessions fort anciennes, les Genevois propriétaires de biens-fonds en Savoie jouissaient de l'immunité complète en matière d'impôts ; c'était un inestimable privilège, réservé à la noblesse, et naturellement les négociateurs genevois mirent tout en œuvre pour obtenir que ces avantages traditionnels fussent maintenus ; une transaction intervint ; il fut déclaré que les Genevois conserveraient l'immunité fiscale pour les biens-fonds qu'ils possédaient en 1603, mais qu'ils ne seraient pas admis à se prévaloir de ce privilège pour les biens qu'ils pourraient acquérir dans la suite. Sur un autre point, sur une simple question de forme, Charles-Emmanuel se montra intraitable ; il ne voulait à aucun prix que le traité à conclure avec Genève fût qualifié de *paix perpétuelle* ; on en pourrait conclure, disait-il, qu'il renonçait tacitement à ses

prétentions et c'était une concession qui coûtait trop à son orgueil blessé. A la date du 9 juillet il écrivait à d'Albigny. « Je ne puis de mon estomac digérer ce mot *paix*, qui me ravale quasi à l'égalité avec eux. Facilement ils en inféreront la renonciation à mes prétentions, à quoi jamais je ne veux consentir. Proposez au plus qu'ils soient compris dans Vervins, ce malheureux traité. Voilà tout ce que je puis ¹. » Si le duc ne pouvait se résigner à l'idée d'une paix perpétuelle, c'est qu'il nourrissait une arrière-pensée et les Genevois de leur côté pouvaient-ils poser les armes, s'ils n'obtenaient aucune garantie sérieuse pour l'avenir ? La question paraissait insoluble ou à peu près, mais le texte définitif du traité nous apprend comment d'habiles négociateurs peuvent se tirer d'un mauvais pas. Le duc consentait à accorder aux Genevois le bénéfice du traité de Vervins, or la paix de Vervins étant perpétuelle, il fut stipulé que les Genevois demeureraient compris « au traité de paix perpétuelle de Vervins. » Cette rédaction, simple et ingénieuse, était une véritable trouvaille, car

¹ Jean de Muller, Histoire de la Confédération Suisse, to. XII p. 365, note.

elle donnait satisfaction aux deux parties. On médit souvent des diplomates, mais il faut reconnaître qu'ils rendent parfois aux nations de bien grands services. Sans cet expédient, qui sait si le traité eût été signé de si tôt.

A partir du 25 juin une trêve ou suspension d'armes avait été consentie de part et d'autre, afin de faciliter les négociations ; les Genevois surent en profiter ; ils s'empressèrent de « faire leurs moissons » et de rentrer leurs récoltes ; rarement les artisans s'étaient vus à pareille fête. Colladon raconte que les moissonneurs recevaient jusqu'à 2 fr. par jour, car il fallait se presser pour terminer avant l'expiration de la trêve. Heureusement, dans l'intervalle, les négociations avaient fait du progrès et la trêve fut renouvelée pour quelques jours. Il était dit que tant d'efforts désintéressés seraient récompensés. Le 12 juillet des gens du peuple étaient réunis en grand nombre à S'-Julien devant le modeste logis où se discutait le traité. La foule était partagée entre l'espérance et l'appréhension. Tout à coup Rochette paraît à une fenêtre et s'écrie : « Mes amis, louez Dieu, vous avez la paix. » On se représente quels cris

d'allégresse accueillirent l'heureuse nouvelle. La paix était aussi populaire, aussi désirée, en Savoie qu'à Genève.

Lorsque les médiateurs et les députés revinrent à Genève, le canon tonna sur les remparts. Le même jour, entre 1 et 2 heures, la publication de la paix fut faite à tous les carrefours par le secrétaire d'Etat Gautier, accompagné du sautier et de quelques-uns des auditeurs. La publication se fit au bruit des tambours alternant avec la joyeuse fanfare des trompettes. A quatre heures de l'après-midi, un service solennel d'actions de grâce réunit dans les temples une foule recueillie. Dès ce jour les relations séculaires de voisinage et d'amitié furent rétablies. Espagnols et Savoyards commencèrent à circuler librement dans les rues de la ville. Le duc, qui avait si longtemps hésité et tergiversé, mit son point d'honneur à exécuter de suite l'une des prescriptions essentielles du traité ; le 17 juillet on annonça au Conseil qu'il ne se trouvait plus de troupes ni à Bonne, ni à quatre lieues à la ronde. En revanche S'-Genis fut rendu et dans la nuit du 18 au 19 juillet le sinistre trophée du boulevard de l'Oie disparut ; les têtes des pri-

sonniers savoyards furent enlevées. Une ère nouvelle s'ouvrait pour nos contrées cruellement éprouvées; la paix, si ardemment désirée et si longtemps attendue, allait permettre au peuple de Savoie comme aux citoyens de Genève de reprendre le labeur journalier et de panser les blessures causées par la guerre.

Le traité de St-Julien porte la date du 21 juillet (nouveau style) 1603; il a servi dès lors de base aux relations de Genève avec la maison de Savoie ¹. Rappelons les principaux avantages qu'il consacra; d'abord la liberté entière du commerce, aussi bien pour les personnes que pour les marchandises (art. 1); restitution à la république de Genève des biens et revenus d'Armoy, Draillens et autres, tels qu'ils étaient possédés par elle en 1589 (art. 5); exemption pour les Genevois de toutes taxes, péages, traverses, sur les Etats du duc, en consignnant toutefois les marchandises par lettres de voiture et factures (art. 11); de même, exemption

¹ Le texte du traité a été imprimé plusieurs fois, dans le *Citadin de Genève* en 1606, dans l'*Histoire de Genève* de Spon (to. II, p. 249 et suiv.); il figure également dans le recueil des *Traités publics de la maison de Savoie* (to. I, p. 216 et suiv.)

de toutes tailles, contributions, levées de graines, impôts, rations, décimes, et toutes autres charges, ordinaires ou extraordinaires, pour les biens-fonds possédés par les Genevois en 1603 (art. 12). La liberté des transactions commerciales, les immunités fiscales, personnelles ou réelles, étaient des avantages d'une valeur inappréciable, mais l'article capital du traité était ainsi conçu :

« Se contente S. A. de ne faire assemblée de gens de guerre, ni fortifications, ni tenir garnisons à quatre lieues près ladite ville de Genève (art. 19). »

C'était pour Genève la sécurité, la garantie d'indépendance, que les délégués du Conseil avaient constamment réclamée pendant les négociations préliminaires. Cette disposition protectrice fut rappelée et invoquée à maintes reprises¹; elle revêtit une autre forme en 1815, lorsque les traités instituèrent la neutralité de la Savoie du Nord. Au point de vue de la liberté du commerce et des immunités douanières, les effets bienfaisants du traité de S'-Julien se firent sentir à travers les siècles et ils

¹ Notamment en 1703, au début de la guerre de la succession d'Espagne; voyez mon livre, *Les Suisses et la neutralité de la Savoie*, Genève, 1895.

subsistent encore aujourd'hui. La « zone franche » de Savoie est la confirmation pure et simple de l'état de choses créé en 1603, dans l'intérêt commun de Genève et de la région voisine ; d'une autre part l'article 4 du traité de Turin reproduit l'art. 1 de celui de St-Julien et assure la libre sortie des denrées destinées à la consommation du canton de Genève. Ainsi, grâce aux efforts et à la sagesse des médiateurs suisses, non seulement la paix fut rétablie, mais la prospérité matérielle de nos contrées fut assurée.

Dans les annales de la maison de Savoie le traité de St-Julien a sa place marquée, plus importante peut-être qu'il ne semble au premier abord ; en effet, ce traité est le point de départ d'une orientation nouvelle. Sans doute Charles-Emmanuel ne renoncera pas de si tôt à ses prétentions sur Genève ; il caressera longtemps encore l'idée de maîtriser la petite République, mais la *soif de Genève*¹

¹ *La soif de Genève et la faim de Grenoble*, expressions de l'ambassadeur Du Fresnes.

ne tiendra plus dans ses projets, dans ses rêves d'ambition, la place essentielle qu'elle occupait naguère. Pour le duc Genève était le poste avancé qui lui aurait permis de regarder plus loin; il aurait cherché à reconquérir sur les Bernois le pays de Vaud, ancien apanage de sa maison; il aurait saisi la première occasion pour déchirer le traité de Lyon et revendiquer la Bresse, le Bugey, Gex et le Valromey; en un mot, il serait resté duc de Savoie, fidèle aux origines de sa dynastie. L'échec de l'Escalade et la paix de St-Julien l'obligent à modifier ses plans, à chercher d'un autre côté un aliment à son activité fiévreuse, à son ambition inquiète et insatiable. En 1617 il signe avec les Bernois un traité par lequel il renonce solennellement à toute prétention sur le pays de Vaud; il ne tarde pas à reconnaître que la Bresse et le Bugey sont irréparablement perdus pour lui. Mais qu'importe! Des destinées plus glorieuses semblent lui sourire; il avait rêvé d'asservir une petite et inoffensive république et par une étrange dispensation du sort, des poètes saluent en lui le libérateur de l'Italie; pour la première fois les espérances des patriotes se tournent vers la maison de Savoie. Com-

ment résister à la force mystérieuse qui entraîne et domine les souverains comme les peuples ; le duc de Savoie se fera prince italien et il ne jettera plus de ce côté des Alpes que des regards distraits et intermittents. Peut-être eut-il la vision lointaine de l'unité italienne, réalisée par la maison de Savoie ? Les historiens piémontais ont décerné à Charles-Emmanuel I^{er} le titre le Grand ; il eut assurément quelques-unes des hautes qualités qui peuvent motiver ce titre ; au cours d'un long règne et au milieu des circonstances les plus difficiles, il se montra plein de ressources, déployant autant d'habileté que d'énergie et de bravoure, mais, pour être vraiment grand, il lui manqua, ce nous semble, la continuité dans les desseins, une certaine unité d'action, qui seules peuvent assurer le succès final. C'est à peine si on arrive à démêler le fond réel de sa pensée et de sa politique dans l'écheveau compliqué de ses combinaisons, sans cesse renouvelées et modifiées ; il fut versatile, se soumettant tour-à-tour à l'influence espagnole et à l'influence française ; il s'embarrassa parfois dans les fils de ses propres intrigues et fut la victime de son irrémédiable inconstance. Pendant la période dont nous

venons de retracer l'histoire, Charles-Emmanuel commit l'erreur capitale d'accorder sa confiance illimitée à un homme qui ne la méritait pas, à d'Albigny, qui trahit successivement sa patrie, la France, et son protecteur, le duc de Savoie, à d'Albigny qui ne fut ni Français, ni Savoyard, mais exclusivement Espagnol. Cet aventurier de marque, qui compromit les armes de son maître dans le sinistre coup de main de l'Escalade, atteignit l'apogée de son crédit en 1607, lorsqu'il épousa Matilda, fille naturelle du duc Emmanuel-Philibert et de la marquise de Pianezza. Il arrivait au faite des honneurs au moment où l'heure suprême allait sonner pour lui. Charles-Emmanuel découvrit le secret de ses intrigues avec l'Espagne. L'homme qu'il avait comblé de ses faveurs, qu'il avait admis en quelque sorte dans sa famille, le trahissait lâchement ! Dès les premiers jours de janvier 1608 le duc mande d'Albigny de Chambéry à Turin ; dédaignant des avertissements de divers côtés, ce dernier se rend à Turin, où il reçoit à son arrivée les compliments et les hommages de nombreux courtisans. On le conduit auprès de Charles-Emmanuel, qui l'accueille avec toutes les apparences d'une sin-

cère amitié. Le lendemain, à la première heure, le sénateur Crasso se présente à la demeure de d'Albigny. Le langage du sénateur, l'expression même de son visage, tout semble indiquer qu'il se prépare quelque chose de grave. D'Albigny se lève, s'habille rapidement et saisit son épée, mais le sénateur, d'un mot ou d'un geste, lui fait comprendre qu'il peut laisser son arme. D'Albigny prend alors un livre de prières et quelques instants après il monte dans un carrosse qui stationnait devant la maison ; les portières se ferment, trente cavaliers entourent le carrosse, qui se dirige rapidement vers le château de Moncalier. Les lourdes portes du fort se referment sur le favori de Charles-Emmanuel ; huit jours s'écourent, huit jours d'attente et d'angoisse, et le 17 janvier 1608 d'Albigny meurt décapité dans sa prison, par ordre du duc. Au registre du cérémonial de la cour figure cette simple note, d'un laconisme effrayant : *Charles de Simiane, chevalier de l'Annonciade, étant mort à Moncalier, le duc a envoyé quarante torches pour ses funérailles*. Aussitôt après la mort de d'Albigny, ses confidents furent emprisonnés, sa compagnie des gardes fut licenciée et sa veuve, donna Matilda, reléguée dans un

couvent pour y finir ses jours dans le deuil et la prière. La mort de d'Albigny scella la réconciliation de Charles-Emmanuel avec Henri IV¹. A ceux qui se plaisent à l'interroger, l'histoire réserve de hautes et salutaires leçons ; elle enseigne qu'on ne saurait violer impunément les principes éternels de la justice et du droit et que souvent l'expiation suit de près le crime. L'aventurier sans scrupule qui avait juré la perte de Genève reçut six ans plus tard le châtiment qu'il méritait ; il mourut de la mort des traîtres. Genève était vengée !

Au lendemain du traité de Vervins qu'avait demandé Genève ? Simplement d'être comprise dans ce traité qui assurait la paix de l'Europe. Cet avantage, elle l'obtint cinq ans après par le traité de S^t-Julien, mais au prix de quels efforts ! Le duc ne veut pas renoncer à son rêve ; il guette sa proie ;

¹ Les détails qu'on vient de lire sur la fin tragique de d'Albigny sont empruntés au bel ouvrage de M. D. Carutti, *Storia della diplomazia della Corte di Savoia*, to. II, p. 40 et suiv.

il attend l'occasion favorable ; pour s'emparer de Genève, il ne dédaignera aucun moyen, ni la ruse, ni la violence ; à ses yeux, les Genevois ne sont que de misérables rebelles, contre lesquels la fin justifie les moyens. Genève peut-elle du moins compter sur des amis résolus ? Henri IV. ose à peine se prononcer ouvertement en faveur de la Rome protestante. Seules les quatre cités évangéliques promettent quelque appui. C'est donc avant tout sur elle-même que Genève doit compter, sur le patriotisme et l'énergie de ses citoyens, sur la prudence et l'habileté de ses magistrats ; les uns et les autres sont prêts à tous les sacrifices pour sauver la patrie et la liberté. Dans les négociations avec Henri IV, Charles-Emmanuel ou les Ligues suisses, les magistrats genevois déploient toute l'adresse, toute la persévérance et le sang-froid qui ne se rencontrent à l'ordinaire que chez les diplomates de profession ; mais ce qui les distingue, c'est leur sincérité, leur bonne foi ; ils savent que leur cause est juste et ils ne se soucient pas de la défendre par la ruse ou le mensonge. Ce sont d'honnêtes gens ; nous les avons suivis jour par jour dans les documents officiels, dans

les négociations épineuses, qui commencent en 1598; nous n'avons rien trouvé qui ne puisse être raconté et approuvé. Plus tard, à l'heure critique où Genève cherche le salut dans les armes, d'obscurs citoyens abandonnent le comptoir ou l'atelier et s'improvisent soldats; les volontaires de la République, avec les renforts de Suisse et de France, font reculer les troupes aguerries de Charles-Emmanuel et finissent par arracher, par imposer la paix à l'ennemi. Ces cinq années de lutte offrent un intérêt de premier ordre, car l'intérêt dramatique de l'histoire est tout entier dans l'intensité de l'effort. En quelques lignes émues, un historien piémontais, M. Carutti, a rendu justice aux Genevois de 1602, qui se résignèrent à tous les sacrifices plutôt que de renoncer même à un lambeau de leur indépendance :

« Si la lutte des Pays-Bas contre l'Espagne, dit M. Carutti, fut longue et glorieuse, non moins longue et non moins admirable fut la résistance des Genevois qui les premiers donnèrent l'exemple de ce que pouvaient l'amour de la liberté et la foi religieuse. » Ce témoignage d'une si haute et seraine impartialité honore l'illustre historien de la

maison de Savoie. En défendant sans trêve ni repos leur liberté, les Genevois du XVII^m^e siècle prouvèrent qu'ils étaient dignes de la conserver; avec eux le droit nouveau, le principe républicain, triomphèrent du vieil arbitraire féodal.

PIÈCE JUSTIFICATIVE

LETTRE DE LESDIGUIÈRES AU CONSEIL DE GENÈVE

(26 août 1598.)

Messieurs,

J'ay receu vostre lettre du X de ce mois à vostre stile et veu le sommaire des demandes que vous aves faites à M. de Savoye, la response qu'il vous y a faite et le projet de la forme de vivre que ce Prince désire d'estre establi entre vous et luy par l'entremise du baron de Viry, qui vous a envoyé la copie de ceste dernière pièce. Je ne m'arrestерay pas aux deux premières, comme chose de peu et qui accommode vos affaires du jour au lendemain, en attendant un ferme établissement de repos, auquel il semble qu'on vous confie par ceste-cy. Vous me faites beaucoup d'honneur de rechercher

mon advis en ce fait si important et je voudrois être capable de le vous donner aussi utile que vostre nécessité et mon debvoir m'y convient. Si ne lairray-je de satisfaire à vostre désir, mais, avant que de passer plus outre, je vous exhorteray d'estre plus que jamais sur vos gardes durant ces propositions de traictez et cependant que vostre voisin est auprès de vous avec l'espée au poing; je scay bien que, comme très prudens, vous estes en perpétuelle deffiance et je vous advise que vous la devez augmenter à ceste heure et croire que tant de gens de guerre ne vous avoisinent pas et ne s'amusent à un si long séjour sans quelque perniteux desseing. Je le voudrois aussi bien scavoir pour le vous descouvrir, comme je vous puis asseurer que ce prince fait sous main retenir tous les soldats qu'il peut remarquer de bonne vueille (veille), tant en ceste province qu'en Lyonnois et en Provence. A l'adventure n'est-ce pas pour vous nuyre, mais il me semble que vous devez croire que cest orage peut fondre sur vous, afin que soyes plus préparés à y résister. Il y a toutefois apparence par ce projet qu'il vous veult laisser en repos pour y mettre ses propres

subiets. C'est le propre des princes d'entendre ou recercher la paix, si elle leur est utile ou nécessaire. Cestuy-ci se la recognoist propre en l'un et en l'autre point et beaucoup, à mon jugement, plus avantageuse pour luy que pour vous, au change qu'il veut faire de la desmolition et rasement du fort S^{te}-Catherine à la restitution du balliage de Gex et chastelanie de Gaillard, car si ceste restitution a lieu, vous mettes vostre ennemi à l'entour de vous et au bord de vos franchises, au lieu que vous l'aves en un seul endroit, duquel vous vous prenes garde. Je n'entens point parler de la démolition des Alinges que vous debves demander, si ce traicté passe plus outre. Quant à ce qu'il vous veult astreindre à ne donner aucun passage à aucuns gens de guerre qui marcheront contre luy, il me semble que vous y debves bien penser et en recercher l'advis du Roy, aussi bien que sur ces restitutions, changemens et démolitions. Sa Majesté ayme vostre conservation, parcequ'elle luy importe et elle sera encor plus obligée à vous protéger, si vous ne voules point faire de résolution, en un tant important afaire, sans elle. C'est le plus sain advis que je vous puisse donner en ceste occurrence,

n'ayant remarqué que ces deux articles importants, parce que le reste est réciproque et de chose là où vous ne pouvez veoir par les yeux d'authrui. Or je prie le Créateur, Messieurs, qu'il vous continue et augmente ses saintes grâces.

A Grenoble le XXVI aoust 1598.

Vostre bien humble et affectionné
serviteur,

LESDIGUIÈRES.

(Reg. Cons. de Genève, 18 août 1598.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CHAPITRE I. — Le traité de Vervins et la question de Genève.	1
CHAPITRE II. — Dispositions de Charles-Emmanuel à l'égard de Genève. Conférences de Thonon et d'Hermance	19
CHAPITRE III. — Négociation de Chapeaurouge. Charles-Emmanuel traite avec Henri IV	55
CHAPITRE IV. — Découragement et insuccès de Chapeaurouge. Avis de Lesdiguières. D'Albigny entre en scène	87
CHAPITRE V. — Charles-Emmanuel n'exécute pas le traité de Paris. Henri IV déclare la guerre	113
CHAPITRE VI. — Guerre de Savoie. Biron approche de Genève	137
CHAPITRE VII. — Henri IV à Annecy. Le fort de Sainte-Catherine est investi	161
CHAPITRE VIII. — Henri IV à l'Eluiset. Capitulation du fort de Sainte-Catherine	191
CHAPITRE IX. — Traité de Lyon. Genève est dépouillée du pays de Gex	231
CHAPITRE X. — Attitude menaçante de d'Albigny. Les officiers royaux prennent possession du pays de Gex.	263
CHAPITRE XI. — Les péagers à Versoix. Savion se rend en mission à Turin	301
CHAPITRE XII. — Nouvelles négociations avec le duc. Henri IV renouvelle son alliance avec les cantons suisses	349
CHAPITRE XIII. — Premiers avis relatifs à l'Escalade. Complot du maréchal de Biron	381

	Pages.
CHAPITRE XIV. — Nouveaux avis annonçant l'Escalade.	
Voyage du président Rochette	415
CHAPITRE XV. — L'Escalade du 12 décembre 1602 . .	435
CHAPITRE XVI. — Le lendemain de l'Escalade. Exécution des prisonniers	453
CHAPITRE XVII. — Genève se prépare à la guerre. Pre- mières hostilités	475
CHAPITRE XVIII. — Négociations préliminaires. Con- férences de Saint-Julien	509
CHAPITRE XIX. — Intervention des Ligues suisses. Traité de Saint-Julien. Conclusion	543
PIÈCE JUSTIFICATIVE. — Lettre de Lesdiguières. . . .	565

TABLE DES PLANCHES.

Attaque du fort Ste-Catharine par l'armée royale. (Gravure de C. Chastillon.)	Frontispice.
Escalade de 1602. (Gravure de 1616 par E. S.) . . .	112
Escalade de 1602. (Gravure allemande.)	304
Escalade de 1602. (Gravure de François Diodati c ^a 1650.)	400
